

Radio-Télévision / Heures locales

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14874 7 F

- DIMANCHE 22 - LUNDI 23 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alors que les organisations syndicales mobilisent le monde paysan

Un jeu serré

APRÈS que la Commission Aeuropéenne, qui en a pris connaissance vendredi, eut salué comme satisfaisant le compromis agricole auquel venalt de parvenir à Washington ses deux négociateurs, MM. Frans Andriessen et Ray MacSharry, l'attention se retourne vers Paris, devenu désormais le seul obstade cle possible à une conclusion à l'amiable de ce long conflit transatiantique, et, par voie de conséquence, de l'Uruguay

Les premières réactions ultra-négatives des dirigeants profes-sionnels français n'ont ni surpris ni ému outre mesure : comment demander à des dirigeants syndicalistes de na pas parler fort calletes de na pas parier fort alors que les « politiques » sont les premiers à se livrer à une dangereuse surenchère? On espère à Bruxelles que le gouvernement et le Parlement français sauront retrouver à temps feur sang-froid pour gérer de manière responsable de manière de la control de la con responsable ce nouvel épisode difficile, mais pas inattendu, de la nécessaire adaptation de l'apparell de production agricola

GRÂCE à une concession politique faite par M. George Bush, l'accord est sensiblement moins déséquilibré que le schéma aur lequel on que le schema sur lequel on s'était presque entendu, au début du mois, à Chicago. La Commission de Bruxelles. M. Jacques Delors en tête, poura plaider, cans être taxée de partialité scandaleuse, que les solutions arrêtées pont compatibles avec le réferme de la political. bles avec la réforme de le politi-que agricole commune (PAC), que agricole commune paysans autrement dit que les paysans n'auront pas à payer

Certes, la facture ne sera pas légère, en particulier pour les exportateurs français de blé, hollandais de fromage, irlandais, français, állemands, de viande de bœuf. Mais on ne termine pas une négociation de six ans comme une partie de Monopoly. L'objectif affiché en 1986 à Punta del Este était bien d'assalnir les áchanges agricoles en nir les échanges agricoles en mettant fin à la guerre des sub-

L'accord auquel on pervient est sans doute déséquilibré, les concessions faites par les Améri-cains étant limitées, mais il n'est pas scandaleux comme on a pu un moment le craindre, et il est vrai que, vue de Washington, la PAC pouvait être souvent considérée comme un prédateur redoutable, habile à s'emparer de

ES Français, qui ont joué serré durant les demières phases des pourpariers, peuvent encore manœuvrer. A Genève, où ils sont en droit de réclamer, aux. Américains comme aux nouveaux pays industrialisés, un meilleur accès pour leura entreprises de services. Mais à Bruxelles sussi, services. Mais à proteiles «usur, où leur situation de pays le plus exposé à l'accord agricole du GATT leur donne des arguments pour obtenir des compensations, notamment à propos des modali-tés d'application de la réforme de tes d'appagation de la retorne de la PAC. Tout est raisonnable, sauf d'utiliser l'arme suprême, celle du veto, qu'autorise la compromis de Luxembourg. L'effort demandé aux paysans n'est pas d'une ampleur pouvant justifier d'une ampleur pouvant justifier-qu'on fasse appel à cette arme anachronique (le compromis de Luxembourg date de 1966). Nos partenaires ne le comprendraient pas. Pour la plus grande joie des Britanniques, la stratégie définie par le traité de Masstricht se trouverait gravement compro-mise et notre coopération avec l'Allemagne en péril.

 $(\sigma^* \tilde{T}_{\rm obs})^{-1}$

4.

...

A ...

10.00

8 -

W.

140 . .



La France juge «inacceptable» compromis agricole de Washington

L'accord conclu à Washington le 19 novembre entre les négociateurs des Etate-Unis et de la CEE sur les produits agricoles a été généralement accueilli avec soulagement des deux côtés de l'Atlantique, où l'on redoutait une guerre commerciale. Cependant la France persiste dans son refus d'un compromis qui aboutirait, selon elle, à aggraver les sacrifices demandés aux agriculteurs dans le cadre de la réforme de la Politique agricole commune. Les organisations paysannes fran-çaises entendent mobiliser leurs troupes – notamment au moment de la discussion au Parlement sur la conduite à tenir à Bruxelles - afin d'inciter le gouverne-ment à opposer son veto au compromis de Washington. M. Pierre Bérégovoy a fait publier samedi matin par l'Hôtel Matignon une déclaration dans laquelle il juge «ce projet inacceptable» et indique qu' «il ne sera pas accepté». «Nous avons devant nous une négociation difficile, ajoute-t-il, mais nous avons le force du bon sens. L'Europe ne peut pas réformer la PAC en mai pour la défaire en novembre».

(Communautés européennes

de notre correspondent

«On revient de loin.» Tel est le

sentiment le plus fréquemment

exprime à Bruxelles en décou-vrant les termes de l'accord conclu jeudi 19 novembre, à

Washington, par MM. Frans Andriessen et Ray MacSharry, les

deux commissaires européens,

avec leurs interlocuteurs améri-

cains. Ceux-là mêmes qui, au

début du mois, dénonçaient

HEURES LOCALES

La fragile unité

de l'Association

des maires de France

La congrès de l'AMF a mis en lumière les intérêts diver-gents des communes et les risques de blocage.

La loi Malraux

trente ans après

La réhabilitation des sec-

teurs anciens sauvegardés est

Saint-Malo: où sont

nassés les corsaires?

La sous-préfecture d'ille-et-Vilaine cherche à retrouver

Avec les informations prati-

Lire peges 19 à 26

ques, les pages « régions » et « lle-de-France », les livres, le

CHRONIQUE DES MARCHES

■ Devises at or. ■ Marché monétaire. m Matières pre-

mières. Marché international des capitaux.

M- Marie-Christine Blandin,

membre du mouvement des

Verts, présidente de la région Nord - Pas-de-Calais, invitée de l'émission hebdomadaire

Le grand jury RTL-le Monde », dimanche à 18 h 30.

Mm* Blandin

au «Grand Jury

RTL-le Monde »

son esprit de conquête.

aujourd'hui en panne.



Isolement

comme inacceptable, parce qu'incompatible avec la réforme de la politique agricole commune (PAC), l'offre faite par M. Mac-Sharry (sous la pression de M. John Gummer, ministre anglais de l'agriculture) à M. Edward Madigan, secrétaire américain à l'agriculture, offre que celui-ci avait refusée, conseillent d'accepter le deal finalement

a inespéré ». Une réaction en complet déca-lage avec celles constatées à Paris

et qui illustre déjà l'isolement dans lequel risque de se trouver la France si elle persiste à adopter une attitude négative. « Cet accord ne se fait pas au détriment des paysans européens. Nous consoli-dons au contraire les résultats de la réforme de la PAC. Nous umes restés dans les limites de la PAC réformée et nous pourrons le prouver», a déclaré M. Andriesatteint comme pratiquement sen, vendredi, au cours d'une conférence de presse.

On décelait dans ses propos la satisfaction d'avoir mené à son

terme, dans des conditions qui ne sont certainement pas indignes, des négociations euro-américaines qui étaient mai parties et le soulegement de voir disparaître la menace d'une guerre commerciale

PHILIPPE LEMAITRE Lire la soite et les articles de FRANÇOIS GROSRICHARD, SERGE MARTI

et LAURENT ZECCHINI pages 14 et 15

Bioéthique : les députés ne veulent pas de retard

Les députés de toutes tendances, associés dans un tra-vail législatif commun visant à définir des règles de bioéthique, souhaitent mener ce travail à son terme avant les prochain.

Lire page 7 l'article de GILLES PARIS

La contre-attaque de Mª Georgina Dufoix

A la suite des informations parues dans le Monde du 21 novembre et des déclarations faites par l'industriel nantais René Trager au sujet de commissions qu'il aurait touchées pour le compte du ministère des affaires sociales, en 1985 et 1986, sur un appareil de radiologia, M- Georgina Dufoix, son mari Antoine Dufoix et son ancien directeur de cabinet, M. Michel Gagneux, ont annoncé leur intention de déposer plusieurs plaintes pour differnation.

Un entretien avec M. Suleyman Demirel

Le premier ministre turc, revenu depuis un an aux affaires, s'explique aur les réformes démocratiques engagées dans le pays, sur sa position vis-à-vis de la rébellion du PKK dans le Sud-Est et sur le rôle de la Tur-quie dans la contexte nouveau créé dans la région par l'éclatement de l'URSS.

Inde: juges contre castes

La Cour suprême impose de réserver aux « défavorisés » 27 % des postes de fonctionnaires

NEW-DELHI

de notre correspondant

La Cour suprême indienne n'a pes craint de rouvrir la boîte de Pandore. Par un jugement du 16 novembre, elle s'est en effet prononcée en faveur de la réser-défavorisées, ou réputées telles.

Ce jugement a déjà relance le débat, très àpre, sur les conditions d'une amélioration de la situation des Indiens les plus arriérés. Des manifestations hostiles ont lieu dans plusieurs Etats du nord de

l'Union. Un étudiant est dans un état critique après avoir tenté de s'immoler par le feu vendredi 20 novembre près de Delhi.

La polémique n'est certes pas neuve. En août 1990, le premier ministre de l'époque, M. V. P. Singh, avait déclenché une violente agitation en se déclarant prêt à appliquer les recommanda-tions énoncées en 1983 par une commission présidée par un magistrat, M. Mandal, qui propo-sait d'accorder des conditions préférentielles aux aspirants fonctionnaires issus des quelque 3 743 sous-castes (jatis) considé-rées comme «arriérées» sur le plan socio-économique.

> BRUNO PHILIP Lire la suite page 6 | parcours démonstratif. Il faut

La fureur de peindre

L'expressionnisme allemand au Musée d'art moderne de la Ville de Paris : une exposition définitive

par Philippe Dagen

Voici une exposition exemplaire, la plus belle peut-être qui ait été consacrée à son sujet hors d'Allemagne – une de ces rares expositions que l'on peut avoir envie de dire définitive. Elle a tout pour séduire et tout pour marquer la mémoire, car elle traite d'une période et de mouvements peu connus et mai montrés à Paris jusqu'ici, révèle des œuvres rares et variées et les dis-pose sobrement et clairement.

Il faut faire l'éloge des commis-saires, qui, sous la direction de Suzanne Pagé, ont su élire des toiles, des sculptures et des gra-vures de premier ordre, convain-cre les prêteurs et concevoir un

tume - la mise en espace décidée par Jean-François Bodin, dont l'essentiel mérite est de procéder au moyen d'artifices invisibles.

Il faut enfin, en toute justice, rendre hommage à MM. Aubert, Dastugue, Dondel et Viard. Qui sont-ils? Rien moins que les architectes qui conçurent, en 1937, l'ancien Musée d'art moderne, des architectes qui bâtirent un monument pour la peinture avec des murs où acero-cher les tableaux et des perspectives pour les regarder de loin. L'espace est vaste, la promenade aimablement entrecoupée d'escaliers et de rotondes qui évitent la monotonie d'un parcours uniformément rectiligne.

Lire la suite page 13

PRIX MEDICIS ETRANGER

Louis Begley

Une éducation polonaise

roman traduit de l'anglais par Mirèse Akar

Grasset



Espérances américaines du cinéma français

Tout est une question d'échelle, on l'a constaté au 4 Festival du film français de Sarasota (Floride). Le cinéma français fait ses meilleures recettes à l'étranger en Amé-rique : 24 millions de dollars pour 1991. Mais il faut rapprocher ca chiffre d'un autre : le chiffre d'affaires du cinéma américain s'élève, lui, à 5 milliards de dollars par an. Audelà des chiffres nous restons, pour les professionnels de Hollywood, les plus grands efabricants d'intrigues » du

A L'ETRANGER : Algéria, 4.50 DA : Marce, 8 DH; Turdele, 750 m : Allemegne, 2.50 DM : Autriche, 25 ATS : Belgique, 40 FB; Carada, 2.25 S CAN; Antilles/Réunion, 9 F; Côte-d'holte, 465 F CFA; Denemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-8., 86 p.; Grèce, 220 DR; Irlanda, 1,20 £; (talle, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvége, 14 KRD; Pevs-Sas, 2,75 FL; Portugel, 170 ESC; Sénégel, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 S.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tèl. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 208.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde ». « Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du *Monde*. Le Monde-Entreprises. M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros

Membres du comité de direction :
Jacques Guiu, Philippe Dupuis
Isabelle Tsaïdi
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F

Téléfan : 46-63-98-73. • Société filiale de la SARL le Monde et de Médius et Régies Furope SA.

Imprimerie
du « Monde »
12 r. M. Gunsbourg
94852 IVRY Codes

Commission partiaire des journeux et publications, m 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LENCADE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90

(de 8 heures à 17 h 30)

536 F

1 038 F

á zois ..

SUISSE

BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS

572 F

1 123 F

(20 ____ 1890 F | 2086 F | 2960 F

ÉTRANGER:

par voie aérienne tarif sur demande.

pour vous abonner renvoyez ce balletin

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou

provisoires : not abonnés sont invités à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

Le Monde

Edná par la SARL Le Monde

directeur de la puncation directeur de la rédection Jacques Guiu directeur de la gestion Manuel Luchert secrétaire général

Rédacteurs en chef

Daniel Vernet

Hubert Beuve-Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

3 mois 6 mois

Adresse : __

Localité : __

Pays: _

PP Pans AP

Nom: Prénom: _ AUTRES PAYS

normale

CEE

1 560 F

Coubertin propose le retour de l'olympisme

par Jean Durry

a Jubile. 20 nov. Ville-d'Avray. Lundi 21. Assaut du stade. Jendi 24. Mendon,

Vendredi 25. Sarhonne. Voilà, en tout et pour tout, de la main même de Pierre de Couber-tin, les traces écrites de la semaine de novembre 1892, et plus précisé-ment de ce vendredi 25, jour où il prononça une simple phrase, à vrai dire sans grand effet sur ceux qui l'entendirent, mais, près d'un siècle plus tard, on devait, par une construction rétroactive, en faire l'«appel» dont ce sera bientôt le

Ces quatre lignes et cette unique mention «Sorbonne» figurent sur un document particulièrement précieux. Car. en bon historien. Coubertin avait souvent coutume de fixer noir sur blane, d'une petite écriture serrée et penchée, ce qu'avalent été ses activités. Ce relevé concernant les années 1891-1893 lui servit probablement d'aidemémoire pour la préparation des articles publiés en 1907 dans la revue l'Education physique, et qu'il devait réunir en chapitres d'un de ses livres essentiels: Une campagne de vingt et un ans (1909).

Entre le peu d'importance apparemment attaché, sur ce manuscrit, à cette péripétie, et la date capitale qu'on a voulu en faire dans la saga de l'olympisme moderne, quelle fut la réalité ?

C'est dans le numéro 110 daté 6 du 7 mai 1892 de l'hebdomadaire les Sports athlétiques qu'il est fait pour la première lois mention d'un a projet très important soumis très prochainement à l'approbation du Comité de l'Union. Il s'agirait de célèbrer, par une série de fêtes, le cinquième anniversaire de [la] fon-dation. »

« Ludus

pro patria» L'Union ? Annoncer un cinquième anniversaire était pour le moins osé. Le 18 janvier 1887, Georges de Saint-Clair, seerétaire général du Racing-Club de France (fondé en 1882), avait, à l'issue d'un déjeuner ponetuant au restau-rant Cabassud un «rallye-papier» couru dans les bois de Ville-d'Avray, annoncé le projet d'une «Union des sociétés françaises de course à pied» qu'il venait de concevoir avec Jules Marcadet, son homologue du Stade français (créé le 13 décembre 1883 au Procope). Lorsque, le 27, ou plus probable-ment le 29 novembre 1887, les statuts en furent adoptés - règlement tuts en furent adoptes - regiement de course valable pour « toute la France », prévision de champion-nats nationaux effectivement dis-putés le 29 avril 1888 sur la piste de la Croix-Catelan (100, 400, 1500 mètres et 110 mètres haies) - et Saint-Clair choisi comme président, l'USFCP, à laquelle Marcadet avait donné la fière devise « Ludus pro patria ». dans le climat d'un pays toujours marqué par la catastrophe de 1870-1871, ne comptait encore que... les deux clubs précités aux-quels depuis le 1ª juillet s'était joint celui des Francs-coureurs.

Le 8 juillet 1890, quand l'Union – devenue celle des Sociétés françaises de sports athlétiques le 18 janvier 1889 sur l'initiative, discutée, de Saint-Clair, qui souhaitait l'étendre au football, à la crosse, au tonnie au football, à la crosse, au tonnie au football, à la crosse, au tonnie au football. tennis, etc. - tient sa première assemblée générale, rue Saint-Guil-laume, à l'École libre des sciences politiques, le paysage n'est plus le même. Au printemps 1888, les précurseurs ont en outre été rejoints par un homme jeune - né le le janvier 1863, 20, rue Oudinot, à la lisière du faubourg Saint-Ger-main, de taille raisonnable et le regard vif : Pierre de Coubertin. Celui-ci a lancé, le 29 mai 1888, le Comité pour la propagation des exercices physiques, avec pour pré-sident le prestigieux Jules Simon, cependant qu'est apparue, à l'au-tomne, sur l'initiative du publiciste de talent Pascal Grousset, ancien communard, la Ligue de l'éduca-tion physique. Coubertin a ensuite organisé un congrès international

accroché à l'Exposition de 1889. Face à la Ligue, l'USFSA, consolidée, va sceller son accord avec le Comité Jules Simon, Coubertin abandonnant bon gré mai gré son idée d'une « union athlétique scolaire » spécifique. Il y a maintenant 4 clubs et 10 associations scolaires affiliés. Durant l'hiver, pour des raisons personnelles, Saint-Clair s'éloigne brusquement de la scène. Fin 1891, les effectifs passent à 42 (16 et 26). Mais il reste un grand nombre de sceptiques et d'adversaires. Tandis que les associations de gymnastique et de tir, soutenues par les pouvoirs publics, ont pris des 1873 et 1886 un chemin tout différent, fait de discipline, de défilés et démonstrations de masse.

Pierre de Coubertin : « Rien dans l'histoire ancienne ne m'avait rendu plus songeur qu'Olympie »

Le final du dimanche 27 novem-

Le matin, à partir de 9 h 30, une

réunion interclubs à la Croix-Cate-lan donne bien l'idée de ce qu'est

alors l'athictisme, avec ses buit

objets d'art. Le soir, dans les salons

du restaurant Lemardelay, rue de Richelieu, cinquante et un

convives en trois tables participent

au banquet qui clot dignement les festivités, font honneur aux qua-

torze plats et applaudissent les dis-

cours, dont celui de Jules Simon,

presque entièrement dédié aux sol-

« Voilà le libre-échange

de l'avenir»

Ainsi se terminent dans l'eupho-rie les fêtes du cinquième anniver-

saire, occasion de manifestations nombreuses à travers le pays.

déjà franchi cette ligne d'horizon. S'étant voué avant toute chose,

sinon exclusivement, à la réforme

La pensée de Coubertin avait

dats français alors au Dahomey.

société de la Longue Paume. Et pour préparer, elles aussi, la l'on se retire au son de la Belle

C'est pourquoi des fêtes du Jubilé plus ou moins fictif de l'Union pourraient donner un coup de cymbales efficace. A condition qu'elles soient réussies. Le programme imaginé va effec-

tivement se dérouler fin novembre

Dix mois avant que ne soit signée l'alliance franco-russe, les Fêtes du cinquième anniversaire de la fondation de l'Union sont placées sous le patronage de M. le président de la République et de Son Altesse impériale le grand-duc Wladimir de Russie, membres d'honneur de l'Union. Elles débutent, le dimanche 20, avec un «championnat national» vélocipédique amateur couru sur 50 kilo-mètres de Ville-d'Avray - restaurant Cabassud, cela va de soi - à Choisy-le-Roi et retour, remporté en 2 h 6 min 29 s 2/5, après quatre changements de machine, par un certain Henri Desgrange, loin de se douter que, à peine huit ans plus tard, il deviendra le directeur de l'Auto-Vélo...

Lundi 21, à partir de 8 heures et demie du soir, brillante inaugura-tion de la salie d'armes du Stade français, 47, boulevard des Inva-

Jeudi 24 après-midi, 53 concur-rents de 9 associations participent, à l'Observatoire de Meudon, où les accueille le grand astronome Jans-sen, au troisième cross-country interscolaire, et, sur un rude parcours, les potaches de Lakanal l'emportent devant Janson.

Dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne

Le vendredi 25 a lieu la séance solennelle dans le grand amphithéatre, assez sombre, de la minant de ce que Coubertin annonçait comme un «jubilé de jeunes gens». Le chef de l'Harmo-nie de la Belle Jardinière déclenche la Marseillaise. L'estrade se couvre d'habits noirs. Après l'hymne russe, trois conférenciers se succè-dent sur les exercices physiques, " Dans l'Antiquité », par Georges Bourdon; «Au Moyen Age et pen-dant la Renaissance», par Jules-Jean Jusserand, conseiller d'ambas-sade, futur représentant de la France à Washington et lutur auteur de l'excellent Sports et jeux auteur de l'excellent sports et jeux d'exercice dans l'ancienne France (1901) : « Dans le monde moderne», c'est Coubertin, et nous y reviendrons. Voici de nouveau l'Harmonie. Et l'Ode à l'Union, une quarantaine (!) de strophes d'Eugène Callot. Puis vient l'heure des récompagnes du concours litté. des récompenses du concours litté raire lancé à l'occasion du jubilé. Enfin, le directeur de l'enseigne-ment secondaire, Rabier, se lève ; il est chargé par le ministre de l'instruction publique de décerner les palmes académiques, très applaudies, à Georges de Saint-Clair, le grand absent, et à M. Richefeu, président de la comme levier l'introduction du-sport dans les établissements sco-laires. Mais ce sport, pour le faire durablement constitut pour le faire durablement accepter par l'opinion et par l'Université, il fallait l'internationaliser. L'émulation chère aux Français ferait le reste. Selon quel schema ? « Rien dans l'histoire ancienne ne m'avait rendu plus son-geur qu'Olympie. Le moment lui semblait venu. C'est pourquoi, dans sa conférence du 25 novem-

Mais, au fait, quelle conférence?
On en connaît les circonstances.
On sait que le secrétaire général de l'Union évoqua d'abord les trois capitales des exercices physiques dans le monde moderne : Berlin, Stockholm, Londres, d'où sont sortis trois systèmes qui ont ensuite rayonné; puis qu'il parla des diffé-rentes applications que l'on en avait tirées en France, avant de raconter la fondation de l'Union.

Mais, à vrai dire, on en ignore jusqu'à présent, et pour toujours peut-être, le texte qui n'a, semble-t-il, été nulle part reproduit. Seule en demeure la péroraison, reprise par bonheur dans le chapitre X d'Une campagne de vingt et un ans : « Exportons des rameurs, des poursurs, des georgies de vingt et un ans contraire des georgies y valid le coureurs, des escrimeurs : vollà le libre-èchange de l'avenir et, le jour où il sera introduit dans les maurs de la vieille Europe, la cause de la paix aura reçu un nouvel et puis-sant appui. Cela suffit pour encaurager votte serviteur à songer maintenant à la seconde partie de son programme. Il espère que vous l'y aiderez comme vous l'avez aidè jusqu'ici, el qu'arec vous il pourra poursuivre et réaliser, sur une base conforme aux conditions de la vie moderne, cette œuvre grandiose et bienfaisante : le rétablissement des Jeux olympiques.» «Je m'étais attendu, commente-t-il en 1907, à des critiques, à de l'hostilité, mais le projet ne fut pas même relevé.»

Certes, en 1931, lorsqu'il fait publier par le Bureau international de pédagogie sportive, soit à compte d'auteur, ses *démoires* olympiques, il ne peut pas commencer autrement que par le récit de ce « soir de novembre 1892 ». Mais comment cucherait-il l'échec radical de cette initiative tombée épreuves (courses, poids, longueur, hauteur et perche, gagnée 2.2,40 mètres) dotées de quatorze tristement à plat ? « Mon exposé, j'avais décide de le terminer en forme sensationnelle par l'annonce de la résolution de provoquer le pro-chain rétablissement des Jeux olympiques. Et allez donc! Naturellement, j'avais tout prévu, hormis ce qui arriva. De l'opposition? Des protestations, de l'ironie? Ou même de l'indifférence? Point du tout. On applaudit, on approuva, on me souhaita un grand succès, mais personne n'avait compris. C'était l'incompréhension totale, absolue qui commençait. Elle devait durer longiemps. »

Le scul commentaire du chroniqueur anonyme rendant compte dans les Sports athlétiques du 3 décembre 1892, l'organe même de l'Union et du jubilé, de ce qui s'était passé « à la Sorbonne », ne s'était-il pas borné à la phrase suivante: « Nous aurons occasion sans doute de reparler de ce grand pro-jet, qui a le tort de nécessiter des

années et des millions et l'avantage d'être, comme a dit l'orateur, a une œuvre grandiose et bienfaixante».

Mais Coubertin n'est pas homme à se décourager si facilement. Il imagine un nouveau congres, qui devient dans les toutes dernières semaines le a Congrès international pour le rétablissement des Jeux olympiques », et dont - à l'instar des «Fêtes» de novembre 1892 il soigne chaque détail. Du 16 au 23 juin 1894, dans une Sorboane rénovée, le succès couronne, dit-il, a les dix premières années de ma

«Un état d'esprit»

S'il n'avait bien évidentment pas été le seul à songer à faire renautre les Jeux olympiques, le génie de Coubertin fut de se réveler sans discussion possible « le seul dont la ténacité et la prescience permirent la mise en place d'une organisation solide, fondée sur des principes lui donnant chance de durer » : pério-dicité de quatre aus, variété et caractère moderne des sports, désignation d'un Comité international permanent et indépendant puisque coopté, refus d'un site unique et permanent afin de permettre aux leux de pérégriner et de rayonner de par le monde.

Au soir du 23 juin 1894, tout restait à faire. On sais ce qu'il en est advenu. Le 6 avril 1895, le roi Georges I" de Grèce prononçait sous le ciel d'Athènes la formule, appelée à devenir rituelle, de l'ouverture des Jeux de la première olympiade de l'ère moderne. L'arbre olympique allait cacher la foret de l'œuvre considérable de Pierre de Coubertin, pédagogue, historien, vulgarisateur dans le meilleur sens du terme, journaliste, romancier à l'occasion et quelquefois poète, esthète et humaniste, Coubertin qui demeure, dans son propre pays en particulier, le plus célèbre des hommes célèbres. Il ac fut pes infaillible, marqué par son milieu d'origine et son temps. Mais il se montra tout à la fois visionnaire et inconnus. realisateur (1)

Que penserait-il, un siècle plus tard, de l'évolution des Jeux olympiques, pris dans le maelstrom de la médiatisation et de l'argent, lui qui s'exprima ainsi dans ses i ettres olympiques, courtes épîtres données entre octobre 1918 et avril 1919 à la Gazette de Lausanne : « L'olympisme n'est point un système, c'est un étai d'esprit. (...) Il n'appartient ni à une race ni à une époque de s'en attribuer le monopole exclusif. (...) L'olympisme est un renverseur de cloisons. Il réclame l'air et la lumière pour tous. »

(1) Pour ceux qui souhaitent progresser dans leur conssissance de Coubertin, on rappellera le travail du Comité interna-tional Pierre-de-Coubertin (Lausanne), et du Comité français Pierre-de-Coubertin (12, rue du 4-Septembre, 75002 Paris).

► Jean Durry est directeur du Musée national du Sport.



14.

42

14

«Nous sommes contre la création d'un Etat kurde en Irak du Nord»

nous déclare le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel

Le Pariement turc a adopté, mercredi 18 novembre, à Ankara, une loi modifiant le code de procédure pénale, un projet faisant partie du programme de démocratisation de la coalition gouvernementale du premier ministre. M. Suleyman Demirei, au pouvoir depuis un an. La nouvelle loi prévoit la limitation de la durée

de garde à vue et permet la présence d'un avocat à toutes les étapes de l'interrogatoire de l'accusé.

Elle limite à vingt-quatre heures au maximum la durée de garde à vue pour les crimes individuels et à quatre jours pour les crimes collectifs. Cette dernière durée peut être prolongée

jusqu'à huit jours par décision du juge. Les périodes de garde à vue des crimes du ressort des cours de sûreté de l'Etat seront au maximum de quarante-huit heures pour les crimes individuels et de quinze jours pour les crimes collectifs. Ces périodes pouvant être doublées dans la région d'état d'urgence, qui comprend

actuellement treize provinces dans l'est et le sud-est du pays.

Dans un entretien au Monde, le premier ministre turc, M. Demirel, précise la position de son gouvernement face aux Kurdes at au pouvoir en place à Bagdad.

ISTANBUL

de notre correspondante Une rondeur confortable, un visage qui se fond dans un double

menton, donnent au premier ministre ture, M. Suleyman Demi-rel, agé de soixante-huit ans, un aspect débonnaire qui rassure les foules, en particulier dans les régions rurales de la Terquie. Mais le regard perçant et l'habileté du discours rappellent que M. Demi-rel, à la tête du gouvernement ture pour la septième fois en vingt-sept ans, après avoir été renversé à deux reprises par un coup d'Etat, est avant tout un politique avisé, toujours soucieux des réactions de

Les pays occidentaux attendaient beaucoup du gouvernement de coalition, formé il y a un an par le Parti de la juste voie de M. Demi-rel et le Parti populiste social-démocrate, qui avait annoncé un vaste programme de réformes démocratiques. Le premier ministre rejette l'idée qu'il ait manqué à ses promesses de réforme, a Plusieurs ont déjà été acceptées par le Parlement. C'elle du code pénal a passé un Parlement. D'autres projets de loi vont venir, dans plusieurs donnaires, »

Maleré une certaine déception, les pays curopeens continuent de soutenir la Turquie, en raison de son importance stranégique. « Nous n'avons aucun problème avec le monde occidental. Nos relations sont basées sur des intérêts munuels et des valeurs universelles, la puix et la sécurité. Nous faisons partie de nombreuses organisations en Europe, Avec la France, nous avons d'excellentes relations, nous coopé rons très bien. Les plus grands investisseurs viennicht de France »;

Depuis la guerre du Golfe et l'exode des Kurdes irakiens, la question kurde a dépassé les fron-tières et influence aujourd'hui toute la politique régionale de la . Turquie. Avec ses voisins, l'iran et

la Syrie, la Turquie a signé des accords de sécurité pour lutter contre les séparatistes du Parti des tra-vailleurs du Kurdistan (PKK): « Ils nous ont promis de faire quel-que chose. Nous allons attendre que entise, Pous alons attendre pendant quelque temps pour voir s'ils lieunent leurs promesses. Dans cette partie du monde, nous vivons tous ensemble. C'est dans leur intérêt », affirme M. Domirel.

Des relations ambiguës avec Bagdad

Avec l'Irak, et surtout l'entité kurde au nord du pays, Ankara entretient des relations quelque peu ambiguës. « Il est très difficile d'annoncer une politique précise. » explique le premier ministre. Nous ne sommes pas hostiles à la popula-tion du nord de l'Irak ni à ses représentants. Il y a un vide de pouvoir en Irak du Nord. Mais le Nord est toujours une partie de Nord est toujours une partie de l'Irak. Il est des lors normal d'avoir des contacts avec le gouvernement de Bagdad. A l'exception de la situation crèée par l'occupation du Koweit, nous n'avons aucup pro-blème avec l'Irak, Nous ne sommes pas contre l'Irak, mais le monde civilisé est contre le gouvernement irakien. Les résolutions du Conseil de sécurité nous engagent égale-

ment. Pour cette raison, nous ne pouvons pas avoir des relations nor-males avec l'Irak. Nous ne voulons rien faire qui puisse irriter nos amis

Ces partenaires occidentaux, qui rejettent les méthodes terroristes utilisées par le PKK, n'ont pas reagi contre l'offensive lancée par les forces turques sur le territoire irakien pour détruire ses installations. Comment la Turquie espère-t-elle garantir la sécurité de ses frontières à long terme? « Notre frontière est déjà sûre, à l'exception des zones très montagneuses. De ces endroits, il est possible qu'ils [les combattants du PKK] s'infiltrent en Turquie. Nous devons les neu-traliser avant qu'ils n'essaient de franchir la frontière.»

« Ces gens sont nos frères»

Malgré, ou peut-être à cause de peur d'un Kurdistan indépendant, la Turquie a développé des contacts réguliers avec les Kurdes irakiens. « Le peuple de l'Irak du Nord ne doit être soumis à aucune tyrannie, aucune oppression, notamment de la part du gouverne ment irakien, comme cela a été le cas en avril 1991 ou à Halabja, où des gaz ont èté utilisés », déclare M. Demirel, qui laisse entendre que la Turquie pourrait jouer un ôle de protecteur au nord de l'Itak: « Les gens qui vivent au nord de l'Irak sont les mêmes que ceux qui vivent au sud-est de la Turquie, et dans le Sud-Est, ces gens sont nos concitoyens. Des lors, si leurs frères vivent au nord de l'Irak, ces gens sont nas frères éga-lement. Nous nous intéressons à la population du nord de l'Irak tout population du nora de l'interior du comme aux gens de Bulgarie, du Caucase, de la Thrace occidentale (en Grèce), parce qu'ils sont d'origine turque, ainsi qu'à ceux de Bosnée-lierzégovine. Nous ne vouions pas les protèger tout seuls, nous voulons le faire avec le monde. Mais si personne ne s'en préoccupe, nous nous en occuperons», déciare-

t-il. La présence en Turquie des avions de l'opération « Provide Comfort», qui protègent la popula-tion kurde irakienne, suscite une vive opposition. Refusant de se prononcer sur la possibilité d'éten-dre le mandat de la force allice au-delà du mois de décembre, le premier ministre justifie cependant son déploiement en Turquie. « Si son déploiement en Turquie. « Si nous avons la force multinationale, nous ne serons pas seuls au cas où quelque chose arriverait aux gens d'Irak du Nord. Si elle devait s'en aller, je pense qu'elle irait en Syrie ou ailleurs, car je ne crois pas que le monde va retirer la protection qu'il accorde aux Kurdes d'Irak du Nord. Nous pouvons avoir une meilleure collaboration si la force est basée en Turquie. »

A ceux qui craignent que tout cela ne puisse mener à la création d'un État kurde indépendant, M. Demirel repond : « Ce n'est pas exclu. Nous sommes contre la crèa-tion d'un État kurde indépendant en Irak du Nord: Mais en même temps, nous ne pensons pas que ces gens doivent être abandonnés à leur sort sur la base de la présomption qu'ils seront indépendants un jour.»

basée en Turquie, »

«Les forces turques n'out jamais tué de civils»

Lorsque l'on mentionne les violations des droits de l'homme, et notamment des rapports récents faisant état d'un usage excessif de la force par les troupes de sécurité turques contre les civils dans le Sud-Est, le premier ministre s'indigne : «Nos forces, en défendant le sol de leur pays, font leur travail. Lorsque vous avez des affrontements entre deux groupes armés, je ne pense pas que vous puissies accuser l'un ou l'aure. Ils [le PKK] tuent nos soldats, et ils tuent des femmes et des enfants. C'est cela qui est mai. Je ne-dis pas que tout est en accord avec les règles huma-nitaires, mais nos forces de sécurité ont des instructions, elles doivent être très prudentes à l'égard de la

population. Les forces de sécurité n'ont jamais tué de civils, v

La Turquie considère ces accusa-tions de violations des droits de homme comme d'autant plus injustifiées qu'elles proviennent, selon elle, des mêmes pays occidentaux qui pratiquent une politique de non-intervention en Bosnic-Herzégovine, malgré les souffrances évidentes de la population bosnia-que. La Turquie a beaucoup milité en faveur d'une intervention mili-taire, mais M. Demirel admet que, seul, le gouvernement d'Ankara est impuissant. «Si les autres pays, nos parienaires pour la sécurité européenne, ne sont pas prêts à agir, comment pourrions nous faire quel-que chose? Si une tâche, une resrsabilité quelconque est donnée à la Turquie, nous l'exécuterons. Mais je pense que cela doit être coordonné au niveau de la CSCE ou du Conseil de sécurité.»

La Turquie est en passe de devenir la porte d'entrée vers l'Occident pour les nouvelles Républiques nées des décombres de l'ancienne Union soviétique. Le gouvernement a su exploiter cette opportunité en développant rapidement une collaboration avec ces pays, notamment avec les Républiques musulmanes et turcophones. Nous avons accompli beaucoup en un an, explique M. Demirel. Si je presse un bouton, ma secrétaire me mettra en contact avec le président Nazarbaev à Alina-Ata. Nous avons un contact téléphonique, nous avons la télévision. Et nous aurons dix mille étudiants venant de ces pays. Six mille d'entre eux sont déià arri vés en Turquie, o

La Turquie peut-elle se permet-tre d'aider financièrement ces pays? « Oui, dans une certaine mesure, répond le premier minis-tro. Ces Républiques vont nous rem-bourser. Nous avons fait quelques dons, mais je crais que la Turquie peut se permettre de faire ces dons. De la nourriture, du blé, du sucre. de l'huile. Les prêts sont rembour donnons des crédits à l'exportation. nos entreprises de construction von là-bas, y travalllent, puis nous les payons. Ensuite, nous récupérons l'argent de ces pays.

> Propos recueillis nas NICOLE POPE

Avant sa visite en Israël

M. Mitterrand déclare qu'il ne faut pas laisser «le problème palestinien en jachère»

attendu, mercredi 25 novembre, en visite d'Etat, à Jérusalem, estime, dans un entretien accordé au quotiden Yedioth Aharonoth, qu'on ne peut « pas espèrer règler le pro-bième d'éjat-à Etat en laissant le problème palestinien en jachère » (le Monde du 21 octobre). Le chef de l'Etat considère comme, « possible » un accord sur le Golan entre Israël et la Syrie, tout en soulignant que cela ne résoudrait pas tout si Damas ne reconnaît pas l'existence d'Israel. « Tant qu'on n'aura pas carrement reconnu ce qui a été construit au lendemain de la guerre mondiale, la paix sera insiable, 2-t-il ajouté. Il faut obtenir cette reconnuissance, carrée, simple,

sans formule compliquée.» M. Mitterrand qui doit passer deux jours en Israel avant de se rendre en Jordanie, a, une fois encore, regretté que la France et l'Europe aient été écartées du processus de paix au Proche-Orient. « Je n'étais pas sûr que ce processus jût le meilleur. Mais, puisqu'il existe, il est le meilleur, par rapport

à tous ceux qui n'ont pas existé, » D'autre part, à l'issue d'un petit-D'autre part, à l'issue d'un peti-déjeuner de travail, vendredi 20 novembre, au palnis de l'Elysée, avec son homologue français, le président égyptien, M. Hosni Mou-barak, s'est déclaré confiant que le processus de paix au Proche-Orient continue « en dépit dex difficultés », car, a-t-il souligné, « il n'y u pas

M. François Mitterrand, qui est d'autre voie pour résoudre ce pro-ttendu, mercredi 25 novembre, en blème que la négociation ». Les deux chefs d'Etat ont aussi évoqué la question de la Libye, dont plunés d'être impliqués dans les atten-tats commis contre des avions de la PanAm et d'UTA. On a indiqué, du côté français, que M. Moubarak, qui tente de joues les bons offices, a dit « des choses très inté-ressantes, très importantes » à M. Mitterrand.

Le secrétaire général de l'ONU a décidé, vendredi, de nommer l'actuel ambassadeur d'Inde aux Nations unies, M. Chinmaya Gha-rekhan, au poste de représentant spécial de l'ONU aux négociations de paix multilatérales sur le Proche-Orient, Il sera chargé de « coordonner le rôle des Nations unies dans les groupes de travail sur le contrôle des armements et la sécurité régionale, l'eau, l'environ-nement, le développement économique et régional et les réfuglés ».

D'autre part, M. Ahmed Alaoui, ministre d'État marocain, a laissé entendre, vendredi, dans un article paru dans Maroc soir, qu'à l'initia-tive de Rabat, un sommet arabe était en préparation. A son avis, cette réunion se justific afin « de rétablir la solidarité, l'entente et la coopération nècessaires pour que la nation arabe soit considérée comme un partenaire à part entière, res-pecté, écouté et considéré ». - (AFP, Reuter.)

Golfe: inquiétante démocratie...

Malgré le retour au parlementarisme au Koweit, la libéralisation des monarchies pétrolières reste lente

MANAMA (BAHREIN)

de notre envoyée spéciale

Mais qu'est-ce que les droits de l'homme ou la liberté de s'exprimer et d'informer ont donc à voir avec l'économie? Et faut-il absolument en passer par là pour que réussisse le dialogue entre la Communauté européenne et le Conseil de coopération du Golfe (CCG)? Indigné, le secrétaire général du CCG, M. Abdallah Bichara, ne cherchait une à dissimuler sa colème mer et d'informer out donc à voir cherchait pas à dissimuler sa colère devant quelque cinq cents indus-tricls des pays membres de la CEE et de ceux du CCG récemment réunis au Qatar. Au début de l'an-née, M. Bichara avait été harcelé de questions à ce sujet au Parle-ment de Strasbourg. « Les Euro-péens, qui croient que leur culture a valeur universelle, s'est-il exclamé, doivent faire un effort pour com-prendre celles des autres !»

La cause est entendue : la démo-cratie est donc affaire de culture. Et. pourtant, les faits tendent à donner tort à M. Bichara. D'abord donner tort à M. Bichara. D'abord dans son propre pays, le Koweit, doté à nouveau, depuis le mois d'octobre, d'un Parlement librement élu, au sein duquel l'opposition, y compris islamiste, est bien représentée. L'Arabic saoudite comme Bahrein vont se doter d'un Conseil consultatif, mais..., à Ryad comme à Manama, les membres en seront désignés par la souverain;

> Ombres iraniennes

Le sultanat d'Oman a décide de Le sultanat d'Oman a décidé de passer à la vitesse supérieure, et d'assurer une participation populaire minimum à la désignation des membres de son propre Conseil consultatif, jusqu'ici nommés par le sultan. Mais, surtout, même s'il n'est pas membre du CCG, le Yémen, à l'extrémité sud de la péninsule Arabique, à la frontière

du royaume saoudien, tente «l'ex-périence» du pluralisme politique, après avoir réussi, il y a deux ans, à refaire l'unité d'un pays divisé en deux Etats, républicain et tribal au nord, marxiste-léniniste au sud.

Malgré ses limites (le Monde du 6 octobre), la démocratic koweio octobre), la democratie koweitienne fait peur, A l'Arabie saoudite surtout, le plus grand et le plus
puissant des six Etats membres du
CCO (1), mais aussi à Bahrein, où
le parlementarisme, institué par la
Constitution de 1973, a été suspendu deux ans plus tard par
décent de l'Emir décret de l'Emir.

Aujourd'hui, selon des sources sures, une partie au moins de la hiérarchie religieuse chitte bahrei-nie conteste le projet de créer un conseil consultatif, dont la compo-sition devrait être annoncée, à la mi-décembre, par l'émir, cheikh Issa Ben Salmane Al Khalifa. Elle considère en effet qu'un tel coaseil considere en effet qu'un tel conseil est une régression, réclame des élections et le rétablissement de la vie parlementaire, relayée en cela par les opposants en exil. Ceux-ci, dans un bulletin mensuel, Bahrain, édité à Londres, revendiquent « les droits des Bahreinis à jouir de leurs droits constitutionnels ». Le rideau venait à poine de tomber sur les élections au Kowell, que Bahrein élections au Kowelt, que Bahrein clamait : « Nous sommes [nous aussi] mûrs pour la démocratie, »

A la décharge des dirigeants de ce petit émirat, satellite de l'Arabie saoudité, des diplomates rappellent que la population bahreīnie est à plus de 70 % composée de chiites, dont une bonne partie d'origine iranienne, qu'en 1982, soit deux ans seulement après l'avènement de la République islamique en Iran, les autorités ont affirmé avoir mis en échee une tentative de renversement du régime soutenue par versement du régime soutenue par Téhéran. Ils font surtout valoir que l'Iran a des prétentions historiques

Qu'il ait anticipé les vagues que risquaît de soulever la démocratisa-tion de la vic politique au Koweit, ou sculement tenté de répondre à

une demande intérieure de libérali-sation du système politique, le roi Fand d'Arabie saoudite a promulgué, au mois de mars dernier, une Loi fondamentale ainsi qu'un texte instituant un Conseil consultatif et un troisième sur les provinces. Dans ce pays où «le Livre de Dieu (le Coran) et la Sunna de son prophète » tiennent lieu de Constitu-tion, ces mesures ont été présentées comme l'expression de la volonte « d'accroître la participation du peuple au processus de décision ». En fait, si elles ont le mérite d'ins-titutionnaliser la consultation et de définir noir sur blanc les droits et devoirs de chacun, elles n'en consacrent pas moins l'omnipo-tence du roi, qui détient seul le pouvoir de décision.

> Le cas omanais

Il est vrai que ce dernier est tiraillé entre les intérêts de la famille royale, les exigences des ultra conservateurs et les réclamations des libéraux qui souhaitent « de l'oxygène ». Il est vrai aussi que le « danger » de déstabilisation iranien existe et qu'aujourd'hui, en dépit d'une détente dans les relations entre Ryad et Téhéran, les Saoudiens ne font pas vraiment confiance à l'autre « puissance » de la région du Golfe.

Mais à toujours trouver une explication objective aux carences démocratiques, ne risque-t-on pas de tout justifier? Sont-ce la «menace» iranienne et les intérêts pétroliers conjugués qui font que les régimes occidentaux ne sont pas très regardants sur l'absence de démocratie dans le Golfe?

A ce jour, ni Qatar ni les Emi-rats arabes unis n'ont annoncé de réforme de structure. Il faut dire qu'avec des populations dont l'écrasante majorité est étrangère -75 % d'immigrés au Qatar et 90 %

dans les Emirats. - ces deux Etats dans les Emirats, - ces deux Etats ne connaissent pas de véritable contestation politique. C'est que, d'une certaine manière, la popula-tion autochtone bénéficie d'une redistribution plus ou moins équi-table des richesses, même s'il arrive qu'elle exige une répartition plus égalitaire.

Oman est presque un «cas» à part, sorti il y a un peu plus de vingt ans – mais qu'est-ce que vingt années à l'aunc de l'histoire? – du Moyen Age. C'est, en effet, en 1870 1970, que, par une révolution de palais, le sultan Qabous ben Said, qui est toujours au pouvoir, a déposé son père, Saïd ben Taïmour, et ouvert son pays sur la modernité et l'extérieur. Tout était à faire, et les Omanais lui en savent d'autant plus gré que la gué-rilla dans le Dhofar, au sud-ouest du pays, demeurait une menace pour le sultanat.

Après avoir maté la rébellion en 1972, le sultan a su associer les Dhofaris et d'anciens membres de la rébellion aux responsabilités c'est le cas par exemple de l'actuel ministre des affaires étrangères. ministre des attaires étrangeres. Evoluant lentement mais sûrement, il «réforme» à petits pas. C'est ainsi qu'il a invité, l'an dernier, les différentes régions à désigner elles-mêmes des candidats parmi les-quels il choisirait les membres du Conseil consultatif.

Ce qui est sûr, en tout cas, c'est qu'une certaine soif de libéralisaqu'une certaine soit de liberalisa-tion existe dans la région. Quelque soixante-dix personnalités des six pays membres du CCG se sont constituées, au mois de mai der-nier, en un Forum national du Golfe pour réclamer une « partici-pation populaire effective à la vie-nolitique». Et. si la République du litique». Et, si la République du Yémen réussit son passage à un parlementarisme pluraliste, les « risques de contamination » aug-

MOUNA NATM

(1) Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweil, Oman, Qatar.

Le Monde

NUMÉRO HORS SÉRIE

CLINTON PRÉSIDENT 1980-1992 : l'héritage républicain

TETTE brochure dresse le tableau de l'Amérique d'aujourd'hui telle que va la trouver le nouveau président, Bill Clinton, après douze années de gestion républicaine.

A partir d'articles déjà publiés par le Monde, de nouvelles synthèses ou des textes de présentations de la contraction de la contracti

tion, cinq grands chapitres se dégagent : le récit de la campagne électorale et les résultats commentés, puis, au plan international, les grands traits d'une politique étrangère qui a visé à redonner son prestige à l'Amérique. Sur le terrain économique, une politique ultra-libérale qui laisse un lourd bilan. Une société qui doute d'elle-même, une vie culturelle qui bute sur ses

Avec des graphiques, des tableaux, des cartes, des photos et les dessins des illustrateurs du

AMÉRIQUES

PEROU : le président Fujimori à la recherche de légitimité

L'opposition boycotte le scrutin pour l'Assemblée constituante

Plus de 11 millions d'électeurs péruviens sont appelés à désigner, dimanche 22 novembre, les 80 membres de l'Assemblée constituante. Environ 1 500 candidats sont inscrits aur 18 listes pour un scrutin boycotté par les principales formations politiques. La liste du parti gouvernemental, Cambio 90, reste en tête des intentions de vote. Le président Alberto Fujimori a laissé entendre qu'il pourrait dissoudre la Constituante si sa formation n'obtenait pas la majorité absolue. Dans ce cas, a-t-il dit, «le pays serait ingouvernable ». Auteur d'un série d'attentats qui ont fait une quinzaine de morts mercredi et jeudi, le mouvement maoiste Sentier lumineux a lui aussi appelé au boycottage du

de notre envoyé spécial

« Les trois années qui ont changé l'histoire » : c'est le titre ronflant d'un long documentaire télévisé à mori, passant sur toutes les chaînes péruviennes. On y revoit M. Mario Vargas Llosa effondré au soir de l'élection présidentielle de 1990 qu'il a perdue, l'ancien président Alan Garcia crispé face au congrès qui lui réclame des comptes et l'acruel chef de l'Etat radieux et impérial qui inaugure une « nouvelle

C'est un exemple du matraquage publicitaire en faveur de la liste officielle, dirigée par l'ancien ministre de l'énergie, M. Jaime Yoseiyama Tanaka, lui aussi d'ori-gine japonaise et intime du chef de l'Etat. Le favori du président n'a impression mais M. Fujimori a tout fait, surtout depuis l'échec de la teritative de putsch du 13 novembre, pour transformer l'élec-tion de la Constituante en plébis-cite. Voter Yoseiyama, c'est voter perçoit les choses dans les bour-gades de la Sierra et dans les bidonvilles de la capitale. L'atta-chement sentimental au président reste vif, malgré les énormes sacrifices consentis depuis deux ans. L'échec de la conspiration mili-taire, les risques courus par le président - et très largement magni-fiés par ce dernier - devraient donner un nouveau coup de pouce à une popularité en hausse depuis a capture en septembre d'Abimael Guzman, chef et fondateur du Sen-tier lumineux. Mais tous les experts ne sont pas d'accord : cer-tains estiment que les explications embrouillées du gouvernement et sa perte de crédibilité face aux militaires pourraient freiner la ten-

Officiellement, l'élection de la Constituante est le premier pas vers le retour de la démocratie, mise entre parenthèses le 5 avril. Les masses populaires préoccupées par la dégradation constante de leur «niveau de survie» ont manifesté un total manque d'intérêt pour la consultation. Mais le vote est quasiment obligatoire car la carte d'électeur est indispensable dans la vie courante. M. Fujimori a été élu et bien élu en 1990, même s'il a commis nombre d'erreurs ensuite. Journalistes et chroniqueurs courageux ne se gênent pas pour dénoncer son autorita-risme et la campagne leur a offert de multiples motifs d'indignation.

Obstacles pour l'opposition

Au départ, M. Fujimori souhaitait légaliser son coup de force par un référendum. Les pressions de Washington et de Tokyo (princi-paux bailleurs de fonds du régime) l'ont contraint à renoncer à cette tactique et à évoquer l'élection d'une Assemblée constituante à l'Organisation des Etats américains (OEA), qui a accepté cette proposi-tion le 18 mai aux Bahamas. Mais l'OEA avait aussi posé des condi-tions qui n'ont pas été respectées.

Le dialogue prévu entre le gouver-nement et les forces politiques du Congrès dissous a tourné court. Il a été remplacé par un échange de vues entre l'exécutif et des groupes «indépendants». Le gouverneme ne devait pas intervenir dans le débat électoral. Il n'a cessé de le faire. L'OEA s'est inclinée bien que ses représentants à Lima aient, ces derniers jours, dénoncé des «irré-gularités flagrantes».

Des obstacles multiples ont été dressés par le pouvoir devant les

candidatures d'opposition (il fallait, par exemple, rassembler 100 000 signatures en dix jours pour être inscrit). En conséquence, 'ancienne Gauche unie, qui avait obtenu 30 % des voix en 1985, a été marginalisée. En revanche, Cambio 90 a été systématiquement favorisé et bénéficie d'une place préférentielle sur les bulletins de vote. Les camions de l'armée ont transporté le matériel officiel. M. Fujimori a distribue ordinateurs et vêtements dans tout le pays. Résultat : une campagne morne sans débat d'idées et tronquee. Les principales formations politiques n'ont pas participé. Le Parti communiste, orthodoxe, le PUM (Parti d'unification Mariatikuete, marxiste-léniniste) de M. Javier Diaz-Canseco, l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine, social-démocrate), l'Action populaire (libérale, de l'ancien président Belaunde), le mouvement Liberté de M. Vargas Llosa : tous dénoncent ce qu'ils appellent une gigantesque avec des ordinateurs manipulés par le pouvoir ». Seules des formations traditionnelles, le PPC (Parti populaire chrétien, conservateur) se présente, aux côtés de nouveaux rassemblements dirigés par des leaders de la gauche modérée ou des dissidents de l'APRA et du mouvement Liberté. Sans parler d'une demi-douzaine de listes folkloriques. Pas étonnant que le Péruvien moven paraisse un peu perdu face à ce cocktail bizarre, 40 % des électeurs avouaient encore leur perplexité à la veille du scrutin.

MARCEL NIEDERGANG

OCÉAN INDIEN

COMORES: premières élections législatives depuis l'assassinat du président Ahmed Abdallah

Un archipel toujours en quête d'un équilibre politique

Quelque 239 000 Comoriens sont appelés à élire leurs députés, les dimanche 22 et 29 novembre. Ces élections législatives, les premières depuis l'assessinat, 26 novembre 1989, du président Ahmed Abdallah, devraient apporter un minimum d'équilibre politique. L'instabilité est telle qu'à la veille du premier tour il se trouve encore des sceptiques pour douter du bon déroulement du scrutin jusqu'à son terme.

MORONI

de notre envoyée spéciale Les enfants comoriens ne sont plus scolarisés. Parce qu'ils ne sont pas payés, les enseignants ont rendu leur tablier. La rentrée sco-laire, prévue en octobre, n'a pas encore cu fieu et les candidats bacheliers attendent l'examen depuis juin. L'un d'eux, inscrit comme candidat libre après avoit raté deux fois son bac, a aban-donné la partie : nommé ministre de l'environnement, il ne pouvait pas prendre le risque d'un échec! Son incompétence fait l'objet de la dernière devinette en vogue à Moroni. Combien y a-t-ii de minis-tres dans le gouvernement comorien? « Deux el demi » répondent les plaisantins, le « demi » désignant évidemment ce lycéen.

Presque tous les ministres ont quitté le gouvernement, il y a un mois, afin de pouvoir rejoindre la foule des candidats à la députa-tion: pour quarante-deux sièges, ils sont trois cent vingt-cinq sur les rangs - dont deux se présentant du fond d'une cellule de prison! N'était la grave crise que connaît le pays, le côté ubuesque de la vie politique comorienne prêterait à

A deux régimes autoritaires (Ali Soilih, de 1975 à 1978, puis Ahmed Abdallah, de 1978 à 1989) a succédé... le vide. Depuis six mois, la République fédérale isla-mique des Comores est dirigée à coup d'ordonnances, par un prési-dent sans assise politique, dont le comportement tend à donner rai-son à feu la Cour suprême qui, en août 1991, avait vainement proclame sa destitution pour incapa-

M. Saïd Djohar, âgé de soixante-quatorze ans, affiche de bonnes intentions. Comme presque tous les dirigeants du continent africain, il n'a qu'un mot d'ordre : construire la démocratie, il est vrai qu'aujourd'hui la parole est libre. Mais la méthode du président ne cesso d'étonner. Les gouvernements se sont succèdé (six en deux ans), les décrets contradictoires se sont multipliés, le favoritisme l'a emporté.

Le «syndrome Bob Denard»

En dehors d'un entourage que plusieurs de ses fils et gendres ont quitté, M. Djohar est un homme isolé. Ceux qui l'avaient porté au pouvoir, les barons du régime Abdallah, sont en prison ou en fuite. Parvenu à la tête de l'Etat par accident (président de la Cour suprême à la mort d'Ahmed Abdallah, il avait été nommé président par intérim, puis élu trois mois plus tard), il n'a fait que diviser pour mieux régner et paie aujour-d'hui cette politique.

COMORES km 504 km 100 -Anjouan-

Pour preuve, la tentative de coup d'Etat menée, le 26 septembre dernier, par ses anciens amia de l'Udzima, l'ex-parti unique, suivic, à la mi-octobre, d'une rébellion qui a fait une dizaine de morts - un traumatisme pour les pacifiques Comoriens. Quatorze des mutins qui voulaient libérer les deux fils Abdallah, auteurs de la tentative de coup d'Etat (le Monde du 28 septembre), sont toujours en

raison des divergences entre les versions

anglaise et maorie - continue à alimenter les

débata . Il a fallu deux ans au tribunal pour

prouver que la langue maorie faisait partie du

patrimoine naturel. Depuis 1987, elle est lan-

que officielle et doit être promue par les

La radio tainuie est l'une des dix-huit sta-

tions créées depuis lors. Son directeur,

M. Whiti Te Ra Kaihau, parle avec passion de son désir de faire renaître la langue. Comme

besucoup de pionniers, il a commencé en tant

que bénévole. Maintenant, les subventions

permettent de payer toute l'équipe. «La langue a été préservée dens les régions racu-lées. Ailleurs, alle n'est parlée que par les personnes âgées et par les plus jeunes qui l'étudient à l'école (...) Le maori n'est pas ma

langue maternelle. J'ai dû faire un effort pour

l'apprendre. Cela ne devrait pas être ainsis, Son demier projet? Lencer une télévision tai-nuie afin que les programmes maoris ne dépendent plus des chaînes nationales

M. John Rangiteremauri Heremia parle avec

la même chaleur de son engagement à faire

revivre sa langue. Il dirige l'une des quatorze

contrôlées par les Pakehas.

cavale. Tout comme M. Mohamed Taki, le challenger de M. Djohar à l'élection présidentielle de mars 1990, qui a disparu après avoir mené un bruyant cortège à travers Moroni, le jour de la tentative de

Traumatisées par la présence de mercenaires pendant douze ans, les trois îles - la Grande-Comore, Anjouan, Mohéli - sont encore imprégnées du «syndrome Bob Denard». Des rumeurs sont régulièrement état du retour de l'un ou l'autre des amis de « Bob», comm on appelle ici celui qui dirigeait la garde présidentielle d'Ahmed Abdaliah, aujourd'hui réfugié en Afrique du Sud. Des rumeurs a priori infondées, mais qui trahistant la certificant ciabal. La certificant ciabal. nt le sentiment général : la stabilité n'est pas revenue pour de bon sur l' «archipel aux parfuus», autrefois appelé l'«archipel aux sultans batailleurs», en référence aux mouvementés dix-huitième et dix-neuvième siècles, lorsque les sultans guerroyaient en permanence. «Le système est toujours seodal, affirme un étranger installé ici de longue date, quelques familles se disputent le pouvoir.»

«Je vote pour mon cousin»

Seula deux partis, l'Udzima et l'Union nationale pour la démocra-tie aux Comores (UNDC), créét par M. Taki, ont refusé de prendre par M. taki, ont reruse de prendre part au scrutin de dimanche. Vingt-trois autres formations sont engagées dans la bataille. « Moi, je vole pour mon cousin!», assure une jeune femme qui a la chance de ne pas avoir à choisir parmi plusieurs membres de sa famille. Ce dilemme, apparemment absurde, est très répandu. Dans ce cas, qui privilégier, du gendre ou du beau-frère? Etant donné le nombre de candidats et la structure familiale, tout électeur a un tien de parenté avec au moins un candidat de sa circonscription. Impossible bien

n'est pas étranger au président. Le gendre de M. Djobar, M. Mohamed M'Chagama, ancien ministre de l'économie et des linances, puis de l'économie et des linances, puis de l'équipement, démissionnaire pour cause de candidature, vient de jour passe de candidature, vient le colle de jouer pendant huit mois le rôle d'homme fort du pouvoir, tout en étant impliqué, selon l'opposition, dans des scandales financiers – qui éclaboussent aussi M. Djohar. Pas question pour autant de le dés-avouer : « Quand vous êtes trop intelligent, il y a toujours des gens qui n'apprécient pas », affirme le président pour défendre son gen-dre. Et d'ajouter, lorsqu'on l'inter-roge sur le rôle joué par sa famille: «Si j'avais pu. j'aurais pris tous mes enfants pour m'entou-rer, parce qu'ils ne me trahiront

Alors que l'Etat est en faillite, que les fonctionnaires accumulent les arriérés de salaires (trois à cinq mois de retard), que le système scolaire est bloqué, M. Djohar ne nie pas gagner 6,83 millions de francs comoriens - net - par mois (136 000 francs français), soit deux cents fois le salaire d'un instituteur cents fois le salaire d'un instituteur comorien. Il s'en explique: « Je paie les ordonnances médicales, les mariages, les évacuations santtaires en France; tous les vendredis, j'envole mon chausseur aux mendiants... Chacun d'entre eux gagne au moins 500 francs [10 francs français]. » Mais de convenir, un peu plus tard: « Je sais bien que la démocratie ne s'allie pas avec ces chases là. mais ce sont des couchoses-là, mais ce sont des cou-tumes. » Comme l'écrit un « journai» d'opposition - simple feuille tonéotée, - « la démocratie, c'est le genre de régime où l'on peut espèrer à haute voix qu'un jour an sera mieux gouverné».

MARIE-PIERRE SUBTIL

LIVRES POLONAIS et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est Livres russes

Catalogues sur demande LIBELLA 12, rue Saint-Louis-en-l'Ile, PARIS-4-

Tél. : 43-26-51-09

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde L'ÉCONOMIE

OCEANIE

LOIN DES CAPITALES

Ngaruawahia, lieu de renaissance des Maoris

NGARUAWAHIA de notre envoyée spéciale

marÉTES couronnées, chefs d'État et diplomates sont de plus en plus nombreux à venir rendre hommage à la reine maorie (1) dans le petit village de Ngaruawa-hia, à une centaine de kilomètres au sud d'Auckland, Les visiteurs sont recus dans le marze, lieu traditionnel de rencontres des Maoris, de débats politiques et de célébrations de naissances, mariages et rites funè-

A l'extérieur de la maison de bois sculptée de guerriers tirant la langue, les hommes armés de lances exécutent une danse virile semblable au hake des All Blacks avant cha-que match de rugby. C'est dans ce même lieu que la reine Elisabeth avait été accueillie en 1953. Cette première visite royale marqua la reconnaissance officielle du groyaume a maori et, selon The Auckland Star de l'époque, emit fin à cent ans d'hostilités ».

Avec ses lacs et son fleuve, la vallée fertile du Waikato était, au XIX: siècle, l'un des territoires les plus riches de l'île du Nord. Les greniers regorgeaient de blé et les tribus de la région fournissaient Auckland en farine et exportaient en Australie ou en Amérique du Nord, Jusqu'aux guerres de 1863-1864, à la fin desquelles les troupes britanniques victorieuses confisquèrent les terres convoitées

Privée de ses ressources, la tribu tainuie voyait aussi ses lieux sacrés profanés. L'hu-miliation reste vive dans la mémoire collective, et les Tainuis ne manquent jamais d'évoquer cet épisode de leur histoire encore lourd de conséquences aujourd'huí. Le taux de chômage, trois fois plus élevé chez les Maoris que chez les autres Néo-Zélandais, l'est presque quatre fois plus pour les Tainuis.

Fondé en 1946 pour gérer les fonds gouvernementaux donnés en compensation aux tribus spoliées, le Tainui Trust Board négocie actuellement avec le gouvernement conservateur la restitution des terres domaniales, soit environ 10 % de ca qui leur appartenait. « Il serait déraisonnable de demander un dédommagement pour la valeur de toutes les terres confisquées. Cela se chiffrerait en milliards de dollars. Mais nous voulons celles qui sont toujours entre les mains de la Couronne... Nous ne visons pas la propriétaire qui a acheté sa terre en toute bonne foi, bien que la Couronne la lui ait cédée pour pas grand-chose», explique M. Hare Puke, président du Soard.

Car il vaut mieux ne pas inquiéter les autres Néo-Zélandais, ceux que les Maoris appellent les « Pakehas ». Il est déjà assez difficile de convaincre l'opinion que l'histoire étudiée à

l'école était biaisée, voire totalement erronée. C'est ca que le ministre de la justice, M. Doug Graham, s'évertuait encore à faire récemment devant les étudiants d'Auckland : «Les gens de Walkato ne sont pas montés vers le Nord menacer Auckland. Ce sont les troupes britenniques, qui, au nom des colons, ont envahi le Waikato ». M. Graham a fait son devoir, estime M. Puke : « Jusqu'ici, la nation pensai que les Maoris n'étaient que des fauteurs de troubles. Il a fallu qu'un ministre, un homme de loi de surcroît, corrigeât les faits pour que l'Histoire révisée soit acceptable par les Pake-

« Cannibales ou meurtriers»

Pour accélérer les négociations, M. Graham préfère traiter directement avec les chefs des tribus dépossédées : « Lorsque les faits sont indiscutables, il n'est pas nécessaire que les revendications soient examinées par le tribunal de Weitangi. Autant nous mettre tout de suite au travail». Dans les autres cas, le tribunal intervient. Créé en 1975 à l'initiative des travaillistes, il s'efforce de faire appliquer le traité de Waitangi (1840). Resté lettre morte jusqu'alors, celui-ci reconnaissait aux Maoris le droit de préserver leurs terres, forêts et lieux de pêche et garantissait la protection de leur patrimoine (le Monde du 12 janvier

Le traité n'est pas considéré comme un texte figé : son interprétation - difficile en



écoles primaires où l'enseignement est entiè-rement dispensé en maori, sauf les deux dernières années, où une place est faite à l'an-glais. « Dans les années 40 ou 50, on pensait que les Maoris devaient être éduqués comme les Pakehas pour avoir des chances de réussir. Mais le système éducatif ne faisait que forcer notre sentiment d'être des citoyens de seconde classe. Nos héros étaient vus comme des cannibales ou des meurtriers. On nous interdisait de parler notre langue », expli-Depuis 1981, sept cents jardins d'enfants ou «nids de langue» ont été créés en Nouvelle-Zelande. Selon un universitaire d'Auckland, le professeur Ranginui Walker, cette initiative est l'expression la plus concrète de a renaissance meorle. Mais l'immersion dans le bain linguistique doit être poursuivie dans le primaire, faute de quoi « l'enfant supprime la langue au bout de trois semaines ». M. Heremia renchérit : «Le seul moyen de donner aux enfants confiance en eux est de leur transmettre notre culture. L'éducation maorie est la cié de nos problèmes, la moyen de lutte contre la chômage et la délinquance ».

SYLVIE LEPAGE

(1) Elle n'est reconnue comme reine que par la Confédération des tribus rainuies, mais elle est respec-tée en tunt que chef par tous les Maoris. En tout- les Maoris repotentent près de 15 % des 3,4 millions de Naturalisations

EUROPE

La situation dans l'ex-Yougoslavie

Des « casques bleus » français et britanniques attaqués en Bosnie

Les combats se sont poursuivis, vendredi 20 novembre, sur plu-sieurs fronts de Bosnie, notamment à Travnik (centre) et Bibac (ouest). Selon des sources militaires croates de Travnik, une alerte générale a été lancée dans la ville, objet d'une attaque d'artillerie serbe en début de matinée. Cité historique de Bosnie centrale, résidence des pachas ottomans au dix-huitième siècle, Travnik accueille, outre ses dix mille habitants pour la plupart musulmans, des centaines de réfugiés venant de la région de Jajec conquise par les Serbes fin octobre.

Selon les sources croates, l'attaque de vendredi a fait d'importants dégâts matériels, surtout dans le quartier de Kalibunar, sans faire de

leurs, signalé des tirs d'artillerie serbe contre la région de Bihac, dans le nord-ouest du pays. Dans cette région, des « casques bleus » français avaient répliqué, jeudi, à une attaque alors qu'ils escortaient un convoi d'aide humanitaire. L'incident s'est produit dans le village de Bosanska-Krupa, lorsque des civils déchargeaient des marchandises, a Nous travaillons dans des zones de guerre, même si notre tâche est strictement humanitaire; ce qui arrive n'est pas surprenant, mais c'est décevant », a déclaré M. Shannon Boyd, porte-parole de la FORPRONU à Zagreb, à propos

Au total, trois convois ont été déchargés à Bosanska-Krupe, dont

les 2 000 habitants n'avaient pas reçu d'aide depuis près de deux mois; 28 tonnes de vivres ont pu être livrées aux habitants jeudi, a précisé M. Shannon Boyd.

Le même jour, un détacheme britannique escortant un convoi de Vitez à Tuzle avait été attaqué sur le chemin du retour sans subir de

Owen, qui dirigent la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie. ont achevé une tournée de deux jours dans les zones de Croatie pla-cées sous contrôle de l'ONU surs obtenir des Serbes de ces régions le respect des engagements qu'ils avaient pris, en matière de désarmement de leurs milices notam-

De retour à Genève, M. Cyrns Vance s'est déclaré opposé à l'idée avancée, cette semaine, par M. Roland Dumas de réunir les ministres des pays participant à la conference internationale.

M. Dumas avait proposé que les ministres réfléchissent à une « neutralisation de la Bosnie», c'est-àdire à son désarmement sous contrôle international, ce que l'ONU ne parvient pas à obtenir dans les régions de Croatie sous contrôle serbe, où sont déployés des « casques bleus » depuis janvier dernier, et que viennent de visiter MM. Vauce et Owen. -(AFP, Reuter.)

L'UEO et l'OTAN renforcent le contrôle de l'embargo dans l'Adriatique

L'OTAN et l'Union de l'Europe occidentale (UEO) ont annonce, vendredi 20 novembre, que, conformement à la résolution adoptée, lundi dernier, par le Conseil de sécurité des Nations unies, elles prendraient les mesures nécessaires au renforcement de l'embargo naval contre la Serbie et

Des experts de l'UEO et de l'OTAN doivent se réunir, lundi 23 novembre, pour arrêter les modalités précises. Aux termes du communiqué, adopté par les minis-tres de la défense et des affaires etrangères de l'UEO vendredi à Rome, les bâtiments de guerre occidentaux pourront arraisonner et inspecter les navires marchands suspects et les détourner de leur destination s'il est avéré qu'ils transportent de la contrebande. De son côté, l'OTAN a précisé, dans un communiqué, que « tous les navires entrant dans les eaux terriioriales de l'ancienne Yougoslavie ou en soriant, seront interceptés pour inspection et vérification de leurs cargaisons el destinations ».

Sept navires de l'OTAN conisent au large des côtes du Monténégro et, de l'avis du président en exer-cice de l'UEO, celle-ei devrait avoir un nombre d'unités équivalent, ce qui impliquerait d'affecter

L'Allemagne a fait savoir qu'elle ne pourrait participer directement à l'arraisonnement de navires ni à aucune action hostile, en raison de sa Constitution. Le destroyer Ham-

burg resters cependant dans la flotte de l'OTAN qui croise dans l'Adriatique, a annoncé le ministre de la défense, M. Volker Rühe. Une partie de la presse allemande s'interrogeait, vendredi, sur la mission de ce bâtiment, supposé a naviguer sans se mouiller » dans l'Adriatique, écrivait Die Welt, et qui focalise actuellement le débat sur la participation de l'armée allemande à des opérations de l'ONU hors de la zone OTAN. Les sociaux-démocrates défendent une conception très restrictive de cette participation, à laquelle M. Volker Rühe parait en l'occurrence avoir

Ces mesures prises par l'UEO et l'OTAN n'ont, d'autre part, qu'une portée relative, l'essentiel des violations de l'embargo contre la Serbie et le Monténégro s'effectuant par le Danube ou par voic terrestre.

La Grèce, qui figure parmi les pays accusés de violer l'embargo, a signé, vendredi à Rome, un protocole d'adhésion à l'Union de l'Europe occidentale. Elle sera ainsi le dixième membre de l'UEO, qui a vocation à devenir, aux termes du traité de Maastricht, la composante de défense de l'Union européenne. Cette adhésion de la Grèce doit toutefois être ratifiée par l'ensemindiqué qu'ils attendraient pour ce faire qu'Athènes ait démontré sa volonté de faire respecter les sanctions de l'ONU.

ROUMANIE

Nicu Ceausescu est déclaré libérable

Celui qui est resté le plus hai des survivants du «clan Ceausescu» en Roumanie, Nicu, sils cadet de l'ex-dictateur Nicolae, a été déclaré libérable avant terme, vendredi 20 novembre, par un tribunal de

Nicu Ceaucescu, qui, à quarante et un ans, souffre d'une cirrhese et ne peserait plus, selon son avocate, a que 43 kilos contre 83 auparovant », devrait être libéré mardi ou mercredi prochain de son pénitencier de la banlieue sud de Bucarest. Le juge a indiqué avoir tenu compte de son « bon » comportement en prison et de son état de santé. Détenu ca milieu hospitalier dès l'été 1990, il avait été porté par ses gardes lors de sa dernière apparition devant le tribunal, l'été der-

Selon la justice, il a purgé plus de la moitié d'une peine de cinq ans pour possession illégate d'armes à feu. Une autre inculpation, pour incitation à génocide, est toujours en cours d'instruction. Sa sœur Zoia avait été libérée en août 1990 avec son frère Valentia, le dernier membre du «cian» restant en prison étant Nicolae Audruta, le frère de l'ex-dictateur.

Seul des trois enfants Ceausescu à avoir mené une carrière politique, Nicu, devenu chef du parti pour le département de Sibiu, apparaissait comme le dauphin du

o TCHÉCOSLOVAQUIE : partage de l'agence de presse fédérale. - L'agence de presse tchécoslovaque CSTK a cessé d'exister, vendredi 20 novembre, partagée entre l'agence tchèque CTK et l'agence slovaque TK-SR, cette dernière créée en avril - recevant un tiers des biens à l'étranger et des sub-

mais il recut un coup de couteau à l'abdomen et fut exhibé le soir même à la télévision.

qu'elle se refusait à lui, La célèbre gymnaste Nadia Comaneci avait

régime. Il avoit été arrêté le 22 décembre 1989, dans une voiture munie de fausses plaques d'immatriculation, aux côtés de sa dernière conquête, une chanteuse. L'armée lui évita alors le lynchage,

Les frasques de Nicu étaient largement connues à Bucarest. Parce décrit l'enfer créé autour d'elle avant sa fuite du pavs. - (AFP.)

L'amiral Lanxade se prononce contre un engagement militaire

Le chef d'état-major français des armées, l'amiral Jacques Lanxade, se prononce contre une intervention militaire dans l'ex-Yougoslavie, dans un article publić, vendredi 20 novembre, par l'hebdomadaire de la marine Cols bleus.

Pour lui, après un séjour en Croatie et en Bosnie, il ne faut n pas d'intervention militaire qui détruirait notre crédit, fruit d'un long et patient travail avec chacune des communautés, mais une présence permanente à leurs côtés pour inlassablement aider, communiquer et établir un cessez-le-

peut venir que des habitants de l'ex-Yougoslavie eux-mêmes », souligne l'amiral Lanxade, en faisant part de la « haine » qu'il a rencontrée au cours de son voyage, comme celle de ce Musulman, qui « ne pense qu'à venger les crimes, pillages et viols commis par les Serbes contre les siens ». Il conclut : « Nous sommes les specialeurs, engagés ou non, d'un drame qui nous dépasse, »

POINT DE VUE

Pour une intervention en Bosnie-Herzégovine

par Gérard Fuchs

EPUIS maintenant près de dix-huit mois, le guerre fait rage dans l'an Vannant rage dans l'ex-Yougosla-vie. Je auls de ceux qui pensent que, dans le déclenchement de cette guerre - guerre de sécession puis guerre civile, - la responsabi-lité des Slovènes, et surtout des Croates, égale très largement celle des Serbes. Qui ne voyait qu'après la déclaration d'indépendance de la ovénie viendraient celle de la inecceptable au pouvoir en place à Belgrade, puis une explo-sion majeure en Bosnie-Herzégo-

Mais, aujourd'hui, la question de la responsabilité est une question pour les historiens. Aux politiques, il appartient de résgir pour contre-carrer ce qui est devenu, su-delà même de la guerre, l'événement essentiel : la politique de purification ethnique conduite par les autorités serbes, avec trop souvent la complicité de Zagreb. L'objectif de cette politique est clair et inecceptable : éliminer par tous les moyens, de la terreur à l'assassi-nat collectif, les populations hété-rogènes des territoires convoltés

Alors que, de cessez-le-feu non respecté an cessez-le-feu non resune part croissente du territoire de la Bosnie-Herzégovine, la commus'engager davantage.

pour matérialiser le rêve de la Grande Serbie.

pecté, les forces serbes occupent nauté internationale se doit de

BULGARIE

M. Dimitrov échoue à former un gouvernement

Le Parlement bulgare a refusé, vendredi 20 novembre, la confiance au premier ministre sortant, M. Filip Dimitrov, charge par le président de former un nouveau gouvernement, ce qui semble mener à des élections anticipées, selon les milieux politiques de

Lors d'une consultation à bulletin secret, M. Dimitrov, juriste de trente-sept ans soutenu sculement par son propre mouvement, l'Union des forces démocratiques (UFD, anti-communiste), n'a recueilli que 104 voix, ses opposants en réunissant 124. Un an après son arrivée au pouvoir, le gouvernement minoritaire de M. Dimitrov avait été renversé le 28 octobre après que le parti de la minorité turque – Mouvement pour les droits et libertés (MDL) -, qui le soutenait, eut associé ses voix à celles de l'opposition socia-

liste (PSB, ex-communiste). Le MDL a ensuite refusé de former un gouvernement de coalition avec l'UFD et M. Dimitrov a tenté de présenter un gouvernement avec les mêmes personnes aux postes clés, pour poursuivre sa politique économique d'austérité et d'anticommunisme radical.

Selon la Constitution, le président Jelio Jelev doit charger la deuxième force parlementaire, le PSB. de former un gouvernement, ce qu'ils n'ont, normalement, aucune chance de réussir. Si le MDL en est chargé, il proposera, a-t-il fait savoir, à l'UFD de former aun gouvernement de coalition conduit par un représentant de l'UFD a, Si aucune force parlementies n'estes à former au mouvernement de contract de l'UFD a, Si aucune force parlementies n'estes à former au mouvernement de l'UFD a, Si aucune force parlementies n'estes à former au mouvernement de la comme de la c taire n'arrive à former un gouver-nement, le président doit nommer un gouvernement d'experts pour préparer des élections anticipées en 1993. – (AFP.)

« Si elle existe, la solution ne

Je propose que le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution invitant, d'une part, à un nouveau cassez-le-fau et indiquent d'autre part, en référence su chapi-tre VII de la charte, que les forces, qui tenteraient de dépasser leurs positions seraient bombardées par

réunis à cette fin. Je n'ignore pas que ces moyens devront être substantiels, pour

es moyens aériens préciable

- ils devront pouvoir contrer les forces aériennes de Belgrade, ten-tées, le cas échéant, d'intervenir à nouveeu an Bosnie;

- ils devront pouvoir assurer la protection des éléments de la FORPRONU en Croetie, qui, équipés saulement d'armes légères, courront le risque de représsilles et devront recevoir rapidement des matériels lourds.

On peut espérer qu'impres-sionné par la détermination de 'ONU et le rassemblement des moyens engagés, Milosevic fera respecter le cessez-le-feu, y comrespecter le cessaz-le-reu, y com-pris par le pression sur ses amis de Bosnie. On ne peut et, dans l'optique de la dissuasion on ne doit pas, écarter l'éventualité du passage à l'acta. Des vies non yougoslaves, des vies françaises se trouveront alors en danger. Je le sais. Mais, aujourd'hui comme à la veille de la guerre du Golfe, il appartient aux politiques de comparer les risques : le risque d'intervenir contre le risque de ne pas le faire. Ce dernier signifie, pour le Bosnie-Herzégovine, le certitude cet hiver de dizaines de milliers de morts. Il signifie, hors de l'ex-Yougoslavie, l'encouragement à d'autres folies nationalistes dont nous processe délà les prémiers de sous parties de sous de l'ex-Yougoslavie, le sous de l'ex-Yougoslavie, l'ex-Yougosla voyons déjà les prémices. Je sou-halte que la France, depuis le début en première ligne pour ramener la paix, s'engage dans une initiative de cette sorte.

Gérard Fuchs est secrétaire national du Parti socialiste, chargé des relations internatio-

o ITALIE : pas d'acheteurs pou les agarelles de Hitler. – Vingt aquarelles peintes dans sa jeunesse par Adolf Hitler (le Monde du 21 novembre) n'ont pas trouvé acquéreur à la vente aux enchères contraines pendendi 20 novembres organisée, vendredi 20 novembre, à Trieste, et le commissaire priseur a dû les retirer de la vente après une offre de moins de cinq minutes. Le prix de départ annoncé, 1 250 000 francs, n'a séduit aucun des quelque deux cents spectateurs de la vente, pour la plupart des journalistes et des curieux. L'Etat italien avait fait savoir qu'il s'opposerait à la sortie du territoire de ces «œuvres d'arts. - (AFP.)

TADJIKISTAN

La seconde démission de Rahmon Nabiev

MOSCOU

de notre correspondant

Les plus belles carrières ont une fin. Rahmon Nabiev, prototype du potentat communiste d'Asie centrale et spécialiste incontesté des retours au pouvoir miraculeux, n'a pas retrouvé son fauteuil présidentiel au Tadji-

La sário de succès militaires et politiques remportés ces dernières semaines par ses amis du Sud (Kouliab) et du Nord (Khodjent) l'avaient rempli d'espoir, mais ces mêmes amis ont visiblement jugé qu'il avait fait son temps. Les députés du Parlement tadjik, sprès avoir écouté un interminable discours de l'expremier secrétaire de l'époque Breiney, ont entériné à l'unanimité son offre de démission. alors qu'il aurait de toute évidence souhaité qu'ils la refusent.

Au moins ce personnage au physique gras, souvent jugé trop mou par ses partisans euxmêmes, mais qui avait largement contribué à mettre son pays à feu et à sang, n'aura-t-il pas tout perdu. D'abord, les députés, qui eux aussi « datent » pour la plupart de l'époque soviétique, ont décidé que sa première démis-sion, concédée en septembre demier sous la pression des islamo-démocrates, était nulle et non avenue (seule la « seconde »

compte donc). Ensuite, ils lui ont laissé son salaire, son appartement, sa datcha at divers privilèges propres à adoucir sa retraite. Enfin, M. Nabiev est en droit de se dire que ses ennemis démocrates et islamistes ont perdu encore plus que lui.

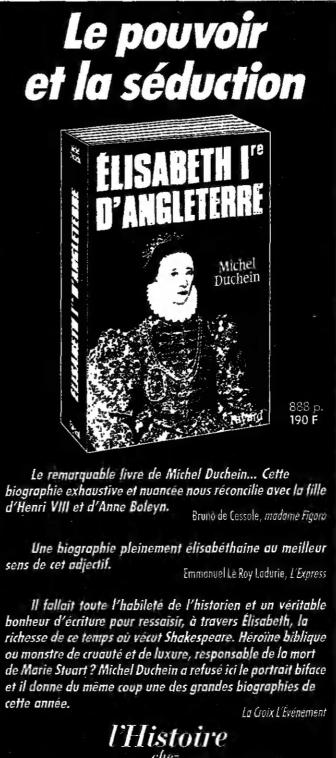
Par la mame occasion, les députés tadiiks ont confirmé à son poste de premier ministre M. Abdulmalik Abdulladianov. qui occupait les mêmes fonctions ators que la coalition démocratico-islamique átait « au pouvoir » à Douchanbe. Cette confirmation pourrait apparaître comme la réalisation d'un compromis entre les deux camps, à cela près que M. Abdulladjanov n'est nullement lui-même un ami des démocrates ou des isla-

Cet homme, qu'on dit trempé iusqu'au cou dans les bonnes affaires, représente plutôt la région industrielle et développée de Khodjent (ex-Leninabad), où se tensit cette session du Parlement, et sa présence à la tête d'un gouvernement qui reste à constituer est donc plutôt une manière de réaliser un équilibre avec le Kouliab, bastion méridional des partisans de l'ancien système, et d'où vient le nouveau président du Parlement, M. Ali

JAN KRAUZE

O TURKMÉNISTAN: arrestation d'oppesants. - Au moins dix personnes, dont quatre membres du mouvement d'opposition turkmène Agzybirlik, ont été interpellées fin octobre et certaines emprisonnées

« pour contacts uvec des étrangers » ou pour avoir « tenu des réunions lors de la sete nationale», scion Helsinki Watch, organisation nongouvernementale basée aux Etats-Unis. - (AFP.)



La plupart des trésors du château de Windsor ont pu être sauvés

Les pompiers et une armée de bénévoles se sont battus pendant plusieurs heures, vendredi après-midi 20 novembre, pour empêcher l'incendie au château de Windsor - qui a ravagé le Royal Banqueting Hall - de détruire les trésors nationaux des appartements

Des colonnes de fumée jaune et noire s'élevaient au-dessus des murs gris du château tandis que plus de 300 pompiers luttaient con-tre le sinistre. Samedi matin, alors que l'incendie semblait circonscrit on observait la persistance de quelques foyers. Les pompiers étaient venus de toute la région, notam-ment de Londres, située à 50 kilomètres de Windsor, avec 34 véhi-cules, aidés par les soldats d'une

Le prince Andrew, due d'York, qui était dans les écuries château quand l'incendie a éclaté dans une autre aile, s'est dit astupélait de la rapidité avec laquelle le feu s'est propagé ». Toute la jouraux chaînes qui ont mis en sécurité un maximum d'objets d'art. de tableaux et de livres précieux.

Le feu a éclaté, en l'absence de la famille royale, vers 12 h 40 dans une aile au nord-est de l'immense château. Il a rapidement gagné le Royal Banqueting Hall, et, altise par un vent assez fort, s'est étendu au nord et au sud. Le Royal Ban-queting Hall, construit en 1842 par la reine Victoria, a été ravagé, son plafond lambrissé et vouté s'est essondré, tout comme la table de banquet, longue de 50 mètres. Quatre pièces des appartements d'Etat ont également été endommagées de manière irréparable. Dans un coin du Quadrangle, les

employés transportaient les meubles et objets précieux des pièces menacées par le brasier, avant l'arrivée de camionnettes qui emporraient les candélabres dorés et les mettre en sécurité. Sur la pelouse centrale, des tapis de cérémonie gisalent encore, enroulés dans du

La reine bouleversée

Sur la terrasse nord du Quadrangle, des dizaines de pompiers diri-geaient leurs lances vers le cœur de incendie. Les flammes léchaient l'extérieur noirci des fenêtres. La chaleur était si intense que des

vitres éclataient et que des cadres de senètres fondaient.

Le château abrite quelques-uns des plus grands trésors artistiques architecturaux du royaume, comme la chapelle St-George où se déroule la cérémonie de l'ordre de la Jarretière, l'ordre le plus haut de la chevalerie anglaise. Y sont accrochés des Léonard de Vinci, Holbein, Gainsborough, Canaletto.

Le sinistre a été provoqué par un court-cicuit dans le système électrique, La reine Elizabeth II, qui passe de nombreux week-ends et toute la semaine d'Ascot à Windsor, s'est rendue sur les lieux et a été « bouleversée », selon un porte-

De Guillaume le Conquérant à la reine Victoria

gris, plus cher que tout au cœur de la reine, et il flambe. Le château de Windsor, construit au cours des siècles par tous les souverains britanniques, de Guillaume la Conquérant à la reine Victoria en passant par Edouard III et George IV, recèle d'immenses trésors, et l'on tremble pour eux. On sait déjà que le grand salon de réception, qui contensit des tapisseries des Gobelins de la fin du dix-huitième siècle représentant l'histoira de Jason et de Médée a perdu son spiendide pistond à caissons.

Il ne reste plus qu'à espérer que les Holbein, Rubens, Clouet, Durer, Rembrandt, Memling, Van Dyck du salon du roi aient été

Il est immense, uniformément épargnés, de même que les Canaletto du salon de la reine. tout comme le bouclier d'acier damasquiné, incrusté d'or et d'argent, offert par François le à Henry VIII, qui se trouve dans la salle des gardes.

> Le feu croit-on, a pris du côté de la chapelle Saint-Georges, bâtie en 1477, où flottaient les bannières des chevaliers de l'ordre de la Jarretière, dont l'institution remonte à 1348. Il serait à craindre, alors, que ne soit parti en fumée le cloître en fer à cheval. construction en bois at en brique, tout comme la tour qui se dresse derrière le cloître, baptisée, ironiquement, « Curfew Towers, la ktour du couvre-feus.

ESPAGNE : le financement occulte du PSOE

L'obstination d'un juge embarrasse les socialistes

MADRID

de notre correspondent

De pareilles choses ne s'étaient pas encore produites en Espagne. On n'avait jamais vu un magistrat se rendre au siège de la Banque d'Espagne pour saisir des documents puis, une semaine plus tard, le mercredi 18 novembre, envoyer son greffier proceder à une perquisition dans les locaux d'un parti

Deux inédits qui ne manquent pas de piquant, surtout forsque le parti en question est le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) et que le magistrat instruit une affaire de fausses factures sur le financement occulte de cette formation : l'affaire Filesa. L'Espagne a, elle aussi, son « Van Ruymbeke », un juge de soixante-trois ans, M. Marino Barbera, qui s'ef-force de déjouer les chausse-trappes placées par les socialistes au pouvoir pour l'empêcher de creuser son dossier.

Cette bataille a done déjà fait reculer deux frontières et risque de bousculer d'autres interdits. Quand le secrétaire a l'organisation du PSOE, M. José Maria Benegas, et responsable des finances, M. Francisco Fernandez Marugan, ont vu arriver le greffier accompa gné de trois experts et d'un policier, ils ont été quelque peu surpris de se voir réclamer « la comptabi-lité et autres documents commerciaux présentant de l'intérêt nour finaraction - du «cas» Filesa. La perquisition a dure sept heures.

«La vérité historique »

Le juge a finalement eu le dernier mot dans cette passe d'armes avec les dirigeants socialistes qui, à deux reprises, avaient refusé de remettre les pièces comptables au motif que le PSOE n'était pas une société commerciale et n'était donc pas soumis à tenir des registres comptables. De toute façon, avait rétorque la direction du parti, tout se trouve déjà à la Cour des comptes, qui s'est déja prononcée

sur ce dossier. En juin dernier en effet, la Cour des comptes avait estimé qu'il n'y avait pas eu d'irrégularités dans le financement du PSOE au cours des années 1988 et 1989 ni dans les relations de ce parti avec les sociétés Filesa, Malesa et Time Export. pour ne citer que les plus importantes. La décision avait suscité les railleries et les ricanements car | gouvernement, les partisans du

que sur les documents que le PSOE avait bien voulu lui fournir.

Le député socialiste Carlos Navarro et le sénateur du même parti Josep Maria Sala ont été convoqués au début du mois de novembre par le juge. Mais le PSOE a décidé de se battre contre autant d'insistance, estimant que certains actes de l'instruction sont contraires au droit et que la facon d'agir du juge est peu orthodoxe. En privé, les socialistes accusent M. Marino Barbero de n'etre pas un authentique magistrat mais un professeur de droit pénal peu fami-lier du processus judiciaire, lls lais-sent entendre également que c'est un égotiste à la recherche de noto-

Qui l'emportera dans ce bras de fer entre le pouvoir et un juge déterminé à aller jusqu'au bout? L'examen de l'affaire Filesa par la

cette juridiction n'avait travaillé Cour des comptes avait déja été considérablement retardé par des difficultés politiques de renouvellement de la composition de cette instance. Aujourd'hui, le PSOE multiplie les entraves.

> Le scandale provoqué par les révélations sur le présumé financement occulte du PSOE a déià contraint à la démission de son poste de coordinateur financier du groupe parlementaire socialiste M. Carlos Navarro, ainsi que le responsable des finances de cette formation. M. Guillermo Galcote. Le juge estime, en revanche, qu'il n'enquête pas sur le financement irrégulier d'un parti mais sur des fraudes fiscales, des malversations, des faux en écriture. M. Marino Barbero veut, comme il l'a dit. « lu vérité historique».

MICHEL BOLE-RICHARD

SUISSE : deux semaines avant le référendum

Le « non » à l'Espace économique européen gagne du terrain dans les sondages

BERNE

de notre correspondant A deux semaines du référendum du 6 décembre sur l'entrée de la Suisse dans l'Espace économique européen (EEE), les adversaires de la ratification de ce traité continuent de marquer des points. Selon un son-dage publié vendredi 20 novembre, le camp du « non » recueillerait 41,1 % des intentions de vote, celui du «oui » 38 %, tandis que 17,2 % encore indécises.

Ce sondage a fait apparaître un élargissement du fossé entre les opinions exprimées par les Alémanio germanophones (opposés à l'EEE à 47,6 %) et celles des Romands francophones (favorables au traité à 57,1 %).

Par rapport à la semaine précédente, le «our» recule de 0,9 %, et le canton de Zurich - le plus peuple du pays - bascule dans le camp du unon ». Dans les régions de langue allemande, seuls les deux demi-cantons de Bale se prononcent pour l'EEE. En Suisse française, le Valais paraît encore hésiter entre le «oui» et le «non». A commencer par le

«oui», qui regroupent les grands partis et les principales organisations économiques, mettent les bouchées doubles pour tenter de renverser la

L'importance de l'enjeu a été mise en lumère par six des sept membres du Conseil fèdéral qui viennent de participer à des débats télèvisés. Comme l'a rappelé le président de la Confèdération, M. René Felber : «La Suisse fait partie de l'Europe par sa culture, son histoire et parce qu'elle partage avec elle les mêmes valeurs.

Démarche exceptionnelle dix anciens membres du gouvernement ont lance un appel à voter « oui », « constatant avec souci que l'entrée de la Suisse dans l'EEE est visiblement menacée». De son côté, l'Institut universitaire de recherches économi ques appliquées de Saint-Gall a mis les Suisses en garde contre les métaits qu'aurait sur l'économie du pays le refus du traité de l'EEE consacrant la création, au 1º janvier prochain, d'un grand marché entre les Douze de la CEE et les Sept de l'AELE. Se fondant sur une enquête, il prévoit, en cas de victoire du «non», une montée rapide du chômage à 7 %, soit le double du taux actuel.

JEAN-CLAUDE BUHRER

TIMOR-ORIENTAL

L'armée indonésienne a arrêté le chef du FRETILIN

M. José Xanana Gusmao, chef du Front de libération du Timor-Orien-tal (Fretilin) depuis la fin des années 70, a été arrêté vendredi 20 novembre par des soldats indo-nésiens. Il est en train d'être interrogé par l'armée, a annoncé Dja-karta.

Le FRETILIN lutte depuis seize ans contre l'occupation puis l'an-nexion par l'Indonésie de cette ancienne colonie portugaise, peuplée de 750 000 habitants. M. Gusmao, qui est àgé de quarante-six ans, a été arrêté à Dili, la capitale du territoire. il avait repoussé tous les appels à la reddition ou à la négociation que lui lançait périodiquement Djakarta.

M. Gusmao est respecté par nombre de ses adversaires indonésiens eux-mêmes pour son obstination dans la défense d'une cause aujour-d'hui un peu oublice. Le gouverneur du territoire, M. Osorio Soares, qui l'a connu à l'école, est allé lui serrer la main en prison, a assuré l'agence de presse indonésienne Antara. Fils d'un modeste instituteur, autodidacte devenu journaliste, écrivain et poète, M. Gusmao incarnait la résistance à l'assimilation indonésienne, en dépit des revers militaires du FRETILIN.

Au début de l'année, les autorités avaient déjà arrêté M. José Da Costa, responsable du Falentil, bras armé des indépendantistes. Les autres dirigeants du mouvement vivent en exil en Australie ou au Portugal. Le Front est réduit, depuis 1989, à quelques centaines de guérilleros mal armés, se cachant dans les montagnes du centre du Timor-

Le président de la République porlugaise, M. Mario Soares, a lancé un appel pour la libération de M. Gusmao, et exigé qu'il soit « traité avec humanité et respect». Le mouvement de défense des droits de l'homme indonésien Tapol a aussi demandé la libération du chef du FRETILIN. -

juges contre castes

Les «basses castes» auraient bénéficié d'une sélection séparée

Mais, des l'annonce de la déci-sion de M. Singh, de nombreux étudiants de « hautes castes » ont commence de défiler dans les rues de la capitale. L'un d'entre eux, Rajiv Goswami, s'immola par le feu devant des photographes. Plu-sieurs dizzines de ses camarades l'imitèrent ailleurs en fade. Aussi la Cour suprême fut-elle chargée d'examiner si les recommandation de la «commission Mandal» étaient compatibles avec la Consti-

C'est aujourd'hui chose faite. Mais le jugement, acquis par cinq voix contre quatre, provoque à nouveau la colère : depuis le débu de la semaine, des groupes de jeunes gens ont attaqué des auto-bus et des trains, et semé le désordre dans quatre ou cinq grands Etats du nord de l'Inde - tous tenus, au demeurant, par des oppo-sants au Parti du Congrès au pou-

Les revendications de ces étudiants sont simples. Dans un pays où la fonction publique est encore considérée par de nombreuses familles comme un travail noble, et qui en toute certitude fournit au moins 20 millions d'emplois alors que le chômage est endémique, les membres des hautes castes craignent d'être désavantagés par le système des quotas, « On devrait choisir les gens pour leurs mérites, et non en raison de leur caste », répètent-ils. Et de rappeter que « les custes ont été légalement sup-primées » en Inde après l'indépen-

Déséquilibre entre l'élite et la majorité

Le contexte est complexe. Les a custes arrières » (buckward custes, ou BC's, selon la terminologie locale de langue anglaise) représen-tent 43,7 % de la population. Or. en dépit de l'évolution des mœurs, notamment en milieu urbain, l'administration, le corps enseignant, la médecine publique, la recherche, etc., som encore largement des fiel's des « hautes castes » (upper custes) – et ce alors que seuls 17 % des Indiens en font officiellement partie. Le déséquilibre est ainsi patent entre l'élite et la majorité.

Le problème est rendu explosif par le fait qu'il convient d'ajouter aux quotas (revervations) désormais prévus en faveur des «basses castes» (1) ceux déjà accordés, aux termes de la Constitution, aux «intounables» (harijans) et aux «tribaux» (adivasis), soit 22,5 % des emplois publics et des places dans les universités.

En fait, c'est contre l'accumulation des quotes que les étudiants se révoltent : près de la moitié des postes de fonctionnaires du gouvernement central seront bientot olloués aux «basses castes». Cette perspective alimente, bien entendu, ressentiment des castes supéricures, qui redoutent – à tort ou à raison – d'être laissées pour compte par une « révolution sociale » qui remplacerait une injustice par une autre...

Car les «basses castes» ont beau être au plancher de la hiérarchie socio-religiouse, leur niveau de vie n'est pas forcement le pire notamment depuis que la «révolu-tion verte» des années 50, 60 et 70 a enrichi nombre de sous-castes navsannes. A l'inverse, de nom breux brahmanes, membres de la caste la plus «pure», sont parfois bien plus pauvres que d'autres

Une hiérarchie

Une question se pose alors : lors-que le niveau de vie ne s'identifie que le niveau de vie ne s'icentine pas au statut social, quel critère faut-il retenir pour compenser les injustices du système? « il n'est pas acceptable qu'un individu gagnant des milliers de roupies (...) puisse profiter des avantages accordés aux basses castes, même s'il en fait socialement partie, affirme en tout cas le magistrat Kuldip Singh. De nos jours, la richesse confère à l'in-dividu un statut en soi.»

La décision de la Cour suprême n'a cependant retenu que la caste comme référence. Elle a, certes, estimé que le « dessus du panier » des basses castes ne pourrait pas bénéficier des quotas. Mais elle a rejeté la proposition faite par l'ac-tuel premier ministre, M. Nara-simha Rao, lors de son arrivée au pouvoir en 1991, d'accorder 10 % des postes aux « plus pauvres des gens de haute caste »...

Comment les juristes s'en tire-ront-ils de cette hiérarchie confuse

LE MONDE ' diplomatique

Seizième volume de la collection « Manière de voir »

EST-CE LA FIN DU RÊVE AMÉRICAIN?

Au terme de douze ans de confrontation avec l'Union soviétique et de tentatives pour enrayer leur déclin économique, les Etats-Unis ont gagne la première bataille et perdu la seconde

Etre la seule superpuissance ? L'Amérique y est certes parvenue, mais dans quel étal ? Sur les décombres financiers et sociaux de douze ans de néolibéralisme et de déréglementation, l'architecte du « nouvel ordre mondial » se prépare, sous la pression de l'opinion, à privilègier sa reconstruction interne. Quels sont ses atouts internationaux? Quels sont ses handicaps structurels? Où en est le rayonnement de sa culture ?

« Manière de voit » fournit les repères de l'action du prochain

ÉTATS-UNIS, FIN DE SIÈCLE

EN VENTEDANS LES MOSQUES - 42 F.

des castes, véritable jungle où les Indiens, pourtant attentifs sur le sujet, se perdent eux-mêmes? Pour l'heure, on estime à New-Delhi que le jugement de la Cour suprème ne devrait pas déclencher une agitation comparable à celle de 1990, qui avait précipité la chute de M. V. P. Singh. Quoi qu'il en soit, le leader du Janata Dal, un parti aujourd'hui en plein désarroi, exulte de voir que la Cour lui a finalement donné raison.

Quant au gouvernement, il a cinq années pour appliquer rette décision. Qu'en adviendra-t-il? « Ni Indira Gandhi ni son fils Rajiv n'ont eu le courage d'appliquer les quotas, par peur de la réaction des hautes castes », remarquait sombrement, le 19 novembre, l'éditorialiste du quotidien The Pioneer, Et de conclure de façon pessimiste : « La société indienne reste auxi inégalitaire qu'elle l'était avant l'in-dépendance de 1947. »

BRUNO PHILIP

(1) Les castes arriérées sont généralement désignées comme « autres basses castes » (OBCs. other backward castes), car elles sont lout en bas du système classique hindou, du fait que les intouchables, les tribaux et les minorités religieuses (musulmans, chrétiens, etc.) sont castes comme des about sesties comme des about sesties. érés comme des «hors castes»

en bref

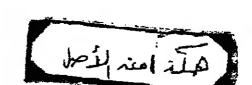
□ ALGÉRIE : assassinat de deux policiers. - Deux policiers ont été assassinės, dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 novembre, à Aïn Defla, à 160 kilomètres à l'ouest d'Alger. Ils faisaient une ronde dans le centre-ville quand ils ont été pris sous le feu d'armes automatiques provenant d'une camionnette en stationnement. Les agresscurs ont réussi à prendre la fuite. - (AFP.)

□ ÉTATS-UNIS : exécution d'un condamné à mort qu Texas -Condamné à la peine capitale pour le meurtre d'un commerçant lors d'un hold-up en 1979, Jeffrey Lec Griffin, agé de trente-sept ans, a été exécuté, jeudi 19 novembre, à Huntsville (Texas). C'est le cinquante-troisième condamné à mort exécuté au Texas et le cent quatrevingt-cinquième aux Etats-Unis depuis que la Cour suprême a autorisé, en 1976, le rétablissement de la peine capitale. - (AFP.)

PAKISTAN : nouvelles arrestutions. - Environ 300 opposants au gouvernement conservateur islamiste modéré de M. Nawaz Sharif ont été arrêtée vendredi 20 novembre dans la province de la Frontière du Nord-Ouest (NWFP). M= Benazir Bhutto, chef du PPP, principal parti de l'opposition pakistanaise, avait annoncé son intention de participer ce jour-là à un meeting à Peshawar, capitale de la NWFP. Les autorités lui ont interdit de quitter Karachi, son fief politique et domicile. Des milliers d'interpellations ont eu lieu les jours précédents pour empêcher une «longue murche» convoqué par Me Bhutto pour obtenir de nouvelles élections. Le chef du PPP a annoncé son intention de poursuivre sa campagne. - (UPI.)

□ SURINAM : Le chef de l'armée a présenté sa démission. - Auteur de deux coups d'Etat en 1980 et 1990. le chef de l'armée surinamienne et «homme fort» du pays, le commandant Desi Bouterse, a présenté sa démission, vendredi 20 novembre. Régulièrement soupçonné - aux Etats-Unis notamment - d'être impliqué dans des affaires de drogue, le commandant Bouterse s'est récemment de nouveau opposé au gouvernement, pour avoir autorisé la commémoration de l'assassinat par l'armée de quinze opposants politiques en décembre 1982. Le Surinam est gouverné par des civils depuis l'election, en, mai 1991, du président Ronald Venetiaan. - (Reuter, AFP)

1. Programme 1. Pr



POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Les députés souhaitent que les textes sur la bioéthique soient adoptés avant la fin de la législature

Les députés ont continué, vendredi 20 novembre, l'examen des trois projets de loi relatifs à la bioéthique. Ils ont commencé l'étude des articles du premier texte concernant le statut du corps humain, après avoir souhaité, à l'unanimité, que le Parlement puisse adopter définitivement ce dispositif législatif avant la fin de la présente législature, en mars prochain.

lature, en mars prochain.

Il est des consensus de renoncoment, atoncs et complaisants. Il est aussi des rapprochements énergiques, dérangeants et ambitieux. A l'Assemblée nationale, vendredi, les seconds l'ont emporté sur les premiers. Le signal a été donné par May Yvette Roudy (PS, Calvados) qui s'inquiétait de la lenteur des débats. «Tout se passe, a assuré la présidente de la commission spéciale sur la bioéthique, comme si des forces mystérieuses, mal Identifiées, appuyaient constamment sur les freins dans le but de retarder nos travaux.» Aussitôt, un esprit de révolte a gagné la petite escouade de partementaires présents dans l'hémicycle. Sur tous les bancs, il n'y a eu qu'un seul cri : «Il faut faire aboutir ces texues avant la fin de cette législature, a clamé M. Jean-François Mattéi (UDF, Bouches-do-Rhône), il y a véritablement urgence!» «Il faut obtenir qu'ils] soient adoptés avant la fin de la session. Je fais confiance à M. Kouchner. C'est, d'ailleurs, dans son intérêt politique comme dans celui de notre pays», a ajouté, finaud, M. Jean-Michel Dubernard (non inscrit, Rhône);

«Comment ne pas regretter l'inscrintion en fin de session de lexter

(non inscrit, Rhône):

«Comment ne pas regretter l'inscription en fin de session de textes de cette importance?», a ronchéri Mª Dominique Robert (PS, Calvados), pendant que M. Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle), débordant d'ônergie, réclamait déjà l'organisation d'une session extraordinaire en jazvier, pous permettre-au Parlement d'adopter au plus vite les trois projets de foi. Plus pesaimiste quant à la volonie d'aboutir du gouvernement, M. Jacques Toubon (RPR, Paris) s'est efforcé, à sa manière, de rassurer ses collègues en affirmant qu'en tout état de cause « la future majorité et le futur gouvernement se jeralent un très grand honneur de faire enfla voter ces lois» après les élections législatives de mars prochain.

Conviction et reconnechilité

Au-delà des réflexes politiques, l'unanimité n'était pas de circonstance. Confrontés au nécessaire encadement de certaines pratiques scientifiques qui prennent l'homme pour sujet, les députés ont rodéouvert, avec la bioéthique, le plaisir de légifèrer, plaisir gâché jusqu'à présent, au cours de cette session, par les pesanteurs de la discussion budgétaire ainsi que par la précipitation qui avait marqué les débats sur la procédure pénale et sur la lutte contre la corruption. « Depuis que je suis parlementaire, a expiqué M. Toubon, j'ai rarement eu, autant qu'aujourd'hui, le sentiment à la fois exaltant et angoissant d'exercer une responsabilité déterminante à l'égard des Français et, en même temps, d'exprimer mes valeurs en accomplissant et que la vocation du politique a d'essentiel, à savoir concilier mon éthique de responsabilité.

Ce sentiment, salué, tard dans la nuit, par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé, a redonné confiance aux législateurs présents.

« Me Boutin a déclaré, la nuit dernière, que le législateur démissionne quand on l'appelle à contrôler ou à réplementer la science. Le débat que nous avons montre qu'il s'agit d'une accusation gratuite et, même, insultante envers le Parlement », a affirmé M. Le Déaut. « A un moment où notre capacité à assumer des responsabilités est mise en doute, je pense que ce travail élaboré en commun. parfois indépendamment de notre sentiment personnel, sera à l'honneur du Parlement », s'est réjouic Me Elisabeth Hubert (RPR, Loire-Atlantique).

Au cours de leurs travaux préparatoires, les membres de la commission spéciale se sont, d'ailleurs, forgé une morale. « Nous avons avancé sur le chanp miné de nos différences partisanes, philosophiques, religieuses, a rappelé M Denise Cacheux (PS, Nord). Nous avons voulu fixer les règles minimales d'une société tolérante, chacun étant libre de s'imposer des règles plus strictes en fonction de ses convictions et de ne pas recourir aux possibilités offertes par la loi. » « Vouloir imposer à la collectivité une morale religieuse qui, par définition, ne s'applique qu'à l'individu, non seulement serait une erreur vis-à-vis de nos concitoyens, mais outre-

passerali gravement le rôle du Parlement», a souligné M= Hubert. « Il faut éviter à tout prix l'ordre moral, qui, imposé par les uns, dirait aux autres ce qui est bien et ce qui est mal», a ajouté M. Mattéi.

malv, a ajouté M. Mattéi.

Les parlementaires n'ont été que peu convaineus par les exemples étrangers de législation sur la bioéthique. « J'avoue être inquiet en observant les législations adoptées en Allemagne, en Espagne, en GrandeBretagne, a assuré M. Mattéi. Ces pays ont-ils légifèré en fonction de l'image qu'ils ont de l'homme? Non, ils l'ont fait en fonction de leur passé récent. L'Allemagne n'a pas digéré la période nazle et, dès qu'on y parle de génétique, on interdit. L'Espagne, (,,) écrasée par le franquisme et des siècles de domination catholique, a produit la lot la plus permissive qui soit. »

La gravité du suiet a imposé à

La gravité du sujet a imposé à chacun un lent travail, fort bien résumé, une fois encore, par

la bioéthique] n'est pas l'expression hâtive d'un a priori, a-t-il aoulign mais bien le résultat d'une long réflexion, de la lente maturation d'une forte conviction. Co me tou construction humaine, is est bie entendu faillible, incertain, et sui au doute méthodique, » « La rédation de ce projet a été une lecc

construction numaine, il est been entendu faillible, incertain, et sujet au doute méthodique. » « La rédaction de ce projet a été une leçon d'humilité, nos certitudes ont été ou sont encore ébranlées », a confié M. Hubert. « Oserai-je vous dire qu'après avoir voté en commission, il m'est arrivé de douter? », a ajouté M. Michel Dinet (PS, Meurthe-et-Moselle).

Le respect

Alors que le radicalisme de Mª Christine Boutin (UDC, Yvelines), hostile à toute forme d'avortement, avait imposé, la veille, un certain manichéisme au débat, ven-

de la vie

dredi, les frontières partisanes se sont progressivement effacées derrières les consciences. Seuls les députés communistes ont conservé leur langage habituel. Il a sonné curieusement. « De quelle éthique peut être porteuse une morale fondée sur la sacralisation de l'argent, sur la loi du marché, qui affame le tiersmonde, chasse nos paysans de leurs terres, détruit nos sites industriels et investit la santé, l'éducation et le sport? », s'est ainsi demandé M. Gilbert Millet (Gard), alors que M. Georges Hage (Nord) dénonçait, à propos de la réglementation stricte des greffes et des dons d'organes, des « projets porteurs d'une finalité de marchandisation».

Cet état d'esprit s'est vérifié en pratique lors de la discussion des articles du premier projet de loi, qui précisent les principes généraux propres à garantir le respect du corps humain et dont M. Michel Vauzelle, ministre de la justice, a

expliqué que s'ils « irradient » déjà le droit français, ce n'est que d'une manière « parcellaire ». « Il est grand temps de substituer une vision globaie en adoptant un texte général », a-t-il conclu.

at-il conclu.

Les députés ont ajouté au texte, à la quasi-unanimité, un «frontispice», inspiré à M. Bernard Bioulac (PS, Dordogne), rapporteur des textes, par M. Toubon, qui stipule que « la primauté de la personne est le fondement de la société» et que « la loi assure la conciliation de ce prinipe avec les exigences légitimes du progrès de la cannaissance scientifique et de la sauvegarde de la santé publique». Ce préambule solennel comporte, enfin, un extrait de la loi Veil, destiné à montre qu'il n'entend pas la remettre en cause et indiquant que la loi « garantit le respect de tout être humain dès le commencement de la vie»,

GILLES PARIS

An Palais du Luxembourg

La majorité sénatoriale

a réécrit la réforme

de la procédure pénale

Les sénateurs ont adopté en première lecture, vendredi 20 novembre, le projet de loi portant réforme
de la procédure pénale, présenté par
M. Vaucelle, ministre de la justice.
La droite a voté «pour», les socialistes et les communistes «contre»,
la version sénatoriale ayant vidé de
sa substance le projet de loi issu des
travaux de l'Assemblée nationale.
Des dispositions-clès en ont été
effacées, telles que la présence de
l'avocat en garde à vue, l'ordonnance de «notification de charges»,
la collégialité dans les décisions de
mise en détention provisoire et l'introduction de la procédure contra-

fravaux de l'Assemblée nationale. Des dispositions-clés en ont été effacées, telles que la présence de l'avocat en garde à vue, l'ordonnance de « notification de charges», la collégialité dans les décisions de mise en détention provisoire et l'introduction de la procédure contradictoire au cours de l'audience de jugement. Les sénateurs ont souhaité durcir le dispositif tendant à assurer le respect de la présomption d'innocence dans les médias, Enfin, M. Girault (Rép. et ind.), rapporteur de la commission des lois, a demandé une nouvelle délibération sur un amendement rejeté la veille et visant à autoriser le placement en garde à vue du simple témoin en cas d'enquête préliminaire, ce que le texte initial ne permet pas. Les sénateurs ont, cette fois, adopté l'amendement.



L'EOS 5 est unique.

Voici la pièce qui le distingue de tous les autres.

Le nouveau Canon EOS 5 est le 1er reflex autofocus piloté par l'œil.

Ce n'est pas une nouveauté de plus, c'est une authentique révolution. Canon la dédie aux photographes, tous les photographes, pour la photo. Equipé de l'EOS 5 – et de votre œil – vous ne pratiquerez plus jamais la photo comme avant.

L'EOS 5 est capable d'analyser tous les déplacements de votre pupille dans le viseur. Cela lui permet de faire le point sur le détail que vous regardez, en une fraction de seconde. C'est ça l'autofocus piloté par l'œil. Cela veut dire que les problèmes de mémorisation et de recadrage sont enfin résolus. Avec l'EOS 5, vous photographiez net à la vitesse de votre regard.

Révolutionnaire, mais en silence : couplé à l'une des prestigieuses optiques USM, l'EOS 5 est d'une

discrétion totale et là aussi, il vous laissera muet. Et admiratif!

Digne fils de l'EOS 1, il hérite beaucoup de ses caractéristiques pro: mode manuel via double molette, grip vertical avec double commande. Son ergonomie est harmonieuse, fonctionnelle, dans toutes les conditions, toutes les positions. Son prix conseilléest de 5.500 F (boîtier nu et grip).

L'EOS 5 est unique parce qu'il introduit une nouvelle approche de l'art photographique, fondée sur une liberté renouvelée de l'expression. L'EOS 5 facilite tout, solutionne tout, il rapproche le photographe de son sujet, de son inspiration et de son talent. Pour créer et transmettre l'émotion. C'est un Canon.

3615 Cases



Canon

OIR ET EM

O U V O

R

La commission d'enquête demandée par les socialistes est acceptée

Les députés ont adopté, vendredi 20 novembre, par 301 voix contre 263, une proposition de résolution déposée par le groupe socialiste et tendant à la constitution d'une commission d'enquête chargée d'examiner « l'étai des connaissances scientifiques et les actions menés à l'égard de la transmission du sida au cours des dix dernières années en France et à l'étranger ». Les socialistes et les communistes ont voté « pour ». La droite, qui avait déposé deux propositions de résolution portant sur le sida, jugées non recevables, a

M. Jean-Pierre Fouché (UDC. Hauts-de-Seine) a exprimé sa « cer-titude » de voir la commission

uinterfèrer avec l'action de la Haute Cour». « Créer une commis-sion d'enquête revient à contester par avance la capacité de la justice de procéder aux investigations nécessaires et à juger impartiale-ment ». a-t-il ajouté, avant de déclarer que les centristes ne siège-ront pas dans cette commission.

M. Jean Auroux, président du groupe socialiste, a regretté que «la droite s'entête dans une attitude de récupération politicienne » du drame du sang contaminé. En votant contre la constitution de la commission d'enquête, la droite « confirme sa géne devant une recherche objective de la vérité», a ajouté M. Auroux.

M. Fabius prédit une «bataille longue et difficile»

M. Laurent Fabius a adressé aux France. « Leur message, écrit-il. militants du PS une lettre de quatre pages, jointe à la livraison hebdomadaire de Vendredi, dans laquelle il les appelle à la «solidarité » dans l'affaire du sang contaminé, en prévision d'une « bataille longue et difficile » et les invite à mettre en pratique le « message » de Léon Blum et de Pierre Mendès

M. Loic Bouvard (UDC) étu président de l'Assemblée de l'Atlantique nord. - M. Loïc Bouvard, député (UDC) du Morbiban, vice-président de l'Assemblée nationale, a été élu, jeudi 19 novembre, président de l'Assemblée de l'Atlantique nord, une organisation interparlementaire constituée en 1955 entre les pays européens et nord-américains membres de l'Alliance atlantique, M. Bouvard est le premier Français à accéder à cette présidence depuis 1959.

INè le 20 janvier 1929 à Tours, M. Lore Bouvard est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur en sciences politiques de la quatrième circonscription du Mor-bihan pour la première fois en 1973, it est vice-président de l'Assemblée natio-nale depuis 1988.]

c'est le courage, c'est de faire face, d'agir, d'expliquer, de rester fidèles à nos valeurs, certain qu'avec ton soutien et la solidarité la vérité

M. Fabius souligne que « devra être respectée la présomption d'innocence » dans la saisine de la Haute Cour. Il dénonce des accusations « très selectives », en faisant référence au « refus, par le gouver-nement Chirac, d'indemniser, en 1987, les hémophiles contami-

finira par l'emporter. »

Un «dossier» sur l'affaire du sang contaminé, réalisé par Vendredi et tiré à quatre cent mille exemplaires, présente des chronologies et déclarations de personnalités visant à réfuter toute responsabilité pénale des anciens ministres socialistes. En ce qui concerne leur responsabilité politique, il affirme que « si les manipulations [de] la direction du CNTS avaient été connues immédiatement après les faits, les ministres qui ont été abusés auralent probablement remis leur poste à disposition du gouvernement » et que celui-ci « aurait probablement demande à l'Assemblee s'il pouvait continuer d'exercer

Les débats chez les écologistes

Une lettre de M. Waechter

Dans une lettre qu'il nous a adressée, M. Antoine Waechter conteste l'interprétation que nous avons donnée, dans le compte-rendu de l'assemblée générale des Verts à Chambéry (le Monde du 17 novembre), de son vote d'une motion de défiance vis-à-vis des Verts de la règion Nord-Pas-de-Calais:

«Une partie des Verts du Nord-Pas-de-Calais, conduite par Mª Christine Soudans, conseiller régional et présidente de la com-mission de coopération décentrali-sée, a présenté une motion critique à l'égard de leur propre expérience et voulu soumettre au vote des militants le rappel des orientations adoptées l'année précédente. Je suis intervenu pour demander un effort de cohérence aux trois régions [Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Bourgogne] engagées dans un accord de majorité, par le strict respect de cette double condition: un contrat sérieux, complet, conforme aux orientations des écologistes et portant sur l'ensemble des compétences de l'institution régionale, et un rapport de forces qui permette d'appliquer le contenu de ce contrat. Cette interention expliquait le sens de mon

»En revanche, il n'y a pas d'ac-cord de majorité, ni en lle-de-France, ni en Languedoc-Roussillon, où les Verts se sont, d'ailleurs. abstenus de voter le budget supplé-

[La motion votée par M. Waschter et reponsée par une large majorité de délégaés indiquait notamment : « Pour certains, dans le Nord-Pas-Calain, le cordon ambilital n'est toujours pas coupé avec le PS et, à force de lai sorte la tête de l'esu, les Verts risquent de couler. Comment jugera-t-on à terme les Verts qui s'accrochent à un pouvoir formel et non réé! » Il s'agit bien d'une motion critique vis-à-rie des senis verts du Nord-Pas-de-Calais, qui, pour la majorité d'entre eux, ne tout pas partie du courant de M. Waschter. — J.-L. S.]

☐ Appel pour une «alternative sociale et écologique». - Les res-ponsables d'Alternative démocratie et socialisme (ADS), de l'Alternative rouge et verte (AREV) et plusieurs groupes régionaux, tels que Anjou-Ecologie-Autogestion ou le Mouvement de la gauche progressiste de la Sarthe, ont annoncé leur intention de présenter des candi-dats aux élections législatives dans une centaine de circonscriptions, sous l'étiquette Solidarité-Ecologie-

POINT DE VUE

Réunifions la France

par Noël Mamère

CHAQUE jour qui passe apporte sa pierre au mur qui coupe notre pays en deux, suivant une ligne qui n'a plus rien à voir avec le vieux clivage droite-gauche. Du bon côté se retrouvent les a protégés », tous les bénéficiaires des années Mitterrand, les gagneurs qui ont profité de la crise, ceux qui ont encaissé les dividendes des grands équilibres et qui ne côtoient l'exclusion qu'à la télévision. Du mauvais côté, les « fragilisés», armée obscure des sanstravail, des losers, laisséspour-compte de la rigueur, des eunes inquiets pour leur avenir, des classes moyennes qui s'appauvrissent et des petits paysans qui en veulent à la Terre entière.

Les résultats du référendum sur l'Europe, qui ont révélé cette évidence avec la force d'un électrochoc, n'ont même pas fait bouger nos responsables politiques. Ils continuent à s'agiter comme si cette consultation n'avait été qu'une péripétie.

Pourtant, entre la « oui » des protégés et le «non» des fragilisés, il y a bien dix ans de gouvernements socialistes, si peu sociaux mais tellement obsédés par la monnaie, et deux patites années d'une droite sauvagement libérale. Parce qu'alles ont fonctionné sur les mêmes obsessions du marché, gauche et droite sont solidairement responsables de ce mur inacceptable, construit à coup de mépris du citoyen, d'indifférence aux plus démunis, d'inégalités renforcées, de raids boursiers, de scandales impunis, de corruption. Bref, un sinistre bilan politique et un grand vide social.

la gauche du début des années 90 a viré au flasco idéologique. En dix ans de pouvoir, celle-ci e littéralement détoumé ses valeurs fondatrices. A la solidarité et au partage, elle a préféré le profit, le franc fort, l'économisme. A l'État

gestionnaire et garant des grands secteurs de service public, comme la santé, elle a préféré la déréglementation et la rentabilité. Victime de la mode Roérale qui envahissait toute l'Europe, elle s'est convertie au social-reaganisme, en se jetant avec gourmandise sur tout ce qu'elle avait combattu pendant des années. Dans cette grande braderie des valeurs, la gauche a même perdu la seule qui aurait pu la sauver : la responsabilité conçue comme una morale politique. Elle a préféré le cynisme et la pratique systématique de la défausse aux plus hauts échelons de l'Etat.

Ainsi les années Mitterrand nous laisseront-elles un franc fort sur fond de faillite de l'éthique. Et c'est bien là le principal reproche que l'on doive leur adresser à la vaille du retour en force d'une droite qui ne semble ni apte ni décidée - parce que atteinte par les mêmes maux - à réhabiliter cette éthique de la responsabilité, dont le retour s'avère urgent si nous voulons donner à ce pays un minimum de cohésion et d'objectifs à partager.

L'axe d'une majorité nouveile

Dans ce contexte, les écologistes ont un rôle historique à louer. Face à la tourmente actuelle des valeurs, l'écologie politique française peut et doit devenir le principal outil de recomposition politique et sociale du pays. Pour assurer, à terme, la réussite de cet objectif, les écologistes doivent remplir plusieurs conditions, et d'abord éviter à tout prix de s'enfermer dans des polémiques stériles, des querelles d'ambitions ou d'organisations, comme ils le reprochent à juste sitre à la droite et aux socialistes.

Pour l'avenir de l'écologie politique, il fallalt afficher clairement notre positionnement, même s'il décoit ceux qui sont supposés êtra nos alliés potentiels. Nous ne sommes pas là pour faire plaisir, mais pour exister. Et pour exister, dans un système de scrutin majoritaire, il faut s'unir. Autrement dit, en voulant nous fermer la porte du Parlement, les grandes formations politiques nous ant poussés à l'entente et à l'autonomie, qui aujourd'hui se retoument contre elles.

Comme nous n'avons aucune envie de devenir les appendices de tel ou tel parti, il ne nous reste qu'une solution : devenir l'axe d'une majorité nouvelle et le moteur du renouveau de la vie civique. Une majorité sociologique du pays attend de nous cette vraie alternance, qui tranche avec la fausse alternance gauche-droite que de vieux acteurs, apécialistes du come back, veulent nous impo-

A l'inster du formidable chamboulement politique qui vient d'avoir lieu aux Etats-Unis, l'heure est au renouvellement des générations, pour imposer le renouveau de la pratique politique. Dans cet esprit, les écologistes doivent prouver qu'ils sont capables d'apporter des réponses de société, et pas seulement écologiques, aux grandes questions que pose le pays sur les inégalités, le chômage, la solidarité, l'exclusion urbaine. Ils doivent démontrer qu'il n'y a pas de contradiction entre l'écologie et le social. Protéger l'environnement, c'est préserver le lien social, et l'histoire récente de cette planète prouve que la dégradation de la nature s'accompagne toujours de celle du lien social.

Pour réconcilier le France avec elle-même, il faut lui proposer un pacte de freternité inséparable de la lutte pour le développement planète: A nous de montrer que nous sommes capables de devenir des fédérateurs d'énergies

▶ Noël Mamère, maire de Bègles (Gironde), est vice-président de Génération Ecologie.

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 5916 **HORIZONTALEMENT**

I. Fait venir l'eau à la bouche. A quoi bon écrire quand elle est absente? II. Engraisse des vampires. Naufrage qui fait des épaves. - III. Pointe d'Espagne. Son dade la perdit. Partie du boulot. - IV. Léger. Son agent 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

coulant. ~ V. Donne souvent de ses nouvelles. Autrefois officiels. - VI. Participe. Instrument à touches. k marteaux ». Bianc, pour les doigts. ~ VIII. Refroidi. Reculent devant le devoir qu'il faut accomolir. Rédui-X XI sit en menues parties. Répand une certaine odeur. - X. Symbole. XIII XI. Région située lain des côtes. Rares sont XIV les personnes qui en XV

sur-le-champ | En pente. -XIII. Bonnes pâtes. Lettres de préavis. Joue un rôle protecteur. -XIV. Fait écumer des gens qui sont empoisonnés. Sorte de «pipe». -XV. Symbole. Bourgeois, à Paris. Promet quand même plus que le bāton aux enfants sages.

VERTICALEMENT

1. Elle guide un homme «rond». Point apparents. - 2. Peu « distinguée » dans le langage. Conjonction. - 3. Se dame vivait aux frais de la princesse. Marteaux. -4. Article. Agent de maîtrise. Le lit de la rivière. - 5. Fut repêché grâce à quelques bonnes notes, il leur suffit d'être cemés pour être bat-tus. Démonstratif. - 6. Empêche de se présenter au «bac». Ancienne capitale africaine. Port étranger. -7. Attaque le siège d'une perception. Alimentent des ruisseaux et des torrents. Pronom. - 8. Voie d'eau. Ses tableaux sont à Ferrare. - 9. Ses papiers sont soigneusement contrôlés. Il y a de nombreux eplisa dans ses effets. Les pies en tiennent volontiers avec leur bec. -10, Participe. De nombreux « ducs »

XII. Autant en profiter en sont sortis. En entrant, c'est à gauche i Etat dans lequel naquit Louis XIV. - 11. Perdue. Possessif - 12, Câblé. «S'exprime » par des gestes simples. Pas tout à fait décu. Est très simple, quand il s'agit d'un casse-tête. - 13. Etat d'Argus. Forme d'avoir. - 14. Fut un jour capable de manger l'herbe d'autrui. Les grands « ensembles » ne lui conviennent pas. « Viande », en parlant du chevreuil. -15. Donne un certain éclat aux échecs. Croit rapidement quand on se rase très souvent.

Solution du problème nº 5915 Horizontalement

 Métronome. – II. Opiomanes. III. Rotin. - IV. Ale I lota. -V. Avoine. - VI. Allō. Ont. -VII. Bu. Irénée. - VIII. Opiner. Xi. -IX. Usée. Sain. - X. Nao. Rôt. -XI. Sua. Crâne.

1. Moral. Bouts. - 2. Epoi. Aups. - 3. Tite. Iéna. - 4. Roi. Alinéa. -5. Omnivore. Oc. - 6. Na. Oô. Ers.

Verticalement

- 7. Onction. Ara. - 8. Me. Annexion. - 9. Est. Eteinte. **GUY BROUTY** ES jeunes gens, formés dans

les meilleures écoles et qui reconnaissent participer au système de la «nomenklatura », s'interrogent gravement : « Est-ce que la société a intérêt à l'existence d'élites et, en particulier, d'élites telles qu'elles sont?» Leur réponse est nette : « Oui, la société démocratique a besoin française. d'élites ; non, elle ne peut se satisfaire des élites actuellement en place. » Voilà qui mérite quelques

Avant de se lancer dans l'essai proposé sous le titre les Elites et la fin de la démocratie française, le lecteur pourra se référer au travail introductif établi par Giovanni Busino, Elites et élitisme, dans la collection « Que sais-je? » Ce sera l'occasion de vérifier que la réflexion sur la théorie des élites n'est pas nouvelle et qu'elle ne cesse de s'enrichir. Les recherches, observe Giovanni Busino, ont considérablement évolué, en prenant de plus en plus acte de la complexité du sujet. Des travaux contemporains, il ressort, d'une part, que les élites ne participent pas d'un groupe unitaire ou homogène (heureusement I), d'autre part, qu'aucune société « n'a découvert la recette infaillible pour que les fonctions importantes se voient confiées aux hommes d'une intelligence supérieure, d'un caractère trempé. et de bonne volonté »

Cela ne saurait arrêter les auteurs de l'ouvrage précédemment cité, dans la mesure où ils ne prétendent pas définir un mode parfait de sélection des élites. Nicolas Tenzer et Rodolphe Delacroix, en collaboration avec d'autres membres du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP), diagnostiquent une crise au sommet de la hiérarchie sociale, en analysent les causes et les effets et prescrivent des remèdes. Qu'on ne s'attenda pas à un rapport balancé dressant l'état des lieux et suggérant quelques améliorations | Les censeurs |

Si l'élite se délite...

la mesure de leur exigence, qui est de redonner sa noblesse et sa viqueur au débat public at un proiet digne de ce nom à la société

Celle qu'ils décrivent, à travers ses élites, celle dans laquelle nous vivons, leur paraît bien malade. pour la bonne raison qu'elle s'emploie moins à distinguer les meilleurs qu'à célébrer les plus visibles. Les anciens critères de sélection, l'excellence, le pouvoir, l'influence, ont été, expliquent-ils, peu ou prou disqualifiés au profit de la notoriété, sous la pression du système médiatique. A partir d'un certain niveau de célébrité, n'importe qui a « le droit de dire son fait sur l'état du monde ». Le vedettariat consacre et nivelle toutes les valeurs que consomment les médias de masse. Les élites, dans ce système, ne font guère que témoigner de ce qu'elles sont ; l'individu prime sur la pensée, l'opinion l'emporte sur la vérité, l'émotion déborde la raison. Le tout dans une confusion et un brouillage des références que masquent l'apparence de l'immédiateté et la prétendue convivialité de la communication.

S'ils ne disent pas ce qu'il faut penser, les médias, affirment les auteurs, imposent ce à quoi il faut penser, qui n'est pas forcément le plus important à terme. Outre qu'il brouille toute hiérarchie des valeurs, le système favorise l'émergence des fausses élites, dont le mérite est de savoir, mieux que la plupart des élites classiques, utiliser la machine médiatique. Les hommes politiques se prétent au jeu, au point de justifier leur action au nom de la logique de communication et par rapport aux pulsions d'une opinion publique qu'ils subissent alors que leur premier devoir devrait être d'agir tout sur l'effet d'annonce et usent leur crédit de représentation.

Cependant, l'affadissement des álites-miroirs n'est pas imputable qu'au système médiatique. Les causes du mai sont aussi internes. ou'il s'agissa de l'administration, du secteur privé ou du monde politique. Nos auteurs parlent en connaisseurs de l'élite administrative, dont ils mettent en cause les filières de formation, l'inculture, la mauvaise gestion des carrières, 'aristocratisme, les corporatismes, la déresponsabilisation, l'attrait, encouragé par la sacralisation de l'argent, pour les positions les mieux nanties. Ils ne sont pas plus tendres pour les dirigeants des entreprises au sein desquelles, selon eux, prédominent la gestion des systèmes techniques et les experts, aux dépens des qualités nécessaires à la prise de décision. Ils reprochent aux élites entrepreneuriales de ne pas avoir cherché à gérer les antagonismes naturals d'intérêts qu'ils affrontent au double profit de la rentabilité et du gain social.

Quant au personnel politique, il perdu de vue nombre de ses anciens repères idéologiques et s'accroche au socie minimaliste de l'appel à l'union, de la défense des droits de l'homme et de l'antiracisme, au lieu de mettre à iour « les autres lignes de clivage qui épousent mieux les enjeux d'aujourd'huis et eles choix qui commandent la configuration de la société française de demain ». Si les auteurs de ce réquisitoire s'inquiètent de l'avenir de la démocratie, c'est parce que celle-ci leur paraît menacée par le déclin des élites, qui conduit au populisme. Dans tous les champs de pouvoir et d'influence qu'ils examinent, ils proposent des moyens de redressement. Faute de les énumérer, l

on dira que leur philosophie générale repose sur la nécessité de repenser les systèmes d'éducation, de formation, et de sélection (plus de culture cénérale à la base des enseignements, de souplesse dans les cursus, de diversification dans les recrutements), sur la volonté de privilégier la responsabilité et la décision et sur la renforcement des pouvoirs de la représentation et des vertus de la transparence. Ce n'est pas un mince programme.

Elites et élitisme, de Giovanni Busino. « Que sais-je ? » PUF, 125 pages, 39 F. Les Élites et la fin de la

démocratie française, de Nico-las Tenzer et Rodolphe Dela-croix. PUF, 218 pages, 148 F.

Compléments au Dossier Albertini

A la suite de la chronique « Eminences grises et noires», parue dans le Monde daté 11 et 12 octobre, MM. Morvan Duhamel, directeur de l'Institut d'histoire sociale et de la revue Horizons nouveaux (ex-Est-Ouest), et Claude Harmel, fon-dateur de l'Institut social du travail, nous écrivent pour contester la tonalité générale du livre de Jean Levy, le Dossier Albertini, évoqué dans cette chronique, ainsi que certaines affirmations de l'auteur. Ils Albertini n'a joué aucun rôle dans la création et le fonctionnement de l'IST, ce qui n'exclusit pas des liens dessitants entre constituent de l'IST, ce qui n'exclusit pas des liens dessitants entre constituent de l'IST. étroits entre cet organisme et l'IHS. Ils estiment que l'anticommunisme qui leur a été souvent reproché s'est trouvé justifié par les faits. M. Claude Harmel ajoute qu'il n'a jamais adhéré au Parti socialiste et dément que Georges Albertini et ses collaborateurs aient utilisé « une technique policière de documentation», selon une formule reprise par l'auteur de la chronique (qui désignait par là un mode de présentation et de repérage). « Nous n'avons jamais employé de moyens de police », precise notre correspondant, en reconnaissant les « excellents rapports , que Georges Albertini a ouvertement entretenus à l'époque avec le préfet de police Jean Baylot, les renseignements généraux et la DST.

100 mg.

 $v = (v_1 \wedge v_2 + f_1) \lambda_1$

Tribunda

in griden a. .e. . H

400-

A 477

2012

Jan 44 45

وبالوداء السا

and the second

فالأفواح البارات

13 25 編 13 25 編

gramme granges

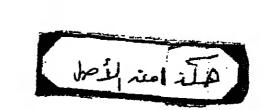
The transfer of the contract of

And the same of th

The Copy of the Copy of

The same of the sa

Carried and 10



Medical Section

 $\delta_{m-1}, \ldots,$

15 A 154

A Marcoule

Le CEA met en service un pôle de recherche sur le retraitement des combustibles irradiés

Le ministre de l'environne-ment, M= Ségolène Royal et le ministre de l'industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, viennent, après avis de la direction de la sûreté des installations nuciéaires, d'autoriser la mise en service d'Atalante-1. Ce nouvel ensemble de laboratoires, d'environ 1 milliard de francs. que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a fait construire à Marcoule (Gard) devrait permettre aux chercheurs de poursuivre leurs trayaux sur le retraitement des combustibles irradiés en milieu très radioactif.

Ce domaine, où la France est à la pointe de la technique, est un sec-teur en constante evolution. Cest la raison pour laquelle a été lancé, conformément aux vœux du Parlement et des pouvoirs publics, un ambitieux programme, dénommé Spin (Séparation-Incinération), visant à réduire considérablement le contenant des éléments radioactifs à vie longue produits par les opérations de retraitement. Déchets de type B, d'une part, constitués par les coques, les embouts des éléments combustibles et les «restes» technologiques produits par le procédé de retraitement lui-même; déchets de type C, de l'autre, constitués par les produits de fission.

Le premier volet de ce pro-gramme Spin, Puretex, est le fruit d'une coopération entre le CEA et la COGEMA, qui exploite les usines de retraitement de La Hague et de Marcoule. Il vise, grâce aux travaux qui seront menés dans les installaqui servar menes vans les insanser le rions d'Atalante, à perfectionner le procédé de retraitement de la toute nouvelle usine de La Hague en amé-liorant la séparation du plutonium et en extrayant, jusqu'à 80 %, le neptunium, Fun des plus gênants actinides (1) contenus dans les pro-

amners it supports.

chits de fission. Ainsi serait-il possi-ble de réchire d'un facteur 4 envi-ron le volume des déchets B. Mais ce programme vise aussi à préparer l'avenir en étudiant le comporte-ment des nouveaux combustibles utilisés dans les centrales : combusti-bles Mox (uranium-plutonium) et HTC (haut taux de combustion). bles Mox (uranium-plutonium) et HTC (haut taux de combustion).

De vigoureux vieillards

Le second volet de ce programme, Actinez, devrait démarrer vers 2010. Son but : développer des procédés de séparation très avancés, destinés à de funces esmes, et qui permet-traient d'isoler les actinides et les produits de fissontance et certains L'enjeu est d'importance car certains de ces produits sont de vigoureux vicillards, «cracheurs» de rayons alpha, dont les demi-vies (2) se comptent en milliers d'années pour le curium 245 et l'américium 243 et en millions d'années pour le neptu-

Avec ces foiurs travaux, les cher-cheurs du CEA expèrent, dans une première étape, réduire d'un facteur 10 la nocivité des déchets à vie lon-gue en les séparant mieux et en les transmurant via de socilérateurs. gue en les séparant mieux et en les transmutant, via des accélérateurs de particules ou des réacteurs à neutrons rapides, en des produits à vie plus courte; et, dans une seconde étape, ils espèrent réduire cette même nocivité d'un facteur 100. Ces objectifs sont ambitieux, et c'est la raison pour laquelle le CEA, qui consacre annuellement quelque 450 millions de francs aux recherches sur le retraitement et la gestion des le retraitement et la gestion des déchets, a besoin de ces nouvelles installations. Besoin aujourd'hui d'Atalante-1 et, demain, de son complément naturel, Atalante-2 (Arthemis), une installation de 400 millions de franca, dont la construction pourrait être décidée en

hustible au CEA, le pôle de retraite-ment français des années 2000 et nous conservons notre avance sur les

staponais. Mois investissors sur ce site pour trente ans comme cela avait thé fait à Fontenay-aux-Roses il y a déjà trente ans.» Un déménagement qui n'est pas fait pour déplaire à la direction du CEA, qui voit dans la mise en service d'Atalante l'occasion d'offrir à ses équipes (environ 250 personnes) de meilleures condi-tions de travail sur le retraitement et la gestion des déchets, mais surout l'opportunité de fermer, ce qu'elle souhaite depuis longtemps, certaines des installations de Fontenay-aux-Roses où l'on manipule, en zone

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) On distingue les actinides majeurs (granium, plutonium) des actinides mineurs (neptunium, américium et

(2) Il faut compter dix demi-vies pour se débarrasser d'un élément radioactif, soit environ 20 millions d'années pour le responsion

Pour son activité au service de l'unité européenne

Le prix Robert-Schuman est remis à Frère Roger, prieur de Taizé

Le prix Robert-Schuman a été vent être guéris. » Né en Suisse en remis, vendredi 20 novembre à Strasbourg, par M. Alain Poher et M- Catherine Lalumière, secrétaire général du Conseil de l'Europe, à Frère Roger, prieur et fondateur de la communauté de Taizé (Saône-et-Loire). Celle-ci est devenue, out sou-ligné les membres du jury Robert-Schuman, «un modèle de réconciliation et de paix aux yeux des jeunes du 1993 et la mise en service avoir lieu en 1998-1999.

a. Ave: Atalante, nous créons ainsi à Marcoule, affirme-M. Jean-Yves Barré, directeur du cycle du com-

POINT DE VUE : l'acquittement de la «boulangère de Reims»

De Rodney King à Ali Rafa

par Fodé Sylla et Delphine Batho

influence prépondérante? Qui peut

condemné pour avoir déclaré, en

1989, alors que M. Datou-Sald, substitut auprès du procureur de

Reims, veneit de faire appel de la

décision de remise en liberté de la

boulangère : « Ca na m'étonna

proche des milieux maghrébins »,

n'aient pes teinté de racisme ce

communauté qui est humiliée,

bafouée dans sa dignité quand on lui dit que le mort de l'un de ses

enfants vaut à peine quelques croissants. Pour des millers de

Angeles, aux Etats-Unis, des policiers qui avaient tabassé Rodney King étaient acquittés par un jury populaire entraînant les événements dont on se souvient accord. On s'étaleit elors eur est encore. On s'étalait alors sur cet incroyable déni de justice, on com-prenait le désespoir des Noirs, et on donnait la leçon à cette Amérique qui, décidément, elle, ne savait pas intégrer ses minorités.

Le vendredi 13 novembre un jury d'assises acquittait la «bou-langère de Reims» accusée du meurtre d'Ali Rafa. Le nouveau président Clinton pourrait aujourd'hui renvoyer à la France les leçons que l'on donnait alors à son

Au-delà des faits précis sur lesquels la cour d'assises de Reims a eu à s'exprimer, ce jugement pour beaucoup symbolise le racisme ambient qui gangrène notre pays. Qui peut légitimement affirmer aujourd'hui que le fait que la vic-time se nommait Ali et l'accusée Marie-Josés n'ait pas su une

giés politiques et y préparer la fonda-tion d'une communauté. Celle-ci

accueille aujourd'hui des dizaines de

milliers de jeunes de tous les pays d'Europe. Le prix Robert-Schuman

ministre hopgrois, M. Jozsef Antall (1990).

jeunes dans notre pays c'est le signe qu'ils seront toujours victimes d'une justice à deux A diverses occasions on a

ntendu les zélateurs de la République appeler les étrangers et leurs enfants à respecter leurs

devoirs. Où sont-ils aujourd'hui pour se souvenir que la République a aussi à protéger leurs droits? Où sont-ils ceux qui ne cessent de parler des « vrais Français » quand un enfant de harkis, qui, aux, ont fait le choix de la France dans des conditions dramatiques, est traité

« bougnoules »?

proces?

If est temps que prenne fin cette 1915, Frère Roger s'est établi seul à Taizé en 1940 pour y cacher des réfusupercherie qui consiste à sans cesse excuser le racisme, derrière les seuils de tolérance, la proximité culturelle ou religieuse, la nationa-lité. La vérité est là devant nous : la couleur de la peau reste une barrière infranchissable qui, a d'Europe. Le prix Robert-Schuman récompense tous les deux ans une personnalité connue pour son activité au service de l'unité européenne. Il a été remis au président portugais Mario Soures (1986), au cardinal français Poupard (1988) et au premier l'incept de l'accept de priori, vous place dans les présu-més coupables ou les présumés

finalement comme tous les autres

terminable débat sur la légitimité des jurés populaires face aux juges, les différents responsables

de notre pays devraient prendre conscience de l'énorme géchis

nier que les déclarations de M. Garaud, défenseur de l'accusée, Il n'existe pas de fatalité qui interdise à des populations diffé-rentes, aux Blacks, aux Blancs ou aux beurs, de vivre en harmonie. Oui, nous croyons que notre pays peut réussir ce pari pour peu que l'on cesse de nier la réalité du pas, cette personne est très racisme sous prétexte que l'on serait la patrie des droits de l'homme et que nul ne peut nous La rage des amis d'Ali Rafa est faire la leçon. Nous sommes dans une course contre la montre, ce qui est encore possible aujourd'hui ne le sera peut-être plus demain.

De la mort de Malik Oussekine au procès de Reims, c'est une génération entière que l'on pousse au désespoir et qui, petit à petit, abandonne l'idée qu'elle a sa place entière dans la République.

L'impuissance des pouvoirs les discriminations les plus quotidiennes construit chaque jour les murs de l'incompréhension et de la violence. Dans la spirale du racisme qui semble tout emporter sur son passage, nous sommes encore nombreux à refuser cette logique et à agir pour l'enrayer. C'est auprès des jeunes de Reime, de Neuilly-sur-Marne, de Roanne, paralysés par la peur et victimes démocrates doivent défendre leurs

On attend aujourd'hui encore une réponse à la dignité des amis d'Ali Rafa qui, au lendemain de sa mort, avaient organisé une marche silencieuse. Car si, bien sûr, rien ne sera réparé, soyez conscients qu'aujourd'hui les ghettos se construisent sur les dignités bafouéas et les injustices.

➤ Fodé Sylla et Delphine Batho sont respectivement président et vice-présidente de de SOS-Racisme.

impossible de taire mie

40 millions de tirage 1.600 millions de lecteurs

= Annuaire des codes postaux

En vue de l'introduction des nouveaux codes postaux qui seront valables à partir du ler juillet 1993, toutes familles, entreprises, institutions et administrations en Allemagne recevront en mai prochain l'annuaire des nouveaux codes postaux. Cette prestation du POSTDIENST (la poste allemande) peut être utilisée doublement.

Cet annuaire contenant 1000 pages sera dans les prochaines années l'ouvrage de références le

plus lu. Aucun autre support de publicité passe par autant de mains. La rentabilité est excellente: Un contact par mille ne coûte pas plus de 40 Pfennig.

Vous avez encore la possibilité de placer une annonce jusqu'à la mi-décembre 1992.

■ Veuillez contacter:

Liesel Peiseler Media-Service Wennerscheider Straße 121 5206 Neunkirchen-Seelscheid 1 Tel.: 19/49/2247/3128 et 2073 Fax: 19/49/2247/8232

Tel.: 19/49/5241/803000 Fax: 19/49/5241/29085

Les développements de l'affaire Trager

M^{me} Dufoix, son mari et M. Gagneux annoncent leur intention de déposer plainte en diffamation

Mr. Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité, son mari, M. Antoine Dufoix, at M. Michel Gagneux, ex-directeur du cabinet de M- Dufoix au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale de 1984 à 1986, ont annoncé, vendredi 20 novembre, leur intention de déposer plusieurs plaintes en diffamation après leur mise en cause par l'homme d'affaires nantais René Trager, qui vient de publier un livre intitulé l'Affaire Trager et les informations sur une commission liée à l'installation en France d'un appareil de radiologie importé des Etats-Unis lie Monde du 21 novem-

Dans un premier communiqué, publié vendredi après-midi, Mª Dufoix précise que. « ayant été mise en cause dans un livre paru sous la signature de René Frager ainsi que dans un article du Monde daté du 21 novembre 1992, [elle] su faire saistr dans les heures qui viennent, par son avo-cat, Mr Bernard Cahen, M. le proeureur de la République pour que des poursuites soient engagées sur la base du délit de diffamation à l'encontre des écrits la metiant en

De son côté, M. Antoine Dufoix, dans un second communiqué, a indiqué que. « ayunt été nique, à inaique que, s'ayan eté mis en cause dans un article du Monde daté du 21 novembre 1992, [ii] s'èlère contre des faits qui sont relatés à son encontre. Il donne mandat à son avocat. Me Bernard Cahen, d'attaquer en diffamation les fives et attaquer en diffamation les fives et attieles publiés ainsi que toute autre per-sonne qui colporterait des propos semblables».

M. Michel Gagneux indique pour sa part que, « prenant connuissance des allégations dissi-matoires de M. René Trager contenues tant dans l'article du Monde que dans l'ouvrage que ce dernier a récemment publié, [ii] vient de charger son avocat d'en-gager des poursuites judiciaires en diffamation à l'encontre de

Par ailleurs, interrogée en direct au journal de 20 heures de TFI, M™ Dufoix a déclaré ne plus vouloir laisser « trainer son nom dans la botte... Au sujet des docu-ments découverts par le juge ren-nais Renaud Van Ruymbeke fors d'une récente perquisition en Suisse, et qui semblent donner du poids aux déclarations de René « Il faut que je rassemble des let-tres et des documents datant de sig ans. Je tiendrai les Français au courant. Je leur dirai la vérité comme l'ai du la vérité dans l'affaire du sang et dans l'affaire Habache, » Sur l'affaire des documents saisis en Suisse. l'avocat de M. Dufoix, M. Cahen, que cite

EDUCATION

L'université Grenoble-II devra rembourser un trop-perçu sur les droits d'inscription

Le tribunal administratif de Grenoble a ordonné à l'université Pierre-Mendes-France (Grenoble-II) de rembourser à tous les étudiants qui en seront la demande une somme de 250 F. perçue forfaitairement au moment des inscriptions, pour « prestations pédagogiques ". Cette somme était destinee a couvrir de façon forfaitaire le libre-service informatique. les accès au centre langues des stages à l'étranger et le renforce-ment de la documentation.

Le tribunal a estimé que les serrices rendus, en plus des droits d'inscription qui sont fixés au niveau national, ne présentaient pas un caractère obligatoire. Si tous les étudiants réclament le remboursement de cette somme, per-15 000 étudiants, l'université devra rembourser au total près de 6 mil-

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements:

46-62-74-43

sameat riveration, estime que visi-celle avait signé une lettre autori-sant le versement d'une commis-sion de 2 millions de francs à Tra-ger, elle s'en souviendrait, et elle n'en a aucun xouvenir. D'autre part, il y a une différence entre sa signature et le cachet portant sa signature, qui a pu être utilisé à

« Je parlerai en temps utile aux Français»

Abordant, toujours sur TF i, la question du financement de sa campagne aux élections législatives de mars 1986, campagne à laquelle M. Trager affirme avoir contribue grâce à des fonds provenant de commissions récoltées à l'occasion de plusieurs marchés dans le domaine des affaires sociales et de la santé, Mª Dufoix a déclaré : « Il y a les campagnes électorales, les affiches et les emplacements publici-talices, il faut blen les payer et ça coute. De cela je parlerai aussi en temps utile aux Français.» Rappo-lant qu'il y a, dans l'affaire Trager, une instruction en cours, l'ancien ministre a ajouté, toujours sur TF1: « Si la justice me demande de parter, je n'ai pas peur de la justice de mon pays. Au contraire, j'ut même confiance en elle.»

Par ailleurs, M. Antoine Dufoix affirme, dans son communiqué, « qu'il n'a jamais reçu de valises de billets de la part de René Trager ou de son frère Marcel Trager ou de tout autre messager et qu'il n'a jamais puricipé à des réunions sur des financements auquelles était présent René Trager ».

Pour sa part. M. René Trager. que nous avons joint samedi matin par téléphone chez lui, à Nantes, nous a déclare : « Je tiens, d'abord, à confirmer tout ce que j'ai écrit dans mon livre. Je suis surpris, ensuite, de cette nouvelle manœuvre de M= Dufoix qui consiste à ériter de répondre sur les points précis et à dire, une fois de plus, qu'elle ne me connaît pas. Il est étonnant qu'il ait falla attendre l'annonce de

Le mensuel 50 millions de

consummateurs, qui avait public

dans son numéro de décembre une

carte de France des services hospi-

taliers des urgences « à éviter et ion

à fermer » (le Monde du 18 ci du

20 novembre, que « les quelques

erreurs d'impression relevées à la

publication ont été corrigées pour

un deuxième tirage mis en place le

mardi 34 novembre v. De nom-

breuses réactions, notamment syn-

dicales, avaient suivi l'enquête de

l'organe de presse de l'Institut

national de la consommation

(INC), le président de la CFTC santé-sociaux accusant d' « incons-

A l'occasion du colloque « Toxi-

comanies médias liberté », organisé jeudi 19 novembre à l'UNESCO dans le cadre de la Semaine euro-

péenne de prévention des toxicoma-

nies (le Monde du 18 novembre), le

professeur Claude Olievenstein, médecin chef du centre médical

Marmottan, s'est élevé contre la

mission confiée le 26 octobre der-nier par M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, à M. Robert Broussard,

chargé de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants lle

« Ce n'est pas la personnalité du

préfet Broussard que je mets en cause, nous a précisé le professeur

Obevenstein, ee sont les objectifs

qu'on lui u fixès ou qu'il s'est fixès lui-même, et qui nous ramenent

vingt ans en arrière. Tout est devenu

réprésif, on met les usagers de dro-

gue dans le même suc que les gros

dealers. Et un décide d'une politique

repressive suns savoir ce que decien-

nent les gens après la prison. « « Je

suis d'accord pour réprimer le trajie et l'argent de la drogue, à encore

souligné M. Olievenstein, mais il

Monde du 28 octobre).

TOXICOMANIE

novembre), a annoncé, vendredi

MÉDECINE

samedi matin, dans le Quotidien de Paris et dans le Parislen.

Van Ruymbeke pour que M- Dufoix réagisse sur les révélations contenues dans mon livre v. l'industriel nantais a « regretté de ne pas avoir le même impact médiatique que Mm Georgina Dufoix pour pouvoir répondre, sur les mêmes tribunes et dans les mêmes conditions v. M. Trager donne, par ailleurs, sa version de certains faits relatifs à cette affaire.

Qui entre en politique s'ex-pose, au moins dans un système démocratique, à devoir s'expliquer sur ses actes. Qui accède au pouvoir - qu'il soit législatif ou exécutif - ne peut qu'avoir le souci de vérifier la cohérence de son statut et de ses pratiques au regard des lois qu'il est chargé de faire ou de faire respecter. Les « affaires », comme on dit désormais, ne surgissent que lorsque naissent des interrogetions sur cette cohérence.

Lors du journal de 20 heures de TF1, vendredi 20 novembre, notre consœur Claire Chazal a reçu successivement M. Michel Noir, maire de Lyon, ancien ministre, au sujet de l'affaire Botton, et Mr. Georgina Dufoix, ancien ministre, au sujet de l'affaire Trager. Deux affaires différentes, deux personnelités d'origine politique appasée, deux parades identiques. M. Noir a dénoncé les «journalistes pseudo-procureurs », et le propos de M- Dufoix ne signifieit pas autre chose. Tous deux, aussi, ont évité - aidés en cela par une liante - de traiter des affaires en

question, des points litigieux. Le

cience » et d' «irresponsabilité » la

direction de la revue, la CFDT du

secteur dénonçant quant à elle une

a approche superficielle » et un

« truitement médiatique qui relève

du grand spectacle. » Le directeur

de l'hôpital de Vitre (Ille-et-Vi-

laine), dont le service des urgences

figurait sur la «liste noire», a.

pour sa part, annoncé, vendredi 20 novembre, que les membres du

conseil d'administration de son

établissement, réunis sous la prési-

dence de M. Pierre Méhaignerie

(député CDS et maire de la ville).

avaient pris à l'unanimité la déci-

sion de porter plainte, pour diffa-mation, contre la publication.

existe un manque de cohérence, un

contradiction évidente avec la politi-que du ministère de la santé.

Evequant l'hostilité suscitée par la

proposition de «débat public sur la

lépéralisation des produits de substi-

tution » lancée avec le professeur

Albert Claude Benhamou the Monde

du 4 novembre), le docteur Olie-

venstein a estimé : « Il est pourtant

necessaire qu'il y ait un débat démo-

cratique, républicain, pour répondre à trois questions fondamentales: Qui

demande la prévention de la toxico-

manie? Vers quel public doit aller la prévention? Pourquoi faire de la pré-

vention? Les adultes proposent aux

seunes l'éradication de la drogue au

nom d'une société utopique qui serait une société saine et normale. Or le

vecu quotidien de la toxicomanie est

extremement grave et ne peut pas se

contenter de l'amour, de veux pieux,

« Je ne sais pas si nous pouvons

vivre une société sans drogue, à

conlut M. Olievenstein. Je l'ai cru,

mais aujourd'hui, je ne le sais pas. v

d'un certain nombre d'utoples.

«50 millions de consommateurs» annonce

une version corrigée de son enquête

sur les urgences

La lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants

Le professeur Claude Olievenstein désapprouve

la mission confiée à M. Robert Broussard

Rôles téléspectateur n'était convié qu'è partager leur réquisitoire contre la

> C'est de bonne guerre mais de mauvaise méthode. M. Noir comme M= Dufoix ne peuvent pas être soupçonnés d'appartenir au camp de ceux qui, comme M. Le Pen, voudraient intimider les journalistes afin de les faire taire. Ce sont deux démocrates avérés. Il faut donc qu'ils aient été mai conseillés pour borner leur défense à des attaques con-tre les journalistes qui font leur

Les médias ne sont pas audessus des lois et le journalis comme tout métier, doit tolérer la critique et le libre examen des citoyens. Des débats déomologiques sont en cours dans la proession, et cele est sain. Il s'agit d'examiner comment exercer ce métier dans un univers où les tion > - qui ne se limite pas aux politiques - visent souvent plus à guider les plumes qu'à les éclai-rer. Ce débet ne saurait avancer à coups de généralités offus-quées et de parades métoriques évoqués.

Une lettre de Patrick Poivre d'Arvor

m'y suis à chaque fois rendu pour des raisons professionnelles (TF 1 ou Journal du dimanche) avec. à chaque fois, les frais de mission et réservation d'hôtel y afférents. Tout cela peut être vérifié auprès des différents témoins

cités. De ma vie, je ne suis entré dans une pharmacie avec M. Botton et j'entends bien en demander reparation 1 M. Boisson, que je n'ai jamais rencontré et qui l'a longuement affirmé sur l'antenne complaisante de France 2. Nous avons tous, depuis, com-

pris ce qu'est le principe de ces notes de frais attribuées à une quarantaine de journalistes ou hommes politiques qu'en effet Pierre Botton a pu cotoyer de près ou de loin. Mais, mon nom ctant toujours cité prioritairement, vous conviendrez que l'accumulation de ces dires, de ces documents dont vous n'ignorez pas la provenance, et de cette campagne de calomnies à mon égard, est destinée à salir TF I et l'un de ses présentateurs.

Les médias et les largesses de Pierre Botton

M. Noir accuse les journalistes de se comporter en « pseudo-procureurs d'une justice parallèle »

M. Michel Noir, invité du jour-nal du soir, sur TF1, vendredi 20 novembre, a dénoncé des journalistes » pseudo-procureurs d'une justice parallèle » au suiet d'un article du Monde (daté 21 novembre) laissant entendre qu'il avait bénéficié des largesses de son gendre, Pierre Botton, placé en détention préventive après avoir été inculpé d'abus de biens sociaux. Selon le député du Rhône, maire de Lyon, il y a, dans cette affaire, un dossier pénal et commercial, et la justice

a doit travailler en toute indépendance », notamment vis-à-vis « d'un pouvoir médiatique qui veut usurper un autre pouvoir, le pouvoir judiciuire, et inventer je ne sais quelle forme de justice parallèle ». « La démocratie est en cause », a-t-il

So refusant à wentrer dans le jeu des démentis», M. Noir a demandé « à qui il viendrait à l'idée, quand un part en famille en vacances, de demander à sa fille qu'à non gendre si c'est bien sur des deniers person-

entreprise, qu'on part », « La seule chose qui m'obsède, a dit M. Noir, c'est que j'ai, aujourd'hui, deux petites-filles qui ne voient pus leur père et à qui leur mère - ma fille ne sait pas comment (l']expliquer. « Il a ajouté: « Mon gendre est levenu mon adversaire politique en 1989 (peu après la victoire de M. Noir aux élections municipales]. Il n'empèche que c'est le mari de ma fille et que je pense à lui, aussi. »

A mi-parcours de son premier mandat

Le maire de Lyon est critiqué pour sa gestion de grands projets d'aménagement urbain

de notre bureeu régional

Venu à bord d'une voiturette électrique, afin de se montrer soucieux de l'environnement, M. Michel Noir, maire de Lyon, a inauguré, vendredi 13 novembre, un parc de stationnement creusé dans la presqu'île entre le Rhône et la Saône, en plein centre de la métropole régionale. Il s'agit du premier grand chantier (cinq cent quatre-vingts places sur sept niveaux en sous-sol) qui ait été à la fois ouvert et achevé durant son mandat de maire, entamé en

Le jour même de cette inauguration, on apprenait que la chambre régionale des comptes a décrit, dès le mois d'avril, les limites de la politique lyonnaise de construction de parkings, dans un prérapport adressé aux collectivités locales. Le magistrat enquêteur, M. Jaime Antuna, s'est alarmé des prévisions de dépenses de la société d'économie mixte Lyon Parc Auto, dans laquelle la ville et la Communauté urbaine de Lyon détiennent ensemble la majorité du capital (54 %). Il relève que le financement de l'ambitieux programme lyonnais (8 960 places d'ici à 1995) nécessitera une répression accrue du stationnement interdit en voirie, qui ne passera pas inapercue, avant les prochaines elections municipales. Dans ce dossier, M. Noir n'a été égratigné que par la plume d'un

Des exigences contradictoires

La liste devient longue des grands projets retardés à cause de l'adversité politique comme des exigences contradictoires entre ceux qui trouvent que l'on construit trop et ceux qui voudraient construire plus. Mais pas à n'importe quel prix. Il en va ainsi pour le futur tunnel nord, qui sera creusé sous la colline de la Croix-Rousse, afin de compléter le boulevard périphérique de Lyon, Cet ouvrage et ceux qui l'accompa-Conseil d'Etat l'aval nécessaire à l'institution d'un péage, en milieu urbain, alors qu'ils ont été en partie financés par la collectivité.

On voit mal, aujourd'hui, comment M. Noir pourrait couper le ruban inaugural de cet ensemble avant les élections de 1995, tant le projet a été contrarié. Le tribunal administratif de Lyon a contraint la communauté urbaine à reconsidérer certains détails de la concession attribuée, sans appel d'offres, à un groupement d'entreprises privées piloté par le groupe Bouygues. Le tribunal a aussi obligé à remodeler la grille des tarifs. Socialistes et écologistes contestent toujours l'utilité économique de cette réalisation, estimée à 5 milliards de francs, c'est-à-dire, pour donner un ordre de grandeur, au montant actuel du budget de la communauté urbaine.

Sur l'autre rive du Rhône, le projet de cité internationale de Lyon, qui doit comprendre, un jour, 220 000 mètres carrés de planchers, avec un palais des congrès, un hôtel de luxe, des logements et des bureaux, achoppe sur

la mauvaise conjoneture immobilière. Cette fois, M. Noir a adressé une mise en demeure au promoteur immobilier SARI, filiale de la Compagnie générale des caux. choisie comme aménageur : « La SARI est responsable de l'investissement qui représente pratiquement I milliard de francs. (...) La Générale des eaux a tout intérêt à être le premier partenaire de son premier client de France. (...) La cité internationale reste un projet crédible économiquement (1). » Malgré cette déclaration, on peine à trouver un accord avec Marriott, pour l'exploitation de l'hôtel, ce qui empêche la mise en chantier du palais des congrès. Et le promoteur n'est pas décidé à construire des bureaux qui ne trouveraient pas preneur avant longtemps, en

n de l'état du man Au sud de l'agglomération, M. Noir-s'oppose à la Compagnie nationale du Rhône (CNR), à propos des terrains du port Edouard-Herriot, qu'il a d'abord souhaité transformer en un parc urbain de 150 hectares, à cause de la présence de stockages d'hydrocarbures. Quelques mois plus tard, il se demandait «s'il est logique, visà-vis d'une politique cohèrente de l'emploi, de conxerver de tels secteurs, où l'on trouve dix emplois à l'hectare, alors que des secteurs situés de l'autre côté de la rue en regroupent jusqu'à vingt fois plus ». En fait, selon un rapport officiel remis par M. Claude Quin, ingénieur général des ponts et chaussées, un «bras de fer» est engagé avec la CNR, qui avait déposé un projet concurrent, sous certains aspects, de la cité internationale et du « bouclage » du périphérique au nord. Pour l'heure, la CNR, concessionnaire des terrains jusau'en 2023, et le maire de Lyon semblent camper sur leurs posi-

Les foudres de l'hôtel de ville

Craignant d'être gênés dans leur activité, les pétroliers ont fait connaître publiquement leurs exigences sur les conditions d'un (hypothétique) déménagement du port Edouard-Herriot, mais ils ont été bien seuls : à la différence des adversaires politiques, les milieux économiques hésitent encore à exprimer réticences et critiques à visage découvert, craignant les foudres de l'hôtel de ville, surtout lorsqu'ils sont dépendants de marchés publics.

Peut-être ont-ils été instruits par le sort fait à la société d'édition et de régie publicitaire SEDIP, chargée de la confection de journaux de la ville et de la communauté urbaine, lorsqu'elle était présidée par M. Francisque Collomb, l'ancien maire (non-inscrit). Les contrats de la SEDIP ont été dénoncés avant leur terme. A ce jour, la mairie de Lyon s'est fait tirer l'oreille pour verser les indemnités dues en raison de différentes décisions de justice qui lui furent défavorables.

GÉRARD BUÉTAS

(1) Le Moniteur du bâtiment et des travaux publics daté du 18 septembre

En réponse à notre article inti-tulé « Les largesses de Pierre Bot-ton », paru dans nos éditions du 18 novembre, M. Patrick Poivre d'Arvor nous écrit :

Dans votre article, vous éprou-vez le besoin de démonter le « système » Botton en utilisant mon nom à de multiples reprises. Or les quatre cas concrets que vous citez sont, de la première à la dernière ligne, contraires à la

1) Déplacement aux Antilles pour la visite de la pharmacie Petit (20 622 F. février 1989): je n'étais pas à l'époque aux Antil-les. Je n'ai jamais visité cette pharmacie, pas plus pendant, qu'avant ou après.

2) Déplacement en Suisse afin de rendre visite à la pharmacie Villereuse (12 400 F. novembre 1988). Je ne suis jamais allé à l'époque en Suisse. Je ne connais ni de près ni de loin la pharmacie Villereuse.

3) Déplacement en compagnie de M. Marzin, président du Syndic des pharmaciens (521 400 F. jaoût 1988). Je n'ai jamais voyagé en compagnie de M. Marzin, ainsi qu'il l'atteste dans France-

4) Facture d'hôtel ou autres pendant le Festival de Cannes. Je

devaient prendre le départ, dimanche 22 novembre aux Sables-d'Olonne, du deuxième Vendée Globe, course autour du monde solitaire sans escale 🖪 sans assistance. La première édition de cette épreuve de quelque 25 000 milles 17 000 kilomètres) avait 🌃 gagnée 🗪 1990 par le Français Titouan Lamazou 109 jours 👪 navigation.

LES SABLES-D'OLONNE

de notre envoyé spécial

Un place désespérément vide le long de ponton de Port-Olona. Celle de Coyote, le sloop de l'Américain Mike Plant. Parti de New-York en solitaire le 16 octobre pour accomplir de qualification (1) en ralliant Les Sables-d'Olonne, ce pionnier de Globe n'a atteint le côtes françaises, comme il l'espérait, avant le 31 octobre d' midi pour ne pas encourir de pénalitès. Cinq jours après un départ, il avait signalé à un conscions au large de Terre-Neuve qu'il dali un peres de preum electro-

Informés de ce contretemps, Hélène, un épouse, u quelques amis arrivés fin octobre aux Sables-d'Olonne pour l'assister dans ses préparatifs de départ d'alerter les garde-côtes améri-cains. Cette intervention a permis d'identifier u posteriori le signal d'une balise de détresse détecté faiblement E 27 octobre pendant trois quarts d'houre. Retardé à New-York la vaine recherche d'un commanditaire pour le Vendée Globe, Mike Plant n'avait rouvé l'Impe

a faire enregistrer sa la localisation de l'appel de detresse, à quelque 800 milles au nord-est des Bermudes, santir Avait-il démâté et était-il en fuite vers le sous gréement de fortune?

entreprises le 14 novembre qui m C-130 deux Navy 1-3 Orion permis in ratisser dix-huit sorties près un nord-est des Bormudes au nord Açores. Elles ont été suspendues, mit résultat, jeudi

Trois cent treize jours de mer

19 novembre.

Plant est chaque jour Port-Olona chercher III raisons d'espérer encore. Il faible durée de l'emission il balise peut laisser redouter que cette der-nière n'ait avec le voilier, le navigateur solitaire a-t-il alors pu se réfugier sur son canot survie? Son épouse veut y croire. Cet Américain qui aurail du fêter un quarante-trois ans samedi I la veille du départ a déjà prouvé qu'il ne manquait avait parcouru pied 000 kilomètres en Amérique de Sud, du Mexique à la Terre de Feu, survic à la Outward Bound

Il la barrière de in langue l'a empêché de partager l'amitié ma navigateurs français, largement majoritaires dans la petite confrérie marins-aventuriers, victoire en 14 2 (monocoques 50 pieds) dans le 1000 Challenge (course autour du mandi en solitaire avec escales) en 1985. South pour le gros temps, qui l'a ill surnommer «Top Gun», et, surtout, son comportement dans le premier Vendée Globe lui su valu le res-pect unanime in ses adversaires.

Privé de mila a condamné i la solitude la plus dès le deuxième jour du Vendée Globe, il n'avait lales de lui qu'un sillage tracé à partir des points communiqués un satellites par sa mile Argos, jusqu'à l'île Campbell, im caillou perdu dans le grand Sud, sculement habité par quatre météorologistes néo-

Epuisé III confronté à un probième in mát, Mike décidé de mouiller IIII MITT dans un fjord pour récupérer et réparer. le règlement l'y autorisait. Mais le vent, qui avait forci pendant sommeil. menacait de drosser we voitier contre in rochers. Le solitaire

Quatorze voiliers monocoques n'a pu refuser l'aide proposée, evaient prendre le dénart mais a aussitôt envoyé un télex aux Etats-Unis pour annoncer qu'il m considérait hors course, même s'il poursuivait sa longue route solitaire pour revenir me Sables-d'Olonne.

La disparition 🚵 Mike Plant, qui devait enchaîner um quatrième tour du monde en solitaire depuis 1985, mu venue rappeler dramatiquement les dangers d'une grande aventure trop vite banalisée dès deuxième édi-Même si plus il li moitié quatorze solitaires qui quit-tent Les Sables-d'Olonne dimanche n'ont jamais navigué dans les mers du Sud, aucun d'entre eux ne part unu Mil dans l'inconnu 1989. Les images du retour triomphal de Titouan Lamazou ont remplacé celles M Britannique Robin Knox-Johnston, incapable marcher & l'arrivée du Golden Grig idli qu'il venait in remporter après trois auna train jours de matters un mer.

Alors que les treize pionniers du Vendée Urole 1989 embarqualent were « ceinture en bretelles» un espérant pouvoir faire face I toute some on must II matériel, la parier et la fiabilité » et l' « optimisation » de leurs bateaux. Ainsi, les quatre récidivistes (Alain Gauthier, Louis Peyron, Philippe Poupon a Jean-Luc Van den Heede) de cette année dispostruct de voiliers neufs ou rénovés, au potentiel wie sensiblement amélioré. Bagages-Superior, Alain Gauthier aura curre E voilier la plus puissant 🔩 le flotte : 🔣 🛋 📹 carrés de voilure un près (gain au 10 mètres carrés) et 700 mètres carrés au portant (gain de 200 mètres carrès). Philippe Poupon a conservé am Fleury-Mi-chon, mui lui a fait subir une cure d'amaigrissement im près de cinq tonnes.

■ Le potentiel des mellieurs bateaux à augmenté de 3 € 5 % et la façon de les mener devrdit nous faire gagner encore i

2 % . Gauthier.

rythme, le vainqueur ne
devrait guère les cont
jours mer, s'il alle bien l'analyse de situations de l'origines. Par rapport à la pre-mière édition, depuis 🖿 terre sera, cette fois, interdit. Les quatorze skippers ont dû s'engager au l'honneur» à ne par utiliser à man fin standards C qui permettent d'échanger de télex confidentiels. Pour affiner leurs connaism météorologie, la plupart ont effectué stages. Certains, comme Philippe Pou-pon, Jean-Luc Van den III-Yves Parlier, ont même investi dans des récepteurs 🖿 📨 res

Pour am quatre am cinq candidats a la succession de Titouan Lamazon, all evolution technivoiliers et in technologies embarquées devrait transformer le deuxième Vendée Com-Sables-d'Olonne trois idegende : Bonne Espérance, Lecuwin et Horn. Mais mum course perdrait beaucoup de son charme ni elle ne réservait quelques places l Thierry Arnaud, Jean-Yves Has-selin, l'Espagnol José-Luis Ugarte, le Gallois Min Wynnne-Thomas ou E Hongrois Nandor Fa, qui ra investi lima leurs forces et leurs économies pour vivre 🖹 rêve d'une vic.

GÉRARD ALBOUY

(1) Chaque skipper avant le départ un parcours que en solitaire moins de milles

C FOOTBALL : les résultats de la quinzième journée du Championnel de France. - *Paris-SG b. Auxerre 2-0; *Caen | Illin 1-1; Bor-Toulon 1-1; *Metz b. Nimes 3-0; *Lyon et Le Havre 1-1; *Strasbourg
b. Saint-Etienne 1-0; *Strasbourg
Marseille 2-2; [144] b. *Montpellier 2-1; Valenciennes- Monaco, le dimanche 22 novembre.

: 1. Nantes
Paris-SG, 22; 3. Auxerre Mar19; 5. Monaco et
18; 7. Montpellier et Strasbourg. 16; 9. Saint-Etienne et Sochaux, 15; 11. Metz, 14; 13. Le Havre Lyon, 13; 15. Nimes, 12; 16. Toulouse, Lens Lille, 11; 19. Valenciennes, 10;

TÉLÉVISION

Samedi 21 novembre

TF 1 20.45 Divertissement: Crise de Avec sketches de Flay-naud, Thierry Luron, Cokuche, Poiret et Louis de Funès, Bourvil.

22.25 Magazine : Ushuaïa. Présenté per Nicolas Hulot. 23.35 Magazine: Formule sport. Football; Gymnasti-que; Volla.

FRANCE 2

20.45 Magazine : La Nuit des héros. Présenté par Michel Creton. A La Rochelle. 22.40 Magazine : Double jeu. Spécial Canada,

FRANCE 3

20.45 Série : V comme vengeances. 22.20 Journal et Météo. 22.45 Magazine : Vis-à-vis. La Somalia et les autres. 23.40 Magazine : Salut Manu. Présenté par Manu Dibango et Yienne Katsoulos.

CANAL PLUS 20.30 Téléfilm :

Angoisse sur Brooklyn. De Karen Arthur. 22.00 Flash d'informations.

22.05 Divertissement Samedi soir avec les Nouveaux, 23.00 Cinéma : Troil.

Film John Carl Buechler (1985). 0.20 Cinéma : Henry et June. 🛛 Film américain Philip Kauf-

ARTE

20.40 Documentaire Du nouveau à Wittstock. De Volker Kospp. 22.20 Cinéma d'animation :

Papageno. De Lotte Reiniger 22.30 Cinéma d'animation : Caliph

P1 → Magazine : Macadam. 23.30 Documentaire : Umubugangoma, d'Emilio Paculi.

M 6

20.35 Variétés : Surprise-partie, 20.40 Feuilleton : Holocauste. Chomsky, Meryl Streep, Joseph toms (4 épisode). 22.50 Téléfilm : Camp de vacances

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Europa. ## Film franco-danois de Lars von Trier (1981).

Portrait de groupe

evec dame.
Film franco-allemand d'eander Petrovic (1978).

une pensée allemande. D'Adabert Wiemer.

22.20 and d'informations.

22.30 Magazine : L'Equipe du dimanche

ARTÉ

21.55 Présentation : Heinrich Böll.

22.15 Documentaire :

Heinrich Böll,

20.30 Cináma :

à Cucamonga. De Bennett Tramer, Dimanche 22 novembre

TF 1 20.40 Cinéma : La Corps de mon ennemi. BB Film frençais d'Henri Verneuil (1978).

22.45 Magazine : Ciné dimenche 22.55 Cinéma : Le Jeune Marié. II II Film français de Bernard Store (1982).

FRANCE 2

20.50 Cinéma : Moonraker, m Film britannique de Lawis Gü-bert (1979).

20 Mi Bisgazine : Souillon de culture. 0:20 Journal, M4téo et Visages ."Europe. Uniques au cour. Musiques au cour.

FRANCE 3 La Classe.

22.05 Magazine : Le Divan. Présenté per Henry Cher Invité : notre collebor Edwy Pienel. 22.30 Journal Météo. 22,55 Dessins animés.

23.10 Cinéma : Show People.
Film américain de King Vidor (1928). Moyen métrage : Main Street after Dark. 0.25

23.50 Cinéma : M 6 20.46 Cinéma :

Jeu de l'Allanda, D Film de Monte Mar-22.30 Magazine : Culture pub. 23.05 Cinéma: Les Folies d'Elodie.
Plim français (1981).

Monde

<u>Décès</u>

 M. Jean-Claude Dubarry, Caroline et Séverine, M. ■ M. André-Jean I.
M. et M. Jean-Paul Mengès,
Frédéric et Pauline,
M. Jean-Pierre Pupin

et ses enfants, ont la doulour de faire part du décès de

Mª Jean-Claude DUBARRY, Martine Debode, survenu 🖿 🗷 novembre 1992, dans sa

La religieuse à 11 h 45, en l'église Notre-Dame d'Autouil,

Ciri mia tient limi de faire-part.

21, mm de Civry, III rue Chardon-Lagueba,

- Geneviève, Marie-Claire enfants.

Bellanger, Guédès, Roussy, Brunet Français, ont douleur de faire part décès de

M= Claire GIRAULT, veuve Schittenhelm,

rappelée Dieu, quatre-ving-année, la quatre-ving-

La religiouse, suivie de l'inhumation famille, a cu lieu, I Poitiers, dans la stricte inti-

ient lieu de faire-part.

<u>Anniversaires</u>

- Dyaunan, GARROS

aultteit, volontaire

e la propie de la Mai mon qui

échappe à l'hypocrisie.

M. REGEORGES-ÉTIENNE

- Le 21 1985

Que qui connu et le résistant, l'ami ou simplement pour qu'il

- Anjourd'hui, ... qui l'avez

Lih SAKKA,

qui nous a quittés II y a buit ans.

Communications diverses L'Association disciples d'Aly Mazahéri (ADAM) une réw Mazzheri (ADAM) une reunion de commémoration pour la premier anniversaire de la disparition du grand historien l'I'ran l'Orient, le mardi 24 novembre 1992, à 17 l M André-Mairaux, 78, boulevard Raspail, Paris-é.

CARNET DU MONDE Renseignements:

40-65-29-94

■ Le Monde ● Dimanche 🂵 - Lundi 🖭 novembre 1992 11

SITUATION LE III NOVEMBRE A II HEURE TUC

PRÉVISIONS POUR LE 22 NOVEMBRE 1992



Dimenche : grisalile et plules au guerra su sud. -d'une ligne Nantes-Grenoble,

Au sud de cette ligne, à l'axception du pourtour méditerranden et le Corse où le soleil brillers dans un clei quasiment clair du metin au soir, le matinée sera grau avec des brumes et alle brouillards. Le se dissiperont en fin de

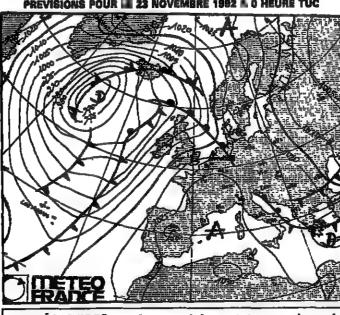
plus généreux eu fil des heures. Les du limites et le Pyré-de généralement blen déga-

Un series soufflers ment le long le côtes de le le le jusqu'à 50 km/h.

and voisine de 17 degrés sur la moi-nord, 13 degrés a l'ouest. As sud, 10 comprises entre 8 et 10 et 10 et 10 et 10 et 11 degrés a les 12 degrés et pourtour méditerransen.

l'après-midi, températures monteront jusqu'à 12 degrés au le est, 14 les le North au Jura, 16 degrés de la Bretagne au Lyonnels.

metinée, pour laisser place ii un temps elle la la degrée, pour laisser place ii un temps elle la degrée sur le littorel. PRÉVISIONS POUR 🝱 23 NOVEMBRE 1982 🛝 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

in 20-	Valeurs soutémes relevées entre 21-11-92 is 20-11-1992 à 6 heures TUC et le 21-11-1992 à 6 heures TUC								
AJACCA BIARRI BORDE BOURDE BRESST CAEN — CHERRI CLE		8 CC m P P - m a P P P D P C D	TOURS ÉT ALGER AMSTER ATHENE BANGKO BARCEJ. BELERA BELLE BELLE CARE DAKAR DELJEL. GENÉVE HONGKO ISTANBU JÉRISAL	FRANGE 10 10 11 12 13 14 15 15 16 16 17 17 18 18 18 18 18 18 18 18	12		LUXESIBO MADRID MARRASE MELICO MILAN MELICO MILAN MONTRÉA MOSCOU I NAIROBE NEW-YOR RIO-DE-JAN RIO-D	17 25 25 22 22 22 24 25 25 26 26 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27	11 DD - 8 CC - N - DD - N - DD - N - DD - N - DD - N D N - D N D N
A	B	C	D	N	0		P	T	# neige

brume couvert degage nuageux orage pluse tempore neige TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France :

moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. illement établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

3355

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). L'Après-midi d'un prince : 18 h. L'arnour est aveugle : 22 h. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Arnour foot : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30. ARCANE (43-38-19-70). dim. 17 h. ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Surprises de l'amour : 15 h et 20 h 30, dim. 16 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET 15 427). ATHENEF-LOUIS JOUVEI 1 2/1. Lectures sur le the du van Chents de marine : 18 h ... dim. Selle Louis Jouvet. Au van des 19 h ... 19 h ... dim. 16 h ... Le Marin perdu en mer : 21 h ... BASTILLE (43-57-42-14). Ordinsire et disgració : 21 h ... dim. 17 h 30. BATEAU-THEATRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72). Giscono : 19 h 30. Veilde funèbre : 21 h ... dim. 17 h

BATEAU-THÉATRE OURAGAN BATEAU-THEATRE OURAGAN (1998) 1-53). Le Misanthrope et 1998; 20 h 30, dim. 17 h.
BERRY-ZEBRE (43-67-61-56). Dim. Lee Champètres de joie : 20h30.
BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24). Le Jalousie : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30, BOUFFONS-THÉATRE DU (42-38-35-53). Le Veuve espagnole : 21 h. CAFÉ DE LA GARE (42-78-62-51). Le Graphique de Boscop : 20 h. Qui vous sevez : 22 h.
CASTOLICHERIS-ATELIER DU CMALL.

CARTOUCHERIE-ATELIER DU CHAU-CARTOUCHERIE-ATELIER DU CHAU-DRON (43-28-97-04). Vous evez dit Lebiche ?: 20 h 30, disp. 16 h. CARTOUCHERIE-THEATRE DE L'AQUA-RIUM (43-74-99-61). La Nutt, la tisfévision et la guerre du Golfe : 20 h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE-THEATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Agamentnon : 19 h 30.0 m. Les Choéphores : 13 h. Les Euménides : 13 h.

Les Choéphores: 13 h. Les Euménides: 13 h.

CARTOUCHERIE-THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Seile I. Grand-peur et misère du ill-Reich: 20 h 30, Jane: 16 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Entre trères? Et le sour...: 21 h, dm. 16 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-18). Le Serpent: 18 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-18). Le Serpent: 18 h 30.

CENTRE MANDAPA (45-88-01-60). Le Petit Prince: 20 h 30, dm. 17 h.

CINO DIAMANTS (45-80-51-31). Je l'embrasse pour la vie: 20 h 30, dm. 17 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE (45-88-81-54). Apparement ténoin; De plein fount: 17 h et 21 h. Le Dernier Custuor d'un homme sourd: 20 h 45, dm. 16 h 46. Passacaille: 20 h 45, dm. 15 li 45.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Meurtes au music-fail: 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Meurtes au music-fail: 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Meurtes au music-fail: 21 h.

COMÉDIE TALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : 21 h, dm. 16 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Vol-

Epouse prudente : 21 h, dm. 15 h 30. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Volousseau : 19 h et 21 h 30, dim. 15 h DIE-PRANCAISE (40-15-00-15)

COMÉDIE-PRANCAISE (40-15-00-15).
Caligula: 14 h. Ls Comtasse d'Escarbagnas; George Dendin: 20 h 30.Dim. Andgrane: 74

DAUNOU (42-61-69-14). Le l'orange: 21 h. dim. 15 h 30.

DECHARGEURS (TLD) (42-36-00-02).

Direction Critorium: 19 h 15, dim. 17 h 30.

DEUX ANES (46-08-10-26). Le Treité de ma priche: 21 h. dim. 15 h 30.

DX-HUIT THEATRE (42-28-47-47). Aveter: 20 h 30, dim. 16 h.

ELDORADO (42-48-60-27). Monsieur Amédés: 18 h et 21 h.

ELDORADO (42-49-60-27). Monsieur Amédés: 18 h et 21 h.
ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). Sonste
pour deux temmes seules et une cité HLM:
20 h 30.
ESPACE MARAIS (48-04-81-85). Feu le
mère de madame: 20 h. dim. 18 h. Le
Mouette: 21 h. Dense avec les fous: 23 h,
dim. 19 h. Dim. Le Mariege de Figaro: 16 h.
ESPACE PROCRÉART (42-52-61-16). Dieu
abolé-t-8 ?: 20 h 30.
ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Seile l.
Quand fera-t-1 jour?: 20 h 30, dim. 16 h.
FONTAINE (48-74-74-40). Le Clen dee
vuvveg: 15 h 30 st 20 h 45.
GATTE-MONTPARNASSE (43-22-16-18).
Confidences pour clarinette: 20 h 48, dim.
15 h.

15 h.

GALERIE CHRISTIAN SIRET
(42-61-46-04). Un amour : 17 h 30.
GRAND EDGAR (43-35-32-31). Larry and
Co: 18 h et 20 h 15. Une fille entre nous :
22 h.

22 h.
GUICHET MONTPARNASSE
(43-27-88-61). Rendez-vous rus Watt:
18 h. W Pointsur: 20 h 30. La comédienne
est dans l'escalier: 22 h 15.
GYMNASE MARIE-BELL (42-48-79-78). Solo : 17 h et 20 h 30. HEBERTOT (43-87-23-23). Femmes: 21 h, dim. 15 h.

HUCHETTE (43-26-38-99).

chauve: 15 h, 3J. C. Lagon 1-10 h Lautrec sur le Butte: 21 h 30.

LA BRUYERE (48-74-76-99).

LA CIGALE (42-33-43-00). Pierre Pelmade: 20 h 30. 20 h 30. LA VIEILLE GRIELE (47-07-22-11). Paradise : 21 h. LE FUNAMBULE THÉATRE (42-23-88-83). Custor à gages : 20 h 30. LE TRIANON (42-09-93-44). Auguste E Chambre-3-air au pays des : 14 h 30. 14 h 30. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince: 18 h 45. L'Ecole Mul dictateure: 20 h. Douce: 21 h.M. Théâtre rouge. Il y a des matins difficies: 18 h 15. Le Rire de Tchekhov:

MADELEINE (42-65-07-09). Long Voyage vers is nuit: 18 h et 20 h 30. MARAIS (42-78-03-53). La marie se suit: 18 h et 20 h 30. MARAIS (42-78-03-53). La marie se suit: 18 h et 20 h 30. Marie STUART (46-08-17-80). Huis suit: 18 h 30. 18 h 50. 18 h 50 18 h et 19 h. Savage Love (anglais-françeis): 21 h 15.Dim. Requiem For a Heavyweight (en anglais): 17h. MÉTAMORPHOSIS (42-81-33-70). Marchand de rêves: 21 h, dim. 15 h.
MICHODERE (47-42-95-22). La Puce à
l'oreile: 17 h et 20 h 30, dim. 16 h.
MOGADOR (48-78-04-04). Las Bes-fonds:
15 h et 20 h 30.
MORTPARNASSE (43-22-77-74). Mortadels: 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30.
MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30).
La Trayersée: 21 h, dim. 15 h 30.
MUSÉE DES ARTS ET MÉTIERS
(40-27-22-20). Les Arts et Méders en spec-

MUSÉE COGNACO-JAY (40-27-07-21).
Les Rivaux d'eux-mêmes ;
20 h 30, dm. 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). L.
21 h, dm. 15 h.
CEUVRE (48-74-42-52). Les Dimanches de
M. Riey : 20 h 45, dm. 15 h.
OLYMPIA (47-42-25-48). Guy Bedes un
Musiel Robin : 20 h 30.
PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE)
(42-02-27-17). L.
20 h 30.
PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE)
(48-03-11-36). Bud dens tu t'es vu quand
Li ril : 21 h.
PALAIS-ROYAL (42-97-58-81). (48-03-11-36). Bud dans to t'es vu quand the ril: 21 h.

PALAIS-ROYAL (42-97-58-81).

CARC DE LA VILLETTE (SOUS CHAPITAL). (42-45-03-61). A Midsummer repir's Drawn (en anglais): III h 30, dan. 17 h.

PASSAGE III DRD-0UEST h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Sale II. La Peau trop fine: 21 h. dan. 15 h.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock: 17 h et 20 h 45, dan. 15 h.

POTINHERE (42-61-44-16). Ministrel: 17 h et 21 h. din. II h 30.

RANELAGH (42-88-64-44). Jaux da ques: 18 h 30, dim. 14 h 30. Trekking: 20 h 30, dim. 17 h. Hospitacis: 22 h.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Noue les Européens: 22 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une aspirine pour deux: 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

SALLE BRASILLA (48-07-20-17). Dom

SAINT-GEORGES (48-78-83-47). Une applicate pour deux: 17 h 30 et 20 h 45, dkm. 15 h.

SALLE BRASILIA (48-07-20-17). Dom Juan: 20 h 30, dkm. 17 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). L.

20 h 11 Eile et Disudonné: 11 l.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Une et l'Autre: 17 h 30 et 10 h 30, dkm. 15 h.

THÉATRE 13 (45-88-82-22). Vu du pont: 16 h 30 et 20 h 11, dkm. 15 h.

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-48-47). Monsieur Klebe et Rozake: 20 h 30, dkm. 17 h.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02). D'Albe Mais Be vécurent heureux: 20 h 15. Brigitze Lahele: 22 h.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02). D'Albe Mais Be vécurent heureux: 20 h 15. Brigitze Lahele: 22 h.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02). D'Albe Mais Be vécurent heureux: 20 h 15. Brigitze Lahele: 22 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-48-08-06). Mela de Mai. Félicité ou le Merveilleux Théâtre d'art et 11 science du docteur de Gronhague: 20 h 30, dkm. 17 h.

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-06-67-89), Belle de Mai. Félicité ou le Merveilleux Théâtre d'art et 11 science du docteur de Gronhague: 20 h 30, dkm. 17 h.

THÉATRE DE LA MAIN-ATE (42-08-83-33). Nulta d'encre: 22 h, dkm. 20 h 30.

THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-85). Le Vagabond et Whitechapel: 20 h 30, dkm. 15 h.

THÉATRE MONTORQUEIL (48-22-11-57). Meldoror: 21 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT TIL 17-81-15). Salle Gémier. Mystification ou les Catina dei M. Dideror: 20 h 30, dkm. 15 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT TIL 17-81-15). Salle Gémier. Mystification ou les Catina dei M. Dideror: 20 h 30, dkm. 15 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT TIL 17-81-15). Salle Gémier. Mystification ou les Catina dei M. Dideror: 20 h 30, dkm. 15 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT TIL 18-1-15). Salle Gémier. Mystification ou les Catina dei M. Dideror: 20 h 30, dkm. 15 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT TIL 18-1-18 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT TIL 18-1-18 h.

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE

Satisfies; 19 h. VARIETES (42-33-09-92). The a in median ou t'es ciron: 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉOUESTRE ZINGARO) (48-04-38-48). équestre : 20 h 30, dm. 17 h 11 BAGNOLET (THÉATRE DES MALASSIS) (43-63-51-71). 500 mètres carrés d'expression Bre : 21 h, dm. 18 h. BORIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (4-1-11-45). Légendes de la forêt viennosse : 15 h, dm. 15 h 30. Pethe selle. Les Diablogues : 21 h. CERGY-PONTOISE (THÉATRE DES ARTS) (30-30-33-33). En prison : 11 l. 16 h. CHATENAY-MALABRY (THÉATRE LA

CHATENAY-MALABRY (THÉATRE LA PISCINE) (48-83-45-36). Poussière: 20 h 30, dim. 18 h. CHEVILLY-LARUE (CENTRE CULTUREL ANDRÉ-MALRAUX) (46-86-54-48). LI Straisco: 20 h 30.

CLICHY (PETIT THÉATRE DU PEUPLIER NOIR) (47-76-94-90). Le Banc: 20 h 30, dim. 15 h 16.

COURBEVOIE (CENTRE CULTUREL) (43-33-63-52). Dim. Le Pain de ménage; le Paisèr III compre: 15 h 30.

CRÉTEJI (MAISON DES ARTS) (49-80-18-88). Gemés salle. Les Paravents: 1 20 h, dim. 15 h. Petite salle. Oreste: 20 h. J. dim. 15 h. J. LERMONT (THÉATRE PIERRE-FRESNAY) (34-15-09-48). Les Paravents: 1 20 h. dim. 15 h. J. LERMONT (THÉATRE PIERRE-FRESNAY) (34-15-09-48). Les Paravents: 1 16 h 30.

FOSSES (ESPACE GERMINAL) (34-72-88-80). Best of Douby: 21 h. Gen. 15 h. J. L. GEN. EVILLIERS (THÉATRE) (47-93-26-30). Les Actaurs de borne foi; le Des L. 30. Dim. L'impromptu de Versiant Préclauses rédicules: 17h. JUVISY-SUR-ORGE (ESPACE CULTUREL) (69-21-80-34). Les Choéphores: 21 h. dim. 16 h. Exercices de style: 21 h. dim. 16 h. Exercices de style: 21 h. dim. 16 h. La COURNEUVE (CENTRE JEAN-HOU-DREMONT) (48-36-11-44). Voix lointaines: 20 h 45, dim. 16 h 30.

LE VÉSINET (CENTRE DES ARTS ET DES LOISIRS) (39-76-32-75), Ma Colette: 21 k MARLY-LE-ROI. (CENTRE CULTUREL JEAN-VILARI (39-58-74-87). Le le savants: 21 h. MONTREUIL. (SALLE BERTHELOT) (48-57-38-01). Lettre à Fidel Castro: 21 h. dim. 16 h. dim. 16 h.

dim. 16 h.
MORSANG-SUR-ORGE (L'ARLEQUIN)
(69-04-13-70).Dim. En pleine mer: 16h30.
NANTERRE (THÉATRE DES AMANDIERS) (46-14-70-00). Selle polyvalente.
Molly Bloom: 20 h 30, dim. 16 N. NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)

20 h.M.
NOISIEL (GRAND THÉATRE DE LA FERME DU BUISSON) (64-62-77-77). Les Bonnes : 21 h.
SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-PHI-LIPE) (42-43-00-59). Exécuteur 14 : 20 h 45. Grande salle, La Dispute : 20 h 45, dm. 17 h.
SAINT-CERMANE EN LA DESCRIPTION din. 17 h.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉATRE ALEXANDRE-DUMAS) (30-87-07-07). La Carpe du duc M Brienne: 19 h.

SAINT-MAUR (THÉATRE ROND-POINT-LIBERTÉ) (48-89-99-10). Caligula: 20 h 45.

20 h 45. SAINT-TMEN-L'AUMONE (SALLE DES FETES) (34-21-25-00). L'Illusion comique I 21 h.
TREMBLAY-EN-FRANCE (ESPACE JEAN-ROGER-CAUSSIMON) 148-51-09-55). Caru pur été lacle : 20 h 30.
VAURÉAL (LYCÉE CAMILLE-CLAUDEL) (34-22-04-40). Le Conte d'hiver : 21 h.
VILLEJUIF (THÉATRE ROMAIN-ROLLAND) (47-12-15-02). Mettre Puntils et son valot Matti : 20 h 30, dan. 15 h.
VITTRY-SUR-SEINE (THÉATRE JEAN-VI-21 h.

VITRY-SUR-SEINE (THÉATRE JEAN-VI-LAR) (46-82-84-90), Le Fonembule : 21 h. **CINÉMA**

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI

Rétrospective Marquerite Duras : la Femme du Gange (1972-1973), de Marquerite Duras, 18 h 30 ; India Song (1974), de Mar-querite Duras, 21 h. DIMANCHE

Rétrospective Marquerite Dures: Son n. s. Visite dans Calcutte désex (1.16), herguerius Duras, El h 30; Beater, 1. Beater (1978), de Merguerite Duras, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) SAMEDI

Rétrospective Raymond Bernard : le Joueur d'échecs (1927), de Raymond Bernard, 16 h 30 ; les Misérables (1933), de Ray-mond Bernard, 18 h 30.

DIMANCHE Récrespective Raymond Bernard : Anne-Me-rie (1936), de Raymond Bernard, 16 h 30 ; le Coupeble (1918). 18 h 30 ; Faubourg Montin (1931), de Raymond Bernard, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE MATERIA

SAMEDI Le Cinéma medicain : Tarahumara (1884, v.o. s.t.f.), de Luis Alcoriza, 14 h 30 ; Alle en el Rancho (1936, v.o. s.t.f.), de Fernando de Fuentes, 17 h 30 ; Pueblerina (1948, v.o. s.t.f.), d'Emillo Fernandez, 20 h 30.

DIMANCHE Le Cinéma mesocari : Senta (1931, a.t.f.), d'Antonio Moreno, 14 h 30 ; Tiempo de morir (1956, v.o. s.t.f.), d'Arturo Ripa-te, 7 h 30 ; Dona Perfecta (1950, s.t.f.), d'Alejandro Gelindo, 0 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie porte Seint-Eustache Forum des Halles (40-26-34-30) SAMEDI

SAMEDI
La Rue : Rue Git-le-Ceur : Sande annonce :
Corps à coeur (1978) de Paul Vecchieli, Nuit
et Jour (1991) de Chantal Akerman,
14 h 30 : Rues des dames : la Clé n'est pas
dans le pot de géranium (1989) de Manuels
Goursey, Ascensaur pour l'échafaud (1957)
de Louis Malle, 16 h 30 ; le Mois de le
photo, 18 h 30 : Rue des dames hospitalières : Janine (1962) de Maurice Pialat,
Vivre sa vie (1962) de Jean-Luc Godard,
20 h 30,

DIMANCHE
La Rue : Rue des acitaires : Paris passages
(1990) de Sylvein Poutoille, le Feu foliet
(1963) de Louis Malle, 14 h 30 : Rue Décrie : Bande amonce : Céo de 5 la (1 tante)
de Daniel Goldenberg, 16 h 30 : Pasde la cour des miracles : Notre-Demede-Parie (1956) de Jean Delamoy, 18 h 30 ; Rue
Saint-Flacre : Actualités Gaumont, Un
type blen (1960) de Louiert Bénégui,
20 h 30 : Dans les rues (1933) de Victor
Trivas, 16 h 30. DÍMANCHE

LES EXCLUSIVITÉS

(43-43-01-59 38-65-70-84); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95 38-65-70-45); Marzal, 14-(38-85-70-41); Patrié Cichy, 18-(45-22-47-94); Ls Gambetts, 20-(46-36-10-96 38-65-71-44).

38-65-70-14).
ATTACHE-MOII (Esp., v.o.): Studio Galande, 5- [43-54-72-71): Denfert, 14- (43-21-41-01).
AU NOM DU PÈRE ET DU FILS (F.): Lutina. 4- (42-78-47-86): L'Entrepôt, 14- (45-43-41-83).
BALLROOM DANCING (A., v.l.): Rex., 2- (42-38-83-93 — 70-23).
BASIC INSTINCT (**) (A., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57-38-65-70-83): UGC Triomphe, 8- (45-74-95-40-38-65-70-44).
BEETHOVEN (A., v.f.): Cinochas, 6- (48-33-10-82): Grand Pavois, 15- (45-54-48-85): Saint-Lumbert, 15- (45-54-48-85): Saint-Lumbert, 15- (45-34-18-95): Saint-Lumbert, 15- (45-34-18-95): UGC Rotonde, 6- (48-33-10-82): UGC Rotonde, 6- (48-33-10-82): UGC Rotonde, 6- (46-33-10-82): UGC Rotonde, 6- (48-33-10-82): UGC Rotonde, 6- (48-61-94-91): UGC Rotonde, 6- (48-61-94-91): UGC Rotonde, 8- (43-63-92-82): UGC Rotonde, 8- (43-63-92-82):

(45-54-46-85); Saint-Lambert, (45-54-46-85); Saint-Lambert, (45-32-91-88), impirroyable (A., v.o.): Grand Psvois, 15-(45-54-46-85). In THE SOUP (A., v.o.): Les Trois Luxemburg, 6-(46-33-97-77-38-65-70-43); Cub Gaumont (Publicis Matignon), 8-(42-58-52-78); L'Entrepôt, 14-(45-43-41-83). L'INCONNU DANS LA MAISON (Fr.): Gaumont Marignan-Concorde, (43-59-92-82); Bisrritz, 8-(45-62-20-40-36-65-UU-11); Paramount Opára, 9-(47-42-56-31-38-85-70-18); UGC Gobelins, 13-(45-51-94-95-36-85-70-45); Montparasse, 14-(43-576-79-79); UGC Convention, 15-(45-74-93-40-36-65-70-47); Pathé Cichy, 18-(45-24-77-94); Le Gambetta, 20-(46-38-10-36-38-65-71-44). INDOCHINE (Fr.): Invent Logos H, 5-(43-54-42-34); Grand Pavols, 15-(43-54-42-34); Grand Pavols, 16-

1492, CHRISTOPHE COLOMB (A., v.o.)

Champs-Bysées, M. (47-20-93-83); Publica Champs-Bysées, M. (47-20-823); v.f.: Forrum Horizon, 1st (45-08-87-87) 38-65-70-83); Rex, 2st (42-38-83-93); 38-65-70-83); Bratagne, b (38-65-70-37); Gaumont Ambassed; 8t (48-59-19-08) 36-65-11-11; Gaumont Limit Italia, 1-1-1-10); Gaumont Convention, 1st (46-22-47-94); La Gambetta, 20-14-36-10-96 38-65-70-81); Pathá Wapler, 146-36-10-96 38-65-71-44). Le Mirade (Fr.): Reflet Médicle Logos sele Lauis-Jouwer, 6st (43-64-42-34); L'Entrepôx, 1st (45-43-41-63). NIGHT ON EARTH (A., v.e.): Ciné Beaubourg, 3st (47-15-238); Irrages d'allieurs, 1st (45-43-41-63). NIGHT ON EARTH (A., v.e.): Ciné Beaubourg, 3st (47-15-238); Irrages d'allieurs, 1st (43-63-41-63). LES NUITS FAUNT [7] Fr.): Gaumont Lass Halles, 1st (43-63-92-92); 14 Juillet Oddon, 6st (43-43-43-44). La Saumont Marignan-Concorde, 143-59-92-92); 14 Juillet Imile, 11-143-67-90-81); Las Nation, 12-143-67-90-81); Las Nation, 12-143-67-91; Las Nation, 12-143-91-91; Las Nation, 1

| A6-54-46-35| ; Saint-Lambert, 15- | A6-52-91-83| ; JF PARTAGERAIT APPARTEMENT | P. | A. v.a.| ; Cinnoches, 6- | 46-33-10-82| ; Garmont Ambesseda, 9- | 43-59-18-06 | 38-65-70-63| ; George v. 9- | 46-52-41-80| ; George v. 9- | 46-52-51-0-30| ; George v. 9- | 46-52

[46-32-91-68] 21 h. v.o.]; Salm-Lambert, 18-[46-32-91-68] 21 h. FANTASIA (A.) : Seint-Lambert, 16-[46-32-91-68] 18 h 46. LES GORILLES DE MONTAGNE (A.) : Le Glode, 19-140-05-80-00, 20 heures. HARSPRAY (A., v.o.): La Bestilla, 11-43-07-48-80) o h.

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (*) (A., v.o.) : Cine Beachouly, 3-(42-71-52-36) 0 h 35. LE MIROIR (Sov., v.o.) : 14-(43-21-41-01) 17 h 30.

MORTELLE JEUNESSE (Fr.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). NÉ DES ÉTOILES : 1 140-05-80-00). PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.):
Grand Pavols, 15- (45-54-4--5) 0 h 30;
Saint-Lambert, 15- (45-32-91--1) 21 L
A PLACE DES ENFANTS PERDUS (Mar.,
v.o.): L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63)
18 h 15.

V.O.) : LEITINGOL, 19- 19- 19- 19- 19- 18 h III.

POINT BREAK ((A., v.o.) : LE QUATRIÈME ((Hol., v.o.) : Accatone, 5- (46-\$3-\$6-\$6) 22 h 15.

CUI | PEUR DE VIRGINIA (A., v.o.) : Studio (Ursulines, (43-26-19-08) 21 h 50.

ROME VILLE DUVERTE (c., v.o.) : Le Berry Zebre, 11- (43-57-51-55) 17 h 15.

TANI DRIVER ((A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 0 h 15.

TERMINATOR 2 ((A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 0 h THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW ((1) (A., v.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) 22 h 30.

LES GRANDES REPRISES LES AMANTS DU CAPRICORNE (A. v.o.): Mac-Mehon, 17. (43-29-78-88 36-65-70-48). 38-56-76-48).
CASABLANCA (A., v.o.): Action Ecoles, E. (43-25-72-07 36-65-70-64).
DERNIERS RANGEMENTS (Fr.): L'Entrepòt, 14 (45-43-41-63).
L'Entrepòt, 14 (45-43-41-63).
L'Entrepòt, 14 (46-43-41-63).
L'Entrepòt, 14 (46-43-1-77).
36-65-70-43).
L'ENTREPORTE DE DESTRICA.

36-6-70-43).
L'IMPOSSIBLE MR. BÉBÉ (A., v.o.) :
Action Ecoles, 5- (43-25-72-07
38-65-70-84).
INDISCRÉTIONS (A., v.o.) :
(ex-Action Rive Gauche), 536-65-70-83). 36-65-70-83].
L'INTENDANT (Jap., v.o.):
Christine, 6* (43-29-11-30)
36-65-70-62].
LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.):
de Bols, 6* (43-37-67-47).
ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit., v.o.):
mes, 6* (46-33-10-82).
OU EST LA MAISON DE MON AMI? frenien, v.o.): Utopis, 5* (43-25-84-65).
PANDORA (Brit.-A., v.o.): Action Ecoles,
43-25-72-07 36-65-70-64).
LES PARAPLUIES DE CHERBOURG (5r.):

(43-25-72-07 36-65-70-64).

LES PARAPLUIES DE CHERBOURG (Fr.):
Publicis Champs-Eysées, 9: (4)—18-23).

LE POMAN IN TRICHEUR (Fr.): Reflet
Logos salle Louis-Jouvet, 5:
12-34).

STORMY WEATHER (A., v.o.): Le
Champo - Especa Jecques Tari, 5:
(43-54-51-60).

VICTOR VICTORIA (A., ...): Action
Ecoles, 6: (43-25-72-07 38-65-70-84).

VIRIDIANA (Esp., v.o.): Latina, 4(42-78-47-86).

SARASOTA (Floride)

de notre envoyée spéciale Le Festival manage pourrait

ressembler un dispropor-tionné incertain, où cinéma français, éternel velléitaire conquête, ce Christophe Colomb qui n'aurait jamais "I l'Amérique, irait, chaque année depuis quatre orgueilleux et masochiste. grand-chose, 🚃 🚃 du film roi.

Ce n'est pas co, le la la pui le constater du 12 au 16 novembre, où vingt un films français récents viennent les exposer, enmenés un Unifrance, organisme d'illustration, tout I fait elle I offensif depuis que Daniel Toscan le préside, Richard Boi-din le dirige, Catherine Verret continue d'en animer la branche américaine. De la façon, année, l'air la français, les New-

on rencontrait le producteur Jean-Livi compagnic l pardeasus Marine. Lui Marine là pour projection de Cœur hiver au Museum of Art Positif, and que démarre la rétrospective Godard Dans la musée même où Andrée où l'exposition Matisse mir 📟 énormes qui battent 🗎 💳 Moscovites font la queue pour manger un McDo.

A côté, un cinéma de Man-hattan, se déroulait l'avant-première Tous les matins du monde, en présence d'Alain Corneau, d'Anne Brochet et de Guillaume Depardieu. De Gérard Depardieu aussi, qu'on De Gerare Departicu aussi, qu'on n'espérait qui avait dans unavion, quitté deux jours la mine (Germinal Claude Berri), pour être là. Corneau présentait le film, au public : «Ne gêne: pas pour pleurer si vous enticipament. mon avis, c'est « artistiquement 🚃

Alors, forcément, en arrivant L Sarasota, la ville que John Ringling. du cirque Ringling et Barnum, cou-vrit de ses bienfaits parce que die y bon faire onitre déphants, l'hiver, tous ces drapeaux bleu la rouge, cela n'étonnait même plus. La comédiens (Isabelle Huppert, Thierry Lhermitte, la Berry), des réalisateurs (Michel Deville, Régis Wargnier,

producteurs, in caportateurs, in producteurs, in l'orte délégation française s'était déplacée, une forte délégation américaine l'accueillait,

Une har plus, a constata que le public a Floride, a «échantillon représentatif» a cinéphilie representativa de chepanie s'il année qui rajeunit d'année année, et ail alla fois de vingt-six Em (1000 dollars de recettes a salle), a l'enthousiasme éclectique a l'appétit vigoureux. Il a même au déchium les grave et au lèger, au long et au court, aimé sourciller les Nuits fauves Cyril III Thom moi se Goran Markovic, coproduction franco-scribe qui Yougas-lavic = 1954, a mêrae Indochine Régis Wargnier = Dien Phu Pierre Schoendoerfler, après Viernam, s'est esclaffe au quart de tour devant été suns histoires (Philipe Harel) Versailles Rive-gauche (Bruno Podalydès), moyens-mé-d'un humour quasi «ethni-

Réconfortant. Mes local, se pro-

l'industric l' cinéma français aux Etats-Unis. Quoique... In l'a sur la étudié l'impact sur la films. Depuis la création le la manifestation, quinze films sur cinquante quatre présentés (soit 27 %) ont trouvé acquéreurs. Ce n'est un mauvais la non plus un triomphe quand on sait qu'un film français peut l'impreneur preneur marché américain pour le extrêmement variables. extrêmement variables,

Cette dernière somme, exceptioncette dermere somme, exceptionelle, I obtenue par l'Amant de Jean-Jacques Annaud, distribué par MGM et qui vient de faire un démarrage excellent : 525 044 semaines d'exploitation. ement pour wale l'Amérique

> Chiffres implacables et surpremants

Le cinéma français aux Etats-Unis est un énorme Petit Poucet, voilà la vérité, m lim chiffres sont à la fois implacables u surprenants. Les

sentent i miliards de dollars par an.
Les films, français, il millions i dollars, soit 0,5 % i marché. «Si on parvenait à premère un point de plus, souliene il milion Toacan in Plantier, et cela semble il portée, i reprèsenterait déjà beaucoup d'ar-

Tout an question proportion, I A Sarasota, II vit, le lundi, Gabriel Desdoits, estimé experimenté vendent le lundi, con la lundi de la lun films français, arriver the heureux. une le papier:
«Les résultats de Tous les matins du
monde extraordinaires! L'espérés! 39 275 en jours dans
deux salles! Vous vous rendez tomber: II M till dollars...

bras? In the non! Car on ignore souvent, malgré cette modestie bien réelle, que le marché-salles vers les Etats-Unis est notre plus grande source de profit I l'étranser. 24 millons de dollars, donc, en 1991. Derrière, on una l'Italie, avec 13,1 millons de dollars. Le

Japon, qui est passé en cinq ans de neuvième in quatrième place, sa part, 10,4 mil-

De fabricants d'intrigues

Depardieu exemplaire. Si

1492, Christophe Colomb fait

Carrière set spectateurs

Paris), il set pas du tout

remboursera peut-ètre soldars de quand on regard liste premiers français

crits au box-office américain depuis dix ans, que trouve-t-on? En tête, crits au box-office américain depuis dix ans, que trouve-t-on? En tête, Cyrano de Bergerac (6 500 000 dollars de recettes mais avec une circulation de 30 à 60 copies seulement); en numéro trois, Jean de Florette; en huitième position, le Retour de Martin Guerre; et, cafin, Camille Claument Des films éminerument, viscéralement français, Depardieu déploie au ailes, parle langue

maternelle, plus il mational,

all n'y a pas complexes à avoir, dit Daniel Toscan du Plantier. Un grand responsable de Fox avoue : «On a tant travaille à Hollyen direct des on mieè l'électronique, effets spécioux, qu'on s'est éloigné de l'intri-gue, romanesque. Le marché récession, tentative des films adultes. Raconter à des his-toires, serait bien. Malheureuse-moule cassé.» fabricants d'intrigues, culture

C'est ce qu'il font, avec cette folie pernicieuse d'achats de remake.

cté plusieurs plusieurs par le l'étranger du Zèbre de Jean Car il s'agit, ni plus ni moins, d'exproprier en scène, e film original sora remisé la plusart du placard. Oucl-

Par paysan

agement de

, antentement

ter services

ローバリ (金融) (金属) ローバアリ (金属)

. itante,

S AND DE TO

· ··· There william

ini eraffen die THE PERSON NAMED IN

The state of the State of the Co.

and property of the second

The second

- \$ (10m #

semand PWA #

el Fores

le film original sora remisé la plupart du placard. Quelques exceptions. Il hommes de couffin, ou. Le Gerard Lauzier, Jean Frencheose de Clochard Beverley L'apothéose de Gérard Lauzier, Depardieu. Depardieu qui reprendra de la course pour 700 000 dellars, c'est de la depardieu qui reprendra de la chèvre, les Fugitifs les Compères, exilé à Los Angeles. Le «premier» Man père, hèvos sortira évidem jamais aux Etats-Unis. «Nous, c'est le cacao. Côte-d'Ivoire. Eux, c'est le chocolat, la Suisse », dit avec une lucidité

Cote-d'Holle. Fax, c'est le choolat, la Suisse a, dit avec une lucidité

La que Time Plantier.

C'est dans la même disposition d'esprit, qu'il a accepté l'expérience proposée par AMC, grosse société propriétaire de 1 600 écrans et en contrôlant 1 000 autres. Pendant six mois, une quinzaint es filats français aux encourt vendus aux Flats-l/nis et non encore vendus aux Etats-Unis et sélectionnés par un représentant d'AMC seront projetés au cours de «Semaines» ou de «Gales» sur 355 corans en Floride. Ils seront soit sous-tirés, soit pour une part doublés, c'est la que réside l'organalité l'audace de l'opération. Qui paiera le doublage? Nous. Et la publicité? concore. L'audace de rouvera? Nous. On ricu

DANIÈLE HEYMANN

SARASOTA

correspondence

Jemeis 🖛 exploitants de 🕮 n'ont été plus nombreux I Sarasota. Le syant considérablement augmenté Etats-Unis, la le le de produits (films) pour les alimenter est d'autant plus apre et l'industrie cinématographique française y voit une percée sur le manufacture percée sur le manufacture.

Freidberg et Met Diamond, is Loews, in complexes mulles pelais à écren unique, le perc est passé de 17 000 à 1000 écrans (1). Les «grandes surieces» n'ayent ni le tempére-m i la petience nécessaires, nous efforcons, dans certains complexes bien chaisis, de créer une «boutique» cliantèle plus sophistiquée, sensible programmation espéciali-

sée a. Cara année, Loews organiun cycle im français inéand cinq villes, cinéphiles (Boston), d'autres plus hermétiques (Cincinnati). Pour déjouer l'anathème (présumé) du sous-titrage, Gary Meyer et Bert Manzari vont tenter, avec l'appui de la Goldwyn, l'expérience du suntire, « comme à l'opéra, en haut du cadre, peut-être même au-dessus plage a tenu l'affiche près d'un an au Lincoln Plaza. de l'écrans. Le but : sensibiliser le public au travers des médias et le idéliser par la présence constant de films étrangers. «Leur donner

une sorte de deuxième maison». (New Yorker) et ... uploitant (les écrans du Lincoln Plaza). Tant sur les écrans de sa première salle, le New Yorker (Broedway et 89 Rue), dans une petite salle de Greenwich qu'aux cinémas studio (Broedway et 664), il s fait plus que quiconque pour le cinéma « hors normes » : culturellement francophile, mon

(Sexe, mensonges et vidéo), filma étrangers (Herzog, Fassbinder et nombre de cinéastes latino-eméri-cains y ont fait leurs débute), films de inhabituelle (les neuf heures de Shoah). C'est chez lui que son pied-à-terre nord-eméricain - Pauline à la

E y a moins d'un mois, ce demier multiplex, situé en face du Lincoln Center, passeit de trois à six écrans. Sur les six, trois program-C'est ce à quoi, depuis près de vingt ans, s'emploie le « parrain.»

Dan Tablot, à la fois distributeur (New Yorker) et autoine de productions françaises: Ligge, de Nikita Mikhalkov (perlé mongol) en occupe un, Tous les matins du monde, d'Alain Comeau, deux: Proieté est un la la fois distributeur (New Yorker) et autoine de la fois distributeur (New Yorker) et auto ment aujourd'hui des productions Comesu, deux Projeté sur un que-trième, le Van Gogh de Maurice Pialat vient de céder la place à Intervista de Fellini pour s'installer

nourrie de Bresson, Renoir, la nouvelle vegue, jusqu'à Comeau, Sau-set ou Pialet, dont le Van Gogh est pour moi un chef-d'œuvre. 👪 déclic commercial ne s'est pas vraiment fait, ce ne change rien. s Presque naturallement, Dan Tal-

bot s'est aussi instauré distributeur de vidéocassettes en langue étrangère, française en particulier : son catalogue-cinéma compte aujour d'hui quatre cents titres, son portefeuille vidéo cinquente-cinq - «et nous comptons en sortir vingt à trente per an. Avec sous-titres ».

français distribués aux Etats-Unis a tout de même chuté de manière dramaticus. III an sont plus cu'une quinzaine per an désormais. Ce n'est ma assez.

HENRI BÉHAR

(1) En France, il y a # 441 dorans.

La fureur de peindre

Doit-on dire? Ce «vieux»

de l'entre-deux-guerres du manquent à son illustre plateau Beaubourg. galeries. la peinture allemande du début du siècle, ma qu'il d'usage de dire expression-magnifiquement. Qua-tre di magnifiquement rèunies de magnifiquement rèunies trois et trois décors. Un : 1 Dresde, en 1905, Bleyl, Heckel, Murrau, en 1911 Kandinsky,
Marc et Esta reunissent
signe du Blaue Reiter (Le Cavalier bleu), et in proches in Kan-dinsky. Gabriele Münter, Marianne Werefkin et Alexej von Jaw-iensky s'associent i l'aventure. Trois : au même pein-la Brücke s'établissent à peintres de la métropole, dont l'apocalyptique Meidner.

> Un bref age d'or

Le desastre : la déclaration guerre d'août 1914 disperse les groupes ≡ jette Kandinsky ≡ Jawlensky, sujets du tsar, hors d'Allemagne. August Macke meurt dans === escarmouche le III septembre, l'âge de vingt-sept le Final disparaît devant Verdun en 1916 trente-six ans. Ceux de la Brücke échappent massacre mais mais meurasthénies en lésespoirs jusqu'à la défaite. Que l'exposition s'interrompe en 1914 n'a donc rien

A différence la peinture française contemporaine, l'art moderne allemand | | | presque par la Guerre, il L point qu'en 1919 une mart génération, celle des de la la les et de la

Neue Sachlichfkeit (Nouvelle objectivité), remplace expression-nistes. Leur âge d'or a duré un d'une décennie.

Age d'or ma alla : leurs toiles et sujet. Prétendrait-on donner une la l'expressionnisme allemand dans incarnations dresdoises et bavaroises, ce serait, sché matique, cello-ci : un primitivisme exacerbé, la quête forcenée d'une innocence, d'un mil de le évi-demment inaccessibles. A l'Illian d' 1911, il en est in and : de la recherche de l'Eden, Kirchner glisse II sa nostalgie, et de la nostal-

Innocence m nature donc. La symbolique : baigneuses ques exotiques où s'aiment indi-gènes Gauguin. La nudité règle, non profes-sionnelle du modète, mais celle l'érotisme, plus violent, plus indécent possi Les de l'entre l'entre le l'equi l impudiques.

Celles de Kirchner, plus lascives changent allégories du désir, provocantes, obsession-nelles, insupportables à la tout honnête bourgeois l'Alle-magne wilhelmienne - scandavoulait. Celles de Schmidt-Rottluff formes plante elles tiennent de l'idole archaïque, municipalités accrouples de l'herbe. Les couleurs, heurtées, acides, placées un un sur sur sur dissonance, s'accordent au motif : I sujets esauvages », procédés — Ou qui — ou qui — pour tels. La leçon — estampes japonaises, celle de Van Gogh — de Gauguin, l'exemple des fauves — celui de Man — servent tour I tour. Within an many price un moment d'adhèrer au mouve-ment, invitation qu'il décline.



Karl Schmidt-Rottluff : a Dans Familie ... (1913)

Quand in me peignent ni me des-sinent il déités barbares, les artistes de Dresse taillent leurs effigies dans l'aulne et la sycomore. Ils ma auparavant visité le la des Ils ma auparavant visité le d'ethnographie ville, facolocites accomplies d'Afrique et d'Océanie. Kirchner et littre excellent dans sculpture d'océanie. Kirchner et littre excellent dans sculpture d'océanie. Kirchner et littre excellent dans sculpture d'océanie. Kirchner et littre et l'océanie, volumes équarité d'ocites, visages réduits à quelques entailles, l'une raides massives. Quant à Nolde et l'Pechstein, littre le primitivisme jusqu'à conséquence ultime, l'oyage. Le l'amirauté, le liles le l'Amirauté, le second migue en 1914 dans and it is jusqu'à l'archipel

> /c/ww at images populaires

Tahiti aux Marquises, em peleri-nages ne finissent bien. Ils m durent que la temps d'exécuter quelques œuvres exotiques assez étranges ex vérifier que expri-lité ont cessé le l'être depuis longtemps. Les membres du

Reiter, s'ils ment d'autres références, développent de l'écontique. Simplement, à l'Eden tropical, in préférence l'Eden médiéval; au l'écontique de l'écon polychromes, ils substituent licones il images populaires.
Kandinsky Jawlensky figurent
Alpes bavaroises d'harmonies rutilantes. Il im fau des pourpres, de écariates, aus roses tyriens qui brillent au mana L'Outremer M M l'émeraude. Murnau, dans les paysages de Kan-dinsky, se charge en village la vieille Russie, les dinlant la late bariolées, 🕍 ciels en draperies rayées. Chamarrés, Chamarrés, Georges des des fresques et a chevalier s'appuie sur une épée démesurée.

Jawlensky, grand peintre qu'il était temps de célébrer : France et qu'il serait instructif : comparer I Matisse : I Van Dongen, l'étrange synthèse du portrait contemporain et : l'étrange byzantine. Les yeux con ovales, cernés de noir, et les regards ailleurs. Les visages de jaune d'or premillon se de jaune d'or production de jaune d'or premillon se de jaune d'or premillon indigo, comme le commandait règle siècles auparavant,

Novgorod. Les égéries et com-deux pointres, Gabriele Marianne von Werefkin, suivent la voie. I la seconde plagie platement Munch, la première exécute portraits naits, adroite-ironiques, l'Epinal si l'on me dire.

guand ils songent au Moyen Age lyrique la sainte Russie, ils songent à l'Orient mongoles. En 1913, y minarets. En 1914, s'embarquent pour Tunis. Il y séjournent semaines, il de rue à Kairouan, coupoles d'ocres bruns desert, harmonie d'ocres bruns bleud'ocres in bruns in a l'allourie de d'ocres in bruns in a l'allourie de plus réveur, l'allourie plus soucieux de pittoresque, ils vont in a l'année précédants au Hand l'année précédants

Aucun cependant n'accomplit mieux l'idéal primitif que le ma signale: Franz Marc, auquel ma tableaux in justice. Celui-ci vaudrait une exposition particulière, peintre archétype du romantisme allemand, d'un culte mi-solaire mi-animiste. Sa vie durant, qui îl aussi brève qu'agitée, il se manuralers, chiens il aux motifs animaliers, chiens il puretée de la la l'homme, conscience péchés. Cet l'empathie aspire le fusion (se l'empathie aspire l'empathie aspire le fusion (se l'empathie aspire l'empathie aspire le fusion (se l'empathie aspire l'em

Le Berlin

nochune Leurs s'interpénètrent, la divine tracomes tyre arbres, tout a land on munipe lourished se manus - l'abstraction naît i ce sentiment proche rextase, i li pourpouvoirs in la peinture. Il in Kandinsky s'abandonnent au même mouvement, la la esthétique religieuse de l'Einfühlung. Leur abstraction n'est refus a nature, mais, tout à l'inverse, communication oins étroite avec elle, communion plus que communication à vrai dire,

réalisme intime et supérieur.

fracture produit alors, entre 1912 et 1913, entre ceux il Blaue III et ceux la la la emigres la Berlin, la mégalopole, la des banques et des bas-fonds, la ville des crimes la fortunes. L'expressionnisme se scinde, les antagonismes manifestent, les incompatibilités munifestent alors que militarisme gonfle. Meidner et tableaux d'« affiches sibéro-bavaroises de la Passion » | tournent | déri-Murnau. Erich Hand abandonne les harmonies chaudes pour le clair-obscur dramatique. Kirchner ne figure plus des nymphes d'Arca-die, il portraiture prostituées m demi-mondaines du Berlin noc-

Le dessin devient anguleux, légèrement procédé, sati-rique. De l'age d'or demeurent A l'épreuve du moderne, l'utopie romantique succombe. Meidner peint me non dex-térité, vues villes incendiées et bombardées. — explosions chavirés. Images de la guerre? Ces tableaux datent de 1912 et 1913, prémonitions morbides

🕒 sait 🖿 suite, 🖿 mobilisation, ruines, moonsation, ruines, moonsation, ruines, morts, dada, Dix, Grosz, Beckmann. La la réalité en raison l'expressionnisme, qui avait follement que l'art pouvait permettre de s'échapper temps.

PHILIPPE DAGEN

d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Wilson, 75118 Paris; 161, 1 47-23-61-27. Jusqu'au 14 mars. Le catalogue de l'exposition, très abondant de figure d'ouvrage de référence sur la question (464 pages, 380 franca). Une sélection d'œuvres expressionnelles sur papier se tient carré Voltaire, 3, rue de Lille, 75007 Paris I tél.: 42-60-63-40. Jüsqu'au 30 janvier.

BILLET

Le couple franc-mark

Au moment où les marchés ne parient que de nouveau réalignement dans le SME, Paris ne manque pas une occasion d'affirmer que le lien entre le franc et le mark est sorti renforcé de la tourmente monétaire de

De telles déclarations alimentent bien sûr les rumeurs selon lesquelles, au sein du SME, les autorités monétaires françaises et allemandes s'entendraient pour maintenir une marge de fluctuation de leurs monnaige limitée à 1 %, alors que le mécanisme européen autorise les devises il évoluer de 2.25 % de part et d'autre d'un taux pivot. En visite à Londres vendredi novembre, M. Michel Sapin, le ministre français de l'économie des finances, s'est déclaré favorable à un « dialoque continu » entre les autorités monétaires européennes, du type de celui créé entre la France et l'Allemagne pendant le crise, grâce à des actions volontaires des banques centrales.

Certes, au coura des turbulences des demiers jours, les opérateurs n'ont pas envisagé de dévaluation du franc. Au contraire, s'ast empressé de déclarer M. Sapin, le franc serait plutôt candidat 🖥 une réévaluation, Le franc a gagné en crédibilité après la betaille menée contre les spéculateurs en septembre. Mais de là 🛚 dire qu'un nouveau ilen franc-mark s'est noué, la distance est

encore grande. Pour cancrers le plus solidement possible le franc au mark, la France pourreit adopter la même stratégie que la Beigique, qui a choisi de maintenir coûte que coûte une marge très étroits entre sa monnals et celle de l'Allemegne. Cette atretégle suppose une politique monétaire précisément calquée sur celle de la Bundesbank. Ce n'est clairement pas la vole que Paris souhaite adopter. En revanche. l'impression qui se dégage est que les autorités françaises tentent de rendre permanent avait permis la Banque de France d'obtenir soutien inconditionnel de la Bundesbank pour vaincre les soéculateurs. Si la Bundasbank acceptait d'intervenir à l'avenir pour corriger les trop forts écarts de cours, la stabilité du franc en sortirait grandement renforcée. Mais Il est évident que la Banque de France aurait les mains encore moins libres qu'aujourd'hut. En comme c'est le ces depuis septembre, une telle dépendance ne pose pas de problème. Si la « Buba » se mettait i durcir la crédit, comme ce fut le cas jusqu'à ces derniera

D Havas déteair 3,06 Le président d'Havas, M. Para Dauzier, a que que son groupe de la la du capi-d'Hachette, après a avoir acquis jusqu'à 3,93 🖪 début octobre, au de deux final désigné Havas comme responsable du e ramassage» en titre, qui en nique stout pour l'acquisition titres Aujourd'hui, M. qualific l'opération d'accompagnement » même d'a anecdote ». Il explique qu'en l'en m'obligeait le à annoncer la titres qu'elle d'Il la Et il justifie la communiqué la 8 octobre comme un moyen de la la la le d'a expliquer à la action-naires les raisons de l'opération et pourquoi nous avions décidé de l'in-terrompre». Il que actionnaires aient vigoureusement réagi I une opération dont le but pouvait être de gêner l'actuelle fusion alla Marie et Hachette, organisée par M. Jean-Luc Lagar-

dère pour garder le pouvoir

mois, la France aurait devantage

de difficultés à maintenir une politique monétaire jugée

sa propre économie.

Constitution of the Consti

compatible avec la situation de

FRANÇOISE LAZARE

Gouvernement et syndicats agricoles refusent le compromis de Washington

les organisations agricoles ont unanimement rejeté le compromis signé le 20 novembre 🛊 Washington, qui prévoit une baisse 📰 🔣 🕷 exportations agricoles subventionnées de 🕍 CEE et une limitation faces cultivées en oléagineux. Parlement sera appelé mercredi 25 novembre li en débatm avant que gouvernement arrête la position définitive qui sera défendue la Bruxelles.

Comme il l'avait lui-même clairecomme il l'avait lui-même clairement entendre le jeudi
novembre, M. Jean-Pierre
ministre de l'agriculture et il
développement raral, au nom du
gouvernement français, refusé de
donner avai signé
Washington sur le agricole
du GATT, « J'avais dit la n'accepteralt accord canforma el compatibles unce la politique agricole commune. Les conditions ne remplies je eux par conséquent l'accepter. I j'avais cédé, agriculteurs auraient m'enqueuler. Je gas: donc soutentre.

La président du Centre national des jeunes agriculteurs, M. Christian Jacob, même allé beaucoup plus loin en européens ont dépassé le mandat qu'ils avaient. Il faut activiteurs le mandat qu'ils avaient. Il faut maintenant cet accord qui mauvais qui déclenche dans le monde agricole ». Et au aom le FNSEA (Fédération nationale sy d'exploi-le agricoles), président. M. Luc Guyau, a stigmatisé compromis inadmissible qui a pe esse de brader l'agriculture française européenne».

En l'occurrence, sur ce dossier, le de l'agriculture elles organitation paysames sont el moment exacteme que la formaté du depuis l'agriculture et professionnelles. De même la manifestation organisée et professionnelles. De même la manifestation organisée le companie et professionnelles. De même la manifestation organisée le par la FNSEA et le CNJA devant l'ambassade américaine à Paris attelle dté jugée par le ministre parfaitement « compréhensible ». En l'occurrence, sur ce dossier, le

Des risques de jacquerie

Si Paris a mile de deservo son st Paris 2 son avai au texte paraphé par les deux mains curopéens, c'est au moins pour trois raisons. Primo, gouvernement M. Bérégovoy – qui cherche, d'ici les prochaines élections législatives, réduire au les occasions de conflits de neux – ne un pas provoquer le pays - ne in pas provoquer des révoltes en chaîne des révoltes en chaîne campagnes. Tapports i prél'intérieur ou à l'intérieur ou à l'intérieurs départements au où l'intérieurs départements au où l'intérieurs de mauvaise l'intérieurs de mauvaise l'intérieurs de mauvaise l'intérieurs de mauvaise l'intérieurs de supprimer l'intérieurs de l'intérieurs emaine prochaine a final pour

Le gouvernement français et but de forger une union de sa paysanocric.

Secundo, sur un plan plus stric-Secundo, sur un plan plus strictement économique et technique, le services le M. Le ont fait craignent que l'acture de la réforme la PAC adoptée au printemps. Les quotas lattiers devraient être diminués le moins avec le conséquences le Rhône-Alpes, en débouchés en Bretagne. Le débouchés en viande bovine seraient le 400 000 à 500 000 tonnes par rapport l'aujourd'hui. Si en 400 000 à 500 000 tonnes par rapport aujourd'hui. Si en de
exportations de de de
(qui sont des productions
très importantes en Bretagne)
devaient être réduites, quantiun marché intérieur qui spécialemont élastique.

il ne va per jusqu'aux fielu legumes (moins 1000 inne d'exportation pommes), le (moins 000), l'huile d'olive (moins 1001) qui ne seraient par la tallatte générale des exportations péennes subventionnées incluse care l'armet du M novembre .

Enfin, il ne fallait un que Poli laisse la Grande-Bretagne, qui pré-side encore jusqu'à la fin de l'année le conseil des ministres européen, s'enorgueillir d'un smitrinem et unanime de la la solution Im négociations commerciales multinationales de nature I relanl'économie mondiale. den effet, Paris, soutenu par Bonn et Madrid province L mais aussi I un moindre titre par Im Pays-Bas, . re le sentiment que Londres adoptait une attitude beaucoup plus anglo-saxonne pro-américaine qu'européenne. Or, aux yeux de Paris, in Grande-Bredonner aux autres Européens des leçons de bonne conduite alors qu'elle cherche à chaque occasion l obtenir de un partenaires the Milia ou lim dispositions déroga-

FRANCOIS GROSRICHARD

Isolement

Mª Carla Hills, le orincipal négo-ciateur américain, a la lué en esti-d'appliquer, à comp-ter du l' décembre, des mesures de rétorsion de les importations de Etats-Unis de produits agroalimen-curopéens, aparticulier de vins blanca, allait annuiée.

M. Andriessen exprimait must respoir qu'après avoir franchi l'obs-lacle du coullit agricole transatlanti-l'Uruguay Round, ces négocia-tions commerciales multifatérales qui cent huit pays et qui consagées en 116 à pourrait enfin être mené à terme, avec, per on extra un appel d'air minimul pour un mondiale.

do li PAC. Forts ill l'appui ill deux « pancis», qui sont des instances d'arbitrage du GATT, ils exigezient que la CEE réduise limi sensiblesa production.

Après avoir accepté en octobre la CE s'engage i plafonner les cultivées en oléagineux, ils avaient de leur position et in la PAC.

Le principal de l'équipe negociateurs de la Commission Washington d'avoir convaincu les d'en revenir à leur

position d'aliment et de la manage donc d'engagements aurfaces cultivées (moins contraignants puisqu'ils permettent in jouer sur l'amélioration im rendements). La Communauté plafonners 5,128 d'hectares, l'obligation la laisser la jachère

Compte tenu rendements actuels, reformule per-le tabler sur une production l'ordre de 10,7 millions et tonnes et elle n'entraînera aucune manufacture. nouvelle par rapport i ille ille tant de la riferne. C'est là un acquis important, car un succession ment du pu'on pouvait le redouter jusqu'au dernier moment, aurait conduit bon nombre d'exploitants à détourner du du du pour faire du blé et aurait alors encore la record concernant les céréales.

Une « clause de paix»

Les Etats-Unis, sur ce coléagineux — li plus sensible, — ce qui étalt en cause pour la Communauté, c'était le droit — produire non pur uniquement la droit d'exporter — ont consenti un geste politique appréciable. Autre — satisfaisant, l'accord autorise les explainants européess à produire des oléagineux européens à produire des oléagineux Lusages lustraines (biocarburants, par exemple) sur les terres en jachère.

Le reste l'arrangement de qu'on let comporte l'union acontraintes sérieuses pour nos payans. Ils cont réduire de 21 %, par rapport aux performanmoyennes la période 1986-1990, leurs exportations subventionnées. Compte tenu du fait que, pour beautour de produits la portamment compte tenu du fait que, pour beaucoup produits inotamment
pour céréales,
pays pays progressé ces années, la réduction appliquer plus forte, se
plutôt 25 % 1 1

L'accord commercial entre les États-Unis

Le président Bush se dit « exceptionnellement satisfait »

si les producteurs américains de soja se disent décus de l'accord signé una la CEE, Etats-Unis mu félicitent d'avoir fait prévaloir leurs Les débuts de la présidence de M. Clinton ... facilités. NEW-YORK

de correspondant

Entouré de son secrétaire I l'agri-tion et was the Communauté écoeuropéenne et qui était pré-Bruxelles par M. Frans Andriessen, le

président américain, accord doit permettre développer le commune interna-

d'« agrégation », c'est-à-dire, par exemple, la faculté de reporter sur le le dispose plus en quantités suf-les contrainte est ainsi plus forte : de pèsera notamment sur les exportations de 🛍 françaises 🖽 anglaises, un celles in fromages hol-landais et danois, sur inclus de

souscrits l'ex-portation entraîneront-ils pour nos exploitants de obligations, en par-ticulier en matière de les terres, la réforme? MM. Andriessen de MacCharles et de les des les des MacSharry prétendent le contraire, point de controverse au cours in prochains jours. In plus in les garanties par la ce qui concerne le rééquilibrage » sont des idei aléatoires : une promesse de manualina lorsque int importations in The (produits substitution des céréales) in la CEE dépasseront le niveau atteint moyenne m cours des

les allements d'experts vont faire rage au cours des si leur objet – lorsqu'ils menés par les Français – est d'obtenir, d'ici la fin de l'Uruguay Round, im compensations forme we exemple d'aménagements rin certaines made d'application de la réforme. Ils seront regardés mos partenaires comme plus late it lors pre leur objet make de rejeter un accord que ceux-ci, que, sont prêts li bien accueillir et dont il tout de que grosso modo, même si la «ligne rouge» est parfois finable il s'inscrit pour la la PAC.

compter d'autres dispotuent des garanties importantes pour paysans : en en en compenaux producteurs européens will «consolidés», autrement dit n'aumus pas à hun réduits. Fin ailleurs, une de paix » l'assurance que que Etats-Unis n'utiliseront plus leur législation commerciale nationale pour s'en prendre la PAC.

PHILIPPE LEMAITRE

tional mais aussi de favoriser la relance de l'économie aux Etats-Unis. neatec de reconomie aux Elas-Ons. "Je " exceptionnellement satisfait pur " fait que les Etats-Unis et " Communauté européenne aient purvenir, à l'unanimité, " accord sur les questions agricoles. Celui-ci doit nous permettre de mener à terme les discussions sur l'Uruguay Round inscrites dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et commerce). I s'ugit là d'une per fondamentale qui permet de rel la croissance économide de crèer des emplois, ici aux Etats-Unis comme ailleurs, dans le

entier», a indiqué M. Bush.

qui permet d'aplanir nos divergences sur les oléagineux et sur d'autres sujets agricoles en discussion, nous

avons pu éviter que guerre que ciale, a cela a très, très important»,

a-t-il tenu II souligner. Après avoir salué Mª Hills M. Madigan pour « le travail de compliant » qu'ils avaient accompli in ordinaire » qu'ils avaient accompli de qu'il avait permis d'aboutir I « ce résultat historique », le président américain » précisé qu'il avait téléphoné I manique actuellement chargé d'assert la présidence communautaire, e qu'il l'avait le pour le rôle qu'il avait joué e négociation.

Interrogée sur la menace d'une la 100 % qui serait appliquée la 100 % qui serait appliquée la 100 miliards la d'importations européennes, notamment le vins blancs, le le compromis n'était trouvé le le avec la CEE, M= Carla IIII – qui avait pris relle décision le 5 novembre – le compromis que de la compressión le compressión répondu que, « certainement, cela uvoir effet thérapeutique » sur la salt des négociations entre les dani parties.

qué ultérieurement que, d'après les informations recueillies la veille auprès des négociateurs européens, ceux-ci lui avient man que la phietieur mises en avent par objections mises en avant par la ne risquaient pas de compro-mettre limital final, qui, s'il est entériné par la pays membres la Communeuté, de mettre un terme à six de de contenticux, essentiellement sur les ques-esse agricoles, rese les firme des l'Europe.

Les producteurs de déçus

attendre d'avoir et main le contenu détaillé de l'accord, l'accord tion américaine des producteurs de soja s'est le « décue et préoccupée » par le compromis négocié il Washington. A l'annonce il l'accord, in min des oléagineux et de céréales ont la crainte qu'en dépit de l'engagement la l'Europe la réduire en production d'oléagineux les manufe des matter proà une situation de surproduction.

En effet, selon les estimations effectuées par spécialistes agri-coles, no de la nouveau sys-tème de calcul retenu lors de la négociation finale, applicable aux reductions in production prévues et réductions production prévues et la rendements actuellement pratiqués en Europe, la production d'oléagineux de pourrait l'unillions de pourrait que les agriculteurs américains, qui se plaignent perdre un milliard chaque année des subventions accordées l'agriculture propusations accordées l'agriculture productions accordées l'agriculture production des l'agriculture production des l'agriculture production des l'agricultures productions accordées l'agriculture production des l'agricultures production d'oléagineux de l'agriculture production d'oléagineux de l'agriculture production d'oléagineux de l'agriculture production d'oléagineux de l'agriculture production des l'agricultures production des l'agricultures production des l'agricultures productions de l'agriculture production des l'agricultures productions de l'agriculture production de l'agriculture productio européenne, espéraient pouvoir la limiter

La plupart 🜬 spécialistes américains estiment the que l'accord ne trahit per les intérêts Etats-Unis, bien per contraire. Nous sonnnes grands gagnants de l'opè-ration. l'avons rien sur l'essentiel c'est la Communauté européenne qui a fait les sions, estimait notamment M. Gary Hufbauer, négociateur l'administration Carter colodinative fun die contellant di

En réalité, le de gagnant préside des États-Unis, M. Bill Clinton, qui craignait de devoir bientôt confronté, pour premier politique écono-mique étrangère, à un dossier parti-culièrement délicat, celui de gérer d'éventuelles sanctions appliquées l'Europe, laquelle reçoit 25 % des exportaires américaines, il qui appelaient d'inévitables représailles commerciales la CEE l'accessor des Etats-Unis. A l'accessor son intronisation à li Maison Blanche, la fermeté de M. Bush et de M™ Hills, alliée à la volonté de conclure 👪 🖹 Communauté, exception de la France, qui, pour ne ne pas disposée à manus son veto, lui a permis d'éviter mur épreuve.

SERGE MARTI

Le ministre de l'agriculture précise le calendrier

accord qui ne serait la politique agricole commune. Les conditions par L govyernement frencais, au vu 👪 📺 connaispas remplies », a de l'agriculture, M. Jean-Pierre Soisson, sur France-Inter. a Je ■ ep pas un projet d'accord qui entraînerait pour les agriculteurs français un certain nombre de conséquences défaper repport à la situa-actueile, a-t-il ajouté. Pour ma part, je maintiendrai i je maintiendrai i qui a toujours ii la mienna.)

La ministre a expliqué la déroulement

 mercredi 25 novembre, la matinée, la Commission son ensemble ».

«Je ne de Communautés doit examiner 💷 propositions 📥 Washington afin de voir II M MAC (politique agricole commune);

- (ou jeudi), la Pardiscutera in la position ■ France. «Le gouvernement après Parle

- \coprod gouvernement français, une la Parlement consulté, consul des ministres de la Communauté III cours duquel michigan dat allema étrangères 🔳 ministres 📹 l'agriculture arrêteront position défini-NAME OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS Carament européenne man

La bataille n'en est qu'à son début

M. Frençois Mitterrand, interrogé principal de la Com-rogé principal a dall à Albi, sall somme d'accord» Washington, un ne until 13 toute façon point fine con négociation». sur l'agriculture devait Uni increminal par la contra discommissaires européens, puis par la ministres des la étransouligné que l'agriculture n'était que l'un de chapitres d'un commercial global.

devralent se poursuivre paralièlement : l'une, interne à la Commu-nauté européen à propos du chapitre agricole; l'autre à où devraient reprendre 🖛 négosur l'ensemble GATT. L'accord intervenu à Washington a

Douze, à une de qui det de avec la présidence britannique. La prochaine réunion ministres des man étrangères prévue pour le 7

France, vraisemblablement,
compatibilité la l'accord de Washington avec la réforme la politique agricole commune et une bataille d'expermisque la s'ouvrir. Paris, qui depuis début sur la caractère global négociations GATT, ne devrait cependant pas s'opposer à la reprise négociations le les autres chapi-THE R PARTY OF REAL PROPERTY. ou trois mois le mars in amount pour boucler l'ensemble et c'est sur cet ensemble que la France in fine opposer ou non SOIT VETO.

et la CEE

They.

SOLUTION.

Un succès inespéré pour M. Major

LONDRES

de notre correspondent

L'accord sur le GATT a été accueilli une véritable jubila-tion en Grande-Bretanne, le vernement soulignant la fois un viriomphe la présidence bri-tantique Communauté européenne et un personnel de M. John Major. Ce résultat d'autant plus important le le mier ministre a plutôt miletam les ces ct que l'image la Grande-Bretagne en Europe singulièrement ternie, notamment en raison du retard avec lequel processus ratification parlementaire du traité de engagé.

C'est donc avec une satisfaction que M. Major a commenté un compromis qui fait disparaître la d'une guerre commerciale entre Etats-Unis Il l'Europe, laquelle annu nui um perspectives d'une économie britannique déjà victime d'une profonde intrinsèquement

« Ce littéralement, la meilleures welles possibles nous pourions avoir l'industrie. commerce, pour les la libre-échange et, s'agissant des perspectives, pour obtenir des

Les syndicats paysans français

ont immédiatement exprimé leur

colère IIII l'annonce III l'accord IIII

GATT, E premières manifesta-

tions - sans incidents

étant signalées wandredi soir à Dijon (Côte-d'Or) ■ Béthune (Pas-de-Calais). La FNSEA ■ invité les

agriculteurs à a montrer leur

mecontentement per des actions

lminédiates, 🖛 attendant le 📰 🚾

au Parlement une action d'enver-nationale et européenne dans quinze jours qui viennents. La Coordination une la appelé les

paysans du nord de Loire «à

manifesier, mercredi 🕯 Paris, contre

accord le GATT pendant

nera la position 📥 la France » 💷

ceux a faire de même

« dans les grandes capitales régio-

emplois xûrs Im l'avenir. Nous IIII ; « Les Britanniques IIII une confiance, m accord commercial est l'évènement le plus important qui la conflance dans le industriel, seule-grande-Bretagne, dans le monde entier. »

les économistes, le exporbritanniques devraient larger al bénéficier a l'accord a GATT : si l'objectif a l'Uruguzy Round d'une alle au lis sast bénéficier m l'accord in 30 de est atteint, les exportations de la Grande-Bretagne, qui représentent un quart du PNB, pourraient augmenter quelque
125 millions de livres sterling
(5,7 milliards to francs) par

An allieghed le sommet d'Edimbourg

n'est liée aux pers-pectives britannique.

Il en Grande-Bretagne
n'avait si vivement critiquée par pratenaires. M. I fran-nique Strauss-Kahn, fran-cais de l'industrie catérieur, a ainsi que la prés la britannique de CEE et a calamiteuse », ajou-

Les réactions en France...

Colère des paysans, inquiétude des élus

MODEF propose and de manuer

des actions ce jour-là, y compris

avec d'autres organisations syndi-

calesto. La l'annual paysanne

e demande à la France d'user de

Parmi les hommes politiques, M. E. Monory, président du Sénat, s demandé, dans une lettre

au premier ministre, l'organisation rapide d'un illes au Sénat au les

négociations du GATT. Les ini, colles-ci « xont l'occasion d'une

prise de conscience le l'Importance de l'agriculturé française dans notre économie et pour le politique

d'aménagement du territoire». M. Pierre Méhaignerie, président

du CDS m ancien ministre de

l'agriculture, « estime souhaitable

droit de veto».

en difficulté face une Américains, et l'attends impatience le 31 décembre, quand elle présiterminée. » 🖺 Paris d'avoir les mans Américains Int. III négociations du GATT, les critiques la lie le gouvernement le M. Major . uniquement françaises.

manière de présider L Commu-

qui all très largement

A Bonn, le président de la comextraordinaire M. White Verheugen, a man ligné que « la présidence britannique révèle lis indé-improbelle one timber into m moure de imper me minim acceptable au problème posé par la ratificatricht, les du serent européen d'Edimbourg, les III et 11 Marie bre. M. Major a balaye — criti-qu'il fallait juger le di il Grande-Bretagne i l'aune de ce qui mun int achevé then the on manners, Figureric was to GATT devant. see asprit. recurs and the last majeu in dipiomatie britannique.

and oldanineux, la perc and tree lourd

de conséquences. La marie

actuelle, je w vois pas manual la

France peut accepter un accord» ni

· III deuxième réforme

allant plus toin que 🕍 réforme de 🔚

politique agricole commune peut

Pour le PCF, M. André Lajoinie

estime une ecet accord est totalement inacceptable. La France ne

doit pas être pays qu'on basoue.

doit faire ses intérêts fondamentaix. Les gouvernements

successifs déjà me capitule. Il

américain». Le président du

nationale demande au gouverne-

être politiquement a socialemen

LAURENT ZECCHINI

SOCIAL

Organisée le 23 novembre contre le plan de rigueur

La grève générale à Air France coûtera 50 millions de francs

Le trafic devrait être très perturbé à Air France le lundi 23 novembre. L'ensemble des quatorze syndicats du personnel au sol et des navigants appelle à une grève générale pour protester contre le plan de rigueur décidé par la direction. Le fait est rarissime. Il faut, selon les organisasyndicales, remonter à 1974 pour retrouver une mobilisation générale. La direction prévoit rer sur le illimit desservi par Air France et UTA un vol moyen-cour-ner sur trois et huit vols long-cour-

im syndicats rejettent les plans in rigueur mili « visant à faire payer uniquement personnels les graves fautes de gestion et les consé-quences d'un début de la la consésauvage entraînant une série de licenciements m des atteintes intolérables aux rémunérations, aux sta-

Le plas annoncé par la direction d'Air France prévoit I 500 suppres-lem postes au mi en 1993, qui

sortir l'ornière, syndicats en appellent l'actionnaire lui Jermeden ad annexter of Manual

La direction d'Air France a répondu à 📼 critiques dans un courrier personnel personnel signé président, M. Lerand Attali, directeur général,
M. Jean-Didier : «Ce n'est
grève d'Air France qui
apportera les qui contraignant
réduire d'autant colts. au contraire (...). Au lendemain du 23 novembre, au quelque II mil-lions de francs d'économies supplé-

En en qui mannin la nomin A l'actionnaire majoritaire d'Air France réclamé 📰 📓 syndicats, 🖫 direction all a l'époque a

d'Air France pouvait se trou-ailleurs qu'à Air France ». Le "par lois marché ». En ce qui concerne d'UTA critiqué
s'est élevé 17 milliards francs, la rapporte à l'entreprise « près I milliard in francs syner-gies ordre (...). Et l'imporde strolègie élait la sim-plement vitale.»

Par aitleurs, la direction évoque le plan social concu a pour limiter départs peut le mande départs de volontaires de la compagnie Air Inter rappelle que le préavis de grève déposé par l'UGICT et la CGT ne perturbera pas 🚃 trafic.

MARTINE LARONCHE

peuvent se renseigner au (1) 43-20-15-55 pour Lau départ au (1) 43-20-11-55 pour La vois L

Une conférence de presse de Mme Nicole Notat

Selon la CFDT, les syndicats grévistes de la RATP «sabotent» le dialogue social

M= IIII Notat, secrétaire général de la CFDT, s'en est vivement pris, vendredi 20 novembre, aux syndicats (CGT, Autonomes et Indépendants) de conducteurs du métro qui ont entamé depuis h 17 novembre un monvement de grève. Cette action, a-t-elle affirmé a comporte surtout des objectifs cachés: un besoin de se faire une petite publicité III de et saboter le long travail en cours, engagé entre la direction et les organisa-tions syndicales pour améliorer le dialogue « développer la négocia-tion collective à la RATP». Certains syndicats, a-t-elle souligné, ajouent avec le feu».

Rappelant que la grève « doit être un arme ultime», M. Notat redoute qu'à l'avenir ce genre d'accause du de grève » par voic CFDT a prête à assumer res-

législative. Par ailleurs, 14 secrétaire général a la CFDT, qui a officiellement pris ses fonctions vendredi après la démission, la 20 octobre, de M. Jean Kaspar la pression di bureau national, assuré e «l'heure n'est pas à l'oubli mais a l'apaisement» au sein de la centrale.

Le bureau national s'est prononce il une très large majorité contre l'organisation d'un congrès confédéral extraordinaire et a ratifié sans difficulté le nouveau par-tage des responsabilités es sein de la commission exécutive. Celle-ci a décidé de pur remplacer les départs Lille Kaspar - Alain Chupin, démissionnaires, a élu M. Jacky Bontems au poste secrétaire général-adjoint.

Sur le dossier des retraites tion ne « suscite une remise en Me Notat a indiqué que « la ponsabilités » la un « nécessaires réformes structurelles » mais condition que trois revendications soient satisfaites. La première concerne in niveau global im pensions qui, 🔳 ajoutant 🗀 prestations 🔳 la Sécurité sociale et 🔤 régimes complémentaires, devra atteindre 75 mm malaire brut calculé sur 🔤 dix meilleures années.

il seconde porte me la contribution sociale généralisée (CSG) qui doit être « rénovée » (création d'un abattement - 1 et - et lité du revenu imposable). Enfin, la troisième vise & obtenir que futur France en charge im cotisations de retraite des chômeurs indemnisés par l'UNEDIC, Mª Notat

que la France se maintienne dans nationale demande au gouverne position de fermeté». « Une et au président de la Républi nales » au même moment. Le fois considérée l'amélioration per que de recourir et droit de veto.

... et à l'étranger

Soulagement des gouvernements mécontentement des agriculteurs

En Enrope, voix souverne élevée
samedi matin soutenir le
point de vue de la France, si ce
n'est du ministre espagnol de
l'agriculture, M. Pedro Solbes, qui
s'est déclaré
n'est satisfaite».

Le premier ministre britannique,
M. John Major, qui assure actuellement la présidence tournante de la
CEE, estimait que « l'accord auquel
est parvenu lève la menace d'une
commerciale
que ». (lire l'article Zecchinî).

Le gouvernement allemand segulement déclaré satisfait, bien qu'accord entre les Etats-Unis et la CEE. M. Dieter Vogel, porte-padu gouvernement, s'est dit Bonn « soulagé qu'un accord alt été trouvé dans le domaine des oléagi-gouvernement américain que accord

l'agriculture européennes ».

l'agriculture européennes ».

l'agriculture européennes ».

la réforme politiagricole la CEE». Le gouvernement Pays-Bas entre expression, de soja estimé qu'ils n'avaient en l'Estat-Unis, le produccue celui de l'Espane. que celui i l'Espagne.

Aux State-Unis, bien sûr, l'admi-nistration du président George Bush, même si elle n'a plus rien il Bush, même si elle n'a plus rien gagner de l'accord, multiplié les déclarations enthousiastes (lire l'article de S. M. M.). Au Japon, le premier ministre, M. Kiichi Miyarappelé que son pays maintiendrait son interdiction de riz, ma a déclaré l'accord « bienvenu». Parmi de l'accord du (qui inclut grands de la CEE et de la CEE

n'avaient per man de management suffisamment importantes. Le berrar le larrar des syndicats agricoles européeus (COPA) a la savoir qu'il a totale-incompréhensible ». Le prési-allemands, M. Constantin Heere-mann, d'un que le d'une politique commerciale bru-tale, profit de seule indus-trie». Quant agriculteurs ils ont vendredi. promen main un projet gouvernemental de fermeture IM coopératives miles - (AFP, Reuter.)

COMMUNICATION

Un projet de directive sur la diffusion par satellite

Les producteurs de cinéma français mènent la fronde contre la Commission européenne

souhaite adapter les règles du droit d'auteur à la retransmission par satellite. Les produc-

mouvoir la diffusion des programmes pour l'ensemble des télévisions l'Europe communautaire, la Commis-

La Commission européenne diffuse. Pour 🖺 Commission, tenir France, m profite 🛎 la directive compte législations pays de délocaliser le II lui el el empreinte de réception une suffirait d'émettre un signal satellia complications qui rendrait la directive inopérante.

teurs français craignent la délocalisation.

Panique dans le monde cinématographique français. Le conseil des ministres chargés du marché intérieur des douze pays membres de la Communauté devrait bientôt se prononcer sur une proposition de directive relative au droit d'auteur et à la diffusion d'œuvres de cinéma et de télévision par satellite. Soucieuse de promouvoir la diffusion des programmes une chaîne généraliste trois une chaîne généraliste une chaîne généraliste trois une chaîne généraliste trois une chaîne généraliste une chaîne généraliste trois une chaîne généraliste trois une chaîne généraliste un une chaîne généraliste trois après) a par la nouvelles dispositions la directive.

sion a voulu choisir une législation simple : l'acte il illimite de l'acte il illimite de l'acte il illimite de l'acte illimite satellite ne sera soumis qu'à une seule législation, celle du pays qui la réglementation ne l'y autorise en

taire I partir du Luxembourg par à la fois, dont France. Dans le cas d'un in récent, d'exclusivité passés implosersient.

de de la commission de la commission répond une la communauté. En outre, le producteur pourrait cutre spoil puisqu'il lui droits qu'il lui appartient de les céder ou m diffuseur Nouveaux huriements producteurs : in months and man lears with pour les men cours et le venir, sés, la déja répartis.

A cela, la Commission rétorque producteurs ont jusqu'à pour renégocier leurs manual avec co-producteurs distributeurs étrangers. Nouveaux hurlements de professionnels du cinéma : multitude d'intervenants et

Pour éviter en perdre un 1 ayants droit. Producteurs français
proposent que la applicable
a public
par satellite devienne du pays qui lille le celle du social. En clair, libre i le celle du commerciale française par par partir du Luxembourg ou di Copenhague; il siège in la la Paris, elle devra respecter la réglementation tricolore. Il se semble pas que la Commission ait pris proposition on an armina

INDUSTRIE

NO GRADIES

Le papetier allemand PWA s'intéresse à Matussière et Forest

Il novembre, lim in discussion jugions nécessaire d'en informer l avec la société française ct Forest, dont cotation is recemment couronné pour ses qualiBourse de Lyon is suspendue depuis mardi. PWA souhaite, ceffet, étendre offre papiers effet, étendre 💷 offre 🖶 papiers graphiques - exclusivement composée de papier « neuf» - 1 des prorecyclés pour se « mettre. phase l'évolution comporte papier journal de l'Hexagone (150 000 annuelles). Victime

Le groupe papetier allemand chore, a-t-il ajouté, mil le situation PWA a reconnu, vendredi n'est telle u l'instant que public. . Avec son produit Alsaprint, produits recyclés.

il in meiner it dernier grand producteur & capitaux français papier journal dis l'Hexagone

à son OPA sur la banque belge BBL AMSTERDAM de nom a correspondent

L'Internationale Nederlandea Groep (fNG), premier finan-cier Pays-Bas, a annoucé, ieudi il novembre, qu'il pas l'il publique d'achat Bruxelles Lambert (BBL),
banque belge Initialement,
opération devait le amicale,

gences d'évaluation de certains actifin. En clair : après mus scruté, dernières semaines, disposer d'un «second marché
belge, ING de revoir la
le prix envisagé d'expansion: le Pays-Bas
l'infrancs belges par action. Or
life déjà considérée
comme insuffisante certains comme insuffisante certains actionnaires de BBL, notamment le groupe Lambert, u finan-poats : il entend me coupe de les poats : il entend me cetionnaires de groupe Lambert, u finan-cier Albert Frère, propriétaire de cier Albert Frère, propriétaire de naire minoritaire importants in 12 % des titres. Albert donc au BBL, dont il détient 10 % des

Le groupe néerlandais ING renonce

L'investisseur néerlandais «déplore» d'avoir dû manual l conquérir BBL, qui lui a permis

CHARTIER

Le rouge et le noir

évolué pratique-toute la semaine dans rouge, c'est leurs cours reflè-tent un pessimisme noir s. Cette réflexion mi-litté-

raire, d'un opérateur transcade partagé nombre d'intervenants. Après la
passée, valeurs
françaises franchement piqué
du période écoulée, l'el
point que seule la point que seule la dernière séance a permis l'indice du ... En terminant la vendredi l 1 724,18 points, l'indice de la CAC l'alle points l'indice de la cing journées donné les cing journées 4,04 %, soit les plus mauvais hebdomadaire depuis le les et mois d'octobre.

Les valeurs françaises avaient ils semaine comme svaient terminé l'autre : le rouge. Le franchem carmin lundi svec recul 1,34 %, pas-sèrent vermillon mardi m mercredi des plis respectifs de 0,47 % a 0,30 % and de man sembrer en un epro-lond jeudi (- 2,09 %), La dami séance la semeine débuta sur un repli l'indice CAC près bas 1 % - qui toucha un « plus bas » 1,64 1 1 694,05 points, - avant de réduire peu à peu ses pertes au de la séance, pour finalement extremis 0,11 % su terme d'une journée haurtée.

Depuis 🔤 séances, 🗎 marché

petit para Banque M France du jeudi D novembre parait du jeudi i novembre parati
loin, le sentiment du «fait
accompli» consécutif la la ayant joué depuis longtemps. Et qu'une nouvelle n'arrive, jeudi Il novembre, di nord di l'Europe, In novembre, il nord il l'Europe, les investisseurs il de nouveau intéressés il des éléments plus tangibles : la santé des prises. La révision en baisse prévisions de l'interessés à pesé pour il bonne sur le recul interessés au la semaine écoulée. Associés en Finance, organisme qui regroupe dix-hult bureaux d'analyse il place parisenne, estime à 2,1 % en 192 le recul résultats sociétés figurant l'indice CAC 40 par rapport l'année dernière. Il d'ajouter que « depuis septembre baisse s'est accélérée façon baissa s'est accélérée la facon notable, a qui à conjoncture depuis l'été».

L'aveu d'Havas

Certes, la relative volumes de transactions échangés séance minimise l'impact de la baisse. Autres facteurs brime a cette semaine : les négociations sur la GATT qui n'ont finalement about que ven-dredi dans l'après-midi et, blen sûr, la crise des requi a les tensions au du Système auropéen.

Aux valeurs, cette semaine, on

d'Ingénico (+ 21,3 d'Euro Disney do 1 de replis d'Euro Disney (- 15,5 de 18,8 de 19,8 d'une opération qualifiée « d'accompagnement ».

octobre, que les l'objet d'un provoquant ane hausse de plus de 11 %, le groupe Havas, désigné par Hachette comme étant le seur, publié communiqué démentant d'Havas paur l'acquisition titres pour l'acquisition titres Hachette » (le Monde daté 11-12 octobre). M. La expliqué leudi que ce communiqué and publié « pour non donner le temps d'expliquer action opération pourquol avions décidé l'interrompre ». Le 9 octobre, l'Ol annonçait l'ouveroctobre, annonçait l'ouverun d'une enquête le marché
du Hachette. un communiqué publié jeudi, l'une reconnuacquis «per passés entre le et l'octobre 1992,
à sociétés financières
contrôlées 100 % (CEGM et
total de 771 300 actions
soit 3,92 le capital». Le groupe a ensuite a
entre le 9 et le 19 octobre la
vente de 170 100 actions, soit

houmbille et foncier

Investissemen.

et portefeuille

20-11-92 DHf.

- 5,30

DIH.

238,20

45 412

20-11-92

485 79,60

ILIE s du capital d'Hachette. Per ailleurs, le Conseil de Bourses avaleurs devrait prononcer redi de l'offre publique d'échange présentée par sur à à 55,51 la Compagnie foncière internationale (CFI). En octobre, avait annonce son intention son pôle immobilier n fusionnant i Banq La Hénin la CFI. simplifiée la la le ensuite la retirer de la cote. Le orte proposé par action and un prix may be 215 franca
soixanta dernières séances
Bourse. pròx,
actionnaires de agricole, —
contraint la fin la semaine dernière. Transformant son la simplifiée en OPE, — proposalt 5 actions Compagnie de pour 4
CR, la CR
313 La pour un cours de Suez 313 pour un cours de Suez à 250,50 francs. I que la decta du titre, environ 7 %, importante par rapport à l'actif.

Enfin pour conclure, quelques nouvelles du PEA: selon M. Thierry Aulegnon, directeur du ministre finances, la collecte du plan d'épargne la actions s'élève à plus 2 milles de france sur semaines. de france sur semaines dont 7 corresponding des versements en espèces. M. Aulagnon a sculigné que cette s'était effectuée dens run

FRANÇOIS BOSNAVARON

20-11-92 DHY.

20-11-92

88,40 22,68 68 32,30 10 7,50 13,10 18,15 49

20-11-92

20-11-92

Sicomi ou ex-sicomi

Mines d'or, diamants

178,10 - 7,90 371 - 14 1400 - 95 268 - 13

- 13 - 10 - 25 - 2,30 - 31 - 4,70 + 14 - 19

Diff.

4,70 1,85 2,80 2,20 1,30 0,80 inch 0,65 5,20

DHI.

DIH.

- 4 - 11,80 - 18 - 5 + 10,26 - 15 - 1 275,80 - 11,80 310 - 18 405 - 5 485 + 10,20 895 - 15 124 - 1 401,10 - 11,90

88,50 - 8 323,50 - 49,80 230 - 24 763 - 35 595 + 20 227,20 - 13,30

<u>Métallurgie, mécanique</u>

Despuit Aviation De Dietrich

<u>Pétrole</u>

Erap ELF.....

NEW-YORK Semaine de réflexion

NOTE DOW JONES THE BEAUCOUP d'hésitation cette semaine, la plupart investisseurs tenant sur la réserve dans l'attente détails du plan économique du président Bill Clinton, L'indice Dow

Jones valeurs a clôture vendredi 227,36 baisse di 5,67 points (0,18 %) rapport la semaine dernière.

La semaine a été marquée par le seurs qui ra continué la répondre par liquidations la publication de statistiques économiques encourageantes en de la semaine (progression de la produc-tion industrielle de octobre, dagnation des stocks des entreprises américaines en septembre et hausse de leurs ventes). Ces liquidations note tears ventes). Les fiquiations de été encouragées par la sentiment que ces derniers signes le reprise timide le l'économie américaine éloignent le espoirs de nouvel assouplissement la politique le crédit le la Réserve l'ale (Fed), selon des experts.

correction le marché daire, où un traitées in valeurs petites et moyennes entreprises. Ces titres avaient nettement progressé depuis plusieurs semaines. dans l'anticipation d'une reprise économique sous um présidence démocrate. . de corrige actuellement les excès des dernières semaines | les liquidations ont pesé sur les valeurs vedettes égale-ment », a souligné Steven Goléman analyste The Weeden and

Aremei

and the Mark

4-175

10 10 10 10

11.25

· Visite

100

्राज्य क्षेत्रहें जनसङ्ख्या

· markly

31 "Y₄130

· 2 2466

and a large of

ija **igl**ange 14 martin 1998e 14 martin 1998e

'' *। গ* জনাম e de la compansión de la compansión de la compansión

The No. of The Control of State of Stat

 $e^{-\frac{1}{2}}(g,T) = g_{0}(g_{0})$

Committee States

1 × 4/5

 $\pi_{-n,n} = \pi_n(\mathcal{D}(G))$

🧭 🕃 Bret

Entrance Control of the Control of t

in the plant

-....

117 75

200 2002

et tale son

- 10% FART \$

The second of

Indice In Jones I II novembre : 3 227,36 (c. 1 233,03).

tion de contictiones desperantant			
tion de statistiques économiques encourageantes en la la semaine (progression de la produc-		Cours 13 nov.	лоч
tion industrielle octobre, magna- tion des stocks des entreprises	ATT	45 5/8 35 1/4	65 3/4 47 5/1 34 3/1
américaines en septembre et hausse de leurs ventes). Ces liquidations um été encouragées par la senti-	Chase Man. Bank Du Pont de Nemours : Eastman Kodak	26 46 3/4 40 1/2	26 3/1 46 1/2 40 3/1
ment que ces derniers signes treprise timide in l'économic amé-	Ford		60 3/4 45 1/4
ricaine éloignent espoirs de nouvel assouplissement de la politi- que excédit de la Réserve	General Motors	24 M	80 31 71 1/4 82 1/4
rale (Fed), selon des experts. Les membres de la Fed = sont	Mobil On 104 printer interest	68 3/8 69 7/8	70 3/4 82 3/1 78 1/4
réunis mardi en Cunte de l'Open	Schlumberger Texaco HAL Corp. (ex-Allegia)	60 1/2 59 5/8	63 60 7/1 116 7/1
les prochaines semaines. Le recui III Dow Jones est égale-	Union Carbide United Tech	14 3/4 44 7/2	15 42 7/ 8 3/
ment intervenu dans le sillage de la	Xerox Corp	76 17	77 1/

TOKYO

Au-dessus des 17 000 points

La litte de Tokyo

fini la semajae en

hausse, le Nik
La hausse s'est poursuivie jeudi kei la la barre des 17 000 points après un plongeon qui reflétait la confusion ment été soutenu par l'espoir crois-le Parlement repréndrait ses pour assurer le vote du collectif budgétaire, qui permettrait

sistantes difficultés économiques
pays. L'indice Nikkei a
clòturé vendredi 17 033,60
points en de 702,81 points,
soit une avance de 4,3 par rapn la clòture vendredi dernier. Le volume des transactions s'est élevé moyenne à 256 mil-lions de titres projour, contre III millions la semaine dernière. L'impasse politique I l'annonce d'une série de mauvais résultats de

sociétés unt im plonger mardi Nikkei le seuil des 1000 points, à 15 993,48 points, son points, à 15 993,48 points, son niveau le plus bas depuis minimons. Toutefois, l'indice m redressait rapidement mercredi, bondissant m près de m (785,36 points) pour clôturer 1 16 778,84 points. Pour les opérateurs, la rumeur selon laquelle ministère des finances avait incité fonds publics apparament les fonds

		Cours
ladices du 2 kei, 17 033,6 Fopix, 1 276,9	60 (c.16	330,79)
plan 🛍 relance	e économic	que.
ac morrie on a		

La hausse s'est poursuivie jeudi

et vendredi, confortée par des

signes persistants d'achats aussi

bien Il la part III fonds de

retraite du secteur public que IIII

fonds mutuels, m in William a

dépassé le niveau IIII 17 000

points promière Ma depuis quinze jours. Le marché a égale-

[13 nov. {20 nov. 1 210 3 100 1 280 2 770 1 240 1 070 497 3 820 1 380 300 1 529

publics, notamment les l'onds d'épargne de la Poste, à acheter LONDRES **Progression**

+ 1,3 % Les valeurs ont terminé ma Exchange après des fluctuations dents de seie, l'annonce vendredi d'un compromis entre la Américains a les Européens au sein du GATT sur les questions agricoles les ayant aidées la leur déprime initiale. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en de 34,9 points 2 732,4, une progression 1 1,3 %.

L'accord du GATT, annonce vendredi soir 🚮 anticipé 😘 🖢 début de l'après-midi, a donné l'élan nécessaire pour terminer la valeurs ayant été soulagées par l'éloignement du danger d'une guerre commerciale unis la CEE. La semaine avait commence sur une note faible, dans le sillage de Wall Street après l'annonce d'un déficit budgé-taire plus important que prévu au mois d'octobre en Grande-Bre-

Indices # 17" du 20 novembre : IIII valeurs, 2 732,40 (c.2 697,50); III valeurs, 2 035,90 (c.2 021,60); fonds d'Etat, 93,96 (c.94,80); mines d'or, 64,10 (c.67,10).

	Cours 13 nov.	Cours 20 nov.
Allied Lyona	6,27 2,32 4,93	6,54 2,33 5,01
Cadbury	4,66 7,25	4,51 7,13
GUS	7.98 22 10,40	8,23 21,85 10.25
REGISTS	12,53 6,25	12,91
Shell Uniteyer	5,39 10,75	5,48 10,50

FRANCFORT Pause

-0.22 % La Bourse M Francfort a mn A profit es semaine écourtée, à quatre séances, pour souffier un peu après la vive progression de la période précédente qui la déé la la des quée par me significative (+ 4,1 %). Vendredi, l'indice

quée par significative (+ 4, 1 %). Vendredi, l'indice principales principales 1,544,76 points 1 548,52 le 13 novembre, un repli de 0,22 %. Le début de la semaine a été marqué par le publication du rapport du des sages, qui prévoit une croissance nulle Allemagne la Commerzbank. Le de l'amorce des pour la Commerzbank. Le de l'amorce des plusieurs sociétés, dans chimic pusieurs sociétés, dans chimic puticulier. Ainsi, publié jeudi une baisse de près de 45 % de ses bénéfices avant impôt pour les neuf premiers mois de l'année. Vendredi, Hoechst faisait d'un recut résultat imposable, toujours la période. Malaré mauvaises nouvelles, marché n'a cédé que peu de terrain et la Bourse allemande prouve ainsi sa solidité, explique la Commerzbank.

Indice DAX du 20 novembre :

Indice DAX du 20 novembre : 1 544,76 (c. 1 548,52).

;	Cours	Cours
:	13 nov.	20 nov
AEG	148,30	158,50
BASF—	215,30	207,70
Buyer—Commerzhank—	246,50	280,50
Deutschebank—	248,50	243,80
Houstat—	674,50	869,70
Kastade—	242,20	241,90
Afanostonen—	519	521
Signates—	230,50	224,80
Volksylagen—	578,70	589,70

Agroalimentaire

20-11-92 Diff. 2965 - 185 982 - 24 579 + 2 3252 - 118 3619 - 116 281,80 - 17,80 147 - 8,50 1070 - 29 BONEridəniə Bégbin ...

<u>Assurances</u> 20-11-92 Diff. 418.60 878 277 771 320 411

Bâtiment et matériaux 20-11-92 Diff. 819 - 12 280 - 5 729 - 1 28 - 0,25 773 - 7 303 + 17 118 - 1 710 - 34 301,30 - 13,20 200 - 10 483,90 - 18,10 155,56 - 6,60 293,10 + 18,10

Jean Lefebyre Lefarge-Copp Poliet Saint-Gobein

ec fa H

Chimie		
	20-11-92	DIH.
Air Liquida	720	- 37
ELF Saroff	1 073	- 27
Gascogne	363,10	- 3,50
Institut Mérique	6 930	Inch.
Michelin	180	- 14,20
Plastic Omnium	800	D
Rhône-Poul. Cl	498.90	- 23,10
Roussel-Uctaf	401	- 25
Synthélabo	1 155	- 5

Consommation non alimentaire

	20-11-92	DHf.	
8/C	915		11
Christian Dior	250.10		1,9
Clarins	456.20		21,40
DMC	275.40	-	8.60
EBF	750	-	25
Essiot.	375.80	-	14.40
Groupe André	650	l	30
L'Ordal	935		48
Moulinex	82.40	I .	1.40
	1420	17	10
Salomen		Ţ	26
SEB	338	i -	49
Sommer-Allibert	1110	+	1
Yves Saigt Leurent	59Û	۱-	30
Zodiac	1 200	J _	35

Crédit et banques

	20-11-92		Diff.	
Comp. Bancairs	318.50		53,40	
BNP CI	377.50	_	14.50	
	875]	5	
Cetelem	204	Ι.	ğ	
Compt. entr	202.30	Ι.	8.40	
CCF	909	l T	2	
CFF		-	2.50	
CLF	320.10	-	28.40	
CPR	201.10	-	8.50	
Grédit Lyon, Cl	375.50	-		
Crédit National	1 093	+	21	
Société Générale	531	-	27	
SOVAC	893	-	7	
UFB Locabail	178	t	. 1	
VIC	431	-	16	
"A- Diame	210	_	30	

1.

Distribution

	20-11-92	DIH.
Alsacienne Suo	1 441	+ 4
Bon Marchi	461	- 4
Carrefour management	2 407	- 99
Castro	138,20	- 9,80
Custorena	478	+ 14,80
COME	360	- 6
Compt. Modernes.	1 190	+ 7
Docks de France	380,20	- 19,80
Galeries Lafayette.	1 843	- 99
Guyantte Gasc	1 635	- 53
Printentige	895	- 15
Promodés	545	- 35
SCOA	10,80	+ 0,50

Electricité et électronique

	20-11-92	Diff.
Alestel Alethors CSEE intertochnique Labinal Labinal Matos Merlin-Gerlin Radiotechnique Segen Schneider Sentant Avionique Thomson CSF	523 427 370 534 3 924 194 430 286 2 172 521 131,50 123,40	- 44 + 39 - 20 + 6 - 78 - 2 - 38 - 10 - 10 - 58 - 58 - 5
VALEURS LE	DILIC ACT	WEMENT
A WITE OUS IT	TEUS ACI	1 A E I A I E I A I

Thomson CSF	123,40	- 3
VALEURS LE I TRAITÉ	PLUS ACT	
	Nombre de titres	Valeur en cap. (F)
Atcasal Alestocis ELF Aguitaine ESN Ordel (L') Saint-Gobalin Total East (Gin deel	1 922 200 1 878 400 487 882 443 320 816 190 1 445 890 167 140 815 825	1 246 958 589 204 473 632 418 254 400 910 338 982 318 615 314 649
Societé générale	571 330 4 133 100 1 385 900 73 405 495 525 643 578	313274 303767 250814 272219 268976 254814

Cents	ordi	79,60 948 153 155 165 274 759 119 156 327,60 316 247 244 216,20	+++111++	2,50 52 3 3 3,90 13 15,50 5,60 9			
DE COURS HEBDOMADAIRES (RM) Valours Hausse Valours Baisse							
Ingeries	+21,3 +19,8 + 7 + 6,9	DR Hd-P. Eurodiene Bancaire Perrod-Ri Sodeces	y SCA C-)	-21,8 -15,5 -13,8 -12,7 -12,5			

Valours	Hausse	Valeurs	Baissa %
Ingénico	+ 21,3	OR MAP. de C.	- 21,8
\$3gos	+ 19.8	Eurodinney SCA	- 15.5
UFB Located	+ 7	Bancaire (C+)	- 13,8
Dasseuft Bet	+ 6,9	Pernod-Ricard	- 127
Salomen	+ 6,5	Societto	- 12,5
Valoure:	+ 8.3	Sogerap	- 11,7
Salvepar			- 11.0
Scor	+ 5.8	Ayen Haves	- 10,2
Castor, Dubois	+ 5.3	Legria Industr	- 10.2
Sole Battonelles	4 53	Schneider	- 10
Sommer Albb		Clab Med	
STM Extregoes	+ 4,5	Pochetta (La)	- 8,6
		Saint-Gobain	
		Dynactics	

Martin 10 1		MATIF n en pourcentaç contrats estimés		mbre 1992		
	ÉCHÉANCES					
COURS	DEC 92	MARS 93	JUIN 93	SEPT 93		
Premier	110,26	111,02	111,38	_		
Dernier	110.70	111,50	111,82	_		

Ц	VOLUME DI	S TRANSAC	TIONS (en mi	illiers de franc	;s)
	13-11-92	16-11-92	17-11-92	18-11-92	19-11-92
RM Comptant	3 018 391	1 859 789	2 079 467	2 112 491	2 380 765
R. et obl. Actions	36 174 163 118 149	20 231 350	23 806 466 718		31 104 133 126 985
Total	■ 310 703	22 334	26 17 651	30 675	33 1111 683
-	QUOTI	DIENS (INSEE	100, 31	199	11}
Françaises Etrangères	84.5	101.8	101,5 84.3	101,4	99,4 83,95,3

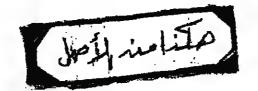
_	woon	DIEIA9 IMOCE	100, 31	100	111
Françaises Etrangères	84.5	101.8	101,5 84,3	101,4	99,4 83,95,3
			lundi eu vend		
	16-11-92	17-11-92	18-11-92	19-11-92	20-11- 9 2
Indice gén	474,2	472,7	471,6	471.8	459,7
	(t	ase 1000, 31 c	décembre 1987	7)	
Indice CAC 40 .	1 772,73	1 764,44	1 759,17	1 722,33	1 724,18

	20-11-92		OHT.
Actor	547	_	39
84\$	145	-	5
Carnel Plus	1013	-	82
Cap Gemisi	164,50	-	4,40
CEP Communic	280	-	1
CGI informatique	230		8,10
Club Méditemanée		-	28,30
Dauphin Otz	759	-	1
Génér, des Eaux	1 985	-	37
Ecco	345		3
Euro Dieney	88,55] -	13,90
Hachette	. 96	-	4,30
Haves	418,10	-	28,80
Lyonnaise-Dumez.	490	 +	0,20
OGF	500	l -	10
Pub. Figacchi	390	in	hange
Publicis	508		11
SITA	1860	-	130
Stigos	303	٠.	32
Sodewho	1033	í -	12
757	331.50	١,	2.50

	4-11-1	
Valeurs 1	revenu	fixe
ou indexé		

Valeurs revenu fixe ou indexé					
	20-11-92		Diff.	_	
10 % 1978 \$.60 % 1978 9 % 1979 10,80 % 1979 CNB U CNB Dp 5.000 F CNB Sure 5 000 F CNB Sure 5 000 F	100,11 100,40 101 102,35 5000 99 98,65 58,55 99,16	- * * * * * * *	0.10 0.99 0.30 10 0.45 0.85 0.45		

(هِ لَذَ المنه المُوطِ



CHANGES, GRANDS MARCHES

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Extrêmement prudent

La nouvelle ponssée de fièvre du marché des changes a ravivé la pru-dence des investisseurs profession-nels. Rarement on aura autant discrimine les signatures impeccables criminé les signatures impeccables et les autres. Le souvenir de la mésaventure du dernier euro-emprunt de l'Espagne dans de la mémoires. Cette opération u vu le jour il y a deux mois, juste avant le décleachement la la précédente crise monétaire, qui u notamment conduit une des mostres des mesures exceptionnelles, retarder le lancement de l'emprunt retarder le lancement de l'emprunt et augmenter sensiblement son ren-dement. Il tenir aux conditions initialement prévues aurait conduit la un échec retentissant. A présent, d'emblée que les débiteurs payent le

Ainsi, ces derniers jours, qu'elle n'avait pas choir sa monnaie, Suède n'a réussi la munauté financière de de sa dernière émission, un euro-em-prunt de 2 milliards de dollars qui viendra dechéance dans trois ans et viendra échéance dans trois ans et qui rapporter points ha de plus qui les maire de la contraire, la Findavantage. Contraire, la Pundavantage. Contraire de dollars. La rémunération en était au supération en était au supération en était au supération en était au gouvernement américain.

De fait l'opération finlandaise avait sor la maria une avan-tages. Le part, le devise de la Finlande de plus attaquée depuis qu'en septembre la la pression de la spéculation. D'autre part, les spécialistes jugent avec

sinki pour minum la situation économique du pays, et la autori-tés montrent très ouvertes. Elles nontrent très ouvertes. Elles ont, ill présent, indiqué le volume des internationaux qui mis mis prochain pour l'équivalent de 7 milliards de dollars total, un volume du même ordre devant être prélevé sur le marché intérieur finlandais. Enfin un élément d'ordre technique a certainement joué un rôle important. La transaction finlandaise était proposée en même temps aux investisposée en même temps aux investis-seurs du monde entier alors que la suédoise, étant une véritable euro-émission, ne pouvait pas compter sur l'appui du marché américain. Dans les conditions actuelles, pour répondre aux immenses besoins des nombreux débiteurs qui cherchent à se procurer des fonds en dollars en très grande quantité, il est utile de s'adresser aussi aux investisseurs des Etats-Unis.

Comment se passer de bonnes notes

Pour les faints l'étaille moyenne, la formule des euro-obligations classiques suffit largement à pien.

Un emprunteur allomand de l'étaille premier plan, la Landeskreditbank Bade-Wurtemdeskreditbank Bade-Wurtemberg, n'a en aucone difficulté se procurer mercredi pour L' millious dollars pour une mais ans en la souscripteus d'un rendement de seulement 24 points de base plus eleve que celui des titres du Trésor américain. Dirigée par l'eurobanque d'une maison japonaisa, Nomura, caffaire a obtenu un large écho en Extrême-Orient.

Le man des grands emprunteurs permanence évalué par le établissements spécialisés don le

jugement de référence. C'est même devenu un élément d'appré-ciation indispensable sans lequel il anjourd'hui difficile se pré-senter sur le marché senter sur le marché le capitaux. Tout un barème de notations existe qui permet situer immédiatement la qualité signatures. La banque de Bade-Wurtemberg les meilleures notes possibles. Il est normai que son opération lui coûte comparativement moins cher que celle de le Finlande la Suède dont crédit, certes très élevé, est un peu plus discuté.

Deux le locales fran-caises viennent pourtant de lever des fonds sans s'être soumises à ce contrôle de qualité. L'une a pu le contrôle de qualité. L'une a pu le faire en raison de son extraordi-naire notoriété. C'est la Ville de Paris, qui en est à son premier curo-emprunt. Il s'agit d'une émis-sion de 500 millions de francs fran-çais d'une durée de sept ans dont les conditions ont été arrêtées de façon à rapporter aux sonscripteurs 29 points de base de plus que les obligations du Trésor français. L'afobligations du l'resor français. L'affaire est très économique pour le débiteur : elle revient à 8,40 % l'an seulement à la Ville de Paris, tous frais compris. L'emprunt était dirigé par une banque proche du Crédit suisse, CSFB, et les titres devraient être placés dans le public en Suisse et en Allemagne.

La seconde opération a un carac-tère plus discret, elle a été lancée au Luxembourg par l'intermédiaire de Paribas. Son bénéficiaire est la Société lorraine de crédit immobi-Societé lorraine de crédit immobi-lier et elle est garantie par le dépar-tement de Meurthe-et-Moselle. Elle est également destinée à des parti-caliers qui, pour apprécier la qua-lité de la signature d'une régiou ou d'un département voisins, se pas-sent du jugament des maisons d'évaluation de crédit.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Nouvel orage en Scandinavie

La mise en flottement 🗥 la suédoise, qui n'a pu tion et a rompu son lien arre l'écu, a ravivé les tensions au sein du Système monétaire européen (SME), comme l'avait fait, il 3 a deux mois, le décrochement du markka finlandais, prélude à celui 🍱 la livre anglaise 🛍 de 📓 lire.

La question n'est plus in savoir un nouveau réalignement du SME avoir lieu. savoir equelle ampleur il sera, im monnaies menacées étant, cette fois-ci, la peseta espagnole, III dévaluée . I en septembre (en fait de 12 %), l'escudo portugais, la livre irlandaise (punt) peutêtre la couronne danoise, par contagion avec la couronne suédoise. Le monétaire réunissait samedi 21 novembre à Bruxelles.

La marria archiri a décroché de III a après maite en flot-tement, la Banque E Suède ayant di capituler devant il attaques avait pu résister, élevant l 500 directeur pendant queique temps. Cette fois, elle est contentée ill le porter ill s'est contentée de le porter la 1,5 % 120 % mais en vain.

C'est défaite la politique économique suédoise. C'est défaite pour le peuple suédois, cela signifie de la problèmes économiques », a déclaré tristement le gouvernement de la banque centrale.

gouvernement de centre droit, dont la politique d'austérité n'a pas convaincu et, mui une aubaine pour les industries expor-tatrices du pays, milima les papeteries, qui voulaient une dévaluation, et le constructeur automobile Volvo, en situation délicate, dont s'effectuent hors de Suède. Les numm monnaics scandinaves, couronnes norvégienne et danoise, ont été ébranlées, ce qui a obligé les banques centrales deux and à relever leurs taux

Ces événements, qui m sont dredi matin, de ébranlé le SME et renforcé le deutschemark, qui a monté temporairement à Paris, 12 3,3680 francs mardi le pius 11 3,39 francs jeudi soir, 12 de revenir 1 3,3780 francs la 12 veille du week-end contre 3,3740 francs huit jours auparavant, donc une changement.

Dans une nouvelle tourmente, le franc français n'apparaît nullement menacé, après l'échec cuisant III l'offensive déclenchée contre lui en septembre dernier.

Cette offensive u finalement MM fructueuse pour la Banque M France qui, au mmu 🔣 la crise, a encaissé environ I milliards francs in plus-values un ses opérations en devises, dont le monfrancs. L'institut d'émission avait été contraint d'acquérir d'énormes quantités de francs offerts par la spéculation, qui

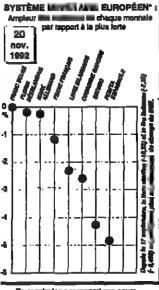
monnaie. En contrepartie, il avait vendu, au-dessus de 3,40 francs in jusqu'à 3,4230 francs, ilm marks empruntés ■ la banque fédérale d'Allemagne, qu'il a rachetés sur les marchés au-dessous de 3,40 francs jusqu'à 3,38 (et même 3,37 francs), ensuite restitués ladite banque fédérale, dégageant ainsi un confortable bénéfice de change. Ce bénéfice sera versé un Fonds III stabilisation des changes, chargé depuis 1936 de régulariser les man du franc. En Allemagne, ce genre le plus-va-lues va directement dans les caisses M l'Etat.

Ce nouvel man qui s'est levé en Europe un fin de semaine profité w dollar, w même que 'accord leaded entre la Commission de Bruxelles et ME Etats-Unis sur la négociation du GATT, m faveur III l'oncle Sam. La devise américaine, qui avait will entre 1.56 deutschemark et 1.60 DM pouvoir dépasser m niveau, poussé une nouvelle pointe 1,6! DM # 5,44 francs # dépit in nouvelles peu favorables. Hausse inattendue des demandes d'indemnités 👪 chômage 🖬 recul mises en chantier logements Ejats-Unis. En revanche, in masse monétaire (M 2) américaine donne des signes de gonflement, unu una augmentation de crédits ban-caires, ce qui es al la augure.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 16 NOVEMBRE AU 20 NOVEMBRE 1992 (La ligne inférieure donne un la la semaine précédente.) PLACE Uses & E.U. Franc Franc D.merk Franc Florin Live

		J	français	Stilese		beige	1 Parton	Talleryne
artho	-	1,5250	8,2121	2,1838	2,4286	58,0648	2,7328	2899,78
		1.5445	8,1884	2,1878	2,4256	49,8719	2,7291	2073,49
low-York	1,575		18,5761	69,8324	62,7943	3,0497	55,8036	0,00729
	1,5445	-	18.8944	70,5965	63,6740	3,0969	56,5931	1,08745
anda .	8,2121	5,3850	-	376,0475	338,1476	16,4227	300,5022	3,9278
William Harrison	8,1804	5,2965		373.9146	337,2493	16,4029	299,7453	3,9453
harleh	2,1838	1,4326	26,5924	-	89,9215	4,3672	79,9107	1,0445
. MINITED	2.1878	1.4165	25,7451	ш	91.1942	4.3868	20,1641	1,0551
modifiet	2,4286	1,5925	29,5729	11,2061	-	4,8567	88,8672	L1616
I Marie Cont	2,4256	1,5705	79,6517	110.8719		4,8637	88,8795	1,1698
- Manager	50,0848	32,79	6,0291	22,8988		-	18,2980	2,3917
	49,8719	32,29	6,0965	22,7956	28,5603	_	18,2739	2,4052
meterden	2,7328	1,7920	332,77623	1,25140	(12,52747	5,46508	-	L-307075
	2,7291	1,7670	333,61654	1,24744	112,51193	5,47228	-	1316201
/ilpn	2090,78		254,5961		860,9105		765,0670	
	2073,49	1342,50	253,4693	947,7586	854,8233	41.57634	759,7623	
akye	189,10				77,86499		69,19643	
	191,29	123,85	23,38337	87,43382	78,86424	3,83555	70,09055	0.092253

A Paris, 100 , ____ cotés, le vendredi 20 novembre, 4,34274 F contre 4,276544 F le vendredi 13 _____ 1992.



MATIÈRES PREMIÈRES

Le café sort de la crise

Pour la première fois ana, les cours l'acté redressent. Le 18 novembre, l'acté redressent. Le 18 novembre, l'acté redressent. Le 18 novembre, l'actionne échéance novembre, l'actionne échéance novembre, l'actionne échéance décembre, 969 dollars la tonne mars

se produit au moment où les opérateurs com-nt à penser un le petit noir» pouvait in son denil de la hausse | en huit ans, les cours beissé de 10 %, chute chute depuis le 4 juillet 1989, date de la depuis le 4 juillet 1989, date de la clauses économiques l'accord international du d'autres le marché ne pas au café; il est difficile réjouir de la situation actuelle, cotations, pour affermies qu'elles soient, couvrant pas encore coûts de productions

La légère actuelle pond un moment flottement entre deux En Afrique, la récolte s'échelonne de cotobre et mars, on commence à peine à préparer des lots homogènes de Robusta après avoir pratiqué les différentes opérations séchage, de décorticage et de «criblage», c'est-à-dire tri, dans recties de directe de contratt (une rectie es dits centraux (une partie les dits centraux (une partie les dits centraux (une partie les dits centraux (une partie ou le Guatemala), qui produisent l'Arabica lavé, les « cerises » ne sont == encore arriwas a material.

1 14,7202

🎮 plus, hormis 🖿 problèmes purement saisonniers, certains pays

	PRODUITS	COURS DU 28-11
	Cuivre h. g. (Lonius) Trois mois	1 438 (+ 23) Livre/tone
	Almainima (Loader) Trois mois	1 186 (+ 11) Dollars/toane
	Nickel (Loades) Trois mois	5 475 (- 29) Dollars/tonne
	Sucre (Paris) Décembre	257,50 (- 5,5) Dellars/tonne
	Café (Losdes) Janvier	968 (+ 9) Dollars/tonne
	Cacao (New-York) Décembre	976 (~ 32) Dollars/toane
	Blé (Chicap) Décembre	370 (- 3) Czats/boissesu
	Maïs (Chicago) Décembre	213 (- 1) Cents/boisseau
	Soja (Chicago) Décembre	182 (+ 2,8) Dollars/t, courte
Ì	Pétrole (Londres) Brent Décembre	19,35 (+ 0,35) Dollars/baril

Le chiffre entre parenthèses indique in variation d'une semaine sur l'autre.

A cause de l'absence de précipi-tations, mais aussi de la diminu-tion des engrals consécutive à la tion des engrals consécutive à la baisse des cours, le Brésil a ralenti an production de café au profit du soja (il en est le deuxième exporta-teur après les Etats-Unis) et des agrumes (il est également deuxième exportateur après la Floride). En exportateur après la Floride). En revanche, les ventes de café de ce pays sont passées \$33\$ \$24\$ de ce pays l'éclatement de l'accord. Pour la campagne 1991-1992, la production de café a encore chuté de 3,3\$ %... Bref, les exportations connaissent en général un rythme moins soutenn que d'habitude, les livraisons tardent. Autre facteur haussiert man de cyclique. haussier, me demande cyclique-ment plus importante.

Le sommet de la dernière chance

Mais, surtout, les cours bénéfi-te de l'aspect positif des négo-sur l'accord international du café, ressenties, s'en s'en du 21 septembre), comme la la dernière chance. Commencées en septem-d'un volume convenu (quota) d'ex-portation par pays ainsi que la juste rémunération de la «sélecti-vité», c'est-à-dire différentes variétés de café. Fait nouveau, la pays importateurs et exportateurs sont également décidés à ce que l' dispositif nu en place

Les posent problème. Quelle répartition de quotas serait-il équitable d'attribuer par serait-il équitable d'attribuer par pays alors que l'illibre a favorisé l'afflux de nouveaux arri-ment, les pays as illi-ment, au dériment du Brésil de l'Afrique, exportateurs l'intou-nels? Quelle quantité de met-m dans l'aschant que tous les pays consommateurs détiennent stocks? Doit-on insuffier 66 millions de sacs – ce correspond exactement la consommation mondiale de café –, et faire chuter les manuel et consommation mondiale de café –, et faire chuter les manuel et carret et consommation mondiale de café –, et faire chuter les manuel et carret moins et risquer ma rupture d'ap-provisionnement

Les protagonistes M l'accord sont également embarrassés par question : quelle fourchette prix peut-on défendre? Après

comme le Zalre n'en finissent plus de tourner dans un cercle vicieux : les frais d'approche au port sont plus élevés que le prix du café luimème. Ces pays ne penvent donc en financer la sortie. L'Europe craint que le marasme prolongé dans lequel se les cours me ICE LIVE sionnement. Elle une cotation su moins M supérieure su niveau actuel. M. Jean de Vries, secrétaire général de 🖍 Fina ration européenne des torréfacteurs de café, vient la faire à ce une la claire : producteurs ne gagnent plus les et n'ont plus l'argent dont le un besoin pour assurer convenablement la protection des caféiers et le trai-feves, alors, dans deux ou va assister à une la production.

Mais, pour consciente que una l'Europe de la marchi d'une des marchi tous mi pays qui s'entendre une acceptable
par producteurs.
Unis, comme après l'Europe,
egalement leur mot dire.

Il main peu de la pour 📥 ces questions d'ordre mand car pays pour ratifier bour ratifier bour objectif le rendre opérationnel au au d'octobre 1993. a opéraarriveront li terme, compris aujourd'hui qu'ils autant intérêt que les producteurs, pour les sans de producteurs, demment, i mirata la mirale me

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBRE DE L'OR					
	Cours 13-11-92	Cours 20-11-92			
Or fin (idlo un berne) - (idlo un lingus) - (idlo un lingus) - Pièce françaine (20 fr.) - Pièce latine (20 fr.) - Pièce latine (20 fr.) - Pièce latine (20 fr.) - Pièce (artine) (20 fr.) - Sousserain - Sousserain Elienharh II - Donné-constrain - Pièce de 20 dellura	329 405 328 332 328 432 480 320 2 250	57 900 58 100 332 350 334 328 330 442			
- 10 dollars	1 090 950 2 130 410 335 242	9%6 2 1 410 347 242			

e Cas pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Stabilité et préoccupation

Après la volée d'abaissements

directeurs banques
centrales semaine dernière en
Europe (France, Grande-Bretagne
italie), marchés sont
calme, la perspective d'une
genre s'éloignant.

Le Europe (12 de la Banque de France, ramenés le 12 novembre La France, certes, peut permettre un quart de point moins, mais prudence, le système monétaire européen n'est (voir ci-dessus).

La Banque d'Angleterre (en fait, gouvernement) a pour objectif

7 % 1 6 %, et la Banque d'Italie
doit la revenir la sien des 13

mars aux 12 % en vigueur avant e référendum de la juin dernier. Quant à la Bundesbank, son président Helmut Schlesinger a maneuvre est, de façon, limitée politique monétaire, quelque direction que soit, de actuelle.» croissance de la masse monétaire M3 en 9,1

Paris, on plus grand-chose d'ici la Noël, comme l'indique l'évolution MATIF, qui se retrouvaient en la la semaine la 110,70 mars 110,92. Jeudi aprèsmidi et matin, la mise en flottement de la couronne flottement de la couronne
firent remporairement à
110,26, taux de l'argent au jour
le jour passant de 9 % à plus de
9,5 %, ce qui obligea la Banque de
France à fournir de liquidités à
24 heures au taux de 9,5 %.
les analystes de la générale,
la situation du MATIF clairement pour une période de l'ection après 111,20, tendance haussière depuis Cette période de rection pourrait prendre quelques sur 108,50-109».

taux directeurs de la Banque de France, ramenés le 12 novembre de 9,35 % à 9,10 % pour les appels d'offres et 10,25 % à 10 pour les pensions 15-10 jours, on dait la réaction des banques, à dait la réaction des banques, à une deuxième diminution leur leur TBB. Le 2 novembre, avaient no 20 point leur TBB. 9,65 % 9,85 %, le délégué général la l'AFB, perdu la millions de francs ne l'avoir pas relevé durant la crise monétaire, période le grant le sion le 12 % à 14 % de moyenne le jour le jour).

Des rémunérations trop tirées

Au terme de 8 jours de réflexion et très vraisemblablement puissantes de Bercy au Paris, siège de leur ministère de tutelle, — banques de procédé un deuxième abaissement deur base, toujours de 0,20 point. A partir de la fin semaine, le TBB 1 9,45 % son niveau du premier 1989, laquelle il avait relevé de 9,25 à 9,65 %, avant d'atteindre 11 % au premier tri-

Sur le obligataire, cinq émetteurs présentés II semaine, avec fortunes Le premier à ouvrir le a hundi, la Caisse refinancement hypothécaire (CRH), qui alimente essentiellement banques spécialisées dans l'immobilier qui, sous l'égide d'Indosuez, a 1.5 milliard de francs à 10 ans et à 8,60 nominal, 8,55 % réel, au un écart de 0,50

point avec le rendement de l'OAT.
L'accueil plus que frais:
super-glu et même, assurent
mauvaises langues, un placard ».
Motif: rémunération trop «tirée ».
Chez ladosuez, on crie à la jalousie
des manuel de missions dirigées. La
pétition de fin d'année pour palémissions dirigées. La
RATP a été moins maltraitée, avec
ses 800 millions de la à 8,60 %
(8,49 la la la point d'écart
l'OAT sous la houlette du
Crédit lyonnais. Là encore, il marché a jugé la rémunération insuffiché i jugé la rémunération insuffi-une province, on n'aime suère la trop parisienne RATP, coublier i grève...

Un wif intérêt, revanche, pour la nationale des proutes (chef file Crédit lyonnais), qui a millions francs 8,80 %, ans millions, très man l'approprie de la company de la rare, qui a provoqué une indemande pour un «papier» de qualité. Le groupement Provinces de France a bien 750 millions de francs 10 magarantis par la de crédit agricole. un agréable 8,75 nominal, bon pour les gui-

Bon accueil, enfin, pour in millions de francs de Sophia (financement du Crédit bail, groupe Banque générale du Phénix) sous la conduite de la Société générale à 0,90 point dessus du rendement l'OAT 10 ans, rémunération généreuse pour un établissement bien par SPADEF (Aa2), mais proche de l'immobilier. La semaine prochaine, verra un emprunt de la SNCF et des émissions Floral (faux-nez du Crédit france), Charbonnages Caisse autonome refinancement, qui mobilise capitaux pour le compte Caisse dépôts afin financer le logement

FRANÇOIS RENARD

Pour quelles raisons, le gouvernement a-t-il le docteur Garretta prendre le pouvoir au Centre national m transfusanguine (CNTS) K du même coup, accepté l'éviction professeur Ruffié? documents inédits montrent que M. Edmond Hervé, alors secrélike d'Etat 📗 🗈 santé, avait, dans un premier temps, refusé d'entériner u coup de force u s'opposant aux Mariem du conseil d'administration du M février 1985, il failut, en actobre 1985, l'Intervention m professeur Jean Bernard pour que prenne fin, 🛦 l'avantage du docteur Garretta, In crise institutionnelle qui paralysait le consail d'administration du CNTS au moment crucial i la contamination illi hémophiles illi le virus 🚮 sida.

Pour manual dans l'affaire de la contamination IIII hémophiles par II produits dérivés du sang infecté virus du sida, le doc-teur Michel Garretta a fait valoir que ses décisions avaient et avalisées par l'autorité de tion di Centre mitieni de transfusion sanguine (CNTS), c'est-à-les pour lesquels l'ancien ans de prison, le 23 bre, par 16 to correctionwill the influent de grande insentre le 21 mars et le 1" octobre

1985. Comment la little mail rielle s'est-elle effectivement pendant cette période?

On savait que, le II février 1985, le professeur Jacques Ruffié avait été évince de la présidence du conseil d'administration is dation Centre national de I fondation Centre national de fusion (CNTS) sept semaines après avoir poste au professeur Bernard. C'était le résultat d'un putsch » fomenté pur le directeur CNTS, in Michel Garretta, il l'end'un gèneur qui s'inquiétait la qualité des produits situation financière du Centre (le Monde La novembre). Monde i 14 novembre).

«Le professeur Rufflé reste président»

Directeur général de la santé, le professeur Jacques Roux avait tenté s'opposer manœuvre en demandant au d'Etat la santé, d'Edmond

A la de documents, il apparaît que, le la avril 1985, M. Edmond Hervé par lettre à tous les du conseil d'administration du CNTS qu'il d'entériner l'éviction du professeur Ruffié, et qu'en

Fondation il avait décidé que im décisions du conseil d'administradu II février n'Arainn pu CHECKET IN

M. Farine avait demandé

explications au secrétaire
d'Etat (la vril) quis directeur cabinet, M.
Rimareix (le 15 avril). Ce profesrépondit 29 «le profesRuffié reste président » du
coaseil d' M. Farine
expliquera (1) qu'à partir ce
moment il s'était plus

président par intérim. Pendant
quatre suivirent,

nouvelle réunion
d'administration.

La présidence al ainsi male de fin février al la période-clé a l'affaire la la contamination de la contami ne plus présider le conseil d'admi-nistration.

Le rôle de M. Jean Bernard

Quelques jours auparavant, le octobre, il avait écrit de M. Edmond Hervé pour l'informer de démission de la présidence du conseil (2). Il

une position

stèrile, il

succèder, le nom du professeur

En l'il de

négociations avec 🔤 rebelles. – Li

gouvernement du meridai Goulai

dernier conseil, rien le fera obs-à ce que le 14 octobre M. Carlo Farine avise la admipublicance « par intérim » du CNTS (3).

CNTS (3).

Quel III le professeur Jean Bernard, président du d'administration du CNTS jusqu'en décembre 1984, a-t-ll joué son éphémère l'autorité tutelle? D'une part, il tenu informé l'évolution de la remercie début octobre un il l'en remercie début octobre un d'accord procéduengagée je toujours heureux d'être au D'autre part, selon le professeur dans une l'en grande de le des de le professeur Jean Bernard lui commedité de élémentements.

Faut-il interpréter 🗪 éléments Faut-il interpreter elements comme une president de position de l'ancien président de d'administration du CNTS faveur du docteur Garretta le conflit qui l'opposait professeur de l'ancient de l'ancient de l'immédiat de période.

MANCK NOUCHI

(1) Compare rendu de conseils d'admi-nistration du CPTS de la conseils d'admi-at décembre 1985. (2) Larre as modeles d'Etat i la sunte du 3 moder 1985. (3) Situation qui se prolongera in la nomination, le 30 juin 1986, du fessaur lan Loygue, compiler de la litte de la depuis 1991, depuis adjoint de Paris.

Dans Tallerie du mile des conducteurs Le métro et le RER *perturbés* lundi 23 novembre

Le refuru parisien devrait perturbé lundi 71 novembre aux leurs de pointe, maigré l'accord internuit de jeudi 🗎 vendrėdi entre la dinada di la RATP et les avndicats 🐸

Can accord that on wife fiber soumis au sum des conductrem et. Destrikeren å de ran invidends in direction - out que cette procédure an allegam plus rapidement, - we scrutin n'aure la que la 9 heures l III heures. En conséquence, 🖿 préavis 🖮 grève déposés pour limit man 5 hours w 7 haires at mitte 17 hears at 21 haires remail values. In risquent if a train in perturhattern merhittin & callen de quatre minima jours de grève. I week-end, en revanche, iii initia initia

Mort du chanteur et comédien Félix Marten

Le chanteur d comédien Hin Marten est mort, le au novembre, I l'hôpital au Saint-Cloud (Hautsde-Scinc), d'une alle pulmo-naire. Il de soixante-treize

[Nè le 29 Remagen
(Allemagne). Féira a exercé
toutes de mériers (vendeur,
lot. nettoyeur de tapis) avant de se lancer le le théatre et la
la tourné avec les plus grands
français. Martine
Carol. lorgan, sous la
notamment de Sacha Guitry
m'était conté). Louis Mulle (Ascenseur
pour l'échafaud), ou Pierre Granier-Delierre Horse).

Marten avait également tenté d'entrer en politique après l'élection de Mitterrand, en 1981, quand il fonda, avec le gaullistes il gauche « décus», l'Union V République. Le c parti de quelques milliers de membres, dont il avait pris la présidence, devait disparaitre purement et simplement quel-

En 1989. Il l'âge de soixante-dix ans, Félix Marten avait fait un ecome-backo remarqué (La de Paris, après vinglicina ans d'absence (La scène.)

Un arrêt de la Haute Cour de justice de Londres

Le droit de « mourir paisiblement »

L'arrêt rendu, leudi 19 novembre, Haute Cour de justice de Londres marque un tournant dans l'approche éthique et juridide mort. Des médecins vont pouvoir, iégalement, interrompre le fonctionnement des appareils qui maintiennent en vie un patient conscience depuis trois ans et

LONDRES

de notre correspondent

M. Tony Wind w pouvoir a mourir paisiblement was la plus grande dignité m la limitation douleurs, parce qu'il n'y m re d'espoir raisonnable 💶 le voir jamais émerger 🕮 💷 son the reposer at paix». Las unyang lababah min uniana par Stephen Brown, président de in division invitate de la Haute Cour 💷 justice, témoiin profonde gravité 👊 jugement rendu, jeudi novembre, per minimipuridic-tion. Si une minimipulation est confirmée par la cour d'appel, puis, en destant l'acces, per in Chartenia des laville, les trable-Cins Stand Stand Street Street Mit. légalement, il diffrance les permettent ce jeune learns a vingt et un ans, sans depuis trois at at

Ce lugement sans précédent de la Haute Cour (1), lourd de conséquences morales es éthidéclenché une verse en Grande-Bretagne aur 🖿 « droit de mourir». risque il in imm s'imm improprement récupéré par im partisens de l'autiment de laire jurisprudence; 🖫 📟 de M. Tony est exemplaire. Il est l'une des victimes de l'ecident du milita de Funitali de Hills Borough, 1 2111144, surveys le 15 wird 1000. See convent a subi se iles e de du persistant (PVS) qu'il n'a quitté depuis lors.

«il n'éprouve mem sentiment, ment conscience, in n qu'll 📭 peut pas 🖿 rendre compte 📬 ce qui l'entoure. Part and province of the Greek, I am almata. Sei esprit l'a quitté atout at qui man al l'enveloppe 🖛 🖿 corps », 🗈 🗪 🔭 Sir Stephen.

«Aucune preure d'un cerveun qui fonctionne

Selon imédecine, inime

fonctions calculated by jeune homme 📭 📶 inrémédiadétruites, ce qui ma l'empêche pas d'avoir ten noistan Hilman : il peut respirer sans IIII extérieure, grogner ou geindre, réagit à de brief violents. il ne peut commander un quelconque mouvement ordonné 🖥 💵 membres, 🗯 son corps will beu à peu recroquewell poids passé 2 50 31 kilos. Il est mi cutre sujet à de Marcon manufacture de la foi d'avis médicaux, Sir Stephen a indiqué qu'après l'interruption M me alimentation, M. Tony Bland design de vivre à l'ama d'une parties dix i quatorze jours, i pro-cessus in all in l'inanition mais la mort intervenant plus probablement à la 💵 d'une infection, d'une déshydratation ou d'un met cardiaque.

La mort raus désagréable pour qui devront l'observer Tony Bland lui-même sera totalement sans ce qui se passe. Cas, a ajouté le juge, soulève bien in questions d'ordre moral, et éthique. Mais ausan 🚟 faits ayant Mali 👊 et I le condition que, une période d'observation charge prolongés, il n'y preuve d'un qui fonctionne. médical um cependant partagés i 14

Keith Andrews Royal Hospital and Home, de Putney, lamina un Italiaaniri spimand dans le treiterant dus maketen un eine die einem me végétatif persistant, beaucoup plus circonspect. If the le ces d'un patient, M. Alen Tombs, qui, à la suite Com mung Chamballer, man the side of the vegetatif. Aujourd'hui, indique le dimen Andrews, ce mande esourit lorsqu'on 🖢 stimula, 🖪 🖟 💷 animés, marian am appréciation quand pleure lorsqu'elle s'en 💶 Jugement par une auto sommité médicale, 🗷 professeur Bryan Jennett, pour qui 🖦 quelques cas in patients qui in imme des signes d'amélioration en'étalent per per ille des mai ces de PVS».

Mort dens le dienité»

Units controverse internal est distribution distribution meaure 🜃 elle Introduit le débat áthique : si le critère de la vie uu la camminen, les propre Il l'activité cérébrale d'un indiill dispose sujourd'hui is michaire sont-elles les militaire ge delles dont elle disposait il y a vingt ans, ou mod elle disposers dans vingt ans? lors, l'approche éthique 📫 la mort n'est-elle par l'amine des progrès 👫 🖟 technique médi-

Quels doivent être pris an compte pour title m malade a conservé sus SALAKSAI ASTRIBON : NO POPEriors at his payer. His intentions, les sentiments. - cen-Incertaine. Qui décider vie ou de la mort d'un natient en Mar végétatif persistant : le Justice, i médecine, ii imilia? Enfin, le coût, pour le prise vité, du maintien m 🐂 (parfois pendant plus de trente ans) de CO TYPE OR INSERSE COURSE WHEN ligne de compte? Et enfin. plus fondamentalement, um «mort im la dignité» que M. Tony Drd MI-III agonie au sens du merm en la société te se fone-i-sis per lama conscience perpétrant, un e meurtre légal » ?

14 114

100

1 20

. . . .

en en marie quarte d

f-&

THE RESERVE

in a single

5000 4

Toutes au questions méri-préalable qui, le le III III Tony Bland, ■ été singulièrement absent. Il = cepenmm probable que décision 📥 la 🗠 🕳 🖢 justice 📰 confirmée un appel, la 30 minutes. Uses made hypothèse, 📲 familles 🖊 quelque mille patients at the de PVS / en Grande-Brepouvoir demander, comme la famille de M. Tony Bland, que l'on « débranche » un maiade souusmi devenu terribiement encombrant? Sir Stephen a pris soin de préciser que pour chaque cas similaire un jugement devra intervenir. Will vu 📗 profondément jurisprudentielle du la anglais, comment ne pas prévoir une légalisation de facto de ce « droit à la mort »?

LAURENT ZECCHINI

(1) S'il s'agit du premier jugement en Angleterre, cas et dans d'ame pays anglo-saxons, notamment Etats-Unis, en Australie, au Canada, en Nonvelle-Zélande et en Afrique du 🔤

EN BREF

🗆 En Tunisie, une information est 💢 [[MM] : premiers départs de 💆 DJIBOUTI : soudain report 📾 Mérleux, - Après les plaintes déposées par les familles de six hémophiles tunisiens - dont sont décédés – contaminés 📟 📖 produits sanguins non chauffes exportés par l'Institut Mérieux (le Monde | 1=-2 | novembre), procureur de République tunisien a décidé d'ouvrir me information contre le président il l'Institut Mérieux, M. Alain Mérieux, contre tous E complices l'enquête révélers, il l'inculostion ad'administration volontaire autrui de substances avant sionné un préjudice 🖦 déterminé la

militaires return - IIII soldats russes et lime manu ont quitté La Havane, vendredi 20 novembre, I bord d'un paquebot à destination de Saint-Pétersbourg, première phase : retrait : la brisade d'infanterie qui se trouvait im l'île depuis la crise 🔤 🌬 🗎 1962. Ce départ, qui mana au total personnes with un officier cubain, a m 🔝 🍱 la discrétion, cérémonie d'adieu. La manie et Cuba and en septembre, d'un retrait progressif, jusou'au alle a l'an prochain, quelque 1 20 membres de l'ancienne brigade soviétique. - (Reu-

SOMMAIRE

ll y a mai ma Coubertin promis

ÉTRANGER : maigré 🖟 maigre parlementarisme au Kowett. 🗎 (ibéralimonarchies pétrolières

Loin La capitales : Ngaruawahia, inga ika sabadyamanya pindi Magania 4 La maria l'ex-Yougoslavie. Timor-Oriental : I indoné-a a la la la du FRETILIN

POLITIQUE

Li manual d'enquête deman-La du sang Point : « Réunifier la France par Noël Marie 8

Livres politiques : «Si l'alle se Man. a, par André Laurens..... 8

A Marcoule, le CEA met en service un pôle de recherche sur le retraite ment des combustibles irradiés 9 Après l'acquittement 🍱 🖺 « boulangère A Reims » : Alla Rodney King à Ali Rafe», Point 🍱 📖 👫 Fodé Sylla 💵 Delphine Batho 🛚 Affaire Trager : Mr. Georgina Dufoix assessment son intention 📭 déposer une plainte en Manda

III TF 1, M. Noir accuse III journalistes 🔤 se comporter en « pseudo-procureurs d'une justice Voile : départ de la course du

CULTURE

La caracter français de l'Assistat de

ÉCONOMIE

L'accord commercial Etats-Unis 🔳 la CEE : 🗎 gouvernefrançais et la syndicats agricoles la compromis 🛍 Washington; 💷 président 🖫 🖷 dit exceptionnellement fait »; Un limite inespéré pour M. 14 et 15 La grève générale à Air France Infrance ... III GENT. I syndicats gré-

NATP « sabotent » dialogue social Revue des valeurs 16 Crédits, changes, grands mar-

HEURES LOCALES

■ La fragile IIII de l'AMF • Le volcan francilien l'Ouest l'econquête passás corsairas? • Desiras la loi Malraux

Services

Abonnements... Carnet 11 Météorologie Mots croisés. Télévision..... Spectacles...... 12 La War du Monde : MAIN LEMONDE 3615 LM

🚂 numéro comporte un cahier · Ade dilliana Le numéro du 🛮 Monde 🛎 daté 21 novembre # été tiré à 473 390 exemplaires. Aptidon aura attendu cing jours 19 novembre, c'est-à-dire à la veille de l'ouverture il négociaavec if Front pour la restauration 🍱 l'unité 🔳 la démocratie (FRUD), qu'il n'y participerait par Pour justifier sa volte-face. prend au nh français 🝱 affaires étrangères, qui avait qualifié il , aut décision » la libération, la 14 novembre, il vingt-cinq prisonniers in guerre, par le FRUD. que mi libération me partielle » maquisards gardant mus m détention un trentaine de citém gouvernementaux), im dirigeants djiboutiens 🛥 🌬 🕳 « contrariés » par la dicierration de Quai d'Orsay, interprétée comme sus satisfects officiel 🖁 🛍 partie qui n'a pas 📭 pecié an engagements ». - (AFP.)

 Le gouvernement l'ENEA participer à la recapitalisation de SGS Thomson - Lo umil 🖮 ministres italien a 🔟 🗀 risé, vendredi M novembre, l'ENEA (commissariat www énergies atomique alternatives) a partici-🛌 🛚 🖿 recapitalisation du groupe italo-français SGS Thomson hauteur de IM milliards de lires (environ 410 million de francs), a annoncé un communiqué gouvernemental. Le décret approuvé me le conseil des ministres dote l'ENEA Im lumin nécessaires pour l'opération. Ces but sont pris mi qui étaient la l'origine au holding public REL pour l'électronique civile, ce holding devant être au liquidation 4 décem-

n KLM participation Air littoral à Euralair. - La compa-gnie d'aviation néerlandaise KLM a annoncé, vendredi 20 novembre, qu'elle avait vendu sa participation le 11 % Les le capital d'Air Littoà la CFIA (Compagnie française d'investissements aéronautiques). filiale la la Euralair.

RAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES

PRIX TRÈS COMPÉTITIFS 25 années d'expérience R.-M. LEROY, fabricant - 208, er. de Maire, 75814 Paris. M. Alésia - Tél.: 45-40-57-49.

Le Monde

Rouen à la conquête de l'Ouest

Des projets pour aménager les friches portuaires

Paris aide ses façs.

L'extension de l'université Paris-Dauphine subventionnée par la ville

La roi Malraux trente ans après

La réhabilitation des secteurs sauvegerdés est en penne

les corsaires?

Saint-Malo : où sont passés

La ville me entre le tourisme

I'activité maritime

M 20 Innovation - Statistiques - Agenda - Nominations - Contacts - Textes - Propos - 25 Débat - Livres - Courrier -

LA FRAGILE UNITÉ DE L'AMF

Réunis en congrès, les élus de l'Association des maires de France ont affiché leurs intérêts divergents, au risque de bloquer une structure représentative

ES étus in province nu découvert embouteillages parisiens, in la ils n'ont par la au blocage de leur Le congrès de l'Association ils maires de France a Un milit jugé a crimer-», mon-représentant d'une catégorie de communes, a été élu à sa présidence, remplacement de Michel Giraud, jeudi 🔝 novembre. 🗀 📺 du RPR permis que Jean-Paul Delevoye, maire ili Bapaume (Pas-de-Calais) sénateur, presque avant leur congrès, devienne leur représentant.

Jean-Paul Delevoye a candidat du monde rural, François Paour. A l'heure de l'intercommunalité a la désertification inquiètent maires campagnes, le premier magistrat Saint-Bernard (Ain), président de la Fédération nationale maires ruraux, semblait bien place pour l'emporter. De plus, le mode d'élection de l'AMF («un maire, volx »), était susceptible 🚐 l'avantager.

Un mode de scrutin contesté

Poujade (RPR), l'III de Dijon, avait renoncé in extremis la compétition (le Monde daté 15-16 novembre). Le RPR choisi Jean-Paul Delevoye gue, maire d'une commune rurale, il pouvait affronter 🔼 🕶 sur son 🌉 🚾 terrain. Le maire de Bapaume s'est employé a convaincre collègues que le président de l'AMF devait être « capable » relayer les décisions du du Parlement

Alors un François Paour est apparu comme le porte-drapeau du seul monde rural, Jean-Paul Delevoye m plaidé à la fois pour la défense d'une aspiration catégorielle pour l'unité de l'AMF. a-t-il affirme: New devons eviter in nous diviser, nous devons inter que le gouvernement puisse régner. Il semble avoir me entendu, puisqu'il a obtena 51,93 % des voix au second tour, loin devant François Paour, qui réuni seulement 14,66 suffrages (le du 21 novembre).

L'unité 📷 l'AMF, sauvée d'un point we vue électoral, pourra-t-elle préservée maiveau de institu-tions? Le intérêts des dus ne sont pu



les mêmes, selon qu'ils appartiennent 🖢 des métropoles me II de petits boures. Depuis une quinzaine d'années, un certain nombre d'associations spécifiques m and brillet. Considered met fa maison-mère na servait mas suffisamment leurs intérêts, lu élus des grandes villes, benlieues, villes moyennes petites villes ont fondé leurs gardant un pied de l'AMF, la sardant un pied haitent rein indépendants. Ils un réclament même plus me représenta-

tion collégiale.

«L'AMF doit être le lieu il les présidents il retroupeur de leurs problèmes », Régnault (PS), vice-président de l'association. L'affaire du proweie vu la régimes indemnitaires : montré, récemment, la limites d'une telle malithe. Tous d'accord pour se défaire d'une grille statutaire jugée

trop rigide, le élus n'ont jamais remi à s'entendre sur un nouveau régime

Les édiles n'ont plus la minu point de vue sur les finances locales, will gue leur mannum ME contribumin m bénéficiaire des dotations. Dès qu'il s'agit d'intercommunalité, 🐚 🖿 divisent, selon qu'ils mittrimine une ville-centre au une mouteur périphérique. En ce qui concerne 🖃 statut 🝱 l'élu, qu'y a-t-il de commun entre un quasi-bénévole et un professionnel?

L'AMF devra résoudre certaines il ces contradictions, a estimé nouveau président, « il faudra nous choisissions la péréquation et la garantie de progression minimale, deux mecanismes internes a la Dotation globale de fonctionnement (DGF). » L'AMF devra aussi, selon lui, envisager d'in-troduire in critère in l'espace dans le calcul de la DGF, finda pour l'instant um la démographie, afin de réduire, progressivement, les écarts de dotations (milli marmalis rurales #

Pour réussir mission, l'association IIII m sentir légitime. Depuis 1983, Michel Giraud s'est efforce de vivisser in associations départemen-tales, qui constituent in relais de l'AMF sur la terrain. La réforme de marini approuvée la 11 novembre leur occorde un tiers des sièges 🌃 bureau. Mais il n'est pay prévu que া dix représentants des alles associations existantes soient in par leurs adhé-rents. Pour éviter II «coexistence de deux légitimités », selon René Régnault, devront être désignés par les membres 📦 bureau.

Certains élus s'interrogent légitimité du président, et sur les garanties qu'offre le mode de scrutin actuel. Quelque 34 000 maires sont appelés voter dans a capitale. Mais seuls seuls environ deplacent. Ils ont possibilité recueillir 150 pouvoirs, un chiffre souvent jugé excessif, d'autant plus que les mandataires doivoter un seul candidat. En général, ce les présidents d'associa-lus départementales l'aconseillers généraux qui recueillent les pouvoirs. Sans le dire, ils se transforment en de véritables grands électeurs. Souvent, les didat, et pour qui leur mandataire vote», protestent des élus favorables au scrutin par correspondance, capable de préserver le caractère universei du

Pour la première fois cette année, une commission il contrôle im élections a été mise m place, et les candian eu la possibilité 🛍 s'exprimer avant le premier tour, pendant dix minutes. Mais ils n'ont ma il l'occasion in parler await le second.

Le name de circulation de l'in-formation cui la hiérarchie et l'ensemble in chargés d'étude manufi considéré namus une cause de dysfonctionnement 🍱 l'association. Des élus espèrent que le nouveau président saura tirer les leçons en l'audit commandé l'an dernier, mais au diffusé à l'extérieur de bureau. Les chargés de mission, qui constituent la cheville ouvrière 👫 l'AMF, réclament aussi un souffle, printe travailler sem sérénité.

Transports

ES propos Christian publiés dans colonnes, ii y m quelques semaines, reviennent en mémoire, L'ancien délégué winder it is identifying welleffirmait : 💵 Français qui 📰 quotidiennement nimale pour rejoindre leur emploi épargnent ainsi, grâce au par trajet, soit total par trajet, soit Certas, le président mi l'Amm routière in rance affirmalt pur in muli en commun il line indispensables II la partie l'ile-de-France, il la paralysie qu'a connue Para mercredi 18 reconnue parale (privi-

grandes aggloméra-de l'Haxagone (III) aussi (III) difficultés. Les manifestations d'agriculteurs 📧 🔤 pas épargnées, 🔳 🚟 accueillent manur de hautes personnalités étrangères. Des bloquées per voltures immobiles, impérens qui courent sous la pluie images familières à Lille, Marou Toulouse.

à scènes, qui transforment les villes en d'immenses parkings. les maires ne sont pas restés inactifs. De Rennes à Strasplanchent sur des moyens de transport en site propre. Qu'il s'agisse de tramways ou de métros, lis recherchent des véhicules qui puissent circuler sans contraintes dans les cœurs

Contrairement à ce qu'af-Gerondeau, l'automobile ne pas imi la panacée et man moins un felmen anna a la qualité de ta was. En ville, an sont in transports collectifs, rapides, melinia et (confirmation qui ouent ce rôle. Milian 🖬 🖮 nvestissements unu lourds pour les currents le témoignent car les des me successions pas au mirage A promise que les corporatransports en commun i viennent pas le

Serge Bolloch

LE VOLCAN FRANCILIEN

Selon une étude réalisée pour la chambre de commerce de Paris la région-capitale « enrichit les terres proches »

E développement de l'îlede-France n'est pas celui, dominateur m hégémonique, que les régions françaises décrivent souvent. Telle III in principale conclusion membres du club Capitale économique, and par dirigeants d'entreprise à l'initiative de la chambre de commerce d'industrie de (CCI), devant le document qu'ils viennent de men-

Intitulée L'économie de l'Ile-de-France in l'America française », with étude, which par le BIPE (Bureau d'information et de prévision économiques), a été présentée au cours du colloque « Donnons i l'Eu-

. .

qui 🛮 💷 lien le 👪 novembre 🖡 Paris. I dimensions i l'Ilede-France - qui regroupe huit départements 1 18,8 4 la population du pays - pro-tègent pas des crises, en par-ticulier de la manufactuelle. l'UNEDIC montrent contraire une augmentation du chômage supérieure I talla enregistrée en la régions la plus dynamiques » : Alsace, Provence-Alpes-Côte d'Azur,

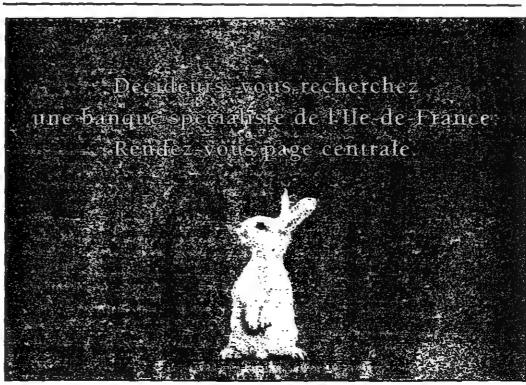
Rhône-Alpes.

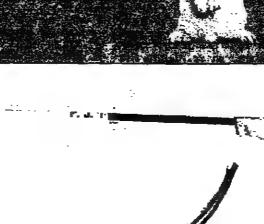
Ainsi im emplois franciliens, qui comptaient pour
22,7 % du total de l'Hexagone en 1989, nu représentaient plus que 21,9 % de ce chiffre un an après. De 1967 à 1989, vingtrope sa capitale économique», trois lum d'activité

trente-huit ont enregistré una seulement se développés. Parmi me derniers, un un trouve number Millelia tertiaire, um plus lie 🕍 moitié 🗺 🖼 📶 🕮 services, I l'image M l'administration publique elle-même, ont realisment diminuer pendant mil période.

Autre I inquiétant pour l'avenir, le quart le l'accroissement du nombre des emplois pendant vingt ans est du bâtiment et publics (BTP), qui vit La crise de l'immobilier.

> Lire in suite 22 Christophe de Chenay





Les piscines loin des lycées

Lu piscines qui sont gnement in a natation. Or an équipements sportifs a se trouvent pas nécessairement à proximité de le luces ou des lyces. Il résulte des déplacements importants pour les des régions montre qu'en Picardie, m Lorraine ou en Corse h distance a parcourir and la plus grande (respectivement 2,8 km, km et 4,5 km).

(Source : ministère de l'éducation nationale m 👫 🐧 culture.)

CONGRÈS DE L'ANEM

L'AVENIR **DES HAUTES TERRES**

Les élus des zones de montagne veulent élaborer leur propre politique de développement

'IDENTITÉ montagnarde deux départements. Augustin neut-elle être un atout nour l'avenir? Cas extrêmes de ruralité. 🖃 régions 👫 montagne ont fait in rue question l'axe majeur il leur réflexion. Le huitième congrès III l'Association nationale des élus de la montagne (ANEM), qui m eu lieu vendredi 13 m samedi 14 novembre à Serres-sur-Arget près 🔐 Foix (Ariège), 📖 pouvait oublier donnée.

Les régions II montagne veulent pas être rangées définitivement au Musée des will et traditions populaires», affirment les « élus des hautes terres». Ils souhaitent disposer de condi-tions de vie semblables I IIIIII autres régions. ll s'agit donc in donner montagnards les moyens finan-mêmes **m** développement harmo-nieux de leur territoire.»

L'ANEM, créée après l'adoption de la loi sur la montagne. Idim les adialiterritoriales des sept français, soit quelque quatre mille communes de quarante-

Bonrepaux (PS), maire d'Orlu (Ariège), qui « succédé » W prési-Miles I Jean Filter (Union centriste), maire d'Autrans (Isère), déplore modicité du crédits dans projet in budget. Les élus regrettent que la situation de leur région mil toujours minée sous l'angle in l'assistance sociale alors que, répètent-ils, «c'est d'un problème économique global d'aménagement un territoire qu'il s'agit ».

Une agriculture vivante

Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat une collectivités breales, présent au congrès, « Men voulu en convenir. Le soutien de la nation au développement 🚾 régions de montagne « doit être amplifié », a-t-il annoncé.

Encore faut-il que = miles vienne s'insérér and une politique giobale et volontaire que la a capricieuse domination urbaine» a toujours eu in mai i imaginer. If y ■ eu d'abord, seion

l'ANEM, «la frênésie in unu équipement» qui n'a vu dans la qu'un Après période marquée 📰 🖟 « bétonstations & nature», qui fili de activités bumaines préservés.

Entre um deux extrêmes, qu'ils récusent également, im montagnards doivent must be voies im leur propre avenir. Un avenir qui s'articule autour du maintien in d'une agri-

Ork jupas of premier cier. Ce que amble avoir de le département de l'Ariège anne la cristica dans ser runs sens inguines of mic el hillman pastorale». Une instance qui travaille a redonner une fonction productive à un jusque-là dandumić et morcelé en indivision milm des propriétaires absents depuis plus d'une génération. Cela appare aussi que produits a l'agriculture de montagne, plus onéreux qu'ail-ieurs, m dotent d'atouts spécifi-

ques. A l'heure où la production alimentaire il masse semble avoir trouvé ses limites, congressistes estiment que le produit d'origine redevient

celui de la pluri-activité pay-Ce qui, il il régions de plaine - le zones plus riches, I mai I mai admis par im organisations agricoles, ul la pluri-activité mi vécue une déchéance, 🚾 📥 gré dans les traditions montagnardes. Les ramoneurs savoyards et les maçons limonsins, im fabricants in pipes de Saint-Claude m. in pipes de Laguiole (Aveyron) font partie montagnards. sports d'hiver met ouvert mis Mille & nouvelles pers-

pectives. De régions un réussi, illus = recherches = solution, des percées significatives (le Munde 25-26 octobre). Elles ont pu bénéficier pour 🔟 d'appuis linkowers at the Must territoriales, départements et régions, mais Min M financements nationaux, voire de la Communes aides plus permanentes. Bref, les maries ne sent pas totalement absents, mais la méthode manque c'est le ce niveau, au répété élus de montagne, qu'ils veulent Hilliam III Mahimir leur propre politique.

de musi envoyé spécial A Serres-sur-Arget Georges Chatsin

AGINDA

Centre national de la fonction journées de colloque 34-41-42-50. les d'occupation des Les POS en quesnovembre, I Villejuil. animées par archiaborderont series les pro- «Cercle de mail urbeine», jeudi a politique banfieue

Intercommunalité i' cintercommunalité uridique et lisses s, l'assessi III > Renseignements : (18-1) e jud il remindri il filos: All coopération territoriale. les ===== == l'Etat pour le STREET, SQUARE, de communes, la comparaison

➤ Renseignements au (16)

culturelles. - Le Minut a 2 septembre Génération Ecologie. bilan un 🔳 après? La Fédération 📑 🚟 🖳 🖽

nationale des communes pour la 📕 🍱 🚾 🚾 l'élu. - Gérard hauts fonctionnaires se demande- 📹 CLF, 🚾 🚾 présenters versité François-Rabelais de et le syndicat d'agglornéE Plan d'accupation des sols.

Cergy-Pontoise organi
Cergy-Pontoise organ Le Conseil d'architecture, d'urbanisme d'environnement 27 Le Cergy (CAUE) du Val-de-Marne et Pontoise (Val-d'Oise).

► Renseignements : (16) publique (CNFPT) 77-57-21-33 ou (16-1)

Qualité ima la ville. tion», mercredi 25 et jeudi maires maires (FMVM) et la municipad'Aurillac organisent, les Cantal, a colloque in le thème démocratie locale, 26 et vendred 27 novembre. journées doivent et de la coopération intercommu- être abordées les questions de la qualité des relations sociales, 🖮 ➤ Renseignements au (16-1) le formation et du développement économique, de l'environnement et... la qualité de la vie. Un élément que vantent souvent les clère. - La d'économie d'une associamixte du Grand Rodez organise un qui qui une centaine de = 100 000

> W Ville m écologie. - L'implication de tous les citovens dans la politique 🖿 la ville, 🗀 📉 élus, l'intégration is jeunes is la im politique and an and a col-bre I Tourcoing, (a) is a self of the self

d'ordonner l'ensemble Renseignements : Généra-tion Ecologie 4, rue Brunei, 75017 Paris. Tél : (16-1)

local?s, jeudi 10

petronage de Michel Sepin, ministre de l'économie et des finances, CLF. - Le Crédit local de France, pluriannualle, la limite de contra département.] premier banquier des communes locales, ce des départements et des régions, séminaire la démocratisation de l'accès i la vie tres financières à Paris-la Défense, publique a la moralisation a la jeudi 3 décembre. Comme les

15-16 novembre).

mandats locaux (le Monde daté

► Renseignements au (16-1)

Propos

POS. « Je suis pour tout ce qui paut lutter contre le mitage du mysage. Je pense que les maires devraient la plus sous comme en ce qui concerne les plans d'occupation des IIIII IIIIII et les permis III

vie politique. Des élus et 📥 années précédentes, le président

Noël Memère (Génération Ecologie), meire de Bègles, l'Architecture du mois de novembre.

GLYANE. «L'Etat a une responsabilité fondamentale dans le sous-développe-ment de la Guyane, car la décentralisation n'a qu'une dizaine d'années. Elle s'est aussi traduite souvent par le transfert des compétences sans les moyens correspondants. Si, dans plus communes de Guyane, l'eau courante, l'électricité, 🗎 téléphone demeurent des mirages inaccessibles, c'est bien l'Etat qui en est

Munico Karam (Parti socialiste guyansis), président du conseil régional de Guyane, le Point du III novembre.

INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE. «Nous sommes d'accord pour que les l'UT jouent un rôle dans l'aménagement du territoire. Ils peuvent favoriser la création d'emplais induits et évitent aux jounes de quitter leur région. Mais des décisions d'implantation ont été prises sans qu'un cahier des charges sérieux et complet ait été constitué.»

Serge Goursaud, président des directeurs d'IUT. l'Express du 12 novembre.

munautés de communes et de villes at le des équipements publics. Des spéciels présenteront deux enquêtes sur la profil des directeurs financiers territoriaux, et 📰 🖿 mécanismes d'évaluation des politiques publi-

➤ Renseignements au (16-1) 40-26-05-33.

NOMINATION

Jean-Gérard Paumier. directeur du marie du prési-de la région Haute-Nor-- Jean-Gérard Paumier a d'Antoine L'Antoine président du conseil régionel de Haute-Normandie. Il remplace André Labigne, directeur du cabinet du président Roger (RPR), le prédécesseur 🖿 M. Rufenacht, qui 🚃 📹 place quelques ==== après ===

(Jean-Gérard Paumier un ill is III juillet 1952 I Seijy (Loir-et-Cher), Malin and in l'Insti-III d'études politiques 🚞 diplôme d'études supérieures marketing puls licence * sociologie * l'Uni- fluorocarbones);

exposé aparticulièrement taire, il devient directeur il induse majeurs); cabinet du président du financiers préparent le bai- conseil général d'Indre-etgets Pusieurs tilbers sont Loire, - Iven Six me plus prévus, sur la mandre de tard, il est mand directeur comptes, l'analyse prospective général 👫 services 🚻 même

CONTACTS

Timbraium des pays de France et l'Association nationale développement local = la page vierment de les et de mé l'Union nationale des acteurs et structures 🖮 développement local (UNADEL). Le président du nouvel organisms set Michel (PS), député de liberthe et-Mo-

► UNADEL, BP 1 54170 Colombey-les-Belles. Tél.: (16-1) BI-II-III

Les limited des éco-ac-tions. — L'Amazina des écomaires, que préside André Laberrère (PS), maire de Pau, proche de Laurent Fabius, a dicembe cinq ∢trophées éco-actions », récompensant des incention in the land en matière de protection de l'anvidistinquées IIIII 1

Vosges), pour l'aménagement l'urbanisme (débroussailage); Deux-Sèvres), pour la réduction (acquisition d'une chloro-

- Le 200 000 habitants, Seine-Maritime), pour l'information et la manufacture (préven-Gard), pour se gestion de ('eau (dénitrification, protection

appes phréatiques); ~ Communauté urbaine du Mans (186 LTG letters) Serred, pour ia récupération des déchets ménagers toxiques (mise en piace d'une etolinettes).

TEXTES

atetut de l'élu. - Le Journel officiel a publié, mardi 17 novembre, quatre décrets précisant certeins des in the must be aux flue le loi du 🖹 février 1992. Le longue min des maires, illers généraux et conseillers régionaux 🔳 enfin récompensée puisque tères accepté d'apposer leurs les quelque 550 000 flus qui siègent dens les collectivités territoriales (le Monde 15-16 novembre). Un mier décret fixe « les modelinés d'exercice par les titulaires de mandats locaux de leurs deste en matière d'autorisation d'absence et de crédit d'heures». Un autre les «modalités d'exercice du droit à la formation des élus - La Bresse (5 la habitants, locaux ». Un troisième décret est relatif la composition du Conseil national de la formation des élus, ie demier texte a conditions agreement aux organismes dispene de la formation en elle

FINANCES

RENNES A L'AVANT-GARDE

Le district a décidé d'adopter un taux unique de taxe professionnelle

créant une coopération finanmitoyennes. Profitant III dispositions de la ioi du I février IV relative I l'administration territoriale de la République, 🔤 élus du district urbain de l'agglomération rennaise ont d'adopter un taux unique de taxe professionnelle.

Une communauté de munes, qui représentent un peu plus 🖮 322 👯 habitants, se prononce en faveur de la création d'une taxe dont l'unificadéveloppement économique imération rennaise. Mais in Illa

ES limit innover. l'agglomération. Aujourd'hui, Ils viennent d'en apporter selon 🖹 🗆 🚾 📠 nouvelle preuve en la ma professionnelle, l'une des collectivités, varie de 5,25 • 18,97 %. Ces écarts -I I 3,6 - man réduits dats un rapport de I 1,75 m 1996, IWHI d'atteindre un IIIII uniow in Pag 2 DOT

Trois raisons principales ont conduit 15 III du district, qui est un fiscalité propre depuis 1991, a opter pour ment possibiblité offerte par me in récente.

Il s'agit d'abord de favoriser le développement économique tion progressaive sur huit ans a la cohérence de l'aménagefinancer, notamment, le le l'agglo-

souhaitent aussi établir une meilleure justice fiscale entreprises et, enfin, créer une months and all district.

Pour éviter une concurrence acharnée IIIII les qui souvent purm chaque maire I me penser qu'à son territoire, c'est désormais au district qu'est confiée l'organisation 📭 la répartition des implantations d'entreprise. La professionnelle communautaire doit s'appliquer I l'eusem-🖿 🖿 l'agglomération rennaise, y compris aux cinq communes Anni ili dibi but votë maine.

wote concrétise l'action entreprise depuis trois ans en faveur II l'inter-communalité Maria Hervé (PS), président du district. Il s'inscrit aussi Alim la ligne Al am prédéces-Henri Fréville, qui district de l'agglomération renen 1970, El Michel Philipqui en 🖺 🖫 président de 1977 I 1989.

> de notre correspondant à Rennes Christian Tual

INNOVATION

Grande surface pour collectivités

Spécialiste de l'amb bon marché, généralement 🔝 🚃 soi-même», le groupe Fly va Im-I en a une surface spécialisée pour l'ameublement bureaux m 🕍 collectivités. 🖼 géant de la dureuren (1,5 miliard In francs In chiffre d'afen 1992) ouvre, à la fin du mois de novembre à Fegersheim, au Le de l'agglomération bourgeoise, un magasin 11 700 mètres and à l'enseigne

expérimentons déjà dans nos magasins des espaces Equip-Flys, explique Main Ness, directaur commercial des succurgersheim (Haut-Rhin). «Nous y présentons 🔐 ou 🚐 🕽 🖚 bles de bureaux, un translata d'archivage ou d'aménagement d'espaces on réunions. On y Pairty scotter his includes. The plus nous éditons un mini-catalo-

spécialisé pro-tibérales, aux prises collectivités. > Sur ce segment de mentini no ses qu'ils s'appellent runal ou lkea, se man nine installés. I responsables du groupe Fly mount in marks succès crois-

La 1-million d'un magasin spécialisé de l'aménagement de groups a alors Than l'opportunité. L'enseigne Fly, Mi préwith a version classique Le choîte à maine le Vendenheim, au mant au Strasbourg, 27 novembre III premier magasin bap Equip-Fly. «Un mada mplique Michel Nass, and permettra de proposer une gamma approduits, qui nous permettra mai m voir i une clientèle, encore nouvelle pour nous, suit notre ini-Au-delà le luclassiques us de underun

magnétiques, Equip'Fly souhaite effet répondre à des plus spécialisées des pou-vons problème équiper un une nous tout ce qu'il pour

L'enseigne Hy est employée par cent trente surfaces de vantes dans l'Hexagone et outre-mer. Parmi celles-ci, trente des succursales, notamment dans la france, la région parisienne m grandes villes, = quatre-vingt-dix and frenchi-Le test 🗐 la région 🎞 🚗 bourgeoise peut connaître un développement important 📓 🌬 collectivités se révèlent, comme nombre d'autres « chalands », des acheteurs qui préférent flâner rayons au lieu de tourner pages d'un catalogue.

> de notre correspondant à Strasbourg Jacques Fortier

MANDIE

CALL SECTION 486 医动作系统性系统 o Justo ale 17 800 100 4 1 × 9 45 300

Elegational system Sylvania -The Mining of 1911 - **(2194)** 7.07

to Mark Mar nie in dom 14 · Pragranding 1 Justin 100年 明年間 化糖甘蔗 groot Ball and a trestant de waster day

F - Finder find Sales Statistics of

in the purity and a second

AL'HEURE

S BOURG

. J. St. .. in it ima (A) 新報 a in destroy an bergieben

> Clark a like . T 71 4 90 67 - Grand 医动物 化热键键 a - 4 1 3 1 20 20 126 er regul das 5 55 FA 48 24 Burn Barring Berger Land

4 14 15 1**944** and Strangers 10 6 T 2, 210 3 Company New of second y The No. 1949. i kasasa S. Bridge 一、一、新安山湖

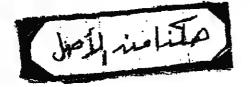
1. 4. Carp. 1 The Statement Service Francisco TOP HATE ere ble tgeret

-The Company of 11 11 Ab 30

The State of the S The Bridge · 200 - 14/1-66 **克里尔·朗约**

ي مناه - ---

The Market



RÉGIONS

HAUTE-NORMANDIE

ROUEN A LA CONQUÊTE DE L'OUEST

Réhabilitation ou transformation, la municipalité a dans ses cartons des projets pour aménager les friches portuaires

ITÉ bourgeoise, industrielle M commerçante, 🜃 sa position maritime, 🛔 kilomètres I l'intérieur Im Son port, implanté sur deux rives de M Seine, est. depuis en origines gallo-romaine, le point le plus éloigné où rement manual les navires dr haute mer. Du mun historique, cet espace industriel s'est, petit I petit, déplacé Ouest, construction successive de ponts le rejetant

l'aval du fleuve. Source in vie at tumulte, le docks out alors progressivement disparu du yışınız 🛳 Rouen, «la pudique». Aujourd'hui, sont quelque 140 hec-tares, limin i l'ouest et la cathédrale, 🛮 l'arrière 📥 quais pratiquement abandonnés, qui ont perdu me destination d'origine. Marchands in moquette, de pneus ou 🝱 vin louent 🔤 William hangars. La grand hall du Bureau central de la main-d'œuvre (BCMO), où les embauche, se set plus qu'à de rares grand-messes de la CGT. Un la la vin désaffecté a 👫 transformé 🖦 une salle 🕹 occasionnelle true kitch. Les bureaux, entrepôts et ateliers des multiples entreprises qui situlus au rythme des

navires en minimum d'outremer, au été repris par des

grandes surfaces M mobilier... Les Millian All quais de Rouen ont perdu leur âme pour devenir le terrain idéal grande opération d'urbanisme. La construction d'un nonveau pont autoroutier, and l'Etat m proposer la région all Haute-Normandie prochain Plan, rejettera définitive-ment l'ensemble du du domaine

Un quartier d'affaires

Il y a maintain plus 65 Mi urs que la villa a jeté les premiers wage of magni of la reconquête de l'Ouest. L'architecte Limin Arretche, auteur la construction de l'église Jeanne-d'Arc, place du Vieux-Marché, a dessiné un quartier aux voies monumentales débouchant vers la Seine. Le maire 🍱 Rouen, Jean Louise (UDF), en a trouvé « le point du du démarrage » avec la transformation en préfecture de région ils hitimenti dix-hultième de l'Hôtel-Dieu abandonnés 📼 🖹 centre hospitalier regional. L'opération est un part, finan-cée pour le compte de l'uni par

le conseil général de Seine-Maritime, préside également Jean Lecanuet, A proximité immédiate de ces bâtiments, il prévu de construire de bureaux au milieu desquels, formule originale Rouen, s'installera la fallalte de droit m de gestion, trop i l'illieli un le Mont-Saint-Aignan. Le quartier Pasteur, du nom son avenue centrale wir inconfortables pavés centenaires, doit devenir le rendez-vous

Plus loin, in problem and imaginé de garder un marina des bateaux in plaisance dans am hamilio devenus trop étroits pour les navires madeines. Le port milename l'espoir d'attirer 🖮 paquebots de croisière qui

grandes lignes. « Un projet sėduisant, certes, mili qui balaie Mall June vie ». Amer m sans illusions, le commentaire de Patrick Tailleux rappelle soudain que la mutation ne se sans douleur pour trois nu quatre circis habilitatti du quartier. Lui qui avait installé, il y a dix-huit aus, son cabinet médical cam une

devoir laisser les pelleteuses détruire une bonne 📺 🛚 de 🔤 familiale et professionnelle. Et, plus particulièrement, all m la rue du Champ-de-Foire-aux-Boissons, devenue le symbole d'un univers promis I a disparition. Ce fut la rue d'un champ 🌬 foire privé 📲 💤 laquelle les marchands de boiscidre et vin, avaient construit. I la fin du dix-huitième siècle, 🌬 petits entrepôts identiques en forme de loges à un étage. Le négoce artisanal disparu, la rue a accueilli, après la serrola sucus mondiale, de familles modestes, qui lui nm redonné une serumbi vie. Elle détruite,

Milelel Guez (UDF), commilier général el adjoint au maire chargé 🖝 l'urbanisme, 🛶 innued: « Il y a de choses pas l'on peut conserver, mais là, il n'y a rien I garder, rien pour accrocher, si me n'est un parcellaire intéressant um lequel on peut travailler. 🛎

Dynamique du délabrement

« Cette run est emblématique el reflète la vie portuaire ielle qu'elle existait auparavant, réplique Patrick Tailleux, animateur d'une association de défense, en ajoutant qu'il n'existerait par d'équivalent dans le monde sauf en Louisiane. Dire que la rue est dégra-We est un jugement fallacieux car le quartier avait me vie, re qui 📰 rure Mais, il l'écart 🜬 grandes opérations 📦 réhabilitainn du centre historique de Rouen, elle a lentement dépéri and and dynamique 🚹 délabrement. La proposition 🚾 la milité de « recréer une rue qui um un style made in 1995 »

ancienne maison de maître, we scandalise plus qu'elle ne rassure condamnées à abandonner le quartier.

A time at exemple de mutation urbaine, | capitale normande confrontée la la difficulté de conserver son patrimoine architectural le plus récent. Une inquiétude pour Patrice Quéréel, de l'association « Paquebot Gambetta», du nom d'une piscine rouennaise un années III en forme III paquebot, 2011 1 1991 pour laisser la place i un immunité de bureaux. Il milite pour la manufacture la Rouen l'architecture du vingtième siècle, à côté de laquelle « on pun e que l'on détruit une dis-Le clivage, c'est le Almi de dix-neuvième siècle », explique-t-il. Patrice Quéréel surveillera de très près les 140 hectares \ reconquérir avec. mire autres, leurs trois marégraphes, châteaux d'eau 🛌 hime il beffroi, et les hangars métalliques.

Une méfiance d'aimi plus grande que la ville 🜃 Rouen procédera par étapes : « Nous 📭 travaillerons pas dans un esprit dirigiste, man en suivant in randes lignes directrices, selon les besoins du marché de l'immobilier », confie Muna Guez. Avant ces transformations, quais de Rouen acqueilleront, m juillet 1994, «l'Armada M la liberté », rassemblement di grands william at the navires de guerre, réunis pour la la cinquantième anniversaire du débarquement 🖛 Normandie.

Après la mana de «Voiles Me la liberté», en 1989, M ville espère prouver, nue dernière fois, qu'elle ne van mu complèoublier ses quais.

> M nem correspondent I Rouen **Etienne Banzet**

CHAMPAGNE-ARDENNE

Trois grandes villes créent un réseau

Les trois principales villes de M région Champagne-Ardenne Marriam da constituer un réseau. Il s'agit de Reims a de Châlons-sur-Marne dans le département 👛 ia Marne 💌 🛍 Troyes celui de l'Aube, qui, leurs agglomérations, réunissent environ réseau ville un un concept imaginé par la Dia gation li l'aménagement 🛳 territoire 🔳 🖟 l'action régionale (DATAR) (le Monde 16-17 août). De villes, d'une cinquantaine the kilomètres, s'entendre partager l'implantation d'équipemiru munnern.

Le réseau Champagne Ardenne concerne cinq élus de unden politiques dif-(RPR). maire de Reims, Jean-Louis (RPR), président du Linnia de Raims, Robert Galley (RPR), maire Troyes, Jacques Palencher (CDS), président du syndicat intercommunal | vocation multiple de l'agglomération troyenne, Jean Reyssier (PC), par président du district is Châlons-sur-Marne. L'Etat et les dies concernés um signé um convention d'étude l'agroalimentaire, l'anvirontourisme urbain, l'ensaignement supérieur et la

LORRAINE

DABO A L'HEURE DU « BOIS BOURGEOIS »

Depuis 1613, les suints du lieu ont droit à un lot annuel de résineux sur pied

AIM = vieux pays de Dabo, au cœur du nime vosgien, voici revenus les jours du «bois bourgeois». Un privilège rare de l'Hexagone (1) qui autorise 🖾 desmedents miles des familles labitum ce village de Moselle depuis The à recevoir chaque année un lot de résineux mu pied m wift» par agents de l'One national marks (ONF). Ces left sont répartis par tirage en me le luis ayants-droit. La cérémonie lien dans in mile communale de comtes à Linange.

Le souvenir de un comtes de Linange et de Dabo, sei-lieux », 📼 toujours vivace sur wur ner i liebt qui aime la nids d'aigle, la lutins la la ruines de la la médiévales liculta fin dit qu'au soir d'une ultime chevauchée pour forcer 🖬 cerf, 🌬 Ludwig 🖿 Philippe Georges, enfermés rédigent un règlement pour accorder différents qui viendraient fertiliser un sol hostile. In espéraient ainsi attirer au pied 🍱 leur forteresse de Lorrains méliants à l'égard de ce commi taraudé par 🕍 légendes 🚾 couwww de sapins.

Quatre sapins pour les veuves

Le 27 juin 1613, les 📷 🚾 de Date apposent leurs armes au les de l'édit. L'article 10 affirme : IMM sujets avant seuls le droit 🌬 recevoir de nos forêts le la all a bourgeois, sixè annuellement à huit arbres sapins pur menage el qualre seulement aux veuves qui tiendront et conduiront 🕍

Au fil and ann a droit au hill bourgeois contesté. In villageois ont défendu bec et ongles ces avanacquis 🖛 ils 📶 eu gain ause, le 7 février 1905,

خا 200

après la décidim de la cour de Comme d'en fine les modalités d'attribution sembla-Lim I will établies par la

comtes. Dans ce village de Dabo, dont im venelles et les toits rouges demineral use croix de Saint-André, on respecte la règlement. Et, à l'automne, quand las entres es les blines colorent de Linhe fauves les sombres at immenses first in sapins, an will gree l'heure du bois bourgeois a sonné. Heureux Mili qui peut de prouver que son lacitor vivait ici, aux maritim des plaines de l'Est. Mais anni de pouvoir tirer au sort son lot de conifères, il huma régler une les d'inscription (54 francs en 1992), calculée E le cours fil deutschemark.

Chaque ayant-droit måle dispose donc de huit sapins eii 12 veuves reçoivent, elles, quatre arbres (6 stères). A condition de n'être um remariée, ni de vivre de enfants. Le règlement al ma strict a propos « femmes abandonnées et disti in mari a disparu L Elles peuau droit de veuves, d condition que l'époux n'ait per donné signe 👉 vie depuis plusieurs 🛍 🔼 Souvenir du passé guerrier la région ? En ma la la communication de la communication d intentionnel, H si la mari vit ailleurs, 🖪 femme ne 🛌 🔐 alaile an trelle . Enfin, « le divorce at la femme, alle à am profit, il son remariage arm non-usager du hill bourgeois entraînent pour

🕍 perte 🏰 📭 👊 droits. » Pour bénéficier de avantages, il faut men sûr domicilié dans la commune d la quitter plus de trois mois. Seuls la garçons héritent im privilèges in leurs pères m de leus mins ressus. Le célibataire on l'homme vivant seul doit in the days le village et avoir, en principe, son activité dans 🕍 limites d'un périmètre défini par les villes ils Sarrebourg, Saverne, Molsheim et

Johnne e à la condition de emente au instal chaque fin de n'occuper son d'em-ploi qu'un gîte précaire». Selon la coutume, le illimation done avoir dam la commune

e feu et pel propre a Pour éviter lant tracas avec l'administration, et ainsi prouver qu'il ne vit pas chez parents ou ailleurs, l'homme vivas toujours une pièce arec une armoire realizabil œufs et farine, mini que les accessoires utiles à 🗎 vie quotidienne.

L'ONF n'est plus d'accord

En 1991, le lett bourgeois profite i il personnes ill 2 810 Daboisiens. Au total, man in Will arbres qui in wall attribués, soit 9 170 mbm. Ces sapins, qu'il faut avoir « tiré» de la forêt avant la lu juin, sans abimer sentiers wi moyennant finances aux scieries voisines. Le rapport de ce marché peut varier 2: 1 700 £ 7 000 frames avec une moyenne de 3 101 francs. Car lives les lum tires su n'ont par la même valeur. Ainsi, contrairement i mul règles de droit d'usage bourgeois we vendu * par les usagers, mil mu pied,

Aujourd'hui, l'ONF L'office estime que illim re la il supporte seul Imila led charges qui conditionnent la vie el l'exploitation il la forêt domaniale. Il propose donc and le village manual à droits. En contrepartie, il la mairie un certain CASE BEEN AND ANGELOW PARTY OF THE PARTY OF il a la responsabilité.

« Il = faut | changer », réplique M. Joseph | u (int. com.), Daho, soutenu par ses administrés. Il 📟 vrai que sur les 4 828 hectares occupés par la commune, 4 000 le mid par des conifères... Le bois bourgeois encore de beaux jours devant

> 🝱 notre envoyé spécial Jean Perrin

(1) La commune d'Engenthal, le Bas-Rhin, possède également ce droit au bois bourgeois.

RHONE-ALPES

AUTOROUTE EN MAURIENNE

Le chaînon manquant de la liaison vers l'Italie 💵 enfin programmé

📕 l 🗪 est fallu de 🚎 Dali: jours avant la date d'expiration du délai prévu, Plans Bérégovoy, premier ministre, a signe mardi 17 novembre ia déclaration d'utilité publique (DUP) de l'autoroute in Maurienne. Cet ouvrage de 63,6 km comportant plusieurs tunnels et viaducs, dont le coût, initial en 1990, atteint 4,4 milliards de france, considéré comme le chaînon manquant wire la France et l'Italie, via le tunnel du Fréjus. Pour la première fois, il 페 vrai, cette DUP a 🕮 paraphée la la lui par le minisle de l'équipement et celui de l'environnement. Et, jusqu'au dernier moment, Ségolène Royal s'est man réticente.

Malgré les observations formulées par 🛏 écologistes locaux, buits authorate ne devrait porter atteinte vement | l'environnement d'une déjà passablement dégradée. Le des essentiellement porté sur la natione mine d'un axe qui devrait concentrer une bonne part du trafic poids lourds and la

France M l'Italie. A wi point que Ségolène Royal a cru les d'indiquer que réalisation and doit pas être considérée amunt uni étape vers le limite mini du nel», une hypothèse retenue par is rapport Legrand sur les percées alpines.

Une réalisation, enfin, qui « rend nécessaire l'accélération del males sur un projet de lialum ferroviaire à grande capacité », d'ailleurs envisagé una ligne TGV Lyon-Turin.

Le danger existe bel al bien. Alors que, all italien, l'autoroute M raccordement, I partir de Turin, au au IIIIII du mois M décembre, le trafic du tunnel du Fréjus 🔤 majoritairement composé 🜆 poids lourds, à raison de 1 600 véhicules par jour. Réclamée depuis de nombreuses par la line locaux M Pierre Dumas (RPR), président de la lumini française du tunnel routier du Fréjus (SFTRF),

savole, l'autoroute n'a pourtant été inscrite un schéma directeur

qu'en 1987. Depuis, il fallu lever les réticences du ministère des finances qui, première fois, a accepté que l'Etat, par l'intermédiaire de II Société France, n'occupe qu'une position minori-taire (49 %) am sein de la SFTRF, in futur concessionnaire par les collectivités territoriales.

Avec 🛚 signature 📺 la DUP, les premiers travaux pourront manufacture dès le mois de nuve Compte term de la complexité de certains chantiers, l'ouverture totale n'est prévue qu'à la fin 📥 1998.

> ila nulla bureau régional Michel Delberghe

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Agde 🛍 les personnes

Li num d'Agde, mur de l'Hérault, vien de milim m place un nouveau service à destination des personnes âgées. Désorposte. Il la caisse d'épargne une banque, pour MI dépôt manam pour la retrait, peuvent faire appei aux policiers municipaux. L'un d'entre sus prend imp dez-vous et accompagne la personne de son domicile au guichet. 🝱 demende rismportante, pulsque tu 10 000 habitants 4 10 plus in p gratuit m a 🚧 rendu posside grace le la membre de cinq immune emploi-solidarité qui ont permis de décharger les policiers municipaux de tâches administra-

area in particular designation Raphaĕle Rivais Correspondent Jacques Monin

TECHNOPOLE RENNES ATALANTE **AUX PETITS SOINS POUR LES ENTREPRISES**

faisabilité, un accompagnement indisont passionnants I Depuis la man vidualisé, la la man (tableaux la en 1987, im "Matinales im Marill bord, propriété industrielle, veille ATALANTE', organisées une apar technologique...). mois font toujours la plein. vingt entrepreneurs - viennent y parler de marketing technologies nouvelles, I recrutement 📥 personnel scientifique 🔳 technique, 🕍 impôt recherche... Ils y partenaire technologique

A l'image de ce qui m passe pour man petits déjeuners, l'information circule bien de matériel, de partenaire : sur tions, publications scientifiques

commercial pour répondre à un appel

Les créateurs d'entreprises n'arrivent pas dans un désert. Ils intègrent un réseau technologique II will all dans le

Est-ce parce que les croissants and leur projet par in main al

A TENTE ATALANTE, s'attarder sur le inter-entreprises du Calydon, la technopole propose me entreprises locaux intelligents ainsi qu'une zone 📥 qui permel à l'accéder sur www. is well and the reposant sur les demières évalutions technologiques. technopole oblige. Bourse d'emplois, prêt sur la technopole III IIII District : la technopole RENNES ATALANTE . débats et colloques, lettres d'informa- le man après-vente après-vente pas un vain

RENNES ATALANTE

LA CAPITALE RETIENT **SES FUTURS ÉCONOMISTES**

Pour éviter qu'elle ne soit délocalisée, la municipalité cofinance l'achèvement de l'université Dauphine

NE fois n'est par tant tume. La municipalité III tume. La municipalité la capitale au la capitale la ca financièrement # l'achèvement d'une université | Paris-IX-Dauphine. L'événement, il w vrai exceptionnel. fin du mois d'octobre. Sur treize universités 📰 l'Ile-de-France, Paris intra-muros s'ardu lion, puisqu'elle 🚃 abrite huit, 🚃 qui représente une concentration intellectuelle un pôle d'enseignement unique en France, peut-être même en Europe. Cet équipement » III jusqu'ici, depuis fort longtemps, entièrement financé par

Le plan Université 2000, adopté en 1991 par M comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), prévoit rééquilibrer la balance en nouvelles universités. pour y accueillir 20000 étudiants, une le cinq villes nouvelles: Marne-la-Vallée, Evry, Saint-Quentin, Cergy-Pontoise, Melun-Sénart. Devis initial : | milliards = francs, dont la moitié 📰 apportée 🔤 communes, départements la région. Il les de l'Hexagone, in les collectivités unique saignent aux quatre veines pour bénéficier, qui d'une nouvelle fac, qui d'un institut universitaire de technologie. Leur participation was investissements hauteur 🖛 50 🖫 🔤 maintenant devenue la règle.

Paris fait exception, III plutôt hand exception jusqu'ici. Depuis 1972, Jacques Chirac n'a guère ou besoin a grever wind budget pour aider a chers professeurs ». La capitale a des charmes auxquels IM universitaires succombent depuis le Moyen Age, warranted dit, ils y viennent tom seuls. I sûr, quand 🜃 agités 👪 Paris-VIII-Vincennes s'en www I Saint-Denis, m ne les retient pas. En

revanche, quand in jeunes et initient a la gestion III entreprises Paris-Dauphine, dans im seizième arrondissement - l'un im meilleurs établissements français than spécialité, manufacture instances universitaires will memora d'exil, un s'elamas à l'alle.

Refus du déplacement la Défense

C'est ce qui a failli arriver voilà deux II II vrai que Paris-Dauphine, installée en 1968 dam les bâtiments M l'OTAN, n'a jamais Machevée, u m trouve aujourd'hui L l'étroit. I qualité i un enseignement a rem a ma étudiants (dont 10 % == provinciaux) qui s'entassent mille année int 40 MM million cerrés. Ser président, Ivar Ekeland, souhaitait & la 🍱 se donner un peu d'air, 🖿

doter d'un de documentation convenable et développer quelques filières nouvelles, notamment deux instituts universitaires professionnalisés (IUP) et deux instituts de recherche (finances !! ment). [] T a deux and li promo teur Christian Pellerin s'était 🚛 de réinstaller 🛚 🚃 frais l'université la Défense. Un petit déplacement 4 kilomètres I peine. En contrepartie, il aurait réaménage 🗤 bureaux 📭 vieux locaux 🕪 l'OTAN.

L'idée n'avait soulevé d'enni de leurs professeurs. Elle lan la locataires de l'Hôtel de Ville, qui ont accepté de cofinumm l'agrandissement de Paris-Dauphine is situ. Explication de mare inhabituel adjoint 4 Jacques Chirac : « Il s'agit d'empêcher 📓 délocalisation d'une université prestigieuse des plus performantes, d'éviter l'on éloigne de la capitale les futurs de la vie économique, qu'on enlève il l'un des many in an position warpėenne, 🛚

Le conseil régional s'est associé l'opération. Chacun apporte dent 30 millions de francs. 🖂 qui, au moins pour Paris, and use goutte Paul Com l'ocean a son budget (13 millimin de limine en 1993). Il sien

va pas tout I fait de même pour la région, qui malle déjà millions m développement universités dans les villes nouvelles; Michel Giraud, président du conseil régional, i justifié l'aide qu'il apporte à la capitale m parlant il a pièce maîtresse que Paris constitue dans in pôle d'excellence universitaire I'Ile-de-France ».

Aux de la bâtiment, forme de grand U, de Paris-Dauphine, on ma donc a ajouter un quatrième, fermant la cour centrale. Il permettra, III la renétudiants supplémentaires. L'Etat, qui a inscrit se achèvedans son promine Université 2000, prendra évidemment en charge 🕍 frais 🚈 fonctionnement qui Il l'agrandissement : WI dizaine de millions de francs par

Après alle « première », la municipalité a capitale imitera-t-elle and les villes de province, qui interviennent systématiquement it développement 🚍 leurs universités 🛮 Jean Tibéri 🗷 💷 🌡 🖂 🚾 les de point : « Nous ne ne lons per none mining à l'Etat. Ce serait donner le mauvais exemple. » L'affaire III Paris-Dauphine restera pun Paris l'exception qui confirme la règle.

Marc Ambroise-Rendu

LE VOLCAN FRANCILIEN

📠 🎼 🛍 la page 19

Les emplois fines les senteurs innovants thinl par ailleurs seffetieum de 10 W a la mujume française, nominant la productivité de l'Île-de-France (28,7 % du produit intérieur brut, pur 21,9 des emplois) reste-t-elle compétitive? Jean-Maurice Immil., vice-préalukan da 🖿 CCI de Paris et prééconomique, avance l'idée d'« économies d'aggloméra-

■ Le marché 📤 l'emploi en Ile-de-France at plus riche au jeunes très qualifiés. L'information et les manuel le communication, im services and entreprises, y sont plus denses 🔣 les marchandises toulours disponibles. Enfin, la concurrence plus forte crée un propre dynamisme. C'est min concentration qui produit de 🕍 valeur ajoutée. Alnsi 🔙 dimensions 🕩 la région-capitale, museum dénonpour les surcoûts sociaux structurels qu'elles provoquent, seraient à l'origine mini de sa

On pariait, il y a ma quant la siècle, il: « Paris » il désert français»; la décideurs économiques franciliens um très amiente d'une formule récente Jean-François Carrez, direcam général de l'Institut géographique national, qu'ils reprennent leur compte:
L'Ile-de-France diffuse mu
développement, l'image d'un volcan qui enrichit les terre proches. » La région-capitale n'attirerait au détriment in the sees, mais serait au contraire à 📗

développement du reste du

Grâce à ses atouts sur le pian de la himmedich et all la recherche, grâce I la qualité de ses infrastructures et de équipements, elle serait le berceau des innovations indusirialia introduites en France. C'est autour de Harin que mal les produits, main c'est ailleurs qu'ils muit fabriqués, rile qu'ils une notais use merrite auffiennie. Plusieurs exemples, All par le BIPE, soutiennent ce raisonne-

« L'effet d'agglomération

L'importance de la construction automobile depuis que voiture n'est plus l'objet d'importantes innovations technologiques. Man chose pour le mais de maturances, activité arrivée à maturité, qui en développe prompte exclusivement depuis vingt hour de Frank at de sa région.

En revanche, la commune tion aéronautique comme la parachimie-pharmacie contin a se développer en lle-de-France malgré em pôles impor-tants course Toulouse, Lyon Nice. Le haut niveau technologique de management à besoin

de l' « effet d'agglomération ». Les dirigeants de la CCI de Paris veulent aussi multine combien I du BIPE illusia solidarité mum l'Ile-de-France régions. La entreprises franciliennes remplissent une partie du dem de commande des entreprises source d'une bonne part du régionales. Leur bonne wert

rejaillit directement 📖 l'ensemble du réseau 👫 sous-traitants. ... Dans ce cas. ne peul parier 🍱 concurrence 🕍 de complémentarité », Inni-Stairter Regul

Une wir de répandue indique and The milletables plus I l'Ile-de-France ce que la région-capitale apporte au budget de la nation. Pourtant, si elle a contribué paur 41,2 h des recettes halls de l'Else en 1987, elle n'a mys en 1991 que 32 % del investissemarier publics. Et munit. ce chiffre, en augmentation régulilm depuis une diane d'années, ne prend pas en compte la part beaucoup plus importante des services généraux : administrations centrales, équipements. de formation ou culturels... La CCI de Paris, qui estime leur entre 20 4 = 40 %, contre que l'effort d'investissement de l'Eur un ile-de-France se rapproche nind beaucoup plus da pourcentage de population (19%) que in contribution

Autre indice qui va, 🖂🚎 Jean-Maurice Esnault, & l'encontre un little recues : la contribution de l'État aux in-Humania des saladirità locales. Si 🚃 la mesure à travers les mini de Plan, on constate en effet la priorité des publics dans les autres régions.

«Un programme routier trop timide

Dans Ce contexte, l'échéance européenne qui rapproche inquiète les décideurs économiques et 🛅 me ponsables politiques d'ile-de-France. La place il la France dans la compétition qui s'annonce dépend du dynamisme de la région-capitale, et la moin de celle-ci n'est peut-être aussi « tonique » qu'on le penjusqu'à maintenant.

Cela explique la réaction infa critique de la CCI da Paris certaines orientations de pouvoirs publics, inlies qu'elles apparaissent 📗 🕝 😁 les

veau schéma directeur : nous prévu pour favo-riser les implantations d'entreprises étrangères em Ile-de-France. Le programme rousier est ma l'étagagement sur les have sendamental trop pro-La communication commerciale grâce aux expositions
aux series est sous-estimée», souligne Iran Mannica Burnish

Li limitare de commerce s'inquiète de voir la France IIIpar le Royaume-Uni, les Pays-Bas. la Belgique et l'Alle magne pour l'implantation de grandes sociétés étrangères, en particulier nord-américaines et japonaises. En 1990, 99 d'entre vilm se sont inhullin i Paris. MINIMUM 1321 & Londres.

L'étude 🛅 BIPE conclut d'ailleurs que si le « potentiel ill localisation » de Erre est comparable à celui de Pranciera ou 🗫 Rotterdam, il 🗪 aujourd'hui loin derrière com de Bruxelles, Dusseldorf, Amsterdam ou min Londres.

Christophe de Chenay

CAROLE ET SES FANS

SEINE-SAINT-DENIS

Le circuit moto de Tremblay-en-France

est menacé

ITUÉ I l'extrémité da la Protection civile se tiennent Nord. le circuit Carole est un lieu étrange. Ce ruban d'asphalte de 2 illimitation in long s'étire pur le territoire de la commune de Tremblay-en-France. La la dévolu il la moto, ce parcours and married & motards confirmés et pilotes d'un jour. L'accès aux dredi au dimanche. Del jours nune cohabitation étonnante se and machines de comm motos ordinaires, l peine

Construit 1979, le circuit Carole porte in prénom de la d'évolution deux-roues : Rungis. Les mante de l'époque avaient improvisé un circuit sur les parkings du grand marché et chaque weekend its binned graves ductuit la piste. Le gouvernement In Raymond Barre avait are decide a construction d'un véritable circuit,

normes 🖿 sécurité. Treize ans après, exide sécurité annu toujours les responsables du circuit. Carole dispose de accotede gravier et d'herbe. En cas im chute, les pilotes ne risquent pas de rencontrer d'Annacles. Le week-end, deux sports, la recherche antennes mobiles ancrées dans le quotidien

prêtes lintervenir en un d'accident. A mai moment, is made am motards peut interrompue si un danger 🖛 présente 📰

la piste. Alain Guerrero, li directeur at circuit, revendique le nue d'acteur la prévention tière, mais resi celui de partenaire d'un travail social. « Carole 🖼 📥 🖦 banlieue défavorisée, explique-t-il. Ici, loisirs des jeunes se limitent souvent will rondes dans la dit in mobylette u en muui pour 🜬 plus argentés. 🌃 leur property d'assouvir leur passion toute was and d'apprendre l piloter.»

Rechercher l'équilibre financier

Les responsables du circuit étudient plusieurs projets en 📟 sens : prêt manus et de cycles (les ventalitation mus sollicités), visites organisées du circuit par la la du département ou more initiation au pilotage encadrée par il professionnels. Les élus du conseil général de Seine-Saint-Denis, collectivité qui finance le circuit depuis deux ans, sont intéressés. Le ministère in la jeunesse et des adolescents pour 🝱 « opérations-été-jeunes», 🎏 égale-

Privilégiant l'action et éducative, le circuit condamne le ure rentabilité limitée. En semaine, l'heure d'utilisation coûte au maximum To francs pour un pueste de cyclo, If have pour un martini Sur une année, l peine une quinzaine d'épreuves sportives, comme le Guidon d'or, ceptibles d'alimenter in

Cette année, le budget en fonctionnement hors entretien 2,5 millions de francs, a la participation du conseil général devrait III situer Fillell is 1000 francs. ■ Le département poursuivra ses efforts v. promet Richard Bouchier, in directeur du service de qui amili néanmoins que responsables parviennent l'équilibre financier de circuit. a Il a régionale, puisque les l'Île-de-France s'y Marine II man dan logique pouvoir régional s'y inté-

Outre ses and financières, le circuit actuellement par l'extension probable u la zone industrielle 🖿 🏲 Nord 2. hectares Will a deux pas de la gare du RER et de l'aéroport de Roissy bien de convoitises. D'après une convention signée mim l'Etat, le circuit 🔳 l'aménageur de la piste de remplamant alli être construite Cisparaît. Mais dans un département urbanisé romus M Seine-Saint-Denis, les terrains vacants sont rares. Quant aux communes qui pourraient accueillir la bruyante population motarde», leur nombre demeure très

TREIZIÈME

Pays de la Loire en bords 👊 Seine

Vivre une journée mm Mayenne, M Anjou et m Vendée bouger bouger quartier parisien. Les habi-tants du nouveau treizième arrondissement qui s'édifie dans la maure Seine-Rive gauche 📺 eu 📟 privilège Imman I novemore. Sur une place environnée d'immeubles | peine terminés. Ma agriculteurs des Pays Mi la Loire amine monté un abri-tant même quelques antimar de leurs fermes. Eur un groupe folklorique, un a dansé la « bourrée » vendéenne 📖 les

bords 📠 la Seine. L'opération, baptisée « La campagne 🛽 🗎 ville », était organisée par de syndicats régional in Pays de la Linu (150 DOI france) et la complicité de la mande du treidème. Objectif pour les Ugériena : faire connaître 📖 gens, les produits attraits touristiques in leur pays. Pour Jacques Toubon (RPR), maire 🖼 l'arrondissement, ii s'agissait illi pro-mouvoir illi d'animer un quartier unum inconnu. Rats 📥 🜃 🔳 🔳 des champs se entendus commes larmus en foire.

VAL-D'OISE

Un nouveau viaduc **▲** Gennevilliers Lu doublement du willen de Gennevilliers, qui vient d'être

inauguré, we faciliter la din-

serte de la ville resumb de

Cergy-Pontolse. Co washin permet, market le ment de l'auto avec la rocade A 86. Cer squiptiment est l'un des plus importants ouvrages d'art magnis depuis longtemps en Ile-de-France. Il comprend un water d'accès de 927 Innu in long et un pont qui munici la Seine mi mètres. Il ait sccompagné par un aménagement de sutoroute A 15 man yours la tarana di Val-d'Oise, La région a l'amus plus de 2015 des 800 millions 🖮 francs 📠 opération. Le mana générai y a manufi plus du quart da mu budget d'investisseroutiers. Le viaduc a il l'objet d'un traitement architectural qui se veut man pectueux 🖼 l'environnement.

VAL-DE-MARNE

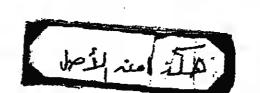
Polémique à Sucy-en-Brie n propos du nom du lycée

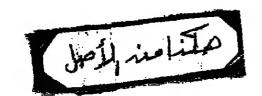
Tupac Amaru Tupac Christophe Colomb », in slogan ressemble i un titre de meter consiste. Former I ne s'agit pas de littérature illustrée mais plutôt 🍱 polémique . A Sucy-en-Brie, com-proche : Crétail, les discus-sions sont animées depuis l'inauguration, 🕍 12 octobre, d'un nouvei établissement scolaire.

Président de la région lie-de-France et a ce min responsable 🖿 🖹 construction 🕩 lycées, Michel Giraud participé la manifestation la dévoilé le nom de l'établissement : Christophe Colomb. Un ultila qui a déplu sur membres du parti d'Antoine Waechter. La Verts qui dénoncent 🖢 colonialisme 👪 navigateur gânois, demandent aujourd'hui, en hommage aux indiens maltraités. selon eux, par les conquistadors, de changer le nom 🖿 l'établissement. Il propose de le baptiser du mm du demier empereur inm : Tupac Amaru.

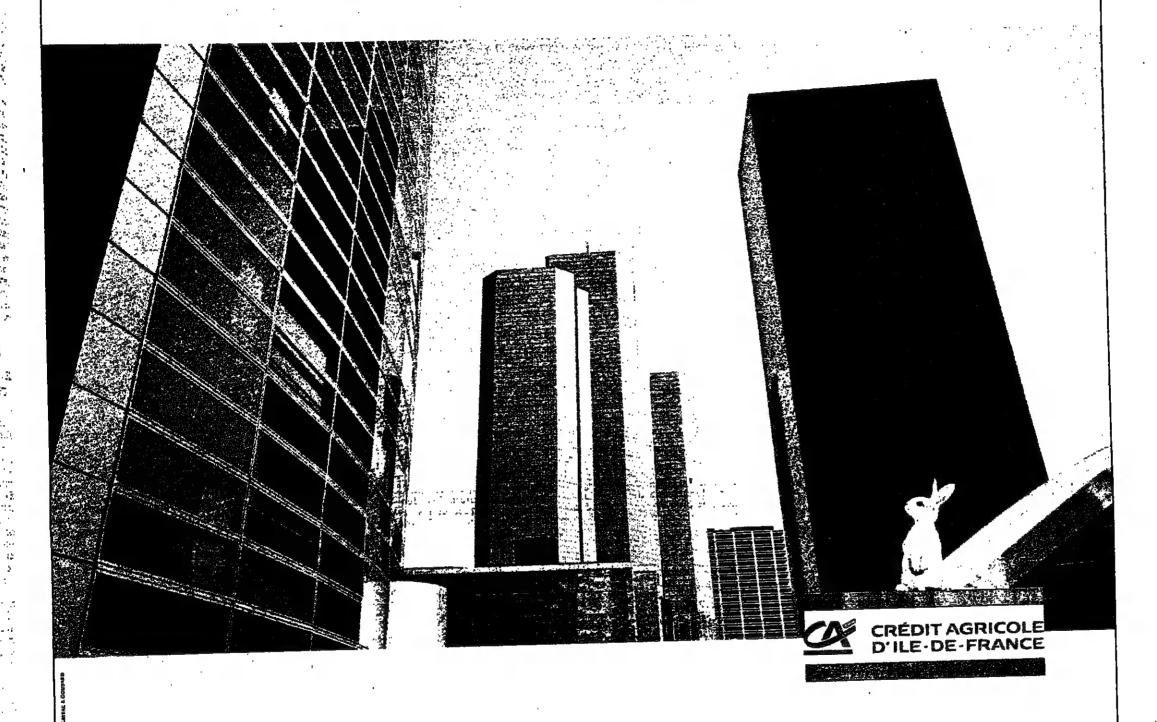
La demande Ma Verts amuse plus qu'elle n'offusque III supporters de Colomb. Cerretrouvent même 🗟 sens de l'humour pour gérer que « le proviseur se mette un anneau dans le nez, et se coiffe 🌡 🖟 Huron...»







NOS TERRES DE CONQUETES



POUR VOUS, DÉCIDEURS,

AL-DE-MARK

UNE B'ANQUE SPÉCIALISTE

DE L'ILE-DE-FRANCE C'EST CAPITAL.

Parce que vous avez des attentes spécifiques en matière de conseils financiers. Parce que vous avez besoin
d'une banque proche de vous, sachant
faire le lien entre l'activité économique et votre entreprise. Parce qu'on ne
conseille pas une multinationale
comme une PME. Le Crédit Agricole
d'lle-de-France met à votre disposi-

tion des structures adaptées et de véritables spécialistes qui sauront parfaitement se mettre à l'écoute de votre
entreprise quelle que soit sa taille et
lui trouver des solutions à sa mesure.
Parce qu'à l'aube du grand marché
européen et de ses enjeux, il vous faut
plus que jamais une banque adaptée,
spécialisée et au savoir-faire pointu.

LA LOI MALRAUX TRENTE ANS APRÈS

Lancée jadis par le ministre des affaires culturelles du général de Gaulle, la réhabilitation des quartiers dits sauvegardés est aujourd'hui en panne

Poujade (RPR), est inquiet. Il attendait trois cent cinquante spécialistes au colloque international organisé dans sa bonne ville pour le trentième anniversaire de la loi sur les secteurs sauvegardés. Or plus de cinq cents personnes veulent absolument entrer dans le palais des ducs de Bourgogne qui, les 23 et 24 novembre, abritera les débats. Mais ce succès est rassurant. Il prouve que, critiquée ou portée aux nues, la loi Malraux n'a rien perdu de son intérêt.

C'est André Mairaux, alors ministre des affaires culturelles, qui, l'un des premiers dans la classe politique, prit conscience, au début des années 60, de la casse à laquelle on se livrait dans les quartiers anciens. Délaissés au profit des grands ensembles périphériques, réputés insalubres, ils paraissaient condamnés à la rénovation au bulldozer. Expropriations, expulsions, démolition et reconstruction étaient les maîtres mots des urbanistes. Un immense patrimoine urbain d'un grand intéret historique et architectural allait être passé à la moulinette. Tout un quartier de Metz, datant du quinzième siècle, le centre du Mans étaient déjà par terre. A Albi, on projetait de raser la vieille ville aux demeures de briques pour ériger des tours.

Les modifications ultérieures des textes ont abouti à un véritable steeple-chase administratif

Le 4 août 1962, le ministre présenta au Parlement la loi qui porte son nom. Elle organisait la protection et la mise en valeur des ensembles urbains les plus précieux. Selon le mot d'un architecte humoriste, cette nuit-là les députés votèrent « l'abolition des sacrilèges ». L'objectif était clair, mais,

pour l'atteindre le texte initial. ses décrets d'application et les modifications ultérieures qui leur ont été apportées ont abouti à une procédure compliquée qui s'apparente à un steeple-chase administratif. L'Etat, par l'entremise du ministère de l'équipement, d'un architecte et d'une commission nationale, délimite dans une ville un « secteur sauvegardé». Après analyse minutieuse du quartier, on dresse un plan cadastral sur lequel le sort de chaque immeuble est fixé. Les uns seront abandonnés aux démolisseurs, d'autres pourront être remplacés par un édifice du même volume, les plus précieux seront impérativement conservés et restaurés. Après enquête publique, ce « plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur» est approuvé par un décret en Conseil d'Etat. Dès lors, tous les travaux entrepris dans le secteur, qu'ils soient publics ou privés, devront être soumis à l'architecte des bâtiments de France. Et, pour les particuliers, ils donneront

droit à des déductions fiscales. La loi Malraux fonctionne donc seion deux principes. Un secteur sauvegardé est placé sous la haute surveillance de l'Etat (la décentralisation n'y a rien changé). Ce dernier n'agit pas directement mais il encadre et oriente toutes les initiatives qui concourent à la transformation «naturelle» du quartier. Le dispositif est astucieux mais il est jacobin (d'où les réticences des maires), complexe, conteux, long à mettre en place (parfois

E maire de Dijon, Robert une dizaine d'années) et surtout peu dynamique.

Durant les quinze premières années (1962-1977), les sujétions imposées aux propriétaires souhaitant moderniser leur immeuble étaient compensées par des subventions dont les origines ont varié: rénovation urbaine, fonds d'aménagement

de ses dépenses pour travaux. Dès lors n'étaient intéressés à «faire du Malraux» que les marchands de biens et les gros propriétaires lourdement imposés. La restauration des secteurs sauvegardés s'est enlisée.

Il y a trente ans, on avait repéré environ quatre cents ensembles urbains méritant la



urbain, contrat ville moyenne. opération d'amélioration de l'habitat, etc. Ces aides se sont progressivement taries. On leur substitué des déductions fiscales. Le propriétaire assez audacieux pour restaurer un immeuble ancien ne reçoit plus rien mais on l'autorise, sous cer-taines conditions de plus en plus restrictives, à déduire de sa déclaration de revenus une part

thérapeutique Malraux. A ce bilitation des centres anciens.

Dijon, bien peu d'intervenants oseront enterrer la loi Malraux. Comme dit Robert Poujade qui. depuis vingt ans, préside la commission nationale exami-

iour, moins de quatre-vingts en ont bénéficié. La crise de l'immobilier a pratiquement bloqué le mécanisme de sauvetage-réha-

Pourtant, au colloque de

Véhiculée par de spectaculaires cartes postales, l'image de Figeac (9 549 habitants) s'en trouve complètement transformée. Pour les touristes anglo-saxons, amoureux du Quercy, mais surtout pour les habitants eux-mêmes, fiers de leur passé et désormais confiants dans leur avenir.

de notre envoyé spécial

tent, dans de meilieures conditions qu'autrefois, huit cent mille habitants. Des milliers d'immeubles anciens à l'architecture remarquable ont été sau-vés et modernisés. L'auraient-ils été, de toute manière, sous l'effet du retour au centre que l'on constate dans toutes les villes

nant les candidatures des sec

teurs sauvegardés : « Leur bilan

est globalement positif. » Ils cou-

vrent environ 5 000 hectares de

quartiers historiques qui abri-

européennes? On en discute, mais la plupart des analystes des phénomènes urbains doutent que, laissés à eux-mêmes, les édiles et les propriétaires privés auraient réussi à réhabiliter sans

> La reconquête des centres historiques

est menée par les catégories sociales

aisées Personne en tout cas ne met en doute l'impact économique de la loi Mairaux. Alors que la construction fléchissait, elle a ouvert un nouveau marché aux

une étude récente (1), un spécia-

liste de gestion du patrimoine

estime que les chantiers du secteur sauvegardé de Bordeaux représentent un chiffre d'affaire global de 150 millions de franca par an. Selon lui, chaque million dépensé génère treize emplois. La réhabilitation du vieux Bordeaux occuperait done, directement ou indirectement, deux mille personnes. Pour les pouvoirs publics, les secteurs sauvegardés ne sont pas une mauvaise affaire non plus. Bien sur, les services municipaux accompagnent le retour au centre de travaux toujours

coûteux : réfection des réseaux d'adduction et d'assainissement, création de rues piétonnes, transformation des chaussées, etc. De son côté, l'Etat, par les déductions fiscales qu'il consent, se prive de ressources : entre 150 et 500 millions de francs par an, estime-t-on. Or ces investissements paraissent

Bordeaux moderato

li faut déjeuner en terrasse sur la place du Parlement, au centre de gravité du secteur sauvegardé de Bordeaux, pour apprécier la métamorphose du quartier. Débarrassé des vol-tures qui le défiguraient, enchassé dans un écrin de façades dix-huitième restaurées, agrémenté d'une fontaine, l'espace a le charme d'une place à l'italienne. Les restaurants peuvent y déployer leurs tables sous parasol at faire amples recettes. ici, il y a une décennie, les Bordelais n'osaient plus s'aventurer et tout respirait l'abandon. Il en allait ainsi dans la plupart des quartiers du centre historique. réputés insalubres et peu sûrs, mourant doucement derrière l'orgueilleux décor dressé sur les quais per les intendants du

Voulant être l'un des premiers à appliquer la loi de son ami, dès 1967, Jacques Chaban-Delmas fait délimiter par l'architecte Claude Aubert un secteur sauvegardé couvrant 135 hectares (le cinquième de France pour sa superficie). Mais comme ici les projets avancent avec une extrême lenteur, le plan de seuvegarde ne sera approuvé que vingt et un ans plus tard, en 1988. Il englobe trois quartiers fort dissemblables. Les uns, d'architecture dix-huitième, sont investis par des immigrants. D'autres, du siècle dernier, restent très commerçants. Habilement un Centre d'assistance architecturale, d'informstion et de documentation (CAIID) a été planté au cœur du quartier Saint-Pierre pour

aider les propriétaires à utiliser la loi Malraux. Cependant, il n'a pu empêcher quelques scandales retentissants qui, éclaboussant des promoteurs «faisant du Mairaux », ont desservi la cause de la réhabilitation. Résultat tout de même :

un tiers des quatre mille immeubles répertoriés sur le plan de sauvegarde ont été restaurés. Les tailleurs de pierre ont repris leurs burins. Certains professionnels - avocats, architectes, restaurateurs et négociants - ont retrouvé la chemin du centre ancien.

Une fuite enrayée

La rue Sainte-Catherine, longue artère hyper-commer-çante, appartient désormais aux piétons. Un hôtel s'y est même ouvert. Trois cent cinquante logements sociaux et cent cinquante studios pour étudiants ont été retapés à partir de locaux vétustes. Trop peu assurément. La ville a modernisé ses réseaux et restaurá les principaux édifices publics. La fuite des Bordelais

paraît enrayée. Un seul échec, de taille, les bords de la Garonne. Les immeubles dix-huitième, assourdis et noircis par la circulation automobile, sont quasiment à l'ebandon. Demier aveter : le plan de seuvegarde a été mia en révision pour intégrer les sorties du futur métro. Mais celui-ci est, à son tour, remis en cause...

de notre envoyé spécial M. A.-R.

de l'épargne immobilière et foncière a tenté d'en mesurer le rendement à partir du bilan 1991, cette firme qui « fait du Mairaux » a déduit 22 millions de francs de ses déclarations fiscales. En regard, les travaux qu'elle a générés et la valeur nouvelle donnée aux appartements rénovés ont valu au fisc 10,6 millions de rentrées supplémentaires. Pour l'argent public, le retour sur investissements

approche les 50 %. Resterait à calculer la plusvalue collective apportée par la restauration du patrimoine his-torique de près de quatre vingts villes françaises. Sans doute des centaines de milliards de francs en terme de patrimoine. Ici, le retour d'investissement est immédiat. D'abord en qualité de vie pour les habitants des secteurs sauvegardés comme pour ceux qui les fréquentent, Ensuite en retombées touristi-

A Bayonne, à Figeac, à Dijon comme à Bordeaux on enregistre un afflux de visiteurs

hautement rentables. L'Institut friands de « culturel ». D'où un renouveau d'activité pour les boutiques, les restaurants et les hôtels de centres.

sauvegarde ests berncoup plus contesté. Des milliers de loge-ments sociatis entrété rénabilités dans les centres-villes. Votée en 1991, la loi d'orientation pour la ville encourage ce mouvement en utilisant le levier des déductions fiscales. Mais partout aussi l'amélioration du confort de certains immeubles a fait flamber alentour les prix de l'immobilier. La reconquête des centres est menée par les catégories sociales aisées au détriment du populaire. Certains ont même qualifié les secteurs sau-vegardés « d'outil d'exclusion sociale ».

En réalité, déplore Claude Soucy, l'un des spécialistes de la question, «l'immense phénomène de la reconquete socio-économique des quartiers anciens échappe à la connaissance précise et chiffrée ». Aussi les urbanistes étrangers, notamment ceux d'Europe de l'Est qui viennent étudier la réhabilitation des centres anciens «à la francaise», s'en retournent-ils perplexes. Ils notent que si les banlieues en difficulté bénéficient cette année de 7 milliards de crédits d'Etat, les secteurs sauvegardés sont au régime de la

portion congrue. Cette carence financière, le talon d'Achille de la loi Malraux, est si criante que le rapport annuel du conseil des impôts l'évoque et la regrette (2). Il suggère que les avantages fiscaux soient étendus aux propriétaires occupants (et. pas seulement aux bailleurs) et à la restauration des jardins (et pas uniquement au bâti). A Dijon, le palais des ducs de Bourgogne va bruire de ces analyses et de ces regrets. Leur conclusion ne fait pas de doute.

Exceptionnel, et peut-être unique, notre patrimoine historique urbain mérite mieux que l'oubli ou la négligence. Sa mise en valeur, sa bonne gestion. devraient à l'avenir prendre rang, dans le cadre de la politique de la ville, parmi les grands chantiers de l'Etat.

Marc Ambroise-Rendu

(1) Loi Mairaux mode d'emploi, Pierre-Laurent Fleury, Edicom 1992. 187 p., 210 F.

(2) La Fiscalité de l'immobilier urbain, Conseil des impôts, 1992, sec-

Figeac redore son blason

Un millier de maisons serrées le long des sombres ruelles, un confort médiéval, ou au mieux, « Siècle des Lumières », 700 logements abandonnés, des bâtisses qui s'écroulent, tel était le centre tiens. de Figeac, il y a une quinzaine d'années. Refusant à la fois l'abandon du cœur de la ville, dont les trois quarts méritent une protection, et sa destruction-rénovation, le maire, M. Martin Malvy (PS), secrétaire d'Etat et porte-parole du gouvernement, monte plusieurs opérations programmées d'amélioration de l'habitat et glane de multiples subventions. Six cents logements sont ainsi modernisés et des monuments

Tache

d'huile Non sans étonnement, les Figeacois découvrent à la fois la richesse de leur patrimoine bâti et la possibilité d'y vivre décemment. Les prix montent et les premiers achats spéculatifs apparaissent. L'architecte Alexandra Melissinos est

appelé à l'aide. Il délimite un

historiques retapés pour y ins-

tailer des services publics.

secteur sauvegardé de 33 hectares, prescrit en 1986. L'année même où l'on ouvre dans sa maison natale le musés dédié à Champollion, décrypteur des hiéroglyphes égyp-

La restauration fait tache d'huile. Témoin cet ingénieur et sa femme fleuriste, qui restaurent admirablement une prétendue commanderie dont les authentiques fenêtres éclairent aujourd'hui six logements à prix modérés. Du coup, les commerçants retapent leurs façades et les visiteurs lèvent le nez. Un médiocre hôtel pour VRP se mue en confortable établissement deux étoiles et un hôtel de luxe est en train de s'instal-ler derrière les murs vénérables de la maison du viguier.

à Figeac M. A.-R.

Dijon respire plein centre

Délimités en 1966, les 97 hectares du secteur sauvegardé de Dijon englobent deux mille bâtisses, dont 10 % datent du Moyen Age, 50 % du XVII- et du XVIII. siècle, 33 % du début du XIX- siècle. Le premier plan de mise en valeur prévoyait de l'adapter à l'automobile grace à des travaux agressifs (percées, remplacement d'espaces verts par des parkings, alignements). Révisé en 1971, il a été remplacé en 1985 par un plan qui favorise les piétons, limite les démolitions et s'efforce de réparer les dégâts antérieurs.

« Gestionnaires temporaires »

Pour l'accompagner, la ville attribue des primes aux Dijonnais, propriétaires et négociants, qui contribuent à l'embellissement du centre ancien. Au prix de plusieurs centaines de millions de francs, les édifices publics à caractère historique (palais des Ducs, églises, hôtels particuliers) ont été restaurés et réaffectés. Philosophie de Robert Poujade, premier

magistrat de la cité : « Nous sommes les gestionnaires temporaires d'un espace exceptionnel que nous devons transmettre aux géné-

rations futures. » Le cœur de Dijon aliait-il devenir un espace musée? L'action générale a consisté non seulement à sauvegarder le patrimoine bâti, mais à le rendre habitable, accessible et utile. Un slogen en résume l'esprit : « Dijon respire plein centre. » Près d'un millier de logements ont été réhabilités et plus de 2 hectares rendus aux piétons. Loin de s'étioler la négoce a refleuri.

Le centre-ville est devenu la plus grande surface commerciale et tertiaire de Bourgogne. La population de Dijon (150 000 habitants) a aug-menté de 6 000 unités depuis 1982 et les emplois de 8 000. Des activités nouveiles se développent : un intense tourisme culturel artire maintenant des milliers de Japonais.

∉ Economiquement parlant, commente la maire, mon secteur sauvagardé vaut deux ou trois zones industrielles. »

INQUART DE

8 CT a - 200 - 1 \$250° 1 11 **建**图图数 2000 The second TELL PARTY (m. 1871) **主**3 *** **

and electrical hands

Tinge drawn : 40% in inmanes and the Paris, mary 71 ... Aujour 2 in Le जार है है Mars de la como De Breton, et

jancal, or a large damen and are a tilles neutralia Bry, par even pur to collection programmes facounc: 4: manufillan (17.7) fante de l'an parient and any artist

Rabibitant are a rééquilib : 2 7 COURRIER

Attention BUX TODAY Carricle := 1,4 fine applomates: Secure a fine a Caga qu'il en de de | 231 are des in Il Time et saire pacife bar de-

Spanife de Comment Fance 194 194: 1. San-Sch ales day 3 the et d'ective Saint ment fout le

UN QUART DE SIÈCLE **DE VILLES NOUVELLES**

(Le Temps des héritiers) SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (Histoire en marche et verts parages) (Un Contro Introuvable)

(L'Age de la majorité) Ed. Autrement. Chaque volume, 128 p., 89 F.

l était une fois les villes nou-velles... Vingt-cinq ans après, c'est en 1967 que le général de Gaulle a lancé « l'action la plus durable conduite par les pouvoirs publics dans le domaine de l'aménagement ». les éditions Autrement dressent un état des lieux de quatre cités de la région parisienne : Marne-la-Vallée, Evry, Melun-Sénart et Saint-Quentin-en-Yvelines. Une scule est absente au rendez-vous : Cergy-Pontoise.

Vingt-cinq ans : est-ce suffisant pour exister, pour créer une « vraie » ville ? La question est toujours posée. Même si, ici ou là, se dessinent, enfin, des quartiers où entre deux espaces verts, parfois un beau plan d'eau, toujours un supermarché, la maison individuelle côtoie le logement collectif. A l'époque, la «geste» qui visait, d'abord, à désengorger Paris était ambitieuse.

Mais l'expression « villes nouvelles » chère à Paul Delouvrier, le père fondateur, délégué général du district de la région parisienne de 1961 à 1969, n'a peut-être pas toujours été bien comprise malgré les efforts de leurs promoteurs qui ont défendu un urbanisme novateur et une structure administrative

Ainsi qu'en témoignent les ouvrages, on s'est interrogé de longues années à propos d'un cadre de vie qui n'était plus Paris, mais pas encore la pro-

TEXTES

Aujourd'hui, « les villes nouvelles reviennent à certaines valeurs de la cité traditionnelle. Elles accordent une attention particulière à leurs centres et adoptent une architecture et un urbanisme plus sages», écrit Michèle Zaoui. Première née des villes nonvelles françaises, Evry, par exemple, eut toutes les audaces, celle de construire les célèbres pyramides, celle de s'adonner au cuite de la construction sous et sur dalle. A l'aube de l'an 2000, Evry revient sur ses extravagances en réhabilitant ses édifices cuite et en rééquilibrant les différences

couches sociales de sa population.

Cette recherche de l'ombre du clocher est facilitée par l'aide financière publique qui atteint chaque année 500 mil-lions de francs. Mais l'étendue de ces villes nouvelles est un obstacle à leur unité. Marne-la-Vallée, notamment, est composée de 26 communes réparties sur trois départements. Ces villes à la campagne

dont le décor évolue sans cesse, où l'errance, faute d'un centre bien défini, n'est pas facile, sont-elles menacées par la prolifération des lotissements pavillonnaires qui obéissent, eux, à l'économie de marché? A ce propos, les auteurs s'interrogent : «Au moment où les réserves foncières sont épuisées, on pourrait commencer à densifier judicieusement, en préservant, bien sûr, plans d'eau et espaces verts, il est préoccupant de voir les habitants refuser catégoriquement que l'on trans-forme la moindre parcelle de vide en plein. »

Un début d'enracinement

lls ajoutent : « Il semble dif-ficile dans cette optique de réaliser la cohérence et l'unité qui font parfois défaut à ces villes. Le débat est ouvert. Mais déjà Melun-Sénart annonce la création d'un « espace central » où devraient venir s'installer, comme sortis du chapeau d'un magicien, le festival des jardins, un « Grand Stade», une université et un centre commercial.

Après vingt-cinq ans de polémique, de remise en cause, de tables rondes, de réunions d'architectes, il existe un point positif qui traduit, quoi qu'on en dise, une certaine réussite des villes nouvelles. Leurs habitants n'envisagent pas de «s'installer ailleurs pour leurs etudes ou leur vie professionnelles ». Un début d'entacine

ment, peut-être de mémoire. Conclusat ces pages témoins, Paul Delouvrier évoque les rapports, difficiles, entre ces cités des portes de la capitale et leurs voisines du bassin parisien. « La solution serait d'établir un accord entre la croissance des villes comme Chartres ou Reims et la croissance des villes nouvelles, puisqu'elles peuvent être finalement jumelles », affirme l'ancien « patron » du district.

Jean Perrin

COURRIER

Attention aux modes

L'article intitulé « Naissance d'une agglomération basco-européenne» (le Monde daté 25-26 octobre) me surprend. Quoi qu'il en soit du contenu même de l'article, qui m'a paru sensé, je ne peux manquer de noter que *le Monde* fait du suivisme et sacrifie à une mode lancée par des chroniqueurs sportifs de nombreuses radios et gazettes à l'occasion du Tour de France 1992. Ils en avaient plein la bouche et le stylo de leur «San-Sebastian», tous ces cuistres qui auraient rougi de dire et d'écrire Saint-Sébastion comme tout le monde! Et pour-quoi pas Pamplona, Barcelona, Sevilla, Cordoba, Roma, Milano, Aosta, Lisboa, Brussels ou London? Grotesque! Et dire que le Monde se pose volontiers en donneur de leçons en tout genre! En toute modestie évi-

HENRI MONTEIL Mauzac-et-Grand-Castang (Dordogne)

L'insuffisance du logement social à Paris

Jean Tibéri estime (le Monde daté 1 2 novembre) que « Paris ne désire pas croître. mais stabiliser sa population et ses emplois en « affinant » ses

fonctions de capitale». L'adjoint au maire de Paris tente de procéder, comme pour certains produits alimentaires, à une opération qui ne les rend accessibles qu'à certaines bourses bien garnies? Ainsi, je crains que sa volonté d'une totale maîtrise des schémas d'aménagement en matière foncière et immobilière ne cache l'ambition de poursuivre une politique de logement qui aille à l'encontre de ceux, qui, modestement, per leur acti-vité professionnelle, contribuent au développement et au rayonnement de Paris.

La norme consisterait, pour les moins aisés, à vivre de plus en plus éloignés du « centre », relégués dans des zones périphériques, et devant subir des volumes horaires de déplacement grandissants pour se ren-dre sur leur lieu de travail. La taxation des bureaux peut représenter un moyen pour contrebalancer l'insuffisance de logements sociaux dans la capitale. Les délocalisations et les redistributions financières basées sur la taxation du capital me sembient procéder d'une même logique de répartition qui va à l'encontre d'une tendance naturelle du marché vers la concentration des moyens et des pouvoirs.

JEAN-LUC RICHARD

DÉBAT

NON AU GRAND STADE

par Marc Perelman

E CORBUSIER avait déjà proposé, en 1935, un a centre national de réjouis-sances populaires ». D'une capacité de 100 000 places, cet ensemble à vocation polyvalente (discours, théâtre, gymnique, musique, danse...) aurait permis, selon le souhait de l'architecte, la participation active des spectateurs « dans l'unité, par l'architecture ». Prévu pour être implanté en région parisienne (bois de Vincernes ou de Bou-logne, Gennevilliers, ou bien encore Gentilly), ce stade se voulait un produit résurgent de la nature, puisqu'il devait avoir le forma d'une coquille largement épanouie vers le ciel, laquelle reposait aux limites ter-ritoriales de Paris...

La France organise en 1998 la Coupe du monde de football, qui sera le demier événement sportif d'importance du millénaire Pour la région parisienne, les lieux d'implan-tation possible d'un grand stade se situent à Melun-Sénart ou, hypothèse récemment mise en avant par Charles Pasqua et immé-dietement soutenue par Michel Sapin, à Nanterre lle Monde deté 15-16 governirs) Namerre (le Monde daté 15-16 novembre),

Il est intéressant de constater que, dès que les banlieues s'affolent ou que plus généralement les individus sont morfondus par la politique, tous, à gauche comme à droite, prônent les mêmes espaces fermés, les mêmes lieux homogènes, et les mêmes activités physiques, à savoir tout ce qui concerne le sport.

Un Grand Stade, nous dit-on, manquait à la France. Grâce à un bloc de béton « tout équipé», on fait miroiter un rêve, prétendument grandiose, à une population brisée par la vie de banlieue, dont le nouvel horizon deviendrait architectural et de loisir grâce à un projet de stade. Austrement dit, à l'instar du parc d'attractions de Disney, conçu comme un vaste parking de loisirs-spectacles venu se poser en douceur à l'est de Paris, le Grand Stade sera l'autre grand foyer de canalisation des énergies devenues meutes sportives (1).

Des lieux exutoires

Il paraft entendu que la logique actuelle de renforcement des équipements dits culturels devait passer par la concrétisation d'un tel dessein. Serait-ce ici l'ultime grand projet? Curieuse et bien symbolique façon d'achever un programme de réalisations grandiloquentes per une enceinte dont on ne dira jamais assez l'histoire funeste. Les derniers événements qui ont eu lieu dans des stades étaient-ils sportifs?

tuent les stades. Les gens y sont déchaînés et, dans ce type d'enceinte, ils sombrent, l'alcool aidant, dans la violence la plus grégaire, la plus insoutenable. Ils compensent, ici mieux qu'ailleurs, une vie souvent difficile par des cris allant jusqu'à la violence physique que favorise ce type de lieu structurelle-ment organisé, on devrait écrire cimenté, par tout un système visuel et auditif équivoque et terrifiant.

Sans doute est-ce parce qu'il ne se passe plus rien dans leur vie, en dehors de la consommation effrénée pour les una, ou la contemplation de cette même consommation pour la majorité, que les individus sont condamnés à rechercher des lieux exu-

Les expériences de stades mis en transe fusionnelle sont douloureuses. Elles font parfois de cas liaux un enfar où règnent batailles rangées entre supporters, affrontements violents. Des lieux où la masse des individus se caractérise par une conscience atrophiés de la vie, et où le sport n'est plus que le prétexte à des violences souvent bar-

La question est finalement de savoir s'il existe quelques individus pour dire non au Grand Stade?

(1) Le Monde diplomatique, août 1992.

jeudi 3 décembre 1992,

troisièmes Rencontres financières des décideurs locaux. organisées par le Crédit local de France.

Programme de la journée

Matin

Les perspectives d'évolution de la conjoncture des finances locales par Pierre Richard, président du directoire du Crédit local de France.

La gestion locale à l'heure européenne, par Robert Hertzog,

professeur à l'université Robert Schuman de Strasbourg.

Séances techniques :

- La consolidation des comptes.
- Connaître et améliorer son niveau de solvabilité.
- Les nouvelles donnes de l'intercommunalité.
- Le financement privé ou mixte des équipements publics.

Le profil des directeurs financiers territoriaux, par Philippe Laurent, président de Villes et finance.

L'évaluation au service de la gestion locale, Table ronde animée par François de Witt, directeur de la rédaction de la Vie française,

Michel Charasse, ancien ministre, sépateur, Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre, sénateur, président du Comité des finances locales, Pierre Richard, président du directoire du Crédit local de France.

Rapport introductif par Bernard Brunhes, consultant

Allocution de clôture : René Monory, président du Sénat.



avec la participation du Moniteur des Villes et de la Gazette des Communes

Jeudi 3 décembre 1992 • CNIT PARIS LA DEFENSE Renseignements et inscriptions : Aréopage • tél. : 40 26 05 33 • Fax : 42 21 06 83

Où sont passés les corsaires?

ES rafales atteignent 130 kilomètres-heure. La météo annonce une n tempete ». Ici les gons parlent de « coup de vent » et les mouettes rigoleni. L'air s'engouifre jusque dans les crânes par les oreilles, doulourausement. Il faut une longue carrière de marin derrière soi pour pervenir à garder sa cas-quette sur la tête. Mais seuls les derniers touristes de la saison se recroquevillent dans leurs anoraks, les Malouins, eux, se sont groupés sur la promenade qui longe la grande plage pour apprécier, on connaisseurs, les plus belles vagues.

Une journée particulièrement e torique », selon le qua-lificatif de l'Office du tourisme et des amoureux de la cité corsaire. Une journée où l'intrépide peut aller s'aggripper au sommet des remparts. Là, face au large, il peut rèver au naufrage des ilots tout proches, celui du fort National. surplombé d'un maigre drapeau, ceux du Petit et du Grand-Bé qui abrite la tombe de Chateaubriand.

Un panneau prévient les promeneurs qui, par temps plus clément, s'apprêtent à descendre sur la plage du Bon-Secours. Il leur faudra demeurer sur ces miettes de rochers. si la marée moniante les surprend. a Attente : six heures ». conclut sobrement l'auteur de cet avertissement à l'intention de ceux qui, décidément, n'entendent rien à la mer. Si par hasard il s'en présentait à

De la station balnéaire de Rothéneus à la cité d'Aleth au nanorama ouvert sur la Rance et sur les excentriques cottages de Dinard, la commune voisine, la ville est tournée vers la Manche. Et ici, entre Bretagne et Normandie, il est difficile d'oublier sa présence. Les vagues lèchent les remparts sur cette côte où les marées atteignent souvent 13 mètres d'amplitude. Perché sur son rocher d'origine. le cœur historique intra-muros s'appelait autrefois Saint-Malo-en-l'Isle. Et à queiques voies terrestres près, gagnées sur les marais, il mériterait

encore son nom.

É

Vus du large, ses remparts, ses maisons de granit alignées sous le clocher de la cathédrale ont dû longtemps impressionner les voyageurs. Ils séduisent encore le million de passagers de la compagnie Brittany Ferries qui accostent chaque année, en provenance de Portsmouth ou de retour des iles anglo-normandes.

Moderne cité d'If, Saint-Malo est un leurre. La seconde guerre mondiale l'a mise à mal. Détruite à 80 % lors de sa reconquête par les troupes américaines, elle fut reconstituée plutôt que reconstruite, sur des armatures de béton. Seulement deux mille personnes vivent toujours dans des logements au confort des années 50. Elles étaient treize mille huit cents à la veille de la guerre.

Mais cette destruction n'a pas empêché la belle légende de se perpétuer. La ville cultive soigneusement son histoire. Les grands hommes du cru, Jacques Cartier, Duguay-Trouin, et Surcouf l'intrépide, sont célébrés avec une ferveur exceptionnelle. Aujourd'hui encore, des associations se créent pour leur rendre hom-

Pays de hardis navigateurs et de corsaires, qu'il est malvenu de confondre avec quelque pirates, voire avec de vul-gaires pillards. Saint-Malo ne fut pas un berceau de bātisseurs. A plusieurs étaient maximaux. Dans l'arrière-pays, appelé le Clos-Poulet, qui servait de réservoir d'hommes, le nom de Le Borgne est répandu. Mais la richesse rapide était assurée en cas de victoire.

Cet âge d'or a atteint son apogée au début du dix-huitième siècle. Après le Second Empire, le port vécut au rythme de la pêche. Finies les Caraibes, Terre-Neuve est la nouvelle destination, et les cales des navires s'emplissent de morues. Bateaux à voile, puis coques d'acier. Aujourd'hui, il reste trois grands chalutiers-usines armés à Saint-Malo pour apporter le poisson des côtes canadiennes. En concurrence dans ce secteur, avec les pêcheurs de Saint-Pierre-et-Miquelon, Malouins ne veulent pas admettre la perte de cette activité traditionnelle. Difficile décidement d'abandonner le

L'endroit compte suffisamment de mauvaises langues pour dénoncer ce penchant. Les habitants. particulièrement ceux du «Caillou» sur lequel s'accroche la vielle ville comme une bernic, ont gardé une grande « fierté », disent-ils avec insistance. « Ni Français. ni Breton. Malouin suis » est leur devise, rappellent-ils à l'envi. Ce caractère insulaire se double du syndrome des reprises, les Malouins, faute bocages bas-normands, où l'on

querelles politiques. La ville en a gardé une réputation de pays de dissidents, à droite comme à gauche. Cette caractéristique, ajoutée à des conflits de groupes économiques aux intérêts divergents et à une greffe de communes à peine cicatrisée, rend l'avenir incertain. Doit-elle miser sur son port de commerce ou accepter l'idée qu'elle tire déjà ses principales ressources des

de francs. Avec ces éléments conséquents et la réflexion lancée il y a un an par les services de l'Etat pour définir un schéma directeur, les responsables économiques pourraient chercher à faire de Saint-Malo la porte maritime de Rennes. Faute de quoi le risque existe d'en devenir la banlieue résidentielle.

Déjà, les financements nécessaires au déroctage des fonds sous-marins out été obtenus. Ainsi, les gros ferries capables de transporter deux mille voyageurs et six cents véhicules vont arriver dans quelques mois. Pour l'heure, il est difficile d'imaginer comment cette caravane supplémentaire pourra circuler tant l'accès aux bassins, creusés au pied des remperts, est malaisé en haute saison.

Saint-Malo est restée le nez pointé vers la mer. Elle attend désormais avec impatience que s'achève l'aménagement de la route à quatre voies en direction de Rennes, prévu pour l'été prochain. Plus hypothétique est l'électrification de la ligne SNCF qui

jours connu des problèmes d'eau. Louis Chopier, en fonctions de 1978 à 1983, cite en premier lieu dans son bilan municipal l'amélioration de l'approvisionnement. René Couanau, le premier magistrat actuel, vient de faire voter à son conseil municipal un ensemble de travaux en faveur de l'assainissement pour un montant estimé à 300 millions de francs, autant que le budget annuel de la ville. En contrepartie, promet René Couanau, les Malouins pour4.≣

AL CHEIGHT

pares in .

stabilite Je

de la iman

tre prome"

la neuve e

gesett etter:

21 ecve*****

tent dota - "

roppe 😂 🔧

La tempete

retletait pas 111

tudes to 11 x 13

francom sur ...

tricht i said frait

idees the time to

Diune ex

tes stable. " " faits immigdiat

aux lack total

Wenthis Tu

me faur int ...

que celle de "L' -

laur craisser

manses à l'escorr

tements plus co.

nombreux lot as

peut-être és 🎨 .

D'autre puri

d'une ovance:

l'union éco-co- :

prévue a Magain

aussi, en 📆

Aujourd'hu: ===

chemia tout 🧷

celui trace dans

cas de la Grande

Byant quitté e S

de dévaluation se

stimular au mar.

Sance economia. Etars, sans

Maastrich: den

cultés de la mile l'unification des ser

devises, dar: montaie unique l'Italie, qui è est re SME en septe de l'Espace

de l'Espagne e:

CERTAINS CO

for partie de

cont partio de autres pays a deconomique de devaluations.

Etats qui les merres justice, par exempleme en partimetre extérieur le sainissement con qui lui est impose Mais d'autros e l'évolution récente car l'exemple se aussi que la marcia de l'autre de l'Après avoir

Après avoir less sout crin, lès dr. 54 acceptent, en lar eign de la spéc augle, autoris faménagement

tomne 1392

dange stadie 1214 .

ent été marcon

Herris 3 ... Commert des

gendant de

dations inch

monetà resim

cuda por

Internation 1

bouldeers.

ront dans l'avenir s'enorgueillir d'une station d'épuration parmi les plus modernes d'Eu-Dans le domaine de l'urbanisme, René Couanau nourrit des projets pharaoniques. qu'il livre avec prudence. Il souhaite, entre autres, déplacer la gare, pour créer sur son

emplacement un véritable cen-

tre-ville. L'idée n'est pas nou-

velle, mais n'a jamais abouti. Sur le plan culturel, les grands travaux ont délà commencé: rénovation d'un théatre, création d'une Maison internationale des poètes et des écrivains, nouveau souffle donné aux festivals de bande dessinée, du livre d'aventure... 1993 devrait marquer l'amorce d'un développement de l'enseignement supérieur avec l'ouverture d'un institut universitaire de technologie. Le président de la chambre de commerce imagine, lui, des sonterrains pour désengorger

A travers les siècles, les riches citadins ne furent pas particulièrement dociles et manifestèrent souvent leur mécontentement. La tour qui domine l'entrée des remparts est là pour en témoigner. Anne de Bretagne fit inscrire sur cet édifice, symbole d'autorité, l'avertissement : « Qui

qu'en grogne, ainsi sera». Les élus locaux devront-ils se montrer aussi déterminés que la duchesse pour faire admettre par la cité corsaire que la page des grands aventu-riers est définitivement tournée ? L'heure des bâtisseurs est venue. Un constat qui pourrait provoquer encore quelques tempêtes dans le port malouin.

de notre envoyée spéciale Martine Valo

(1) Histoire de Saint-Malo et du pays malouin, dirigé par André Lespa-gnol, président de l'université Rennes-II, éditions Privat, 325 p., 270 F.

> Prochain article: MACON

Dans la série « Cités » le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novem-



Trop lontemps assise sur un tas d'or, la ville cherche à retrouver son « esprit de conquête ». En investissant dans le tourisme, mais aussi en devenant la porte maritime de Rennes

de s'entendre, out retardé, parfois de plus d'un siècle, la modernisation de leur port et de leur cité (1). Son passé prestigieux, la ville le doit surtout à ses négociants inspirés qui surent la rendre riche.

Leur génie des affaires et leur témérité furent les moteurs de leur réussite, lorsque la «guerre de course» leur permettait de s'emparer de navires marchands anglais

La mer, exclusivement

Sa vie est ponctuée de noms qui sonnent bien. Le sien d'abord : Bertrand B. de Quénetain, un petronyme digne d'un fils d'une famille abretonne depuis le douzième siècle, au moins ». Celui, ensuite, de la rue cû ii vend des ouvrages at des cartes consacrés exclusivement à la mer : sa librairie est amarrée au numéro 4 de la rue Porcon-dela-Barbinais, à Saim-Malo intramuros. Enfin, l'enseigne de sa maison d'édition : L'Ancre de marine, spécialisée dans les arts et traditions de la mer.

L'homme publie douze à quatorze livres par an, soit soixante-quinze au total depuis qu'il a commencé, il y a cinq ans. A ceux que sa Rolls-Royce intrigue, Bertrand de Quénatain répond tout net que son activité n'est pas militante. Certes, il se consacre au secteur qui le passionne, mais cela ne l'empêche pas de bien

gagner sa vie. Autent que les lecteurs qui prennent la plume le sachent, leurs missives sont les bienvenues. Mais, cédant au complexe du facteur attentionné, Bertrand de Quénetain transmet à ses auteurs uniquement ales bonnes lettres a. Comme cela se produit assez souvent, sa vocation d'éditeur est née lorsqu'il chercha à faire imprimer son propre livre, la Vie maritime à Saint-Malo au début du siècle. Une expérience sur laquelle il ne s'étend guère. « Savoir écrire est un talent ».

résume-t-il, elliptique. En revanche, il raconte son parcours sans trop se faire prier, sachant bien que le récit vaut d'être entendu

Pourquoi donc un ingénieur des travaux publics de sa trempe fuit-il, à vingt-huit ans, la capitale at son poste de directeur d'une société immobillère? Pour devenir... épicier à Chausey, une merveilleuse le de cinquante habitants l'hiver. L'aventure durera trois ans, jusqu'è ce que les enfants aient l'âge d'aller à l'école.

C'est sans doute l'épisode de sa vie dont il parle avec une réelle nostalgie. Ses périodes de vacances, ses sejours à l'étranger se comptent en années, sa tentative pour renouer avec la vie de cadre parisien ne durera qu'une journée. Ce n'était décidément pas son fait.

A quarante-huit ans, sa passion reste la mer, davantage que la cité malouine. Peut-être partira-t-il à nouveau pour Chausey ou pour quelque île du Pacifique, un de ces endroits où l'émotion face au ciel, aux vagues, est chaque jour renouvelée. En attendant, dans sa petite librairie qu'il conçoit comme « un indispensable bureau ouvert d'éditeur», il continue de recevoir ses visiteurs, érudits ou simples curieux. Le matin seulement, car ces bavards lui mangent son temps. Trop précieux.

s'est longtemps contenté d'écouter pousser l'herbe grasse, sans préparer l'avenir.

Chacun le déplore à sa façon. Qui se désole de l'assoupissement de la cité, « trop longiemps assise sur un las d'or », qui s'emporte contre ces descendants de cap-horniers métamorphosés en fournisseurs de crêpes et de cartes postales. L'été, les touristes se pressent à la porte Saint-Vin-cent. La population culmine alors à plus de deux cent mille personnes dans une ville qui en compte habituellement quarante-buit mille. Mais où sont passés les corsaires? Le maire, René Couanau (CDS), ne dit pas autre chose sur un ton plus indulgent, lorsqu'il tente de remettre au goût du jour « l'esprit de conquête » et lance un ardent : « Sortons de nos remparts!»

Le slogan peut être pris au sens premier, car extra-muros, la ville n'a pas encore su établir son unité, pas plus sur le plan de l'architecture que dans les cœurs. Héritage d'une fusion de trois communes, Saint-Malo, Saint-Servan et Paramé, décidée il y a vingtcinq ans, les quartiers sont seulement juxtaposés. Dotés de trois centre-villes distincts, ils ont pour éléments fédérateurs le port de commerce et une gare, quelque peu isolée au milieu de ce vaste territoire. Un mariage récent qui entraîne beaucoup de difficultés. Chacune des trois entités, d'importance comparable en nombre d'habitants, s'est développée sans grande cohé-

rence. La Révolution française avait accorde son autonomie au faubourg de Saint-Servan. Son hôtel de ville pompeux, construit quelques décennies plus tard, se dresse toujours comme un défi aux marchands du « Caillou ». Comme un symbole d'une difficile union. La vie municipale est faite de semblables épisodes chaotiques. Depuis les mandats de Guy La Chambre, maire pendant vingt ans et initiateur de la reconstruction, Saint-Malo a été le terrain de nombreuses

nombreux visiteurs qui viennent humer le parfum de la cité corsaire ou bien assister au départ des courses transatlantiques à la voile? Quel que soit l'interlocuteur, la réponse est toujours tranchée, mais

parfaitement inverse. « Il faut bien sur investir dans le tourisme, répond sans hésiter Serge Raulic, directeur des Thermes marins, un éta-blissement de thalassothérapie Le TGV Atlantique a fait

Chiffres

■ Sous-préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, Saint-Maio compte 48 057 habitants.

Résultat des élections municipales du 20 mars 1989 :

1.: 34 932; V.: 25 439; A.: 27,17 %; E.: 24 923. Union d. (Couaneu, UDF-CDS, député), 13 286 (53,30 %), 33 élus (5 UDF-CDS, 4 UDF-PR, 2 RPR, 3 CNI, 19 div. d.). Union de la gauche (Chopier, PS), 11 637 (46,69 %), 10 élus (1 PC, 3 PS, 1 MRG, 1 UDB, 4 div. g.). (Planchet, div. d., maire sortant, s'est reciré après le premier terre.)

Résultats du référendum sur l'Union européenne du

20 septembre 1992 : L: 35 501; V.: 24 132; A.: 32 02 %; E.: 23 366: 9 354 (40,03 %)

qui vient d'être rénové. Saint-Malo, mondialement connue, dispose de tous les atouts pour réussir dans ce domaine, à condition de ne pas se conten-ter du facile commerce intramuros. r « Les Malouins doivent surtout reconquerir leur place dans le trafic maritime, leur richesse est toujours venue de là »: Noël Fournier, souspréfet, est catégorique. Michel Guérin, président de la chambre de commerce et d'industrie. l'est plus encore : « Sans le port, nous n'existerions

plus », affirme-t-il. Afin de trancher cette délicate question, une étude a été réalisée l'an dernier, à la demande des professionnels. Il semble que ce site à vocation multiple, à la fois port de marchandises et de passagers. de pêche et de plaisance, fait travailler, directement ou non, un cinquième de la population salariée locale. Ces diverses activités produisent une valeur ajoutée de 1,5 milliard

presque entièrement disparaître les trains directs en provenance de Paris. Depuis, les Malouins et leurs visiteurs se plaignent d'avoir à changer en gare de Rennes, pour emprunter la « diligence », comme l'appelle René Couanau. « Tous ces dossiers se débloquent avec vingt ou trente ans de retard », constate l'un des anciens maires de Saint-Malo, Louis Chopier

(PS). L'ancienne reine des voies maritimes, comme on aime à la présenter ici, s'estime isolée. Elle n'a pas bénéficié du boom agricole breton ni de la décentralisation industrielle des années prospères. L'agglomération se trouve condamnée à mener de front de nombreux chantiers de modernisation. Certains pourraient ne faire sentir leurs effets que pour les générations à venir, tant les investissements se révèlent considérables. Les pieds dans la Manche, Saint-Malo a tou-